QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11825 – VENDREDI 4 FÉVRIER 1983

**En Espagne**

**Des militaires légalistes nommés à des postes-clés**

LIRE PAGE 32




Fondateur : Hubert Beuve-Méry    Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

## Paris-La Haye : des relations navrantes

M. Van den Broeck, ministre néerlandais des affaires étrangères, et M. Cheysson se livrent ce jeudi 3 février, dans l'indifférence générale, aux consultations d'usage entre partenaires d'une même Communauté. Il est pourtant urgent qu'elles sortent de la routine et marquent le renouveau de relations présentement navrantes.

On brocarde les visites de chefs d'État et il est vrai que souvent elles sont purement formelles ; leur absence, en revanche, peut être significative. Depuis la fondation de la Vᵉ République, aucun de ses présidents – et Dieu sait s'ils voyagent – n'est allé en visite officielle à La Haye.

Les responsabilités de cette situation sont partagées. Mais ses données psychologiques et politiques sont en train de changer. Après la guerre, les Pays-Bas sont foncièrement anti-allemands et confient leur sécurité aux Anglo-Américains. Par le traité de Bruxelles de 1948, ils s'unissent à la France et à la Grande-Bretagne dans une alliance qui s'intégrera dans l'alliance atlantique. Douillettement protégés, ils prennent pour autant de monstres les « grands desseins » du général de Gaulle : Europe des États sans la Grande-Bretagne, Europe européenne à l'écart des États-Unis, force de frappe, sans parler d'un anti-parlementarisme qui heurte leurs traditions.

Cette situation a beaucoup changé. Aucun gouvernement allié ne conteste plus la politique de sécurité héritée de de Gaulle telle que M. Mitterrand la pratique, et les Néerlandais, hier atlantistes irréprochables, sont aujourd'hui les alliés qui répugnent le plus à abriter des missiles américains. Ils n'avaient cependant pas tiré les conséquences de cette évolution, que la pollution du Rhin par les déchets des potasses d'Alsace empoisonnaient les relations franco-néerlandaises. L'actuel gouvernement français a eu le mérite de décider de mettre un terme au refus indéfendable de ratifier la convention signée par les riverains du fleuve.

L'image qu'offrent aujourd'hui les relations franco-néerlandaises est en tout cas sinistre. Par tête, les Néerlandais représentent en Europe notre plus gros déficit commercial : près de 15 milliards de francs pour quatorze millions d'habitants, soit 15 % du déficit français. Les ventes de Talbot aux Pays-Bas égalent nos achats de fleurs. Les Pays-Bas n'achètent aucun armement français, à l'exception de mines antichar fabriquées par... une filiale néerlandaise. Un gros marché de locomotives est en passe de nous échapper.

Le français, obligatoire jusqu'en 1953 dans l'enseignement primaire, est de plus en plus menacé. Alors qu'il est encore une des deux langues obligatoires dans le secondaire, il deviendra, si une loi en cours d'élaboration est adoptée, facultatif au même titre que l'arabe, le portugais ou le turc.

Sans doute peut-on espérer, une fois le contentieux sur le Rhin réglé, que de meilleures relations entre les gouvernements rapprocheront les peuples. Mais il faudra que les Français retroussent leurs manches. Leur éviction du marché néerlandais est en grande partie la faute des Français eux-mêmes, qui ont longtemps cru qu'il suffisait d'ouvrir un bureau à Bruxelles pour vendre à Rotterdam. Seul un long effort amènera un jour les Néerlandais à ne plus dire à un enfant paresseux : « Ne fais pas ton devoir à la française (Met de franse slag). »

# Des éléments de la Légion vont renforcer à Beyrouth le contingent français

## Washington réagit vivement à l'incident entre « marines » et soldats israéliens

*Après les deux attentats commis en moins d'une semaine contre les soldats français à Beyrouth, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a confié au général Georges Maldan, inspecteur des forces extérieures et des troupes de marines, le soin d'étudier, de concert avec les partenaires de la France, un renforcement du contingent français de la force multinationale à Beyrouth par des éléments de la Légion étrangère.*

*Washington a vivement réagi à l'incident qui a opposé mercredi à Beyrouth une unité de chars israéliens à un détachement de « marines ». M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, a félicité publiquement l'officier américain qui a barré la route à un char israélien pour l'empêcher de violer la ligne de démarcation.*

*Ce jeudi matin, les locaux de l'agence syrienne d'information SANA à Beyrouth-Ouest ont été dévastés par l'explosion de deux charges qui n'ont toutefois pas fait de victimes.*

De notre correspondant

Beyrouth. – « *Vous ne passerez que sur mon corps !* » : en se deressant de toute sa hauteur face aux trois chars israéliens, qui essayaient de contourner le barrage de « *marines* » s'opposant à leur incursion, un officier américain a été le héros du sixième incident en deux semaines entre troupes israéliennes et américaines dans la banlieue sud-est de Beyrouth. Les chars ne sont pas passés

Non loin de là, les Israéliens n'en ont pas moins poursuivi leur ratissage, devenu quotidien depuis plusieurs jours, interrompant la circulation et tirant des rafales devant eux dans les oliveraies pour se couvrir.

Les « *marines* » sont excédés des agissements israéliens dans leur secteur et ne répugneraient pas à la manière forte si on les y autorisait. Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a déclaré qu'il craignait des « *affrontements plus graves* ».

LUCIEN GEORGE.

*(Lire la suite page 3.)*

# L'autonomie du secteur public doit être respectée

## *déclare M. Mitterrand*

**A l'occasion du conseil de ministres du 2 février, M. Mitterrand a « *rappelé fermement à l'ensemble des ministres que l'exigence d'une politique industrielle cohérente doit se garder d'une bureaucratie tâtillonne* ». Lors du déjeuner qu'il avait eu le 11 janvier avec six P.D.G. des groupes industriels nationalisés, ces derniers s'étaient inquiétés des pressions multiples qui obèrent leur « *autonomie de gestion* ».**

**Le rappel à l'ordre de M. Mitterrand s'adresse, au-delà des ministres, à l'ensemble de l'administration. La vigilance manifestée par le chef de l'État sur le chapitre des nationalisation s'explique par l'importance de l'enjeu. Des performances des groupes nationalisés dépendra pour une large part le jugement que porteront les Français sur cette société d'économie mixte que le pouvoir veut mettre en place.**

## Gérer les nationalisations

### I. – *De désagréables surprises financières*

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Voilà un an, le gouvernement socialiste procédait, au terme d'une âpre bataille juridique et politique, au plus vaste transfert de propriété au profit de l'État jamais réalisé en Occident. La quasi-totalité du secteur bancaire, la sidérurgie, quelques-uns des plus grands groupes industriels français devenaient ainsi « *la propriété de la collectivité* ».

Un an est un délai bien court pour juger d'une réforme d'une telle ampleur. Comme on pouvait le penser, les nationalisations n'ont pas réglé comme par enchantement les problèmes de l'économie française. En revanche, elles n'ont pas entraîné de cataclysme. Ni à l'intérieur de l'Hexagone ni à l'extérieur. Reste que les copropriétaires que sont les Français s'interrogent. Qu'est-ce que la nationalisation a réellement changé : dans les relations de ces groupes avec l'État, le financement de leurs investissements, leurs rapports sociaux ?

A la lumière des derniers résultats annoncés pour le secteur public, une question domine cependant toutes les autres : la nationalisation aurait-elle transformé des entreprises bénéficiaires en des gouffres à déficits ?

*(Lire la suite page 29.)*

# Climat tendu à l'usine Citroën d'Aulnay

*Un nouveau conflit a éclaté à l'usine Citroën d'Aulnay, après les graves incidents qui ont opposé, mercredi 2 février, grévistes et non-grévistes à l'usine Citroën d'Aulnay et qui ont fait plusieurs blessés. Une quarantaine d'agents de maîtrise et d'ouvriers du « plateau de retouches », des voitures ont à leur tour, fait grève, jeudi 3 février, réclamant le licenciement des « meneurs ». Selon la direction, ces débrayages de protestation ont entraîné, jeudi matin, l'arrêt de la production.*

Mercredi, M. Auroux, ministre du travail, a dénoncé des « *méthodes relevant de pratiques terroristes* » et souligné la nécessité de respecter la liberté de ceux qui veulent travailler.

La C.G.T. a estimé que le ministre était tombé dans « *un piège patronal* ». Selon les cégétistes, des non-grévistes se sont opposés au départ de grévistes pour une manifestation à Paris. La direction et la C.S.L. donnent une version opposée : cégétistes et délégués de chaînes ont provoqué les incidents en faisant pression sur les salariés opposés au débrayage *(lire page 27 le récit de Laurent Greilsamer)*.

Jeudi à l'aube, l'atmosphère était toujours tendue aux portes de l'usine. Des ouvriers maghrébins de l'équipe du soir étaient venus expliquer à leurs camarades de l'équipe du matin les événements de la veille. Ils appartenaient à l'atelier de montage dont les O.S., en majorité cégétistes, s'étaient affrontés avec des agents de maîtrise et des ouvriers professionnels français et asiatiques du « plateau de retouches », pour la plupart membres de la C.S.L.

Des élus de la C.G.T., accusant la direction de « *provocation* », lançaient des appels au calme, tandis que des travailleurs maghrébins se déclaraient partisans d'un débrayage. Cependant, les ouvriers pénétraient normalement dans l'usine pour reprendre le travail sur les chaînes.

Mais à l'atelier de retouches, la C.S.L. et des agents de maîtrise se sont mis en grève, exigeant des sanctions « *contre les agresseurs* ».

**Déclarations fiscales**

**« Le Monde » du 4 février (numéro du 5) publiera un supplément de six pages consacré aux déclarations de revenus et au calcul de l'impôt pour 1983.**

LES DISSYMÉTRIES SOVIÉTO-AMÉRICAINES

# Il n'y a pas que les haricots

**M. Bush, vice-président américain, termine à Bruxelles, ce jeudi 3 février, la quatrième étape de sa tournée européenne. Il sera vendredi à Genève, où il rencontrera les négociateurs soviétiques et les négociateurs américains aux pourparlers sur les armements nucléaires. Abordant ce problème à La Haye, où il se trouvait mercredi, M. Bush a réaffirmé l'attachement de Washington à l'option zéro, qui exige le démantèlement de toutes les fusées soviétiques à moyenne portée basées à terre en échange du non-déploiement d'armements analogues dans les pays de l'OTAN. « *Si les Soviétiques ont un autre plan, le président Reagan a dit qu'il le prendrait sérieusement en considération* », a-t-il ajouté.**

**A Washington d'autre part, la Maison Blanche a « regretté » que Moscou « *n'ait pas répondu sérieusement* » à l'offre de M. Reagan de rencontrer M. Andropov pour signer un traité sur les armements nucléaires. « *Nous espérons que les Soviétiques étudieront cette proposition plus sérieusement* », a ajouté un porte-parole.**

par ANDRÉ FONTAINE

Chaque camp s'affirme partisan de maintenir l'équilibre avec l'autre, tout en l'accusant, statistiques en main, de détenir ou de rechercher la supériorité. Pour permettre à l'opinion de trancher, la presse, notamment américaine, déborde de tableaux et de graphiques.

Mais comment s'y retrouver entre tous ces engins de mort aux noms mythologiques ou algébriques ? Sauf à faire aveuglément confiance à ceux dont on épouse les craintes et les objectifs, on est facilement porté à croire que dès l'instant où les uns et les autres ont les moyens de se réduire en bouillie pour longtemps, il n'importe guère qu'il y en ait un peu plus d'un côté ou un peu plus de l'autre.

C'est vrai des armes dites « stratégiques » : celles qui menacent, à partir du territoire d'une superpuissance, de ses avions à long rayon d'action ou de ses sous-marins, le territoire de l'autre. Certes les Américains redoutent que les Soviétiques ne disposent un jour des moyens de neutraliser par une attaque par surprise l'essentiel de leurs fusées intercontinentales en silos, qui sont pointées en permanence sur les bases de départ des fusées adverses et sont appelées pour cette raison « anti-forces ». Dans ce cas en effet, sauf à capituler, il leur faudrait recourir à des armes lancées de sous-marins ou de bombardiers, que leur moindre précision ne permet d'utiliser que contre des « cités » (armes dites pour cette raison démographiques) en s'exposant au risque de recevoir sur leurs propres villes une « punition » d'égale ampleur. Mais la précision grandissante du tir des fusées tirées à partir des sous-marins, lesquels, pour un laps de temps sans doute encore assez considérable, sont à l'abri des coups adverses parce que presque impossibles à repérer, devrait avoir pour effet de réduire la différence entre les deux frappes « antiforces » et « anticités » et donc de diminuer la vulnérabilité américaine.

Dans ces conditions il n'est pas déraisonnable d'espérer que Washington et Moscou parviendront un jour à conclure un nouvel accord de limitation de ces armements, impliquant cette fois la destruction d'un certain pourcentage de fusées. Des deux côtés, on pourrait ainsi dépenser moins, sans que pour autant le rapport des forces se trouve modifié.

*(Lire la suite 2.)*



*AU JOUR LE JOUR*

## Formalités

*Le gouvernement va créer une « commission de simplification des formalités imposées aux entreprises ».*

*La tâche des commissaires anti-paperasse ne sera pas une formalité. Il leur faudra fouiller sous la muraille de papier qui entrave l'initiative privée. Plonger dans des dossiers dantesques et dans l'océan des circulaires, démasquer les agents de la tracasserie.*

*Mais ce ne sera rien à côté de la nécessaire lecture des rapports antérieurs sur le même sujet.*

BRUNO FRAPPAT.

# *Le défi de l'échec scolaire*

**En engageant une réflexion nationale sur l'enseignement du premier degré, le ministre de l'éducation nationale s'efforce de répondre à l'attente inquiète de nombreux Français. Les difficultés engendrées par la réforme de 1975 en vue de la mise en œuvre d'un « collège unique » ont suscité le désarroi de nombreux enseignants et les critiques parfois véhémentes de l'opinion publique. Pourtant l'objectif politique, il y a déjà trente-cinq ans, du plan Langevin-Wallon était de faire accéder tous les jeunes Français à l'enseignement secondaire durant leur scolarité obligatoire ; cet objectif avait peu à peu été souhaité ou accepté par la quasi-totalité des forces sociales dans notre pays, à la suite de la majorité des acteurs de l'éducation, notamment des enseignants... Comment expliquer les décalages entre cette volonté politique et les pratiques éducatives actuelles ? Pourquoi au moment où il met tout en œuvre pour assurer une réelle « démocratisation » de l'enseignement, le système éducatif semble-t-il achopper sur un échec scolaire qui atteint presque toujours les mêmes milieux sociaux ? Sur quels points le débat prévu peut-il améliorer le fonctionnement de l'école en France ?**

***La série de deux articles dont nous commençons la publication a été rédigée par un haut fonctionnaire qui vient de quitter le ministère de l'éducation nationale et qui s'est aussi intéressé à la recherche en sciences humaines. Il nous l'a adressée à titre personnel, c'est la raison pour laquelle il a signé d'un pseudonyme.***

## I. – Une machine à éliminer

Il est difficile d'appréhender l'ampleur des mutations structurelles de l'éducation en France depuis une trentaine d'années. A la fin des années 1950, la moitié environ d'une génération accédait à l'enseignement des collèges ou lycées en classe de sixième : en 1980, plus de neuf élèves sur dix parviennent en sixième (même si, pour une fraction importante, ils le font avec retard). Depuis la suppression des filières du collège Fouchet, à la rentrée 1977, les enseignants des collèges trouvent en face d'eux dans le « collège unique » des élèves originaires de tous les milieux sociaux, marqués, en outre, par une très grande hétérogénéité de leurs performances scolaires.

Faute de préparation et de formation parfaitement adaptées des enseignants, que leur cursus personnel porte plus à répondre aux attentes des bons élèves, et par manque d'expérimentations qui auraient pu être peu à peu étendues sur la base du volontariat, ces mutations sont vécues par tous comme une « contre-innovation » subie : elles engendrent désarroi et impuissance chez certains enseignants.

JEAN VIGUIÉ.

*(Lire la suite page 19.)*

Le Monde

# idées

## La course aux fusées

Il ne se passe pas de jour que quelque déclaration, à l'Est ou à l'Ouest, n'attire l'attention, à un mois des élections allemandes, sur le problème des fusées. Antoine Sanguinetti, pour sa part, s'inquiète du rôle dévolu aux Pershing-2, armes de combat, selon lui, beaucoup plus que de parade. Au-delà des statistiques accusatrices sur les missiles et les effectifs, André Fontaine relève l'existence entre les deux superpuissances de nombreuses dissymétries qu'il faudrait prendre en compte pour apprécier de manière réaliste le rapport des forces. Enfin trois militants européens recherchent le moyen de faire passer notre continent du rôle de victime désignée à celui d'ordonnateur de son destin.

## Parade ou découplage ?

par ANTOINE SANGUINETTI (*)

DANS le cadre de l'analyse corrélative des forces par tranches, si contestable que soit cette méthode, le président Mitterrand a excellemment défini le 20 janvier, devant le Bundestag, les principes qui régissent aujourd'hui la sécurité européenne.

D'abord, a-t-il dit, *« la guerre doit demeurer impossible. (...) L'arme nucléaire demeure la garantie de la paix, dès lors qu'existe l'équilibre des forces. (...) Cet équilibre exige que des régions d'Europe occidentale ne soient pas dépourvues de parade face à des armes nucléaires spécifiquement dirigées contre elles. (...) Quiconque ferait un pari sur le découplage entre le continent européen et le continent américain mettrait en cause l'équilibre des forces, et donc le maintien de la paix »*. Enfin, ajoutait-il, *« on ne peut comparer que ce qui est comparable : types d'armement, puissance de feu, précision, portée »*.

Le pari sur le découplage Europe-Amérique, dangereux pour la paix, c'est justement le fondement de la doctrine Schlesinger, ainsi appelée du nom du secrétaire à la défense de M. Nixon, exposée au Congrès des États-Unis en janvier 1975 comme en prélude à la détérioration de la détente. Peut-on refuser *a priori* que ce soit aussi l'explication des ambiguïtés du choix, pour l'Europe, de nouveaux matériels de capacités réduites par rapport à ceux, beaucoup plus performants et adéquats à la menace, qui s'y trouvent déjà ?

### Trois sous-marins pour l'OTAN

Car il y a beau temps que les SS-4 et les SS-5 soviétiques, qui menacent l'ensemble de l'Europe depuis 1959 en dépit d'une technologie rudimentaire, ont nécessité une parade : bien avant l'apparition, en 1977, de leurs successeurs, les SS-20. Pour la protection des pays alliés non couverts par une dissuasion nationale, l'OTAN bénéficia alors du détachement permanent à ses ordres de trois sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (S.N.L.E.) opérationnels, prélevés sur les forces stratégiques américaines largement excédentaires, et qui le sont restées. Armés successivement de Polaris depuis 1965, de Poséidon après 1971, et parfois de Trident depuis 1980, comme l'indiquent les éditions annuelles du *Military Balance* de Londres (79-80 p. 119, 80-81 p. 119, 81-82 p. 129, 82-83 p. 137), ils sont toujours en place. Les quatre cents à quatre cent quatre-vingts têtes nucléaires de ces engins de portée intermédiaire, les plus perfectionnés de la panoplie américaine, sont comparables en nombre et en précision aux têtes de SS-20 braquées sur les pays dont ils assurent la protection. *Elles ont sur les SS-20* les avantages dissuasifs d'une vulnérabilité très inférieure et d'une portée égale ou supérieure, leur permettant de couvrir la zone de déploiement des SS-20 dans son intégralité.

J'attends maintenant depuis trois ans que les « experts » démentent leur existence, confirmée en fait chaque année par les annuaires d'armements comme *Armes nucléaires du théâtre européen*. On a préféré jusqu'à présent le silence. Et pourtant, c'est ce point précis qui permet de s'interroger utilement sur l'évolution future de la sécurité européenne.

Si ces systèmes d'armes, en place depuis quinze ans, doivent continuer d'être maintenus en Europe, dans l'OTAN, quelle est en effet l'utilité d'un système nouveau de capacités moindres, et qui ébranle l'alliance de surcroît ? Si l'on a décidé au *contraire de les retirer prochainement*, qui peut douter que les Soviétiques puissent y voir la preuve du découplage américain ? Comme le feraient les Européens, du reste, si le problème n'était occulté par un silence prudent !

D'autant plus que, si l'on ne peut comparer que ce qui est comparable, la « modernisation » de l'OTAN ne répond pas au défi des SS-20. En nombre, les cinq cent soixante-douze Pershing-2 et missiles de croisière prévus, à une ogive, semblent équilibrer les quelque six cents têtes de SS-20 qui peuvent atteindre l'Europe. Seulement, ils n'appartiennent pas à la même catégorie de portée intermédiaire, les I.R.B.M. (Intermediate Range Ballistic Missiles), mais à la catégorie inférieure, les M.R.B.M. (Medium Range Ballistic Missiles). Leur portée, qui est de 1 800 kilomètres pour les Pershing contre les 5 000 kilomètres du SS-20, ne leur permet de toucher que des franges de l'U.R.S.S. – pays Baltes, Biélorussie, partie de l'Ukraine et Moldavie, – en tout cas aucun des sites de SS-20, tous plus profondément enfoncés dans le pays. Ils ne sont donc pas parade aux SS-20. Ils sont autre chose ! Mais quoi ?

### Des armes de combat

Leur précision extrême indique des armes de combat. La position avancée des Pershing, livrés à poste fixe aux coups éventuels, en fait des armes de première frappe – en déclenchement d'un conflit, – ou de provocation à une première frappe adverse – ce qui revient au même. Que ce soient des armes stratégiques, c'est-à-dire capables de frapper en territoire soviétique, ajoute beaucoup à la provocation, comme leur faible durée de trajet. Mais leur rayon d'incursion réduit dans le sanctuaire soviétique fait fâcheusement penser au concept inquiétant de guerre nucléaire limitée à l'Europe. Tandis que les « de Genève » évoquent un dialogue de sourds, un faux-semblant pour gagner du temps devant la montée de l'inquiétude populaire.

On peut refuser comme invraisemblable l'idée que quelqu'un, quelque part, ait peut-être conçu l'ambition d'être l'homme providentiel qui aura débarrassé la terre du communisme, fût-ce au prix de l'anéantissement de l'Europe. Europe qui, soit dit en passant, est aussi le plus redoutable des concurrents économiques en cette période de crise. L'ennui, si cela devait un jour se confirmer, c'est qu'il n'y aurait plus personne, sur le Vieux Continent, pour dire qu'il n'a pas voulu cela.

Le président a affirmé au Bundestag que *« la guerre doit demeurer impossible »*. La discussion ne porte donc que sur les meilleures voies de la paix. Je ne crois pas que ce soit signe de « pacifisme » que de se poser ces questions. Mais devant tant d'ambiguïtés et de contradictions, ce serait se montrer totalement irresponsable que de ne pas le faire !

* Vice-amiral d'escadre (E.R.).

## Un droit pour l'Europe

par CLAUDE CABOCEL (*), PHILIPPE LAURETTE (**) et PATRICK MARTIN (***)

« DEPUIS *que le monde est monde, le mensonge est, pour la plupart des gouvernements, une seconde nature* » (1). C'est à quoi se résument, depuis 1968 (signature du traité de non-prolifération nucléaire), les négociations sur la limitation des armements entre les grandes puissances, au niveau intercontinental (SALT puis START) et européen (négociations de Vienne sur les forces conventionnelles (M.B.F.R.), et celles de Genève sur les armements eurostratégiques). Une triple constatation est possible :

1) Jamais, depuis 1945, l'Europe n'a été à ce point l'objet des rivalités qui opposent les Deux Grands.

2) La stratégie de l'alliance est sujette à de violentes contestations dont on ne peut ignorer l'ampleur.

3) Les injonctions des États-Unis ne sont plus de mise, alors que les prochaines années verront une fragilisation croissante de leur propre sanctuaire : un tiers de la capacité explosive des forces reposant sur les missiles Titan-2 sera retirée bien avant 1986, année au cours de laquelle les missiles de remplacement MX deviendront opérationnels ; mais combien de ces derniers, compte tenu de l'attitude du Congrès, seront-ils mis en silo à la date prévue de 1988 ? Enfin, la seule arme nouvelle du plan Reagan, le bombardier BI, ne verra le jour qu'en 1987. Mais présentement, la situation américaine n'est pas critique, puisque deux anciens secrétaires à la défense, MM. Schlesinger et Brown, ont formellement dénié la thèse de l'administration Reagan créditant l'U.R.S.S. d'une marge certaine de supériorité.

L'hypocrisie américaine à l'égard de ses alliés n'a donc d'égal que le cynisme traditionnel de la diplomatie soviétique qui recherche depuis 1954 (proposition Molotov d'un pacte de sécurité collective) la « neutralisation » de l'Europe occidentale.

Les gouvernements européens doivent donc renvoyer dos à dos les propagandes unilatérales, dont le seul résultat est de désarçonner l'opinion publique du monde libre.

Or, comme le pense Willy Brandt, *« une politique de sécurité qui divise profondément nos peuples crée beaucoup plus de risques que le fait de renoncer à tel ou tel projet de déploiement d'armes »* (2).

La France et ses partenaires en sont conscients, mais les réponses apportées ne sont pas à la hauteur des dangers qui nous menacent.

Il en est ainsi pour l'idée – devenue lieu commun – d'une « réactivation » du dialogue au sein de l'Union de l'Europe occidentale, idée défendue naguère par MM. Debré et Jobert ; singulière destinée d'un traité qui ne prévoit de limitations qu'en matière d'armements classiques et qui n'aborde le problème de la bombe nucléaire que pour en interdire la fabrication à la R.F.A.

Bien sûr, l'Europe n'est pas, en l'état actuel des rapports de force, capable d'assurer seule sa défense ; mais il reste que, faute de volonté, les responsables occidentaux n'utilisent déjà pas au maximum la marge de manœuvre qui leur est accordée au sein des institutions existantes.

Veut-on une amorce réelle de dialogue sur le thème de la défense européenne ? Il serait dès lors nécessaire et urgent d'engager une collaboration organique et régulière entre trois niveaux de réflexion :

– Le comité permanent des armements de l'U.E.O. ;

– Le comité politique et l'état-major de l'OTAN ;

– Le Conseil européen et l'Assemblée des Communautés.

Tout débat isolé dans une de ces instances ne peut avoir de suites.

Aujourd'hui, les pacifistes d'action constituent les vecteurs nécessaires d'une prise de conscience inéluctable, qui doit inciter les gouvernements à adopter une conduite résolument offensive ; ce que ces mouvements revendiquent est le droit, pour l'Europe, de ne pas se laisser dicter sa conduite : ni plus ni moins (3).

Alors que nous semblons entrer dans une ère nouvelle de « malentendus transatlantiques », il demeure impératif de reconstituer la confiance des peuples européens dans leur propre avenir : l'échec n'est pas permis, qui conduirait à la naissance d'un nationalisme à l'échelle du continent soumis à des pressions multiples.

*« Nous aimons nous prétendre les victimes des circonstances,* écrit un romancier grec contemporain, *alors que nous en sommes souvent les secrets ordonnateurs »*. *Il est vrai :* l'Europe ne peut plus se prétendre la perpétuelle victime des événements ; elle doit, pour ce qui la concerne, chercher à en ordonner le cours.

(*) Président fédéraliste de la Jeunesse européenne.

(**) Membre du comité directeur du Mouvement européen.

(***) Membre de la commission nationale du Mouvement fédéraliste européen.

(1) A. Fontaine, *Un seul lit pour deux rêves*, Fayard.

(2) W. Brandt, « For a security Partnership », *International Herald Tribune.*

(3) Voir l'article de Martin Niemoeller dans *le Monde* du 27 octobre 1981.

## Les dissymétries soviéto-américaines

*(Suite de la première page.)*

La situation est toute différente au niveau européen. Comme de Gaulle l'avait prévu, l'équilibre des armes stratégiques expose les Etats-Unis, au cas où ils recourraient à ces armes – que ce soit pour attaquer ou pour aider les victimes d'une agression, – à subir des représailles d'ampleur au moins égale. Ce qui est « dissuadé » aujourd'hui, c'est moins l'agression que le premier recours à l'arme stratégique. Or les SS-20 sont pointés sur l'Europe occidentale – et sur l'Asie – et non sur les Etats-Unis, sans qu'il existe dans les pays menacés une parade de même ampleur. D'où la « double décision » de l'OTAN de 1979 qui devrait conduire, à défaut d'accord avec Moscou, à l'installation, à partir de la fin de cette année, en Allemagne fédérale, de Pershing-2 et de missiles de croisière et, dans quatre autres pays atlantiques, de missiles de croisière seulement.

Reste que si les Allemands donnent le feu vert, à l'occasion des élections du 6 mars, à la mise en œuvre effective de cette décision, un déséquilibre se trouverait substitué à un autre. Car si les SS-20, comme on vient de le rappeler, visent l'Europe et non les Etats-Unis, les euromissiles seraient des armes américaines, basées en Europe, et visant l'U.R.S.S. Un peu comme si les Soviétiques *déployaient des SS-20* à Cuba, ce qu'ils ont d'ailleurs menacé de faire au cas où les euromissiles seraient effectivement installés. Il serait surprenant que, si cette dernière éventualité devait se matérialiser, les Américains ne poussent pas des cris d'orfraie. La crise des fusées de Cuba de 1962 n'est pas si loin...

La dissymétrie fondamentale ainsi mise en lumière, dans cet équilibre des *forces que chacun prétend* maintenir ou atteindre, résulte tout simplement de l'existence de l'Atlantique. Rien ne peut faire qu'elle n'introduise pas une solution de continuité entre la défense de l'Europe et celle de l'Amérique du Nord, alors que personne ne peut douter que la protection nucléaire soviétique couvre aussi bien le territoire de la Pologne, par exemple, que celui de l'Ukraine ou de l'Ouzbékistan.

Cette dissymétrie n'est pas la seule, loin de là. Castoriadis a raison de ramener ce que les spécialistes américains appellent le *« décompte statique des haricots »* (Static Bean Count) à un *« rapport de forces mortes »* et de rappeler que *« les guerres ne se font pas entre engins, mais entre hommes, et plus précisément entre sociétés (...) ». C'est fonction du rapport des forces vives*, note-t-il, *que les Franco-Anglais ont été battus en 1939-1940, non pas en en fonction du rapport des forces mortes, qui leur était lourdement favorable* (1).

Par forces vives, notre auteur entend les facteurs « géostratégiques » et « socio-politiques », l'attitude des dirigeants et des dirigés, les possibilités de stratégie efficace qui en découlent et la capacité à les exploiter. Et il est bien vrai que, si l'on essaye d'aller un peu au-delà des « haricots », pour prendre en compte l'ensemble des composantes des forces en présence, les dissymétries sautent aux yeux.

### Deux rêves contradictoires

La première, en dehors de la présence de l'Atlantique, qui n'est pas rien, résulte de la différence de densité démographique et d'implantation économique entre l'Europe « atlantique », où serait censée se dérouler la bataille terrestre, et l'Europe orientale, beaucoup plus clairsemée. C'est, pour le monde occidental, un premier handicap. Il en est un autre, au moins aussi important, qui découle de l'existence, d'un côté, d'une liberté d'information et de commentaire qui fait totalement défaut de l'autre. C'est à l'Ouest seulement que les médias peuvent dévoiler des secrets, critiquer le pouvoir, *préconiser des politiques* aux antipodes de la sienne, même s'il est vrai que les moyens matériels nécessaires limitent souvent leurs possibilités d'expression. La campagne pacifiste est strictement limitée au camp occidental, et les quelques héros qui tentent, en U.R.S.S. ou en R.D.A., de lui emboîter le pas n'ont aucun moyen de se faire connaître.

En contrepartie, il est bien vrai que l'unanimité imposée n'est généralement que de façade. On peut douter de l'ardeur que les soldats non soviétiques du traité de Varsovie mettraient à se battre pour leurs oppresseurs. Rien ne montre, chez les citoyens de la patrie du socialisme eux-mêmes, un enthousiasme particulier à l'idée d'en découdre. En Afghanistan, le bidasse moyen, engagé dans un combat dont l'enjeu n'est pas évident pour lui, ne semble pas très porté à prendre des risques inutiles. Il faut rendre, de surcroît, cette justice à l'idéologie soviétique qu'elle célèbre la paix et non la guerre comme idéal suprême. C'est au point que, pour engager des unités de l'armée rouge en dehors des frontières, leurs chefs sont amenés à leur servir d'énormes boniments. Ainsi avait-on raconté, en 1968, aux troupes soviétiques qu'elles venaient protéger le « peuple frère » de Tchécoslovaquie contre une attaque allemande. Rien d'étonnant à ce qu'on ait vu des officiers pleurer en constatant que celui qu'il leur fallait réduire, c'était le peuple en question.

Reste, et on aborde là un autre point de dissymétrie, que le rêve communiste est par essence universaliste, alors que le rêve américain ne l'est devenu que par accident. L'U.R.S.S. est la seule entité politique dont le nom n'implique aucune localisation. Au-delà des quinze républiques qu'elle regroupe, elle pourrait très bien s'ouvrir à d'autres, où qu'elles se trouvent, du moment qu'elles acceptent l'idéologie de l'ensemble. Alors que les Etats-Unis sont d'« Amérique », même s'ils s'étendent aujourd'hui jusqu'à Hawaï, et qu'ils sont nés de l'ambition des « pères fondateurs » de bâtir un coin de paradis à l'abri de la corruption et des conflits de la vieille Europe.

La politique dite du « cordon sanitaire », au lendemain de la première guerre mondiale, celle de l'*« endiguement »*, au *lendemain* de la seconde, ont contraint les bolcheviks à renvoyer à plus tard la construction de la « République internationale des soviets » annoncée par Lénine et à bâtir le socialisme, d'abord *« dans un seul pays »*, puis dans une sphère d'influence. La Yougoslavie, puis la Chine et l'Albanie en sont sorties, mais, depuis 1975, une dizaine de pays du tiers-monde ont rallié, de gré ou de force, la camp de Moscou. Hérité à la fois de la Sainte Russie et de Marx, le messianisme soviétique qu'a si bien analysé, en son temps, Nicolas Berdiaev (2), demeure une réalité psychologique profonde : la combinaison d'une foi, de ce qui est ressenti comme un devoir « internationaliste » et d'une ambition.

Concernant les Etats-Unis, en revanche, ce n'est pas le monde extérieur qui les a ramenés en 1919 à l'isolationnisme : c'est le peuple américain lui-même qui a refusé de ratifier l'adhésion donnée par son président à la paix de Versailles et à la Société des nations. En 1941, il a fallu la combinaison de la perfidie japonaise et de l'art de la manœuvre de Roosevelt pour impliquer le même peuple américain dans une guerre dont tous les sondages montraient, quelques mois plus tôt, qu'il était déterminé à se tenir à l'écart.

Il est vrai que, par la suite, les Etats-Unis sont devenus un empire de fait et que des ambitions ouvertement hégémoniques sont nées dans les têtes de nombre de leurs dirigeants politiques et plus encore économiques. Mais ce sont les événements qui les ont poussés dans ce sens : l'épuisement de l'Europe du fait de la guerre, tandis que des ressources fabuleuses s'accumulaient, grâce à son impunité stratégique, sur le sol américain, le rapide abandon par la Grande-Bretagne de son rôle impérial, le monopole, puis la supériorité nucléaires dont ils jouissaient. Il n'empêche que subsiste la tendance à ne pas se mêler des affaires des autres, dont George Washington avait fait, il y a deux siècles, le thème central de son discours d'adieu. Le « syndrome vietnamien », qui, depuis dix ans, empêche le président des Etats-Unis d'engager des troupes dans un conflit outre-mer, en est un signe particulièrement visible. Et si l'Europe devait refuser les euromissiles, la tentation du repli sur la *« forteresse Amérique »*, sous la protection des fusées intercontinentales, pourrait devenir irrésistible.

### D'autres contrastes

On pourrait continuer longtemps, parler par exemple de cette autre dissymétrie fondamentale qui fait que l'U.R.S.S., le plus grand pays du monde et de beaucoup, ne dispose pas de ports en mers chaudes, alors que les Etats-Unis n'ont que l'embarras du choix entre l'Atlantique et le Pacifique. Rappeler que ses dimensions mêmes obèrent lourdement l'empire moscovite, non seulement parce qu'il a poussé des pointes jusqu'à l'entrée de la mer Rouge, à l'Afrique australe et aux Caraïbes, mais parce qu'il se voit *obligé, par exemple, de maintenir* sur le territoire soviétique lui-même le réseau de chemin de fer le plus étendu du monde. Que le climat, sévère à l'occasion pour l'Amérique, l'est presque constamment pour l'U.R.S.S.

Il faudrait aussi relever que celle-ci est une mosaïque de nationalités entre lesquelles subsistent des contradictions dont Iouri Andropov paraît être le dernier à sous-estimer l'importance, même si un certain patriotisme soviétique, à coloration fortement chauvine et grand russienne, a tendance à prendre la relève d'une idéologie essoufflée. Alors que du « creuset » américain est née une nationalité unique, même si les Noirs et les hispanophones font de plus en plus figure de minorités opprimées et si les descendants de Polonais, d'Italiens, de *Grecs et d'autres* encore ont de plus en plus tendance à se réclamer de leurs cultures d'origine.

Concluons : l'équilibre des deux super-puissances, dont Tocqueville avait annoncé, en 1835, à l'âge de trente ans, qu'un jour elles se partageraient le monde, ne saurait être assuré par la seule égalité des « haricots », autrement dit des armes et des effectifs dont elles disposent l'une et l'autre. De toute façon, tout équilibre est destiné à être remis quelque jour en question. Il ne saurait donc suffire à fonder une paix durable. Comment y parvenir si les empires rivaux ne se réconcilient pas autour d'une ambition commune ? Et quelle peut être cette ambition, sinon d'aider à sortir de leur misère les centaines de millions d'hommes qui s'y enfoncent, alors que sont dilapidées chaque année, dans la course aux armements, des ressources égales à l'endettement du tiers-monde ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Cornelius Castoriadis, *Devant la guerre*, tome I : *« Les réalités »*, Fayard, 1981, pp. 47-48.

(2) Nicolas Berdiaev, *les Sources et le sens du communisme russe*, Coll. « Les Essais », N.R.F., 1938.

*Précision.* – M. Menotti Bottazzi, auteur de l'article « Permettre aux paysans de vivre » *(le Monde « Idées » du 25 janvier)*, nous demande de préciser que le siège du Comité catholique contre la faim et pour le développement, dont il est *secrétaire général, se trouve 4, rue* Jean-Lantier, 75001 Paris (Tél. 261-51-60 – C.C.P. 18.249.74 Y Paris).

Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LES INITIATIVES AMÉRICAINES

# « Des efforts soutenus sont nécessaires pour dissiper de lourds nuages »

*déclare le ministre chinois des affaires étrangères en recevant M. Shultz à Pékin*

Pékin. – Arrivé mercredi 2 février, en début d'après-midi, à Pékin, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, devait avoir, ce jeudi, deux entretiens avec son collègue, M. Wu Xueqian, avant de rencontrer M. Fang Yi, membre du bureau politique et conseiller d'Etat, en sa qualité de coprésident de la commission mixte scientifique et technique. Dès son arrivée, le responsable américain avait eu un long échange de vues initial avec M. Wu consacré, pour l'essentiel, à l'exposé des positions respectives sur le Proche-Orient et l'Afrique australe.

Cette entrée en matière aura eu au moins pour avantage de permettre aux interlocuteurs de vérifier si leurs vues à propos de ces deux régions – d'un intérêt très inégal pour Pékin et pour Washington – sont aussi éloignées que la propagande chinoise le donne parfois à entendre. Un porte-parole américain a seulement indiqué que les deux parties, au cours d'une conversation *« très sérieuse et approfondie »*, avaient pu constater sur ces sujets *« des points d'accord et des points de désaccord »*.

### Une simple allusion à Taiwan

Dans le toast qu'il a prononcé mercredi soir, M. Wu n'a pas mentionné spécifiquement ces sujets de désaccord, se contentant d'indiquer que l'échange de vues qu'il avait eu avec le secrétaire d'Etat avait été *« franc et sincère »*, ce qui est rarement le signe d'une convergence de

De notre correspondant

vues. D'une façon générale, le nouveau responsable de la diplomatie chinoise n'a pas particulièrement insisté sur les causes de friction qui, depuis un certain temps, altèrent le climat des relations sino-américaines (*le Monde* du 3 février). Le nom de Taiwan n'a pas été prononcé, même si une allusion indirecte y a été faite par la mention du communiqué conjoint d'août dernier, qui définissait le cadre dans lequel Pékin consentait à tolérer, pour quelque temps encore, les ventes d'armes américaines au régime nationaliste.

M. Wu n'a pas été pour autant tout sourires. Recourant à une expression consacrée, il n'a pas manqué de souligner que *« des efforts soutenus étaient sans aucun doute nécessaires en vue de lever les obstacles et de dissiper les lourds nuages »* qui assombrissent le ciel des relations sino-américaines. Il n'a pas caché qu'il existait, du point de vue de Pékin, un problème de *« confiance »* – le mot est revenu à deux reprises – à l'égard de l'actuelle administration.

### Les deux « hégémonismes »

Le rappel de l'indépendance de la politique étrangère chinoise a permis, par ailleurs, à son principal exécutant de préciser deux points importants. D'une part, si la Chine est fermement décidée à poursuivre sa politique d'ouverture économique vers l'extérieur, celle-ci doit être comprise comme un simple complément aux efforts, déployés sur un plan national, en vue de réaliser la modernisation du pays.

D'autre part, M. Wu a rappelé que la volonté d'indépendance de la Chine la conduisait à s'opposer à l' « hégémonisme ».

Or cette notion ne vise plus seulement l'U.R.S.S., elle englobe aujourd'hui également certains aspects de la politique américaine. L'impression fâcheuse que cette attaque oblique aura laissée sur la délégation américaine a-t-elle été effacée par l'affirmation par M. Wu de l' « importance » que Pékin accorde à ses relations avec les Etats-Unis ?

S'avançant un peu plus, le ministre chinois a situé ces rapports dans une perspective mondiale. *« Il est clair*, a-t-il dit, *que des relations normales et bonnes entre la Chine et les Etats-Unis ne sont pas seulement dans l'intérêt fondamental des deux peuples, mais contribuent à la paix et à la stabilité en Asie et dans le monde. »* Si l'agence Chine nouvelle a cité cette phrase de M. Wu, elle n'a pas jugé utile, en revanche, de reproduire l'intégralité de propos nettement plus engagés de M. Shultz sur la même question. Se plaçant un cran au-dessus de son interlocuteur, le secrétaire d'Etat avait affirmé que les présentes conversations étaient *« le témoignage de l'importance que revêtent des relations étroites et durables entre les Etats-Unis et la Chine face aux défis économiques et stratégiques qui menacent le bien-être de tous »*. La référence à ces défis, formule par laquelle une certaine solidarité face, notamment, à l'U.R.S.S. était sollicitée, a été caviardée.

Cet « oubli » de Chine nouvelle est assurément le meilleur indice des réserves que nourrit actuellement la Chine à l'égard de la politique américaine. Dans ces conditions, M. Shultz réussira-t-il, comme il l'espère, à *« stabiliser et assainir »* les rapports entre les deux pays en vue de favoriser un redémarrage ? Evitant délibérément l'emphase ou le sentimentalisme, le secrétaire d'Etat a souligné la continuité de l'attitude des Etats-Unis depuis une dizaine d'années. Lui-même ne faisait-il pas partie de l'administration Nixon qui engagea le dialogue avec Pékin ? Il a témoigné du *« fort engagement personnel »* du président Reagan – assurance indispensable pour les Chinois, toujours méfiants à son égard – en faveur d'une *« relance du dialogue »* sino-américaine en vue d'une *« meilleure compréhension réciproque sur toute une série de questions internationales et bilatérales »*.

Il est même allé jusqu'à relever les *« intérêts parallèles »* qui unissent les deux pays dans un monde *« complexe et interdépendant »*. Mais il faudra attendre le résultat des discussions des prochains jours pour dire si celles-ci se seront vraiment déroulées selon le mode *« sérieux, constructif et responsable »* que le secrétaire d'Etat a appelé de ses vœux, et si, de la sorte, le but qu'il s'est fixé aura pu être atteint.

MANUEL LUCBERT.

### FACE A L'OPPOSITION PACIFISTE NÉERLANDAISE

# M. Bush a insisté sur la « position morale » des Etats-Unis

**Alors que M. Bush, arrivé de La Haye, ouvrait, mercredi 2 février, ses conversations avec les dirigeants belges, un porte-parole du ministère belge des affaires étrangères a précisé les positions de son pays dans le problème des euromissiles. *« L'objectif final du gouvernement belge demeure l' « option zéro »*, a-t-il dit. *Même si les négociations de Genève devaient aboutir à un déploiement limité* (des engins américains à l'ouest), *la Belgique serait prête à poursuivre la négociation en vue d'atteindre ultérieurement la suppression totale, de part et d'autre, de ces missiles. »* En même temps, Bruxelles est *« prêt à élargir la négociation sur les missiles à d'autres systèmes d'armes, avions, armes tactiques à portée plus courte, si la négociation en cours à Genève réussit »*, a ajouté le porte-parole.**

De notre correspondant

*La Haye.* – M. George Bush a tendu la main au mouvement pour la paix néerlandais, l'invitant à faire siennes les dernières propositions du président Reagan à l'Union soviétique. Mais la principale organisation pacifiste néerlandaise, le Conseil interconfessionnel pour la paix, a réagi en qualifiant d' *« inutile »* la visite de vingt-quatre heures de M. Bush à La Haye.

Le vice-président américain, qui a quitté mercredi 2 février les Pays-Bas pour se rendre à Bruxelles, n'a cessé d'insister, lors d'une conférence de presse à La Haye, sur la *« position morale que nous prônons et qui peut débarrasser le monde de toute une génération d'armes mortelles »*. A plusieurs reprises, il a dit partager les préoccupations des mouvements pour la paix. A l'encontre d'un petit groupe de manifestants anti-américains, M. Bush assura qu'il pouvait entendre *« les battements de cœur de ces enfants »*. Bien qu'il ne fussent pas présents lors de sa conférence de presse, les manifestants furent invités par M. Bush à expliquer ce qu'ils avaient contre l'option zéro, qui reste la position officielle américaine. *« La seule objection que j'entends est que les Soviétiques n'en veulent pas »*, a-t-il dit.

Les Pays-Bas ne constituaient pas l'étape la moins importante de la tournée du vice-président. Fin 1981, quelque quatre cent mille Néerlandais s'étaient rassemblés à Amsterdam pour manifester contre l'armement nucléaire en général et les projets de modernisation de l'OTAN en particulier. L' « affaire des euromissiles » a mis dans l'embarras les gouvernements néerlandais successifs depuis décembre 1979, quand l'OTAN annonça sa décision à deux volets : déploiement de cinq cent soixante-douze missiles nucléaires de moyenne portée dans cinq pays ouest-européens, dont quarante huit missiles de croisière aux Pays-Bas ; offre à l'U.R.S.S. de négocier sur la limitation de ce type d'armement en Europe.

En raison de l'importance du sentiment antinucléaire aux Pays-Bas, les gouvernements de La Haye ont jusqu'ici ajourné leur décision sur l'installation des missiles sur le territoire néerlandais, bien qu'ils aient donné leur accord de principe en 1979 au projet de modernisation de l'OTAN.

Le gouvernement actuel – une coalition de centre droit dirigée par M. Ruud Lubbers – fera probablement connaître sa décision dans le courant de l'automne, bien qu'il se réverve le droit de l'ajourner encore une fois en fonction des résultats des négociations de Genève.

RENÉ TER STEEGE.



## PROCHE-ORIENT

# Washington réagit aux incidents entre « marines » et soldats israéliens

*(Suite de la première page.)*

On a, en effet, ici, l'impression très nette que l'armée israélienne a pour instructions d'opérer à la limite de ce qui est tolérable par les Etats-Unis, en *« tâtant »* leurs soldats sur le terrain. Les frictions sont donc inévitables malgré les accords conclus, la semaine dernière, entre Américains et Israéliens sur la délimitation de leurs zones respectives d'opérations.

Commentant les assertions israéliennes, selon lesquelles *« des terroristes agissent derrière les lignes américaines dans la banlieue sud de Beyrouth »*, le colonel Stokes, commandant du contingent américain, a déclaré : *« Je ne dispose d'aucune information faisant état de la présence de terroristes dans la région où sont installés les « marines » à Beyrouth. Nous n'avons reçu aucune précision à ce sujet en dépit de la demande que nous avons adressée récemment au commandant des forces israéliennes au Liban, le général Amir Drori. »*

On apprend à ce sujet que des perquisitions de l'armée libanaise dans la zone incriminée, tout en ayant abouti à la découverte de soixante-quinze Palestiniens environ, qui n'étaient plus censés se trouver là depuis le départ des fedayin en septembre dernier et qui ont été arrêtés, n'ont pas permis de découvrir des individus directement mêlés aux attentats contre les troupes israéliennes, qui se produisent, soit à la lisière du secteur israélien, soit plus en profondeur. Un millier de Palestiniens sont toujours détenus par l'armée libanaise, et il y aurait eu trois à quatre morts parmi eux. Les informations relatives à des *« centaines de liquidations »* paraissent sans fondement.

Signalons également une série d'assassinats de Palestiniens à Saïda – cinq à six selon des sources israéliennes, le double selon des sources libanaises progressistes – attribués, par le journal israélien *Jerusalem Post*, aux Phalanges, dans le cadre d'une *« campagne d'intimidation visant à amener les réfugiés palestiniens à quitter la ville de Saïda et à s'installer dans le camp de Ain El-Héloué »*. Un porte-parole du ministère israélien a précisé à ce sujet : *« Nous sommes en mesure de confirmer que cinq ou six Palestiniens ont été tués, mais nous ne disposons d'aucun indice nous permettant d'incriminer les Phalanges (...), avec qui nous sommes en contact permanent et qui savent pertinemment que leur grand frère les regarde. »*

Une heure avant l'incident avec les « marines », un attentat contre le contingent français de la Force multinationale, le second en cinq jours, avait déjà alourdi l'atmosphère (*le Monde* du 3 février).

Alors qu'ils effectuaient leur « jogging » matinal, une vingtaine de soldats français ont été pris pour cible à Beyrouth-Ouest, au niveau de la carcasse calcinée de l'hôtel Holliday Inn, à partir d'une voiture ou se trouvaient deux hommes qui ont tiré sur eux une rafale de Kalachnikov. L'arme était munie d'un silencieux. Deux militaires se sont effondrés : le soldat Alain Collard, grièvement atteint de deux balles à l'estomac, et le caporal Jean-Pierre Lenoble, plus légèrement blessé, bien que la voiture l'ait intentionnellement heurté.

Une jeep d'escorte – depuis l'attentat de samedi dernier, le « jogging » et autres déplacements des paras dans Beyrouth sont en effet, soumis à des mesures de sécurité renforcées – n'a pas ouvert le feu sur les assaillants pour éviter d'atteindre les nombreux automobilistes et piétons. Le fait que, par deux fois, les paras français ont été agressés sans réagir sur-le-champ n'en a pas moins étonné une population qui s'attendait à une riposte conforme à la réputation de ces troupes d'élite.

Le général Michel Dattin, commandant du contingent français, a déclaré à la suite de cet incident, unanimement réprouvé dans une ville où les « paras » sont populaires : *« Nous sommes toujours ici et nous continuons le travail. »* Son porte-parole a précisé : *« La vigilance sera renforcée, mais les activités sportives ou sociales de nos soldats ne seront pas restreintes (...) Nous ne changerons ni nos habitudes ni notre conduite, nous sommes ici pour faire la paix, non la guerre. »*

LUCIEN GEORGE.

### Un renfort de légionnaires à Beyrouth

Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a confié au général de corps d'armée Georges Maldan, inspecteur des forces extérieures et des troupes de marine, le soin d'étudier un renforcement du contingent français de la force multinationale à Beyrouth.

Actuellement, le contingent français est fort de 1 654 hommes, en provenance de la 9e division d'infanterie de marine, normalement cantonnée en Bretagne, et du 17e régiment du génie parachutiste, installé à Montauban (Tarn-et-Garonne). Dans ces unités figurent notamment deux companies d'appelés volontaires du 2e régiment d'infanterie de marine, stationné au Mans (Sarthe), et du 1er régiment d'infanterie de marine, en garnison à Granville (Manche).

Le projet à l'étude consiste, devant les incidents qui se multiplient à Beyrouth, à renforcer le contingent français avec des éléments venus de la légion étrangère.

M. Hernu a eu, mercredi 2 février, un long entretien téléphonique avec M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, sur le thème d'un accroissement de la sécurité de la force multinationale. Déjà, les deux ministres avaient discuté de cette éventualité, le mardi 18 janvier à Washington, lors d'un déplacement de M. Hernu aux Etats-Unis. Le ministre français de la défense doit, d'autre part, rencontrer, ce jeudi 3 février en soirée, M. François de Grosrouvre, chargé de mission auprès du président de la République, qui revient d'une mission d'information au Liban.

A propos de la mission confiée au général Maldan, on précise, de source bien informée à Paris, qu'il s'agit de renforcer, de concert avec les partenaires de la France, la sécurité de la force multinationale et que rien ne sera fait sans un échange de vues entre les ambassadeurs, les représentants militaires à Beyrouth et le président du Liban, M. Amine Gemayel, qui semble en approuver le principe.

### Mme Simone Veil président d'Israël ?

De notre correspondant

*Jérusalem. – Un président français pour Israël ? Alors qu'à Jérusalem, dans les différentes formations politiques, on se concerte pour trouver des candidats à la succession de M. Itzhak Navon, qui vient d'annoncer qu'il ne sollicitait pas un nouveau mandat, un député travailliste, M. Jacques Amir, a causé une certaine surprise en avançant le nom de Mme Simone Veil. Il a soumis cette idée le 2 février au président du parti travailliste, M. Shimon Pérès, en soulignant que pour la fonction essentiellement représentative de chef de l'Etat d'Israël, l'ancien ministre français et ancien président de l'Assemblée européenne possédait tous les atouts nécessaires, notamment celui de disposer d'un grand « prestige international ». Certes, en principe, Mme Veil pourrait être éligible dans la mesure où, comme tout juif, elle pourrait acquérir rapidement la nationalité israélienne en vertu de la « loi du retour », mais on ne sait si M. Amir a pris soin de recueillir l'opinion de l'intéressée.*

*Plus sérieuse semble être l'éventuelle candidature de M. Yossef Burg, actuellement ministre de l'intérieur dans le cabinet de M. Begin. Son nom est pour l'instant celui qui revient le plus souvent dans les pronostics. Dirigeant du parti national religieux (P.N.R.), M. Burg, âgé de soixante-quatorze ans, est une personnalité fort célèbre en Israël, car il détient un record de longévité politique : il est membre de la Knesset depuis sa fondation, et il n'a cessé d'occuper un poste ministériel dans tous les gouvernements depuis trente-deux ans.*

*Il a apparemment l'avantage d'être sollicité à la fois par le parti travailliste et par le Likoud, mais pour des motifs contradictoires, ce qui risque, en fin de compte, de présenter un handicap insurmontable. En effet, le parti de M. Begin est tenté de soumettre sa candidature pour obtenir que le P.N.R. ne s'oppose plus à l'organisation d'élections anticipées (afin de dissoudre la Knesset, M. Begin a impérativement besoin des six voix du P.N.R.), tandis que les dirigeants du parti travailliste, repoussant le projet d'un tel scrutin, dont ils redoutent les résultats, cherchent à provoquer maintenant un renversement d'alliance en attirant le P.N.R. dans une nouvelle coalition qui leur permettrait de regagner le pouvoir.*

FRANCIS CORNU.

### LE PRÉSIDENT MOUBARAK INFORME M. MITTERRAND DU RÉSULTAT DE SES ENTRETIENS A WASHINGTON

Le président égyptien Hosni Moubarak était attendu, ce jeudi après-midi 3 février, à Paris, où il devait informer M. Mitterrand du résultat de ses entretiens avec l'administration américaine sur la double impasse des négociations israélo-libanaises et des pourparlers sur la question palestinienne. Il doit quitter Paris vendredi après-midi pour Le Caire.

Au cours de ses entretiens à Washington, puis à Ottawa et à Londres, le chef de l'Etat égyptien a mis l'accent sur la nécessité de procéder à une reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'O.L.P. et d'user de *« persuasion »* à l'égard de l'Etat hébreu pour l'amener à reconnaître les droits des Palestiniens. Il a également estimé nécessaire d'encourager Jordaniens et Palestiniens à se joindre aux négociations sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza.

Du côté français, Paris a manifesté, mercredi, son inquiétude devant l'absence de progrès dans les négociations sur le Liban. Le porte-parole du ministère des relations extérieures a réaffirmé à cette occasion le soutien de la France aux Etats-Unis, auxquels elle reconnaît un rôle crucial dans la recherche d'une solution permettant le retrait des troupes étrangères.

## OCÉANIE

### Australie

### DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES AURONT LIEU LE 5 MARS

Des élections législatives anticipées auront lieu en Australie le 5 mars, a annoncé ce jeudi 3 février, le premier ministre, M. Malcolm Fraser. Ce dernier a avancé le scrutin, prévu pour octobre, afin de profiter du désarroi dans lequel se trouve le parti travailliste. Le chef de l'opposition, M. Bill Hayden, contesté dans son propre parti, dont l'image de marque auprès des électeurs n'était guère flatteuse et qui ne semblait pas capable de vaincre M. Fraser (*le Monde* du 1er janvier), a, en effet, donné sa démission trois heures à peine avant que M. Fraser n'annonce sa décision.

M. Hayden – qui a justifié son geste par la volonté d'éviter un *« conflit inévitable »* au sein de la direction du Labour – sera sans doute remplacé, dès le début de la semaine prochaine, par son principal rival, M. Bob Hawke. Porte-parole du Labour pour l'emploi et les relations industrielles, ancien président de la Fédération des syndicats (ACTU), M. Hawke était récemment considéré par les sondages comme l'homme politique le plus populaire du pays. Il aura pour tâche première de refaire l'unité de son parti et de lui permettre de regagner le terrain perdu : en effet, si les sondages donnaient, il y a un an, le Labour vainqueur, la tendance s'était inversée au cours des dernières semaines de 1982.

Pour sa part, M. Fraser, qui sort d'un long congé de maladie, semble avoir préféré convoquer les électeurs avant que la situation économique et sociale ne se dégrade encore plus (*le Monde* du 11 janvier).

# EUROPE

## Grèce

### M. Papandréou réclame « un échange important » pour le maintien des bases américaines

**« *Les bases américaines en Grèce servent uniquement les intérêts stratégiques des Etats-Unis et ne servent ni ceux de l'OTAN ni ceux de la Grèce* », a affirmé, le 2 février, le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou. Actuellement, la Grèce cède une part de sa souveraineté aux Etats-Unis sans contrepartie, a dit en substance le premier ministre.**

**Or, selon la Constitution grecque, cette cession de souveraineté ne peut se faire que « *sur une base d'égalité et de réciprocité* » en tenant compte des intérêts de la défense nationale, a ajouté M. Papandréou, qui s'adressait au groupe parlementaire du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique, au pouvoir).**

**La seule justification au maintien des bases en Grèce serait « *un échange important* » avec les Etats-Unis, a poursuivi M. Papandréou, sans donner plus de précision. Le premier ministre a enfin affirmé catégoriquement qu' « *aucun accord ou protocole secret* » ne serait conclu et que le Parlement prendrait connaissance de la totalité de l'accord éventuel avec les Etats-Unis.**

**M. Papandréou a qualifié le régime actuel du fonctionnement des installations militaires américaines en Grèce d' « *incroyable* » et de vrai « *régime des capitulations* ».**

*De notre correspondant*

Athènes. — La négociation sur le statut des bases américaines se trouvant engagée, depuis octobre 1982, dans une phase décisive et provoquant les plus vives controverses, le premier ministre, M. Andréas Papandréou, à la recherche d'une solution pouvant bénéficier d'un large consensus national, a fait le point avec les représentants de tous les partis politiques grecs.

Le premier accord portant sur l'utilisation des aérodromes grecs date de 1947. Il fut élargi et reconduit en 1948, puis, en vertu des articles 3 et 5 des statuts de l'OTAN, les Américains signèrent un second accord en février 1952. Enfin, un texte plus complet portant sur une quarantaine d'installations militaires fut conclu en octobre 1953.

En février 1975, le gouvernement Caramanlis amorça des négociations avec Washington sur les bases et le statut juridique des militaires américains en Grèce. Ces négociations traînèrent en longueur, mais, le 28 juillet 1977, un accord de défense et de coopération fut simplement paraphé à Athènes, dans l'attente d'une formule répondant plus globalement aux intérêts de la Grèce et aux impératifs de la stratégie des Etats-Unis. Le problème se trouve à présent compliqué par les positions publiques du parti socialiste grec et de son secrétaire général, M. Papandréou.

En effet, durant toute la campagne électorale de 1981, celui-ci déclarait que son parti voulait retirer la Grèce de l'OTAN et fermer les bases américaines. Le 22 novembre 1981, en exposant devant les députés son programme de gouvernement, M. Papandréou précisa qu'il convenait de prévoir un calendrier pour la fermeture des bases américaines. En attendant, ces dernières, qu'il faut distinguer de celles de l'OTAN, seraient placées sous un contrôle effectif des autorités grecques et ne pourraient être utilisées contre un pays ami de la Grèce. L'accord devrait être renégocié chaque année.

Après un nouveau cycle de négociations en dents de scie, un certain nombre de divergences restent à surmonter. Les Américains refusant une « location » de type espagnol, il reste à préciser la durée de l'accord, ainsi que les modalités et le volume de l'aide qui sera accordée à la Grèce. Les Américains n'acceptent pas un contrôle des activités de leurs bases ni la moindre restriction sur leur utilisation. Enfin, ils peuvent difficilement garantir le statu quo actuel de la région de la mer Egée.

En 1936, lorsque Washington a commencé à s'intéresser à la Turquie, il s'est montré plutôt favorable aux thèses turques concernant l'Egée. En 1947, les Etats-Unis promirent aux dirigeants d'Ankara d'élargir les responsabilités de la Turquie dans la région orientale de la mer Egée. En 1974, après le retrait de la Grèce de l'OTAN, le général Rogers confirmait les dirigeants turcs dans cet espoir. Cependant, les Etats-Unis pourraient, à défaut de l'OTAN, bloquée par le veto turc, garantir la Grèce contre toute agression, d'où qu'elle vienne.

Le premier ministre, M. Papandréou, qui a hérité des gouvernements précédents cette question épineuse, doit agir en fonction de ses engagements électoraux trop précis, des positions dogmatiques de son parti, mais aussi et surtout des réalités grecques, tout en tenant compte des pressions exercées par les communistes qui exigent la fermeture des bases américaines. Une partie de la gauche grecque réclame une politique de désengagement total, une autre estime que les bases américaines répondent bien aux intérêts du pays.

Sur ce point, M. Averof, chef de la Nouvelle démocratie (opposition), a été fort clair dans ses récentes déclarations : membre de l'OTAN, la Grèce doit maintenir les bases américaines.

Un certain nombre de Grecs ont le sentiment que, faute de puissance économique et militaire, leur pays peut difficilement suivre une politique d'indépendance nationale réelle. Ces Grecs, nombreux mais silencieux, souhaiteraient un accord sur les bases américaines qui ne transforme pas la Grèce en protectorat. De toute façon, les Américains peuvent difficilement se passer de leurs bases importantes : la Sude et Héraklio en Crète, Ellenikon et Nea Makri, dans l'Attique. Elles contrôlent les Balkans du sud, la sortie des Détroits, la navigation dans la mer Egée, et couvrent la Méditerranée orientale et le Proche-Orient.

Enfin, sur le plan politique, la décision de fermer les bases américaines risquerait de placer certains députés socialistes proches des libéraux devant un choix difficile.

MARC MARCEAU.

## Pologne

ORGANISÉE PAR L'ÉPISCOPAT

### *La journée de prières pour la venue de Jean-Paul II a été massivement suivie*

Les catholiques polonais ont massivement participé mercredi 2 février à la journée de prières à laquelle l'épiscopat les avait appelés dimanche en faveur de la réalisation du voyage de Jean-Paul II dans son pays natal. Tandis qu'au Vatican le primat, Mgr Glemp, était créé cardinal, les messes se sont succédé sans discontinuer tout au long de la journée et jusque tard dans la soirée en présence de foules de fidèles tenant en main des cierges allumés.

Une prière spéciale de l'épiscopat a été dite à cette occasion demandant à la Vierge de Czestochowa, patronne de la Pologne, de faire en sorte qu' « *aucun obstacle ne se dresse sur le chemin* (conduisant le pape) *vers sa patrie* ». « *Voici que se lève devant nous*, avaient écrit les évêques dans cette prière, *une nouvelle lumière d'espoir, l'arrivée de Jean-Paul II. Vierge noire aide-nous à nous préparer à ce moment historique que nous désirons si fort. (...) C'est par toi que le Saint-Père espère une victoire. (...)* »

Le même jour, le quotidien de l'armée, *Zolnierz Wolnosci* (le soldat de la liberté), publiait une violente attaque contre l'ancien porte-parole national de Solidarité, l'historien Karol Modzelewski. Qualifié d' « *ennemi public numéro un* », M. Modzelewski, qui est l'un des sept dirigeants syndicaux contre lesquels le pouvoir prépare un procès, est présenté comme l'un « *des adversaires le plus fervents du socialisme réel en Pologne* », un « *anticommuniste connu en Occident* » et un « *personnage lié aux centres hostiles de propagande et de diversion* », en particulier la IVe Internationale. Le « *radicalisme si net* » de l'organisation régionale de Solidarité de Basse-Silésie qu'il présidait serait ainsi « *son mérite personnel* » et il n'y aurait « *aucun doute* » sur le fait qu'il aurait été « *l'idéologue principal et l'organisateur de l'aile extrémiste au sein de la direction de Solidarité* ».

Ce violent réquisitoire, truffé d'erreurs et d'inquiétantes calomnies, pourrait laisser présager une volonté du pouvoir de faire jouer, au cours du procès à venir, un rôle de bouc émissaire à M. Modzelewski. Fils d'un ancien ministre des affaires étrangères du régime, ancien communiste lui-même, d'origine juive, et intellectuel à la différence de ses coïnculpés ouvriers, il a en effet tout pour tenir ce rôle que les autorités ne seraient certainement pas fâchés de lui assigner tant il a été, durant les seize mois d'existence de Solidarité, un adversaire aussi coriace que populaire.

A l'issue d'une visite de trois jours en Pologne, le secrétaire général des syndicats hongrois, M. Gaspar a estimé, mercredi à Varsovie, qu'il ne voyait « *guère de raisons d'être optimiste* » à propos de la situation dans le pays. Affirmant cependant, selon l'agence officielle PAP, qu'il était permis de parler d' « *espoirs croissants par rapport à la situation d'il y a un an* ». M. Gaspar a ajouté que le mouvement ouvrier ne pouvait pas « *se réjouir de la loi martiale, mais devait prendre en compte cette nécessité* ».

Cette grande réserve de ton est d'autant plus frappante que M. Gaspar a déclaré n'être pas en mesure de porter un jugement « *sur les intentions de ce syndicat* » (Solidarité) ; qu'il a insisté sur « *la nécessité de prendre en compte la spécificité de chaque pays et de choisir en fonction de cela des solutions appropriées* », et qu'il a notamment attribué les crises traversées par certains pays socialistes « *au fait que les syndicats qui ne peuvent pas être un organe étatique sont incapables de remplir correctement leur mission* ».

Parallèlement, le commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, le maréchal Koulikov, est arrivé mercredi dans la capitale polonaise venant de Berlin-Est. Le maréchal a été reçu par le général Jaruzelski, avec lequel il a eu un entretien qualifié d' « *amical et cordial* ».

# ASIE

## Vietnam

### Les contraintes économiques et politiques maintiennent la coopération avec la France à un niveau modeste

*De notre envoyé spécial*

Hanoï. — La France est-elle en train de renouer d'étroites relations avec le Vietnam, ainsi qu'on semble le craindre du côté de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1), comme si elle cherchait à reprendre pied, à tout prix, dans ses anciennes « colonies » d'Indochine ? Quoi qu'il en soit du bien-fondé de ces inquiétudes, des considérations politiques — l'occupation du Cambodge par les troupes de Hanoï — aussi bien que des impératifs économiques — le faible volume des crédits disponibles — maintiennent, pour le moment, cette coopération bilatérale à un niveau relativement modeste, même si le P.C.F. et certains éléments du parti socialiste plaident avec insistance pour que Paris donne à celle-ci un élan nouveau.

Le protocole financier franco-vietnamien de 200 millions de francs (2), dont la signature, en décembre 1981, avait fortement irrité les membres de l'ASEAN, est toujours lettre morte. L'état de cessation de paiements dans lequel se trouve, depuis un an, le Vietnam et les difficultés que provoque, au sein du Club de Paris, la négociation d'un moratoire, expliquent le blocage de ces crédits. La France peut-elle ignorer ces procédures complexes et s'entendre directement avec Hanoï sur un rééchelonnement de ses créances (337 millions de dollars à la fin de 1981) ? Les autorités locales ne cachent pas qu'elles apprécieraient ce « *geste politique* ». « *Une aide plus large n'est pas envisageable aussi longtemps que le problème du Cambodge n'aura pas été réglé* », rappelle cependant M. Yvan Bastouil, ambassadeur de France.

La coopération culturelle et technique n'est pas soumise aux mêmes contraintes, une coopération placée sous le signe de la « *défense du français* ». Ne souligne-t-on pas que le Vietnam est membre à part entière de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), que les autorités locales ont pour objectif, dans le cadre de la scolarité obligatoire, d'orienter vers l'étude du français un quart des élèves ? Paris a financé, à cet effet, la construction — en cours d'achèvement — du département de français de l'Ecole normale supérieure de langues de Hanoï, chargé de former des professeurs pour l'enseignement secondaire.

L'ancien Institut français de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), dont Paris a fait don, en juillet dernier, au Vietnam, aura-t-il pareille vocation ? Riche de cinquante-huit mille livres, de plus d'un millier de films, de laboratoires de langues, d'une salle de cinéma (...), ce centre culturel fut, jadis, le plus important de tous ceux que la France entretenait à l'étranger. Sous sa nouvelle raison sociale — Institut d'échanges culturels avec la France — sera-t-il, comme l'assurent ses donateurs, « *exclusivement réservé à la coopération franco-vietnamienne* » ?

#### « L'homme nouveau »

« *Les seuls produits culturels ou de propagande qui pourront être importés, conservés et qui pourront être mis en circulation sont ceux qui... contribuent à l'édification de l'homme nouveau au Vietnam* », indiquent les statuts. Il est peu probable que ce soit, de la part de ceux qui en ont inspiré la rédaction, une simple clause de style !

Conformément au protocole d'accord, cet institut devra organiser des cours de français, projeter des films, offrir en consulation livres et périodiques, disques et cassettes. Ses statuts prévoient qu'il sera « *destiné essentiellement aux étudiants, chercheurs, enseignants et cadres* ». Mais tout donne à penser que sa fréquentation, déjà soumise à la présentation de cartes d'accès, sera assez strictement limitée. Des débuts difficiles pour une coopération qui se veut originale. Comme s'il fallait, en outre, en contrebalancer les effets, les autorités de Ho-Chi-Minh-Ville annoncent leur intention d'ouvrir, « *très vite* », des centres culturels soviétique et tchécoslovaque....

Malgré tout, entre les deux pays, des projets culturels mûrissent : une rétrospective de l'art vietnamien des origines à nos jours et un festival de films vietnamiens à Paris. D'autres voient le jour : le lancement d'une édition bilingue d'auteurs français contemporains avec la parution imminente d'un premier volume sur la « poésie de la Résistance »

La coopération technique, de son côté, se renforce, notamment dans le domaine médical — modernisation de l'hôpital Saint-Paul à Hanoï — et dans celui des sciences : signature d'accords entre l'université de Hanoï et celle de Paris-VII, négociations en cours entre l'université de Ho-Chi-Minh-Ville et celle d'Orsay, collaboration avec le C.N.R.S. en matière de micro-informatique..

Reste ce que l'on pourrait appeler la coopération politique. « *La France occupe une place prépondérante dans nos relations avec les pays occidentaux* », affirme M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères. « *Nous apprécions sa politique conséquente sur la neutralisation de l'Asie du Sud-Est et sa politique de coopération avec les pays du tiers-monde.* » Peut-elle participer, compte tenu de son passé dans la région, à la recherche d'une solution au problème du Cambodge ? « *Sa contribution serait bien accueillie* », dit-on à Hanoï, où l'on attend, dans les mois à venir, la visite de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. D'aucuns soupçonnent Paris d'avoir, en la matière, quelques idées derrière la tête..

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande..

(2) 56 millions de francs de dons ; 64 millions de prêts du Trésor à 3 % sur trente ans ; 80 millions de crédits privés garantis par la COFACE.

# AFRIQUE

## Algérie

IMPORTANT HOMME D'AFFAIRES

### M. Messaoud Zeghar a été arrêté

M. Messaoud Zeghar, homme d'affaires algérien connu et très fortuné qui, sans avoir aucune fonction officielle, avait été un des proches du président Boumediène, a été arrêté. Des bruits couraient à ce sujet depuis deux semaines sans que rien vienne les étayer. Ils nous ont été confirmés de bonne source à Paris. Toutefois, ici comme à Alger, on ignore pour le moment le motif de l'inculpation.

Homme discret et secret s'il en fut, M. Zeghar avait défrayé la chronique en juin 1978 lorsqu'il avait été accusé d'avoir enlevé sa sœur Dalila à Montréal, le 25 avril, parce qu'il désapprouvait son mariage, célébré en 1975 dans une mairie française, avec un étudiant français qu'elle avait connu à Alger, M. Denis Maschino.

A l'époque, M. Zeghar avait également été accusé d'être entré illégalement au Canada pour la rapatrier dans son DC-8, après l'avoir apparemment droguée. La jeune femme avait alors été séquestrée pendant quelques mois dans la maison familiale d'El-Eulma, avant d'être contrainte à épouser un citoyen algérien. En mars 1981, elle avait faussé compagnie à ce dernier pour rejoindre son premier mari. Elle avait alors démenti les informations concernant son enlèvement et sa séquestration, sans doute dans un souci d'apaisement et pour éviter les poursuites qu'aurait pu entreprendre le gouvernement canadien.

D'origine modeste, M. Zeghar, né dans une famille de commerçants près de Sétif, avait participé à la guerre de libération et avait été proche de M. Boussouf, responsable des achats d'armes du F.L.N. A l'indépendance, en 1962, il s'était lancé dans les affaires où il avait fort bien réussi. Il possédait de gros intérêts aux Etats-Unis et était en relation avec les plus hautes personnalités du monde des affaires et de la politique. Il aurait notamment favorisé la conclusion de divers contrats avec les Etats-Unis, prélevant au passage sa commission.

Son interpellation pourrait s'expliquer par la poursuite de la campagne d'assainissement et de réorganisation entreprise par le président Chadli Bendjedid depuis deux ans environ.

En outre, le Comité central du F.L.N. a commencé à préparer activement le cinquième Congrès du parti prévu pour la fin de cette année. Le Comité central a décidé de se réunir tous les trois mois — et non plus tous les semestres — au printemps, en juin et en octobre.

C'est également dans cette perspective que la Cour des comptes poursuit l'examen des fonds secrets du ministère des affaires étrangères avant l'arrivée du président Chadli au pouvoir et que des mutations — et non des arrestations comme le bruit en a couru — auraient eu lieu dans l'armée, dans un souci de plus grande efficacité.

PAUL BALTA.

### Le Ghana sollicite l'aide internationale pour ses ressortissants expulsés du Nigéria

Le Ghana a sollicité, mercredi 2 février, l'aide internationale afin de nourrir, de vêtir et de loger les centaines de milliers de ses ressortissants expulsés du Nigéria, et qui continuent de regagner leur pays. Les autorités d'Accra ont discuté des besoins prioritaires des expulsés avec les ambassadeurs des pays occidentaux et les responsables des organisations internationales.

Le chef de l'Etat, le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, a, d'autre part, demandé aux chefs traditionnels d'aider les réfugiés en leur distribuant des terres disponibles. L'immense majorité des réfugiés sont originaires des régions du centre et centre-est, où sont installés notamment les Ashantis. Déjà, certains villages désertés depuis deux ans par la moitié de leur population en raison de la situation économique catastrophique du Ghana ont retrouvé en quelques jours tous leurs habitants.

Sur le plan humanitaire, l'ONU semble prendre les choses en main, et le secrétaire général de l'Organisation, M. Perez de Cuellar, a désigné, mercredi, M. Essaffi, coordonateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) pour organiser les actions d'assistance à venir. M. Essaffi, nous signale notre correspondante à Genève, devrait se rendre à Accra dès vendredi. En outre, à la suite de l'appel lancé par la Ligue des sociétés de Croix-Rouge en faveur du Ghana, la Communauté européenne a entrepris diverses actions. Le navire allemand *Flora* (qui était déjà allé au secours des réfugiés du Sud-Est asiatique) devrait quitter Marseille vendredi avec 20 000 tonnes de vivres, couvertures, tentes, etc., à son bord. Le gouvernement de Copenhague a aussi proposé d'organiser un mini-pont aérien entre Lagos et Accra pour transporter les expulsés qui n'ont pu encore quitter le Nigéria. Lagos n'a toutefois pas donné son feu vert. La C.E.E., la Ligue des sociétés de Croix-Rouge et l'Espagne ont fait des propositions similaires.

Enfin, le H.C.-R. a annoncé, mardi à Genève, que dix personnes sont mortes de faim pendant cet exode. Des médecins français ont fait savoir, pour leur part, que vingt autres personnes sont mortes de faim, de soif, de maladie ou sous les coups des malfaiteurs en traversant le Bénin et le Togo, au cours du dernier week-end. — *(A.P., A.F.P., Reuter.)*

## Maroc

*Pour des « raisons intérieures »*

### Hassan II a demandé le report de la visite à Londres du « comité des sept »

La visite que devait faire à Londres les 7 et 8 février — date gardée jusqu'ici secrète — la délégation du « comité des sept » chargée de présenter aux pays membres du Conseil de sécurité le plan de paix arabe adopté au sommet de Fès, en septembre dernier, a été reportée à la demande du Maroc, « pour des raisons intérieures à ce pays », a annoncé le Foreign Office, mercredi 2 février en fin d'après-midi.

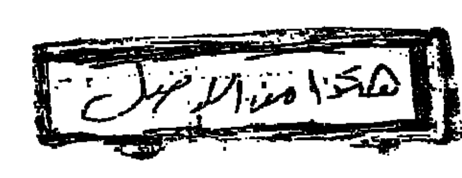
M. M'Hamed Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, arrivé mercredi matin à Londres, a transmis à Mme Thatcher le message du roi Hassan II demandant ce report. « *Mme Thatcher a hâte d'accueillir la délégation quelle que soit la date de son arrivée* », a déclaré le porte-parole du Foreign Office. La visite, prévue à l'origine fin novembre ou début décembre, avait été ajournée à trois reprises, la Grande-Bretagne ne voulant pas qu'un représentant de l'O.L.P. figure dans la délégation.

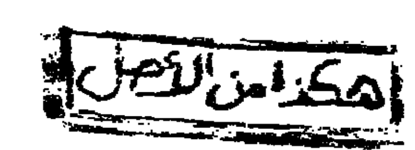
Dans les milieux diplomatiques, on laisse entendre que M. Khaled el Hassan, président de la commission des affaires étrangères du conseil national palestinien, devait représenter l'organisation palestinienne dans la délégation et que le nouveau report ne concernerait plus ce problème mais la récente disparition du général Dlimi. M. Boucetta a refuser d'indiquer les raisons avancées par le souverain.

Notre correspondant à Rabat, Roland Delcour, nous signale, que les circonstances de la mort du général Dlimi contribuent à alimenter les rumeurs au Maroc. Mardi soir, il avait été question que M. Belkziz, ministre de l'information, fasse une déclaration. En outre, mercredi matin, une conférence de presse du ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, était envisagée. Toutefois, ce jeudi matin, les autorités continuaient à observer le silence sur l'affaire.

● *Fin de la grève des étudiants. — La situation* est redevenue normale, mercredi 2 février, à la Faculté des sciences de Rabat, dont les étudiants étaient en grève depuis le 10 janvier dernier, à la suite d'incidents les ayant opposés à des « vigiles » de cet établissement. Les étudiants affirment avoir reçu l'assurance qu'un dialogue sera ouvert avec eux pour examiner leurs revendications. — *(A.F.P.)*










*(Publicité)*

# Un homme clairvoyant à la tête d'une nation sereine



Peu de nations ont accompli ce que le peuple égyptien a accompli sous la direction du président Moubarak et en si peu de temps. Dès qu'il a assumé le pouvoir, après les tragiques événements d'octobre 1981, l'énergique président s'attacha à consolider les gains acquis sous feu le président Sadate, et à construire sur ces bases avec pour objectif de faire du pays une force de progrès et de stabilité et de le faire entrer dans le vingtième siècle. Son objectif premier fut de renforcer le front intérieur et d'utiliser le vaste potentiel que recèle le peuple égyptien.

La tradition démocratique, profondément enracinée dans le modèle égyptien, fut renforcée par l'ouverture du dialogue avec tous les partis et tendances politiques. Un climat de cohésion et de solidarité sociales s'est développé dans tout le pays. Même les extrémistes fondamentalistes furent amenés à participer à des débats publics au cours desquels furent librement débattus des sujets d'intérêt général. La liberté de la presse fleurit et différentes opinions, souvent défavorables au gouvernement, s'exprimèrent sans entraves.

L'accent fut mis sur la réforme et la restructuration de l'économie, avec pour objectif l'augmentation de la production et l'amélioration de la productivité. A une époque où le chômage sévit dans la plupart des pays, 200 000 emplois nouveaux furent créés pour les jeunes désireux de servir leur pays. Le taux de croissance réelle fut de 8,5 %. Le secteur public et le secteur privé furent tous deux encouragés à se moderniser et à utiliser les technologies les plus récentes. L'investissement étranger fut stimulé et des mesures d'incitation prises. Il se crée chaque jour une nouvelle société, aux termes de la loi sur l'investissement.

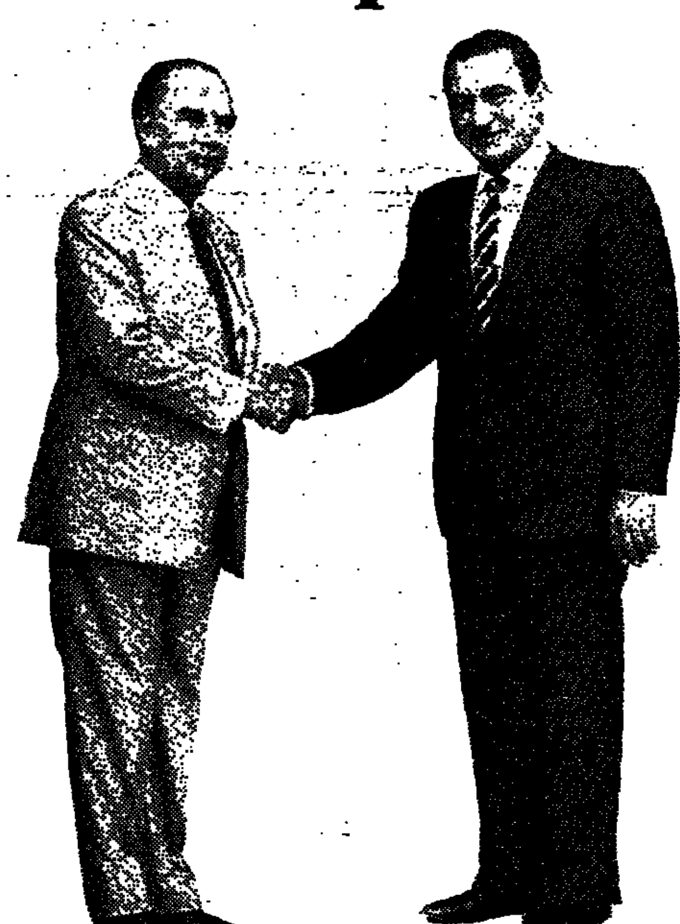
La politique étrangère de l'Égypte reflète la même détermination et les mêmes objectifs. Des liens d'amitié et de coopération ont été établis avec différentes nations. Le principe fondamental de la politique étrangère était et demeure la nécessité de résoudre tous les conflits par des voies pacifiques. Malgré l'absence de relations diplomatiques normales, la tension dans les relations entre l'Égypte et les autres États arabes a été éliminée. On s'est concentré sur le contenu des relations inter-arabes plutôt que sur leur forme. De nombreux chefs d'État arabes ont échangé des messages avec le président Moubarak sur des sujets vitaux d'intérêt commun. Deux millions cinq cent mille Égyptiens travaillent actuellement dans des pays arabes frères, apportant ainsi leur contribution indispensable à l'effort de développement.

De plus, la paix entre l'Égypte et Israël, première composante d'une paix globale comprenant la région tout entière, fut consolidée, démontrant ainsi que les craintes d'un revirement de cette politique, après le retrait total d'Israël du Sinaï, étaient vaines et sans fondement. Bien entendu, les relations entre les deux pays ayant été normalisées, des occasions de désaccord ont pu survenir comme c'est toujours le cas entre les nations. Cependant cela ne remet pas en cause la paix entre l'Égypte et Israël ni le fait qu'elle soit le pivot et le catalyseur de la paix entre Israël et tous ses voisins arabes. L'Égypte déploie, dans ce but, des efforts infatigables pour persuader à la fois Israël et les Palestiniens d'accepter l'idée de reconnaissance mutuelle et simultanée. Si ce pas était franchi il constituerait une percée capitale dans la voie de la paix.

L'amitié et la coopération égypto-française ont continué de s'épanouir et de se renforcer. Les présidents des deux pays ont poursuivi régulièrement d'étroites consultations. Les Égyptiens sont reconnaissants au peuple français de son assistance fraternelle, qui ne comporte pas d'obligations en contrepartie. La coopération militaire entre les deux pays vise à renforcer la structure de paix et la stabilité au Moyen-Orient. La coopération économique se concentre sur l'infrastructure et des projets de développement vitaux.

Dans cette optique, les deux pays entretiennent des relations extrêmement cordiales et fournissent un exemple éclatant de coopération dans notre monde contemporain.

# La coopération entre l'Égypte et la France



Dans le cadre d'une coopération fructueuse étendue à de très nombreux domaines – politique, militaire, culturel, etc., – les relations de coopération économique et commerciale se sont approfondies entre les deux pays depuis 1974, date de la politique d'ouverture économique menée par l'Egypte.

Les chiffres qui suivent illustrent cette évolution :

– Dans le domaine de la coopération financière (quatorze protocoles signés entre 1974 et 1982), les facilités de crédits accordées par la France atteignent un volume de 10 milliards de francs.

– Les facilités de crédits pour l'importation en Egypte de produits agro-alimentaires s'élèvent à 4,5 milliards de francs, selon un protocole d'accord qui s'étale sur trois ans (1981-1984) et prévoit un crédit annuel de 1,5 milliard de francs en moyenne.

– Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays atteint 8 milliards de francs en 1982, soit une augmentation de 176 % par rapport à l'exercice de 1978 (2,9 milliards de francs) et cela grâce à l'exécution des protocoles de facilités de crédits de coopération dans les domaines des finances et de l'approvisionnement pour le financement des exportations des produits français. La France exporte essentiellement des produits agro-alimentaires, du matériel électrique et des automobiles.

– Les exportations égyptiennes vers la France sont passées de 0,5 milliard de francs en 1978 à 2 milliards en 1982. L'Egypte exporte du pétrole, du coton, des agrumes, des plantes médicinales et des essences de parfums.

L'Egypte a fait appel à la France pour son développement économique en ce qui concerne l'amélioration de ses infrastructures : métro du Caire ; centrales électriques d'Aboukir et de Chobra El-Khemah ; port de Damiette ; aéroport du Caire ; modernisation du réseau téléphonique ; hôpitaux et hôtels.

Dans le domaine nucléaire, les deux pays ont, en mars 1981, conclu un accord-cadre pour la construction de deux centrales nucléaires (dans la région de Dabaà), d'une puissance de 1 000 mégawatts chacune, pour la production d'énergie électrique. Le financement en sera assuré par les revenus du pétrole égyptien et par des facilités de crédits français.

Des pourparlers sont actuellement en cours pour élaborer les programmes de réalisation des centrales et de formation des ingénieurs et techniciens égyptiens chargés du fonctionnement des réacteurs, de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Le gouvernement français présentera une offre de fourniture et d'installation de deux centrales au mois de mars 1983. Ce sera la première étape avant la signature du contrat au mois de juillet ; les premiers travaux sont prévus pour octobre 1983.

Dans le domaine des investissements privés, bien que le volume de la coopération financière au niveau gouvernemental entre les deux pays soit en augmentation, la coopération dans ce domaine restait limitée (55,4 millions de livres égyptiennes). Aussi, au cours de sa visite à Paris en février 1982, le président Moubarak avait-il invité une délégation des représentants du patronat français à se rendre sur place pour étudier les possibilités d'investissements en Egypte.

A la suite de cette initiative, une délégation du C.N.P.F. s'est rendue au Caire dans la première moitié de janvier 1983. Elle a conclu, avec l'Association égyptienne des hommes d'affaires, un accord-cadre pour la constitution d'un Conseil conjoint égypto-français des hommes d'affaires. La section égyptienne a déjà été constituée. L'objectif est de promouvoir la coopération industrielle et le domaine de l'investissement entre les secteurs privés des deux pays.

# L'économie et les investissements en Égypte

Les grandes lignes de la politique économique égyptienne :

– L'Égypte réaffirme son attachement à la politique d'ouverture économique (infitah). L'attachement à cette politique annonce une orientation plus nationaliste de l'économie égyptienne.

– Elle a estimé nécessaire une amélioration du fonctionnement du secteur public qui demeure « la pierre angulaire du développement et le bastion de l'industrie nationale ».

– Elle a également mis l'accent sur la nécessité de « consolider le secteur privé » afin qu'il soit complémentaire du secteur public, en particulier dans le domaine de la production.

Ces grandes lignes du développement économique sont contenues dans le plan quinquennal (1982-1987) qui constitue le cadre dans lequel les sociétés, nationales ou étrangères, peuvent intervenir. Les axes principaux en sont :

- la nécessité de doter le pays d'une infrastructure industrielle satisfaisante,
- le développement de la production agricole,
- le rééquilibrage de la balance des paiements.

Le plan quinquennal en cours d'exécution comporte environ sept cents projets qui sont intégrés dans une loi afin de garantir l'exécution du plan au cours des cinq années à venir. L'Égypte affectera un investissement global d'un montant de 34 milliards de livres égyptiennes à la réalisation de ce plan.

Si l'on tient compte du fait que l'année 1983 sera en Égypte celle de l'investissement, et qu'elle est celle de l'entrée en vigueur de la réforme économique – accompagnée de l'apport de technologie et de capitaux étrangers, – l'Égypte devient un pays riche de promesses pour les entreprises françaises qui ne redoutent pas la concurrence internationale.

La politique actuellement mise en place vise à faciliter les procédures d'investissement et la délivrance des autorisations officielles. Le résultat devrait être une plus grande rapidité dans l'obtention des autorisations.

Avec les nouvelles procédures, l'agrément du premier ministre ne sera plus nécessaire pour les projets d'investissement. Il sera remplacé par l'endossement du conseil d'administration de la banque ou des compagnies d'assurances pour leur part d'investissement.

Depuis 1974, 1 274 projets ont été réalisés en Égypte, soit un total de 4 218 millions de livres égyptiennes.

Ces projets couvrent les domaines suivants :

498 : industries
270 : finances
214 : construction
208 : autres services
84 : agriculture

Sur ce total, 353 projets ont réuni un capital de 563 millions de livres égyptiennes et ont été mis en œuvre en zone franche. Les contributions financières des pays pour ces projets ont été les suivantes :

| | |
|---|---|
| Égypte | 65 % |
| Pays arabes | 15 % |
| C.E.E. | 6 % |
| États-Unis | 5 % |
| Autres pays | 9 % |

Une brochure d'information contenant tous les renseignements voulus sur les investissements est disponible dans toutes les ambassades d'Égypte.

**CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE PAR LE CENTRE ÉGYPTIEN DES ÉTUDES POLITIQUES – LE CAIRE**

# AMÉRIQUES

## Guatemala

### LES MILITAIRES ET LA « CHASSE AUX INDIENS »

## Des religieux dénoncent des cas de cannibalisme

**L'exécution par un peloton militaire de quatre des six jeunes gens condamnés à la peine capitale a été suspendue à la dernière minute, mercredi à l'aube, dans le cimetière de Guatemala-Cindad (nos dernières éditions du 3 février). Les quatre condamnés avaient déjà été amenés devant le peloton et les cercueils étaient prêts. La Cour suprême du Guatemala a jugé « recevable » au dernier moment l'appel interjeté par l'un des avocats estimant que les accusés n'avaient pas bénéficié d'une « défense légale » devant les tribunaux militaires spéciaux. Mais on a appris, d'autre part, que le gouvernement suédois était directement intervenu auprès du gouvernement du général Rios Montt. Les six hommes — cinq Guatémaltèques et un ressortissant du Honduras — sont accusés d'activités subversives. Leurs familles nient les faits qui leur sont reprochés.**

**La situation au Guatemala, où le pape Jean-Paul II est attendu en mars, continue de susciter des réactions dans le monde. Plusieurs organisations humanitaires ont adressé des messages au pape pour attirer son attention sur les graves violations des droits de l'homme dans ce pays. Le Tribunal des peuples, réuni à Madrid, a pris la même initiative.**

Le 17 décembre 1982, l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté, par 79 voix contre 16 et 45 abstentions, une résolution condamnant le gouvernement guatemaltèque en raison « *de sérieuses violations des droits de l'homme au Guatemala, [d']une répression étendue, des tueries et des déplacements massifs de la population rurale et indigène* ».

Le régime du général Rios Montt, issu du coup d'Etat du 23 mars 1982, a pu donner un moment l'impression qu'il avait abandonné les méthodes les plus violentes utilisées par ses prédécesseurs. En fait, si la situation s'est légèrement améliorée dans les villes — ce qui a permis au président Reagan de reprendre la vente d'armes suspendue par l'administration Carter, — dans les campagnes, en revanche, la situation a empiré.

Le texte original proposé à la commission des droits de l'homme de l'ONU par la Suède, le Canada, l'Irlande et l'Autriche estimait que la répression au Guatemala revêt « *les caractéristiques d'un projet gouvernemental de génocide. (...) Les nouvelles les plus alarmantes concernent la destruction de plus de cent villages, l'établissement de camps de concentration dans lesquels la population affamée est soumise à un régime de terreur, et l'existence, dénoncée par les evêques du Guatemala de plus d'un million de déplacés internes et de près d'un demi-million de réfugiés que s'y sont enfuis de leur pays pour sauver leur vie* ».

Un rapport publié à la fin de 1982 dans la revue *El Caminante*, de l'évêché de San-Cristobal- de-Las Casas, dans l'Etat de Chiapas, au Mexique, fait état de cas de canabalisme. « *Les femmes sont violées, les gens sont rassemblés dans les églises et ils sont ensuite torturés et assassinés. Les enfants sont écrasés par terre ou bien on les prend par les pieds pour leur faire éclater le crâne contre le tronc des arbres et ensuite manger leur cervelle encore tiède. Parfois, les soldats font jouer les enfants et ils jettent une grenade au milieu du groupe. (...) Beaucoup sont tués à coups de machette... Les soldats retirent les foies palpitants de leurs victimes puis ils les mangent comme mets exquis.* »

Selon une religieuse qui s'occupe de réfugiés au Mexique, des militaires auraient obligé une jeune femme du village de Tacana, enceinte, à manger certaines parties du corps de son mari. « *Quand son enfant est né, elle voulait le tuer*, a déclaré la religieuse. *Nous avons dû l'enfermer dans un asile. Les médecins pensent qu'elle est incurable.* »

Le 17 juillet 1982, les habitants du village de San-Francisco, dans le département de Huehuetenango, ont été massacrés. Trois cent cinquante sont morts, douze seulement ont survécu, dont dix parce qu'ils n'étaient pas là. L'un des deux survivants ayant assisté au massacre raconte : « *Il y avait environ six cents soldats. Ils ont enfermé les hommes dans le tribunal et les femmes et les enfants dans l'église. Vers 11 heures, nous avons entendu des coups de feu et des cris. Puis, par la fenêtre, nous les avons vu sortir les vivants et les emmener par petits groupes. De nouveau, nous avons entendu des cris mais pas de coups de feu. Ils ont dû les tuer au couteau... Vers 1 heure, ils en eurent fini avec les femmes et les enfants. Vers 3 heures, ils s'en sont pris aux hommes. Ils les firent sortir du tribunal pour les tuer dans la cour. Un soldat est resté planté à regarder un homme. Il était mort, le pauvre. Il s'est laissé tomber sur lui et lui a ouvert la poitrine. Il a sorti le cœur. Je n'en ai pas supporté plus. Je ne sais pas ce qu'il en a fait. Je ne sais pas s'il l'a mangé ou s'il l'a emporté. Je ne sais pas...* »

### UNE LETTRE DU TRIBUNAL DES PEUPLES A JEAN-PAUL II

## « Ce sont les plus pauvres qui sont victimes du génocide »

**Le Tribunal des peuples, qui a déjà délibéré sur les situations en Afghanistan, au Zaïre et au Salvador, s'est réuni du 27 au 31 janvier à Madrid pour étudier le cas du Guatemala. A l'issue de cette réunion, présidée par l'Américain George Wald, prix Nobel de médecine, il a adressé à Jean-Paul II la lettre suivante :**

*Les membres du Tribunal* international des peuples, réunis à Madrid pour une session sur le Guatemala, ont pris connaissance de la situation dramatique du peuple de ce pays, que vous avez l'intention de visiter dans quelques semaines. Ils ont reçu d'innombrables témoignages concernant les massacres, qui, depuis 1954, mais à un rythme plus accéléré encore durant les dernières années, ont fait des dizaines de milliers de victimes, surtout parmi les populations indigènes et sur la manière brutale et révoltante dont le gouvernement militaire actuel mène la répression.

Ce qui a tout particulièrement frappé les membres du Tribunal est le fait que cette violence atroce et inhumaine s'exerce de plus en plus contre des communautés paysannes indigènes. Celles-ci, organisées dans un esprit de solidarité mutuelle, souvent sous la direction de catéchistes, essayent de faire face à l'extrême pauvreté qui les atteint et de résister contre les agressions dont elles font l'objet. Des villages entiers, avec femmes, enfants, vieillards, ont été exterminés, après que ces derniers aient été soumis à des tortures indescriptibles. C'est l'image même de l'homme qui est outragée au Guatemala.

Les accents de stupeur angoissée que nous avons recueillis pendant trois jours, provenaient de mères à qui on avait arraché leurs enfants, d'épouses qui avaient vu mourir leurs maris, souvent sous la torture, de jeunes filles qui avaient été outragées, de pauvres paysans pourchassés comme des animaux nuisibles. Beaucoup de ces témoins étaient des chrétiens imprégnés des valeurs de l'Evangile, et certains d'entre eux étaient liés à des activités d'Eglise.

Le Tribunal a également été informé sur l'implacable exploitation du peuple du Guatemala, à la fois par des intérêts économiques locaux et extérieurs, et sur l'appui militaire, politique et policier que donnent plusieurs gouvernements étrangers au régime guatémaltèque, principalement celui des Etats-Unis, sans lequel ce régime ne pourrait pas survivre.

Face à ces injustices criantes, face à ces atrocités érigées en système de gouvernement, face à l'indicible souffrance des populations indigènes, face aussi à l'assassinat et à l'expulsion de dizaines de prêtres et de religieuses, de centaines de catéchistes et de nombreux pasteurs et missionnaires protestants, face enfin à l'utilisation d'arguments religieux pour légitimer l'oppression et les massacres, les membres du Tribunal souhaitent que le pasteur universel de la communauté catholique ne se contente pas seulement de condamner la violence, mais qu'il aie la lucidité et le courage prophétique de dénoncer les causes de l'exploitation et de la mort et d'en stigmatiser les auteurs. *Ils souhaitent en particulier* qu'il se solidarise avec les plus pauvres, les Indiens, qui subissent aujourd'hui les effets d'une politique génocide. ils espèrent enfin que sa présence au Guatemala sera un message d'espoir pour tous ceux qui, motivés par leur foi chrétienne, portent dans leur chair le poids d'une lutte cruelle pour la justice.



# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

• LES CINQ PARTIS MAJORITAIRES, regroupés au sein de la Multipartite, ont adopté mercredi 2 février, à Buenos- Aires, une déclaration demandant aux militaires de restituer le pouvoir avant le 12 octobre. Ils exigent que soit fixé un calendrier de retour à la démocratie, la levée de l'état de siège, la normalisation de la vie syndicale, la recherche dans le cadre de la médiation du pape d'une solution au litige du détroit de Beagle, et un éclaircissement sur la déroute de la guerre des Malouines. — *(A.F.P.)*

## Chili

• PLUS D'UN MILLIER DE SYNDICALISTES ont réclamé, le mercredi 2 février, dans une lettre ouverte au général Pinochet, la tenue d'un référendum national sur le maintien du régime militaire. Ils affirment dans ce document que la responsabilité de la grave crise économique, politique et sociale échoit « *exclusivement au gouvernement* ». Un quart de la population chilienne active est actuellement touchée par le chômage. — *(A.F.P.)*

## Chine

• LA TROISIEME SERIE DE NEGOCIATIONS SINO-INDIENNES S'EST ACHEVEE, mercredi 2 février, à Pékin, sans que les deux parties soient parvenues à aplanir le différend frontalier qui les oppose depuis plus de vingt ans. « *Des divergences majeures subsistent* ), a-t-on indiqué dans les milieux proches de la délégation indienne. Pour sa part, l'agence Chine nouvelle a qualifié l'attitude des deux pays de « positive ». — *(A.F.P.)*.

## Egypte

• LE PROCUREUR DU « TRIBUNAL DE L'ÉTHIQUE » a demandé, mercredi 2 février, à la cour de « *faire preuve du maximum de sévérité* » et de « *refuser toute clémence* » à l'égard de M. Esmat El Sadate, frère de l'ancien président égyptien Anouar El Sadate, jugé depuis le 27 novembre dernier en même temps que ses deux épouses et ses quinze enfants. La sanction maximale du « *tribunal de l'éthique* » est « *la privation de la libre disposition des biens* » pendant cinq ans et « *l'emprisonnement préventif* » pendant un an. Le tribunal peut également déférer le dossier devant la justice pénale, ce qui ouvrirait la voie à un autre procès. — *(A.F.P.)*

## Grande-Bretagne

• DEUX LETTRES PIEGEES adressées à l'ambassade d'Union soviétique, à Londres, et au magazine *Soviet Weekly* ont été désarmorcées par la police britannique, a annoncé Scotland Yard, mercredi 2 février. Ces lettres, contenant des engins incendiaires, étaient identiques à celles envoyées le mois dernier aux bureaux de l'Aeroflot et de l'Intourist, à Londres. Cet acte avait été revendiqué par une organisation déclarant s'appeler « Ligue de défense juive ». — *(A.F.P., A.P.)*

## Irlande du Nord

• UN CIVIL A ÉTÉ TUÉ ET UN AUTRE BLESSÉ mercredi soir 2 février dans le quartier catholique de Shantallow, à Londonderry, au cours d'une « *opération secrète* » menée par l'armée, a annoncé la police. — *(A.F.P.)*

## Pérou

• UNE COMMISSION D'ENQUETE sur l'assassinat de huit journalistes et de leur guide a été formée mercredi 2 février, a annoncé, à Lima, l'écrivain Mario Vargas Llosa, après avoir été reçu par le président Belaunde Terry. Outre l'écrivain, la commission est composée du président de l'Union des journalistes du Pérou, M. Castro Arenas, et du *juriste Abraham Guzman* Figueroa.

## El Salvador

### DURS COMBATS DANS L'EST DU PAYS

## Les insurgés auraient volontairement évacué la ville de Berlin

**La radio du Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.) a annoncé, mercredi 2 février, que ses unités avaient évacué volontairement la ville de Berlin, dans le département d'Usulutan. La cité avait été occupée lundi par les insurgés après trente-six heures de durs combats. La plupart des trente mille habitants de cette ville importante de l'est du Salvador avaient fui pendant les affrontements, qui auraient fait plusieurs dizaines de victimes, civiles et militaires.**

Aucune confirmation officielle n'a été obtenue sur l'évacuation de Berlin par les rebelles, mais de fortes concentrations de troupes régulières se dirigeaient vers la ville mercredi. Ces troupes ont été retirées du département du Morazan, où le haut commandement développe depuis deux semaines une vigoureuse contre-offensive pour récupérer les localités occupées dans cette région proche du Honduras par les insurgés du F.M.L.N.

Le général Garcia, ministre salvadorien de la défense, n'a pas caché sa préoccupation, mercredi, au cours d'un conférence de presse, devant la tournure prise par la situation militaire. Il a confirmé que l'armée se préparait à lancer de nouvelles actions pour reprendre la ville de Berlin, considérée comme un centre économique important et dont l'occupation menace le trafic entre la capitale, San-Salvador, et tout l'est du pays. Un porte-parole militaire a admis que la prise de Berlin par les insurgés était « *la plus importante action de la guérilla depuis trois ans* ».

Le porte-parole a affirmé que la lutte « *était dure* » dans le Morazan, *où des bataillons d'élite formés aux* Etats-Unis ont été engagés pour défendre la capitale du département, San-Francisco-Gotera. Mais il a ajouté qu'une « *grande partie* » du département avait été « *pacifiée* ». Un communiqué officiel précise que deux cent vingt guérilleros ont été tués dans le Morazan en deux semaines de combats et que neuf campements rebelles ont été occupés. Quatre cliniques de campagne ont été découvertes. L'armée affirme avoir repris seize localités, dont la ville de Perquin. Seize soldats réguliers auraient été tués.

On a appris encore de source militaire à San-Salvador, mercredi, que deux mille hommes venant du golfe de Fonseca (région limitrophe avec le Honduras et le Nicaragua) auraient débarqué sur la côte salvadorienne. La provenance de ces deux mille hommes n'est pas connue. — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

## Etats-Unis

## Des camionneurs grévistes qui ont recours aux grands moyens

De notre correspondant

Washington. — Il n'est pas très prudent ces jours-ci de circuler en camion sur les routes américaines. On risque d'être atteint d'une pierre, d'un boulon, voire d'une balle de revolver. Depuis le *début de la semaine, des incidents* de ce genre ont été signalés dans une trentaine d'Etats. Bilan provisoire : un mort, vingt-sept blessés, plus de trois cents véhicules endommagés.

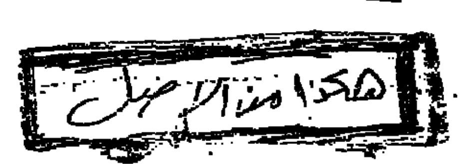
Les agressions coïncident avec une grève des « camionneurs indépendants », commencée le lundi 31 janvier. Ceux-ci protestent contre une nouvelle taxe sur l'essence de 5 cents par gallon (9 centimes français par litre) visant à financer une restructuration du système routier et, par le fait même, à lutter contre le chômage. Ce syndicat affirme représenter trente mille camionneurs, soit 6 % de la profession. La puissante Teamsters Union, *qui compte, elle, 1,7 million de* membres, est opposée à la grève.

Qui lance des projectiles et tire des coups de feu ? Aucun groupe ne revendique les agressions. Des appels au calme sont *lancés de toutes parts. Mais il* est difficile de ne pas voir dans ces incidents une tentative d'intimidation des non-grévistes, car l'arrêt de travail est peu suivi.

Les *teamsters* ont toujours compté dans leurs rangs — et *même parmi leurs dirigeants* — des adeptes de la violence. Cette fois, ils semblent en être les victimes. La grève qui secoue la *profession* ne contribue pas à calmer les esprits. Compte tenu de la diminution du volume des marchandises transportées, le grand syndicat a dû accepter des concessions salariales. Cela lui vaut critiques et sarcasmes de la part des « indépendants », qui essaient de jouer sur l'individualisme des camionneurs.

*R. S.*





# AMÉRIQUES

Bolivie

# Front populaire sur l'Altiplano

## III. – Une révolution morale

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

**Le gouvernement d'union populaire de M. Siles Zuazo a passé son premier cap difficile, en mettant en œuvre un plan d'austérité draconien sans rencontrer d'opposition de la part de la classe ouvrière. Mais la lutte contre le trafic de drogue est plus malaisée, les planteurs de coca échappant pratiquement à tout contrôle dans la principale zone de culture, le Chaparé (*le Monde* des 2 et 3 février).**

La Paz. – *« Ce qui nous choque le plus dans ce gouvernement, c'est la présence de communistes. Aux ministères qu'ils occupent, ils peuvent manœuvrer le monde ouvrier, et conquérir des postes-clés dans l'administration publique. »*

Ce langage était tenu en décembre dernier à La Paz, mais il aurait pu l'être à Paris. Il y avait en effet – et il y a toujours – une certaine similitude entre les gouvernements de « front populaire » des deux pays. En Bolivie, les ministres communistes ont cohabité jusqu'au 20 janvier avec des hommes qui, certes, ne portaient pas l'étiquette socialiste, mais qui appartenaient à des formations assez comparables au P.S. français. Ils étaient minoritaires, eux aussi, mais détenaient des portefeuilles importants : le travail et les mines, celles-ci constituant, avec le gaz, la principale richesse du pays. Ils les ont conservés dans le nouveau cabinet formé le 31 janvier. Malgré le départ d'un des trois partis de la coalition, la comparaison entre Paris et La Paz reste amplement valable.

M. Siles Zuazo, qui se situe dans la gauche modérée, a fait, en appelant le P.C. au pouvoir, un calcul assez voisin de celui de M. Mitterrand : il vaut mieux avoir les communistes « dedans » que « dehors ». Leur participation permet de contrôler les revendications ouvrières et facilite l'application de « plans de rigueur ».

Que l'interlocuteur, cité au cours de cet article, M. Ciro Humboldt, ne soit pas convaincu par un tel raisonnement, comment s'en étonner ? Il est député d'une formation qui se trouve aujourd'hui dans l'opposition. Que cette formation s'appelle Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), comme celle que préside M. Siles Zuazo, tient à la complexité et à l'émiettement de la vie politique bolivienne, et à ses titres souvent trompeurs.

Au départ, il n'y avait qu'un seul M.N.R., celui qui, avec MM. Paz Estenssoro et Siles Zuazo, fit la révolution de 1952. Mais l'évolution à droite du mouvement et la rivalité croissante entre les deux hommes conduisirent M. Zuazo à faire dissidence et à fonder un M.N.R. « de gauche » (M.N.R.I.), tandis que le vieux parti resté sous la houlette de M. Paz Estenssoro prit le qualificatif d'« historique ».

### Des démocrates fluctuants

C'est ce dernier parti qui participa en 1971 au putsch du colonel Banzer, devenu ensuite général, et qui collabora pendant trois ans avec lui au gouvernement. M. Humboldt fut alors ministre. Il ne fut ni le premier ni le dernier démocrate bolivien à juger utile, une fois au moins dans sa carrière, de s'allier avec des militaires hostiles à la démocratie. Jusqu'au jour où, comme il le dit joliment, il ne se sentit plus « compatible » avec le régime des colonels, et demanda, avec M. Paz Estenssoro, le retour des civils au pouvoir.

Maintenant que la démocratie est rétablie, M. Humboldt est toujours dans l'opposition. Il s'y trouve même en compagnie de ce général Banzer contre qui il complota il y a huit ans, après avoir gouverné avec lui, et qui, en retraite de l'armée, dirige un parti, l'Action démocratique nationaliste, où se retrouve une bonne partie de la droite. Et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), qui a beaucoup contribué à la défaite du régime militaire, en « travaillant » les secteurs légalistes de l'armée, a rejoint il y a quelques jours les opposants de droite à M. Siles Zuazo, après avoir fondé avec lui l'Union démocratique populaire, gouverné un peu plus de quatre mois avec lui, et alors que son principal dirigeant, M. Paz Zamora, est toujours vice-président de la République, poste qu'il conserve, dit-il, parce qu'il le tient du suffrage universel. L'histoire bolivienne est riche en retournements et en contradictions de ce genre...

### Pressions américaines

M. Humboldt n'est pas le seul à critiquer la présence de communistes à la tête d'importants ministères. L'ambassadeur des Etats-Unis à La Paz, M. Edwin Corr, a exercé bien des pressions sur M. Siles Zuazo, quand il était encore en exil à Lima, pour le « dégoûter » d'un tel compagnonnage. *« Si les Américains se sont permis de critiquer l'entrée de communistes dans le gouvernement Mauroy, vous pouvez imaginer ce qu'ils ont pu nous dire »*, confie un homme politique de La Paz. Le chef du M.N.R.I. a tenu bon, mais les pressions ont continué, si l'on en croit son parti, qui a publié au début de janvier un communiqué accusant l'ambassade américaine de comploter contre le gouvernement d'Union populaire.

Selon ses adversaires, le P.C. au pouvoir fait peser une menace sur l'économie, en poussant à une extension du secteur public et en voulant imposer des restrictions au capital étranger. Mais ceux qui ont été ses alliés jusqu'à la mi-janvier ne croient guère à une telle menace. *« Les communistes sont très prudents. Sur le rôle du secteur public et du capital étranger, ils sont, comme nous, partisans du* statu quo », affirme M. Antonio Aranibar, secrétaire général du MIR. Celui-ci craignait davantage, quand des mesures d'austérité ont été adoptées, un « double jeu » du P.C. : solidaire avec le reste du gouvernement pour décréter de telles mesures... et au côté des syndicats ouvriers pour les combattre.

En réalité, s'il y a eu dès le départ un risque pour l'U.D.P., il ne venait pas du P.C., mais de la concurrence entre les deux partis-piliers de la coalition : le M.N.R.I. et le MIR, qui sont si proches qu'ils ne peuvent songer qu'à fusionner, ou à s'éliminer réciproquement.

Le premier fait souvent penser à la vieille S.F.I.O., par son habileté manœuvrière et son « clientélisme ». Les « miristes » ont, eux, une certaine parenté avec M. Rocard. Comme lui, ils possèdent des compétences économiques, voire technocratiques reconnues. Comme lui aussi, ils affichent un réformisme qui a mûri à partir d'une doctrine plus radicale. Ils étaient très influencés par le trotskisme et par la guérilla du « Che » quand ils ont fondé leur parti, en 1971. Ensuite, ils ont évolué et reconnu que la révolution de 1952, qu'ils considéraient auparavant comme un « accident historique », bien qu'elle ait nationalisé les mines et fait une réforme agraire, devait être le point de départ de tout effort de « reconstruction nationale ».

*« La révolution de 1952 n'est pas terminée, il faut la mener à son terme,* dit M. Aranibar. *Notre première tâche, c'est de reconstruire l'Etat, car il est disloqué. Et cela ne peut se faire que dans la démocratie, une démocratie adaptée à la réalité de notre pays. »*

Bien avant de quitter les six ministères qu'il occupait, le MIR critiquait la façon dont fonctionnait la coalition au pouvoir. Ce que disait en décembre M. Paz Zamora faisait même prévoir son éclatement : *« Pour les gens du M.N.R.I., nous sommes de simples compagnons de route. Pour le P.C., la coalition est un très classique Front populaire. C'est déjà un miracle que nous ayons réussi à gouverner pendant quelques mois. L'union de la gauche est une expérience tout à fait inédite en Bolivie. »*

Et puis, le MIR considérait comme une erreur que les trois partis de l'U.D.P. se soient accordé des « tranches » de pouvoir, et aient fait des ministères qu'ils occupaient des fiefs inaccessibles au voisin. Cette erreur-là, l'Unité populaire de Salvador Allende l'avait commise, elle aussi, et cela lui avait coûté cher. Le MIR estime qu'elle a conduit sa réplique bolivienne à l'incohérence, donc à l'inefficacité dans l'action gouvernementale, et à l'adoption, dans le choix des hommes, de critères partisans.

Le conflit a éclaté à propos du ministère de l'intérieur, poste éminemment politique, comme en France, et l'une des baronnies attribuées au M.N.R.I. Les « miristes » ont d'abord sollicité – en vain – d'y exercer un droit de regard, puis ils ont demandé le remplacement du ministre, qu'ils accusent d'incompétence dans la chasse aux paramilitaires et aux trafiquants de drogue. Comme ils ne l'ont pas obtenu, et qu'ils avaient mis toute leur autorité dans l'affaire, ils ont démissionné du gouvernement : du moins c'est l'explication qu'ils ont donnée de leur départ.

### Une hantise : le Chili

Un autre danger guette l'U.D.P. : l'opposition du Parlement. L'Union démocratique populaire n'a obtenu qu'une majorité relative aux dernières élections organisées dans le pays, le 29 juin 1980. Elle est minoritaire au Congrès. Or, là aussi, la gauche bolivienne se souvient de ce qui s'est passé, il y a maintenant dix ans, au Chili. Comme l'U.D.P., l'Unité populaire n'était majoritaire ni au Parlement ni dans le pays. Ses adversaires ont profité de la situation pour mener au Congrès un travail de sape contre Allende et ses ministres.

Sans doute les projets politiques et les circonstances ne sont-ils pas les mêmes à La Paz, aujourd'hui, qu'hier à Santiago. M. Siles Zuazo ne prétend pas introduire le « socialisme » dans le pays. Jusqu'à présent, l'opposition n'a pas engagé le fer contre lui. Mais le MIR, quand il était encore au pouvoir, avait préféré prendre les devants, pour éviter un blocage comparable à celui que produisit la rupture entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne chilienne : il a négocié avec le M.N.R. de M. Paz Estenssoro et le parti de M. Banzer non seulement la composition des bureaux des deux Chambres, mais aussi certaines nominations importantes, qui, en Bolivie, sont du ressort parlementaire, comme celle du contrôleur général de la République ou celles des juges de la Cour suprême (1).

De telles précautions ne sont, certes, pas inutiles dans un pays où il n'en faut pas beaucoup pour jeter les hommes politiques dans les bras des militaires, et les encourager à faire un putsch.

La nouvelle démocratie bolivienne n'a que quelques mois d'existence. Un mot revient souvent pour la caractériser : celui de « moralité ». Les ministres de l'U.D.P. se sont efforcés, jusqu'à présent, de changer l'image que les Boliviens ont traditionnellement de leurs dirigeants : *« Siles Zuazo a de grands principes moraux, ce qui n'est pas négligeable ici »*, reconnaît M. Ciro Humboldt, qui est pourtant l'un de ses adversaires. Cela ne signifie pas, évidemment, que tous les cadres de l'U.D.P. soient comme leur président.

C'est aussi de la « moralité » que les communistes disent vouloir introduire dans les entreprises publiques – énormes – dont ils ont la charge. Quand nous avons demandé à M. Simon Reyes, dirigeant du P.C., ce que son parti allait changer à la Comibol, la compagnie minière de l'Etat, il a répondu : *« Nous n'allons rien bouleverser. Nous essaierons seulement de faire une gestion plus honnête. »*

Si le P.C. y parvenait, si l'U.D.P. réussissait à « moraliser » la vie publique, une moitié de la révolution dont la Bolivie a besoin serait accomplie.

FIN

(1) C'est la Cour suprême, dont le siège est à Sucre, qui doit statuer sur la demande d'extradition de Klaus Altmann-Barbie présentée par l'Allemagne fédérale.


















Le Monde

# politique

## A PARIS

# Rude campagne pour une gauche repliée sur ses bastions

**Contrairement à ce qui peut se passer dans d'autres grandes villes, chacun admet — sans grand risque — qu'à Paris la majorité ne changera pas de camp. La vie politique parisienne obéit en effet à deux sortes de données : les unes sont permanentes, les autres traduisent, en les amplifiant, les mouvements nationaux. La permanence réside — la composition sociologique de la population aidant — dans la domination de la majorité municipale sortante, et à l'intérieur de celle-ci, dans la prééminence du parti du maire. *L'amplification s'est manifestée*, lors des scrutins de 1981, par le fait que la gauche est devenue, au niveau de sa représentation parlementaire, exclusivement socialiste (avec onze députés).**

**Si l'amplification devait jouer de nouveau au mois de mars prochain, il serait surprenant que la gauche en bénéficie. Dans ces conditions, la tâche de ses représentants s'annonce, au départ, ardue. *« Vous savez, les combats à 40/60... on peut rouler des mécaniques, quand les rapports de forces sont ceux-là »*, constatait M. Jospin, le 9 janvier.**

**Le combat engagé met essentiellement aux prises la municipalité sortante conduite par M. Jacques Chirac, *maire depuis* 1977, et la gauche que dirige M. Paul Quilès, député socialiste du XIIIe arrondissement depuis 1978, mais qui ne siège pas au Conseil de Paris. Diverses petites formations politiques de droite comme de gauche, ainsi que les écologistes, ont l'intention de troubler ce face-à-face, mais aucune pour le moment n'est encore réellement entrée en campagne.**

**En revanche, les deux « grands » ont déjà largement lancé leur action. L'ambition de la municipalité sortante, qui a réalisé officiellement l'union entre le R.P.R., l'U.D.F. et le C.N.I.P., est d'élargir encore son assise par la conquête de nouveaux arrondissements. Le combat de la gauche consiste davantage à conserver les six bastions conquis ou conservés en 1977, à savoir les 2e (IIe et IIIe arrond.), 9e (XIe), 11e (XIIIe), 16e (XVIIIe), 17e (XIXe) et 18e (XXe) secteurs municipaux de la capitale.**

**Mais, à Paris comme ailleurs, on votera les 6 et 13 mars selon un nouveau mode de scrutin qui mêle les systèmes majoritaires et proportionnels et donne une prime à la liste arrivée en tête. A Paris, comme à Lyon et à Marseille, on élira cette fois non seulement les membres du conseil municipal, mais aussi ceux des conseils d'arrondissement. Le Conseil de Paris, qui comptait depuis 1977 cent neuf membres, en comptera désormais cent soixante-trois. Les conseillers d'arrondissement seront dans chaque circonscription deux fois plus nombreux que les conseillers de Paris, sans pouvoir être inférieurs à dix, c'est-à-dire au total trois cent cinquante.**

## Militant opiniâtre contre « rouleur de mécaniques »

Face au maire de Paris le parti socialiste a voulu mettre en lice une personnalité d'envergure nationale. Pendant des mois, au cours de l'année dernière, les dirigeants du P.S. se sont donc employés à imposer un challenger qui soit à la mesure du président du R.P.R.

Le choix qui s'est en définitive porté sur M. Paul Quilès est aussi le fruit des luttes de tendance qui existent au sein du parti et de la fédération de la capitale. Le caractère démocratique de la désignation du candidat par les militants parisiens n'empêche pas que quelques plaies aient, été ainsi rouvertes. L'élimination de M. Georges Sarre, député du XIe, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, représentant du CERES qui contrôle toujours officiellement la fédération de Paris a été interprétée comme une victoire du courant Mitterrand, représenté par M. Quilès.

Sans doute dans le choix des têtes de liste et dans la composition de celles-ci un souci de pondération a permis de ménager les susceptibilités. Reste que la mise sur « orbite parisienne du numéro 3 du P.S. représente un élément à prendre en compte pour l'avenir politique personnel de M. Quilès. Cela peut expliquer que la campagne de la gauche ne soit pas encore très dynamique, qu'elle n'ait pas trouvé toute sa cohérence et qu'elle n'ait pas clairement défini ses cibles. Ainsi le P.S. n'a pas encore organisé de grande réunion : il a prévu de la faire à la mi-février. Seul le P.C. a tenu son premier meeting parisien le 1er février à la salle de la Mutualité.

Cette apparente lenteur n'est pas sans rappeler à M. Quilès la campagne présidentielle de 1981. Il s'en est expliqué le 31 janvier au micro de France-Inter : « *Dans toutes les campagnes électorales, y compris celle de François Mitterrand il y a deux ans, j'ai constaté que l'électorat de gauche se mobilisait très lentement, les militants socialistes aussi d'ailleurs*, eut-il dit. *Je me souviens très bien — c'était en janvier ou en février 1981 — que les journalistes disaient : cette campagne démarre lentement, les militants socialistes ne se mobilisent pas. Ensuite on a complètement oublié cette analyse et on a déclaré : c'est formidable cet enthousiasme dont ont fait preuve les militants de gauche, les militants socialistes.* » Bref, M. Quilès croit aux vertus du militantisme, et à l'opiniatreté, face à l'assurance du « *rouleur de mécaniques* », comme M. Jospin a qualifié M. Chirac.

(Dessin de PLANTU.)

M. Paul Quilès, pas plus que M. Chirac, n'a encore rendu public son programme municipal. Dans un premier temps il préfère réunir quelques conférences de presse sur le terrain, sur des thèmes précis comme ce fut déjà le cas pour la sécurité, le logement, le sport et les équipements sociaux. Le candidat n'a pas encore parcouru tous les arrondissements de Paris. Il est vrai que la constitution complète des listes, n'est pas encore achevée.

Dans chaque arrondissement chaque candidat mène sa propre campagne à sa guise. Ainsi dans le XIVe Mme Avice, ministre de la jeunesse et des sports demande le renfort de certains autres membres du gouvernement. Dans le IIIe, M. Jack Lang, ministre de la culture se lance tardivement mais avec fougue dans une active campagne ; avec son adversaire U.D.F., M. Jacques Dominati, ils se disputent les faveurs de l'électorat israélite, tout en affirmant que le « vote juif » n'existe pas. Dans le XVIIIe, le tiercé Jospin, Estier, Delanoë démultiplie sa présence face au trio menaçant Juppé, Chinaud, Pierre-Bloch. Dans le XIe, M. Georges Sarre approfondit inlassablement son implantation déjà ancienne, face aux ambitions de M. Alain Devaquet, très actif, mais depuis peu. Dans le XIXe arrondissement, la campagne de la gauche dont la tête de liste a été confiée à M. Paul Laurent, ancien député communiste, bute sur la candidature dissidente de M. Henri Fiszbin *(voir encadré)*.

Dans le XXe arrondissement, M. Michel Charzat, membre du secrétariat du R.S. député socialiste depuis 1981 — il a lui aussi distancé au premier tour un ancien député communiste et battu au second M. Bariani, son adversaire U.D.F. d'aujourd'hui — doit aujourd'hui convaincre son propre électorat de lui confier de nouveau un mandat municipal comme en 1977, alors qu'il a quitté le Conseil de Paris en 1981 en estimant ses charges nationales trop absorbantes.

Dans le XIIIe, dernier des sept arrondissements détenus par la gauche au Conseil de Paris, M. Paul Quilès doit consacrer davantage de temps qu'il prenait initialement à ses propres électeurs, en raison de la campagne active de M. Jacques Toubon député R.P.R. du XVe, venu conduire la liste de l'opposition. La contrariété qu'en éprouve M. Quilès se manifeste par une certaine nervosité, comme on a pu s'en rendre compte vendredi 28 janvier lorsque sur le marché de la rue Bobillot, le député socialiste a traité son adversaire de « *rigolo* », qualifié sa candidature de « *tricherie* » et de « *pitrerie* » lui reprochant de « *servir son maître Jacques Chirac, homme de droite* », de se servir du XIIIe comme d'un « *tremplin politique* », lui conseillant enfin de « *retourner là d'ou il venait* ».

### Des îlots de pauvreté

M. Paul Quilès, qui organisera que quelques réunions publiques dans Paris invite en revanche les personnes âgées à des « goûters-spectacles » suivis de projections de films de... Roger Hanin et il compte surtout sur les « *médias* » pour se faire mieux connaître. De ce point de vue, les « tests » de notoriété sont désormais satisfaisants.

A travers les arguments que développent — avec une intensité variable — les divers candidats de la gauche dans la capitale, on peut cerner les grands axes et les thèmes essentiels de leur campagne.

Il s'agit tout d'abord d'une critique du bilan de la municipalité sortante et, depuis peu de jours, d'une attaque frontale dirigée contre les propositions du R.P.R. M. Chirac est ainsi attaqué par la gauche au double titre de maire de Paris et de chef de parti.

Comme le dit M. Delanoë, député du XVIIIe et porte-parole du P.S., « *en six ans M. Chirac n'a quasiment rien fait* » dans certains quartiers. Mais c'est surtout sur le logement social que porte le procès. M. Quilès dénonce ainsi « *les ghettos* », et les « *îlots de pauvreté* » que le maire a laissé subsister dans Paris. (*le Monde* du 30-31 janvier). Les candidats de gauche accusent la municipalité d'avoir permis, pour des raisons électorales, le départ hors des murs d'habitants aux revenus modestes. La propreté est aussi mise en cause dans certains arrondissements. En revanche les socialistes ne critiquent pas l'action de la mairie en faveur des personnes âgées ou des jeunes couples puisque les élus de gauche ont voté ces mesures au Conseil de Paris.

Au total, c'est l'insuffisance de la gestion du maire qui est mise en relief et certaines des promesses électorales qu'il n'a pas tenues notamment pour les équipements sociaux. Pour M. Quilès, « *M. Chirac n'est pas un bon maire* » car « *il a abandonné la gestion de la ville à ses amis qui organisent le pouvoir du R.P.R. sur la capitale.* » L'entourage du candidat socialiste fait valoir que le bilan de M. Chirac n'est pas exceptionnel mais seulement au « *au niveau du bilan moyen des villes de plus de trente mille habitants* ».

Le défaut de concertation, les lacunes de la démocratie, le rôle formel des commissions d'arrondissement qui furent violemment dénoncés en 1982 lors de l'élaboration du nouveau statut ne semblent pas tenir aujourd'hui une grande place dans l'argumentaire de la campagne de la gauche. Il est vrai que, sur tous ces points les textes lui donnent désormais satisfaction.

*L'autre axe essentiel des thèmes* de la majorité nationale à Paris est l'éloge de la politique gouvernementale. Ainsi que le dit M. Delanoë, « *nous sommes à la fois bénéficiaires et débiteurs de la politique nationale toute entière.* » Les socialistes, qui ne peuvent évidemment ignorer les mécontentements de la population, expliquent donc que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir sur le plan national une « *nouvelle efficacité* » est en train de porter ses fruits malgré, comme le dit M. Jospin, « *les obstacles et les carences* » de la municipalité. Ils citent le problème de la sécurité qui serait en voie de solution, grâce à l'action du ministre de l'Intérieur qui a augmenté les effectifs, grâce aussi à la nouvelle direction du métro M. Claude Quin, ancien conseiller communiste de Paris, dirige la R.A.T.P. Selon le programme socialiste pour Paris « *un effort sans précédent a été entrepris par le gouvernement de M. Pierre Mauroy pour améliorer la sécurité.* » De même à l'égard des immigrés — au nombre de quatre cent mille dans la capitale — et qui constituent un problème primordial dans certains arrondissements, l'action du gouvernement est jugée positive.

En se fondant sur de tels exemples les candidats de la gauche affirment que l'intérêt des électeurs est de faire coïncider la majorité parisienne avec la majorité nationale, pour le plus grand profit de la capitale, et qu'ils les invitent à confirmer — à défaut de l'accentuer — le vote de 1981 où dans neuf arrondissements, (les IIIe, IVe, Xe, XIe, XIIIe, XIVe, XVIIIe, XIXe et XXe) M. Mitterrand était arrivé en tête le 10 mai.

ANDRÉ PASSERON.

## Dialogue dans le vingtième

La campagne électorale n'étant pas, jusqu'à présent, caractérisée par un exceptionnel fair-play, le débat contradictoire que, pour la première fois deux adversaires ont accepté de tenir mardi 1er février à Paris, mérite donc qu'on s'y arrête. Sous les auspices du mensuel *75-20-magazine du vingtième*, MM. Michel Charzat, député socialiste, et Henri Malberg, secrétaire général de la Fédération communiste de Paris, ont donc affronté MM. Didier Bariani, président du parti radical, ancien député U.D.F. et Violet, membre du comité central du R.P.R., dans le théâtre de la rue des Amandiers, devant quelque trois cents personnes. Aucun incident n'a troublé cette expérience, pour le moment unique à Paris, mais les propos ont parfois été rudes. Qu'on en juge :

—M. Charzat : « *Je n'ai jamais été l'employé du patronat, moi.* »

— M. Bariani : « *Vous habitez bien dans le seizième arrondissement, vous.* »

— M. Malberg : « *Depuis vingt ans, il est arrivé beaucoup de malheurs à Paris. Une tornade spéculative a fait fuir cinq cent mille habitants. Avec Chirac, c'est la liberté du renard dans le poulailler.* »

— M. Bariani : « *La liberté selon les amis de M. Malberg, on sait où ça mène. Quand vous n'êtes pas d'accord, on vous exclut.* »

— M. Malberg : « *Ce que nous reprochons à Henri Fiszbin ce n'est pas d'être en désaccord avec la ligne du parti. Il y a beaucoup de gens au parti qui ne sont pas d'accord avec la ligne* (rires dans la salle), *le parti c'est pas l'armée ; ce que nous lui avons reproché c'est de vouloir s'organiser séparément, de créer d'autres P.C. dans le P.C. La démocratie ne supporte pas le fractionnement.* »

— M. Violet : « *Pour la première fois sous Chirac il y a eu plus de logements sociaux construits à Paris que de logements privés.* »

— M. Bariani : « *Fiszbin a été exclu par M. Malberg, son exécuteur politique, parce qu'il défendait les droits de l'homme. Il voulait figurer sur la liste de la gauche dans le dix-neuvième. Or les amis de M. Charzat se sont inclinés devant les ukases du P.C. Le P.C. impose toujours sa loi, et le P.S. s'incline* (M. Malberg rit et fait mine avec sa main d'avoir un couteau entre les dents).

— M. Malberg : « *Je reconnais bien là la passion du R.P.R. pour les luttes internes* ».

— M. Charzat : « *En six ans la droite n'a pas tenu ses promesses et a moins aidé le vingtième que les autres arrondissements* ».

— M. Violet : « *Si c'est tout ce que vous avez appris on comprend que vous ayez démissionné du Conseil de Paris en 1981* ».

— M. Charzat : « *Le vingtième touche moins d'aides que les autres* ».

— M. Bariani : « *En quoi ?* »

— M. Charzat : « *Pour les aides, la mairie préfère donner des chocolats aux personnes âgées* ».

— M. Bariani : « *Les aides du bureau d'aide sociale sont les mêmes dans tous les arrondissements. Citez des chiffres si vous en avez* ».

— M. Charzat : « *Je ne vais pas ennuyer l'auditoire avec des chiffres* ».

Chaque camp a fourni à son héros sa ration d'applaudissements. Aucun autre candidat n'est venu troubler ce « *dialogue républicain* ».

A. P.

DANS LE DIX-NEUVIÈME

## M. Fiszbin existe...

C'est sans doute la première fois depuis qu'il existe que le parti communiste a tant de mal à *résoudre un problème de « dissidence »* en son sein. Voilà quatre ans que le bureau politique du P.C.F. avait mis en accusation le secétariat fédéral de Paris, auquel il reprochait de ne pas avoir soutenu suffisamment la direction du parti lors de la crise interne provoquée, en 1978, par la rupture de l'union de la gauche. Or l'« affaire Fiszbin », du nom de celui qui était alors le premier secrétaire de la fédération communiste de la capitale, continue.

A la veille de la fête de *l'Humanité*, en septembre dernier, on avait demandé à M. Roland Leroy si *Rencontres communistes* serait autorisé à tenir un stand à la fête, comme les animateurs en avaient fait la demande. « *Ici, on ne s'intéresse qu'à ce qui existe* », avait répondu à peu près le directeur de *l'Humanité*.

M. Henri Fiszbin et *Rencontres communistes* n'existent pas, soit. Il n'ont pas moins occupé une heure de la discussion « au sommet » entre le P.S. et le P.C.F., le 22 décembre dernier, et donné matière à des déclarations de MM. Georges Marchais et Paul Laurent pour le P.C.F., Lionel Jospin, Jean Poperen, Paul Quilès pour le P.S.

Si la composition des listes de la gauche, à Paris, n'a pas été rendue publique mardi dernier, comme prévu *(le Monde* daté 30-31 janvier), c'est, certes, en raison de difficultés entre le P.S. et les petites formations — M.R.G., jobertistes, P.S.U., — mais aussi à cause de la difficulté soulevée par la candidature de M. Fiszbin dans le dix-neuvième arrondissement.

Conseiller sortant de l'arrondissement, candidat du P.C.F., puis de la gauche à la mairie de Paris en 1977, M. Fiszbin justifie ainsi son attitude : plusieurs cadres, élus et militants communistes, en désaccord avec la ligne anti-unitaire adoptée par leur parti à partir de 1979, se sont battus pour l'union de la gauche ; cette union est aujourd'hui réalisée : tous ceux qui ont contribué à la faire prévaloir doivent y avoir leur place. Les dirigeants communistes répliquent que M. Fiszbin a combattu et continue de critiquer la politique du P.C.F., dont il a été déclaré exclu par le comité central, et que, sauf à adhérer à un autre parti, il n'a pas sa place parmi les formations qui constituent la gauche.

Les socialistes ayant accepté de constituer une liste avec les communistes, dans le dix-neuvième arrondissement, sans M. Fiszbin, il ne reste plus à celui-ci et à ses amis qu'à prouver leur représentativité. Un sondage effectué en novembre dernier par l'institut IPSOS établissait au moins la notoriété de l'ancien dirigeant fédéral du P.C.F., député de l'une des deux circonscriptions de l'arrondissement de 1973 à 1978. 80 % habitants du dix-neuvième savent qui est M. Fiszbin (82 % savent qui est M. Paul Laurent, député de l'autre circonscription de 1967 à 1968 et de 1973 à 1981). 60 % des électeurs communistes ont une « bonne opinion » et 27 % une « mauvaise opinion » de lui. A l'époque, 16 % des personnes interrogées se déclaraient prêtes à voter pour une liste conduite par M. Fiszbin, à côté d'une liste P.S.-P.C.F., qui recueillait alors 33 % des intentions de vote.

### L'arme de l'anticommunisme

Cette liste, élargie à d'autres formations, sera conduite par M. Paul Laurent, en faveur duquel le « sommet » P.S.-P.C.F. du 22 décembre avait tranché, de préférence à M. Manuel Escutia, l'un des deux députés socialistes de l'arrondissement, qui occupera la deuxième place sur la liste. Deux des quatre conseillers sortants communistes — Mme Michèle Lamous et M. Jean Diard — y figurent également (Mme Françoise Durand fait cause commune avec M. Fiszbin), ainsi que M. Alain Billon, l'autre député socialiste, qui avait devancé M. Paul Laurent au premier tour des élections législatives de 1981. Le dirigeant communiste devant être maire de l'arrondissement, si la gauche gagne, le problème de la composition du bureau de la future municipalité a longtemps occupé les responsables locaux du P.S. et du P.C.F. Pour ce qui est du Conseil de Paris, neuf des douze sièges étant assurés à la liste victorieuse, l'arrondissement serait représenté par trois communistes et six socialistes.

Du côté de la majorité parisienne, la liste du dix-neuvième sera conduite par M. Jacques Féron, qui avait battu M. Fiszbin aux élections législatives de mars 1978 et avait été battu à son tour par M. Escutia en juin 1981. M. Féron est, avec M. Edouard Frédéric-Dupont dans le septième arrondissement, l'une des deux têtes de liste choisies par M. Jacques Chirac dans les rangs du C.N.I.P. Il sait que Mme Nicole Chouraqui (R.P.R.)sera deuxième sur sa liste, mais la troisième place — la dernière éligible à coup sûr — est très disputée, M. Pierre Mattéi, ancien M.R.G. élu sur la liste de la gauche en 1977 et rallié à M. Chirac, tenant à retrouver son siège à l'Hôtel de Ville.

Il y a au moins accord, à gauche et à droite, sur l'un des thèmes de la campagne : une municipalité de gauche, et donc un maire communiste pour le dix-neuvième arrondissement. Mais M. Féron entend aussi exploiter le « cas » Fiszbin *pour prendre la* gauche en flagrant délit de sectarisme interne. L'anticommunisme avait bien réussi à M. Féron en 1978. On ne désespère pas, dans l'entourage du maire de Paris, de voir cette arme faire de nouveau merveille dans cet arrondissement apparemment ancré à gauche.

PATRICK JARREAU.

## D'une ville à l'autre

### HAUTS-DE-SEINE

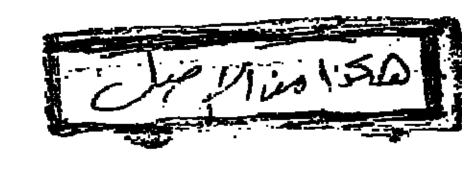
**SÈVRES.** — M. Roger Fajnzylberg, maire sortant, membre de Rencontres communistes, et M. Pierre Antonmattei, P.S., ont, le 1er février, présenté au cours d'une conférence de presse l'accord intervenu pour la constitution d'une liste de gauche à laquelle les communistes refusent de participer.

Cette liste, qui sera conduite par M. Fajnzylberg, comprendra dix-neuf socialistes, deux P.S.U., un radical de gauche et treize personnalités.

M. Fajnzylberg a déclaré : « *Le P.C. a sa place dans la liste de gauche et nous lui laissons sa représentation jusqu'à l'extrême limite du dépôt des candidatures. Si la section de Sèvres du P.C. maintenait sa décision... nous demanderions que le P.C.F. fasse savoir... s'il s'engage à ce qu'une liste commune soit constituée au second tour sur la base des résultats du premier tour.* »

### HAUT-RHIN

**COLMAR.** — Le maire sortant, M. Edmond Gerrer (C.D.S.), briguera à nouveau les suffrages à la tête d'une liste d'opposition comprenant vingt-cinq C.D.S., douze R.P.R., six P.R., trois socialistes indépendants et trois radicaux. M. Jean-François Fuchs, député U.D.F.-C.D.S. de la *première* circonscription, et M. Charles Zwickert, sénateur C.D.S., y figurent aux côtés de sept adjoints sortants. Onze femmes sont présentes sur cette liste. La liste de la majorité présidentielle sera conduite par M. Bernard Wemaere, P.S. M. Jean-Paul Bloch, adjoint sortant R.P.R. qui n'a pas reçu l'investitiure de son parti, a décidé de constituer sa propre liste. — *(Corresp.)*



## A AIX-EN-PROVENCE

# L'affaire Joissains attise les rivalités entre l'U.D.F. et le R.P.R.

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — La possible inculpation de M. Alain Joissains, maire (U.D.F., rad.) d'Aix-en-Provence, dans une affaire de fausses factures (*le Monde* des 28 et 29 janvier), a créé une situation confuse dans les rangs de l'opposition locale. Alors que M. Joissains continue à protester de son innocence et entend solliciter le renouvellement de son mandat, le R.P.R. a repris sa liberté d'action pour tenter de « *sauver la mairie* » en constituant une nouvelle liste.

Dès le 28 janvier, M. Charles de Peretti, conseiller général R.P.R. d'Aix-Centre et deuxième adjoint de la municipalité sortante, a lancé un appel à « *tous ses alliés naturels de l'U.D.F. et du CNIP* » pour qu'ils se regroupent autour de sa candidature. Cette initiative faisait suite à une réunion organisée le matin même par M. Joissains à son domicile et au cours de laquelle le maire d'Aix-en-Provence avait fait part à ses principaux colistiers de son intention de se retirer de la compétition pour pouvoir plus aisément se défendre des accusations portées contre lui. M. Joissains avait suggéré que la liste d'opposition soit dirigée par l'un de ses adjoints, M. Jean-Pierre Peretti della Rocca, conseiller général (U.D.F.) d'Aix-Nord, sans aucun changement de candidat.

Après avoir participé durant le week-end au congrès du parti radical à Issy-les-Moulineaux (*le Monde* du 1er février), le maire d'Aix-en-Provence a reconsidéré sa position. Au cours d'une conférence de presse le 1er février il a affirmé qu'il maintenait « *quoi qu'il arrive* » sa candidature. Mais la lutte pour sa succession est déjà engagée entre le R.P.R. et l'U.D.F. Les négociations entre les représentants des deux principales composantes de l'opposition pour la constitution d'une liste commune ont semble-t-il échoué.

L'U.D.F., qui ne se résigne pas à abandonner au R.P.R. une ville aussi importante qu'Aix-en-Provence (125 000 habitants), pourrait être tentée de se rallier à la candidature de M. Dominique Gajas, secrétaire général du CNIP du pays d'Aix, qui a annoncé depuis plusieurs semaines qu'il conduirait une liste intitulée « Aix d'abord ». L'U.D.F. pour sa part ne dispose pas de candidat susceptible de s'opposer aves succès à M. de Peretti. Pressenti, M. Jean Féraud, maire (P.R.), de Trets, a refusé préférant se maintenir dans sa commune.

M. Joseph Comiti, ancien ministre (R.P.R.) a décidé d'apporter son « *total soutien* » à M. Charles de Peretti en critiquant vivement l'attitude de l'U.D.F. « *Nous avons l'intention de sortir nos griffes. Nous souhaitons un accord, mais, si nos partenaires ne veulent pas s'entendre avec nous, il y aura une primaire* », a-t-il déclaré.

GUY PORTE.

# Le Club de l'Horloge dénonce les dangers du « socialisme municipal »

Le Club de l'Horloge a organisé à Paris, mardi 1er février, un séminaire politique sur le thème : « Une stratégie municipale pour l'opposition ».

M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du club et membre du comité directeur du P.R., s'est efforcé de mettre en évidence les similitudes entre les règles du jeu de go et ce qu'il appelle « *la stratégie marxiste* ». Il explique que, dans le jeu chinois, chaque joueur essaie, avec ses pions, d'encercler le maximum de territoires et d'assurer ainsi son hégémonie. Selon lui, la démarche des partis socialiste et communiste, ces dernières années, s'est inspirée de cette stratégie alors que, selon lui, l'ancienne majorité calquait la sienne sur le jeu de l'échec.

« *L'ancienne majorité*, explique-t-il, *remportait jusqu'en 1981 les élections déterminantes, législatives et présidentielle, qui lui donnaient le pouvoir central. Les partis se mobilisaient à cette occasion puis rentraient en sommeil. En revanche, le P.S. et le P.C., s'ils perdaient les élections nationales, remportaient les élections locales et occupaient peu à peu tous les points du territoire jusqu'à ce que le pouvoir d'Etat tombe entre leurs mains en mai et juin 1981. C'est ainsi que, depuis 1977, 70 % des villes de plus de trente mille habitants sont sous contrôle socialo-communiste.* »

M. Le Gallou invite l'opposition à adopte cette stratégie. Il conclut : « *Par leur situation de carrefour de pouvoir, par les relations multiples qu'elles entretiennent avec l'Etat et ses différentes administrations, avec les syndicats d'obédience marxiste et les comités d'entreprise qu'ils contrôlent, les communes socialo-communistes jouent un rôle-clé dans la stratégie d'encerclement menée par le P.S. et le P.C. contre leurs adversaires de l'opposition républicaine.* »

M. Yvan Blot, président du Club de l'Horloge et membre du comité central du R.P.R., souligne notamment que les communes gagnées par l'opposition pourront devenir « *des lieux de résistance légale à la volonté de socialisation du pouvoir central* ».

M. Jacques Toubon, député (R.P.R.) de Paris, dénonce « *les dangers du socialisme municipal* ». « *Dans les cinq dernières années*, note-t-il, *les municipalités socialistes et communistes ont (...) exercé une emprise idéologique et politique sur la population ; elles ont remis en cause une liberté fondamentale : la liberté de choisir* », que ce soit dans le domaine économique, social ou culturel.

M. Laurent Wetzel, professeur d'histoire et candidat de l'opposition à Sartrouville dans les Yvelines, s'intéresse aux « *périls du déracinement* », qui entraîne, selon lui, « *la délinquance et la marxisation* ». Il explique notamment : « *Les municipalités communistes ont toutes suscité la construction de grands ensembles locatifs (...) la médiocre qualité de la vie y suscite la révolte contre la société. Le parti communiste devient la communauté de substitution.* »

C. F.-M.



# VAR : socialistes et communistes se rejettent la responsabilité d'un désaccord persistant a Toulon

**Au terme de sept séances de négociations, socialistes et communistes n'ont pu parvenir à un accord définitif pour la constitution d'une liste d'union qui sera conduite par M. Guy Durbec, député (P.S.) de la troisième circonscription. La section socialiste de Toulon a décidé de solliciter l'arbitrage des instances nationales du P.S. Les deux partenaires se rejettent la responsabilité de ce désaccord persistant alors que l'opposition de son côté a réalisé l'union autour du maire sortant (P.R.), M. Maurice Arreckx.**

De notre correspondant régional

Toulon. — En application de l'accord national P.S.-P.C., la liste d'union de la gauche à Toulon devrait comprendre vingt-six socialistes, vingt communistes et treize personnalités ou représentants d'« *organisations extérieures* » (M.R.G., gaullistes populaires, jobertistes, P.S.U.). Les divergences portent d'une part sur l'ordre de présentation des quatorze premiers candidats — c'està-dire ceux en position d'être élus à la proportionnelle en cas de victoire de l'opposition — et d'autre part sur la deuxième place que le P.C. revendique pour Mme Danièle de March, conseiller général de Toulon et vice-présidente de l'Assemblée des Communautés européennes. Sur le premier point, les socialistes proposent que deux représentants de la troisième composante figurent « *en toute logique arithmétique* » dans le haut de la liste, alors que le P.C. n'en admet qu'un seul — au quatorzième rang — et réclame une place supplémentaire pour lui-même.

En ce qui concerne la deuxième place sur la liste, pour le P.S., qui la réserve à une parlementaire européenne socialiste, Mme Yvonne Theobald-Paoli, elle n'est pas négociable puisque, en cas de victoire de la majorité, « *le maire et le premier adjoint doivent appartenir à la même formation politique* ». Le P.C. a renoncé à revendiquer le poste de premier adjoint dont il avait pourtant fait, en décembre, le thème d'une campagne d'affichage sur les murs de la ville. Mais il persiste à vouloir obtenir une position éminente pour Mme de March en faisant valoir que celle-ci a conduit une liste d'union de la gauche en 1977 à Toulon — avec des socialistes dissidents — et qu'elle est le seul élu de gauche de la ville au conseil général du Var. Le ton ne cesse de monter et de part et d'autre, on s'accuse d'adopter « *une stratégie de la défaite* », sans pour autant renoncer à l'espoir d'un « *bon accord* ».

« *Nous avons fait des propositions constructives*, affirme Mme de March. *Notre sentiment est que ce blocage est artificiel. La population toulonnaise veut l'union comme nous la désirons nous-mêmes. Mais la liste perd du temps et de la crédibilité.* » « *Le temps presse*, lui fait écho M. Durbec. *Un accord, cela peut s'affiner. Notre ambition est de gagner avec un bon programme municipal et l'addition de toutes les forces de progrès.* » Au cas où le comité directeur du P.S. trancherait en faveur des socialistes toulonnais, ceux-ci laissent entendre qu'ils pourraient prendre des initiatives pour placer leurs partenaires communistes au pied du mur...

G. P.

● *La réunion du bureau exécutif du P.S.*, mercredi 2 février, a été essentiellement consacrée à la préparation des élections municipales. Le bureau exécutif note qu'« *il subsiste encore des difficultés dans quelques villes de plus de trente mille habitants* ». Il demande « *à ceux des socialistes qui envisageaient encore, dans ces villes, de présenter des listes séparées, d'y renoncer sans délai* ». Il n'accordera son investiture qu'aux listes constituées conformément aux décisions prises par le parti et à l'accord pasé avec le P.C. le 29 décembre. En cas d'indiscipline, le comité directeur du P.S. sera saisi.

## PROPOS MAJORITAIRES

# M. MERMAZ : préparer une société socialiste

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, est venu mercredi 2 février à Clichy (Hauts-de-Seine) soutenir M. Jacques Delors, tête de la liste d'union de la gauche ; il a notamment déclaré : « *Quel cauchemar de les revoir là où ils étaient (...). Nous n'allons tout de même pas les laisser fêter à notre place le bicentenaire de la révolution.* » Le député de l'Isère a aussi affirmé : « *Il ne faut pas essayer de se faire reconnaître par ceux qui ne nous reconnaîtront jamais* », ajoutant : « *Nous sommes là pour préparer tous ensemble une société socialiste.* »

Le ministre de l'économie a, pour sa part, déploré la « *surenchère* » à propos de la rigueur et dénoncé « *la cacophonie des discours, des injures et des accusations malhonnêtes* ». Parlant de l'union de la gauche, alors que M. Guy Schmaus, sénateur communiste, est le deuxième de sa liste, M. Delors a remarqué : « *La droite ne rêve que de disputes entre communistes et socialistes ; elle en est pour son argent.* »

# L'Humanité : « les truqueurs »

*L'Humanité* datée du 3 février titre en première page : « *Ces hommes sont dangereux* », « *leur programme : ramener la France un demi-siècle en arrière* ». Sous ce titre figurent les photos de MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Barre et Peyrefitte.

Dans ce même numéro, René Andrieu intitule son éditorial : « Les truqueurs » et précise : « *(...) Pour tenter de séduire l'électorat perdu, ils se livrent à un double truquage, escamotant pudiquement leur bilan et mentent à propos de celui du gouvernement de gauche (...).*

» *Certes, nous ne perdons pas de vue que le chômage reste une grave préoccupation, même s'il a commencé à diminuer dans les derniers mois de 1982. Mais s'il est des hommes qui devraient faire preuve d'un peu plus de retenue, avec ce qu'il traînent après eux, c'est bien l'équipe qui a été au pouvoir pendant le septennat giscardien. Un peu de pudeur, comme dit M. Chirac, qui en est si peu pourvu. On pense à d'ex-pensionnaires de maison close reconverties dans la distribution des prix de vertu. Les prétentions de ces truqueurs sont hors de saison. La gauche, par son union, doit les mettre en échec.* »

# POLITIQUE

## A ROME

## M. Chirac s'est rendu au Vatican et a été reçu par le président de la République italienne et le président du conseil

De notre envoyé spécial

Rome. — Délaissant quelques heures la campagne électorale, M. Jacques Chirac s'est rendu à Rome, mercredi 2 février, pour assister à la remise de la barrette par Jean-Paul II à Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, récemment créé cardinal en même temps qu'un autre Français, le R.P. Henri de Lubac, théologien, et que seize autres prélats.

Quelque cinq cents diocésains de Paris avaient fait le voyage comme leur maire. Dans les premiers rangs de l'assistance où M. Jacques Chirac avait pris place, M. André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, représentait le gouvernement, et M. Jean-Claude Colliard, directeur du cabinet de M. Mitterrand, le chef de l'Etat. Bien que M. Labarrère ait connu Mgr Lustiger lorsque, à la Sorbonne, tous deux militaient à la Jeunesse étudiante chrétienne, la rumeur romaine laissait entendre que le gouvernement français avait décidé de se faire représenter par un ministre — et non, comme cela se faisait d'habitude par l'ambassadeur de France — uniquement pour ne pas laisser M. Chirac seul au Vatican ce jour-là.

Le président du R.P.R. a profité de sa visite à Rome pour avoir quelques entretiens politiques « *au sommet* ». Accueilli à l'aéroport par des représentants des ambassades de France à Rome et au Vatican, il s'est entretenu pendant plus d'une heure, au palais Chigi, avec M. Amintore Fanfani, président du conseil, qui lui a dédicacé son récent livre, *le Capitalisme, la solidarité sociale et la particiation.* Le maire de Paris a estimé qu'il avait « *trouvé une large concordance de vues* » avec son hôte, qui lui a exposé « *les efforts lucides et fermes déployés par le gouvernement italien pour redresser une situation difficile caractérisée notammment par les dépenses excessives mises à la charge de l'Etat* ».

M. Chirac a ensuite déjeuné en tête à tête, au Quirinal, avec M. Sandro Pertini, président de la République italienne. Après sa visite au pape le 13 décembre dernier, après son voyage aux Etats-Unis en janvier, avant d'autres déplacements envisagés en Allemagne, en Chine et au Japon, notamment, ce bref séjour à Rome tend à souligner la dimension internationale que M. Chirac souhaite se donner.

A. P.



### NOMINATIONS MILITAIRES

Sur proposition de M. Charles Hernu, *ministre de la défense*, le conseil des ministres du 2 février a approuvé les promotions et les nominations suivantes :

• TERRE. — Est nommé chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe, le général de division Yves Bardon.

• AIR. — Sont promus général *de brigade aérienne*, les colonels du corps des officiers de l'air Xavier Moreau et André Tessier.

• GENDARMERIE. — Est promu général de brigade, le colonel de gendarmerie Louis Mouillé ;

Est nommé sous-directeur de la logistique de la gendarmerie nationale à Paris, le général de brigade Jacques Chanard.



## LA VISITE DU PREMIER MINISTRE EN GUYANE

## M. Mauroy chez les Indiens Palikour

De nos envoyés spéciaux

Cayenne. — Les Indiens Wayanas de la région de Maripasoula cultivent avec la plus grande ferveur, sur les bords du Maroni, le souvenir de la fameuse messe de minuit célébrée le 24 décembre 1975 dans cette bourgade de 886 habitants située à la frontière du Suriname en présence de M. Jacques Chirac, le dernier premier ministre qui se soit rendu en Guyane.

Le sentiment de reconnaissance des autochtones s'était d'ailleurs exprimé au premier tour de l'élection présidentielle de mai 1981. Le président du R.P.R. avait nettement devancé ses concurrents en recueillant 216 suffrages. M. Valéry Giscard d'Estaing *en avait obtenu 111 et* M. François Mitterrand 26.

M. Pierre Mauroy devait se rendre, lui aussi, au cœur de la forêt amazonienne, jeudi matin 3 février, mais de l'autre côté du département, à la frontière brésilienne, sur les bords de l'Oyapock. Il y rencontrera les Indiens Palikour établis autour de la commune de Saint-Georges *qui compte, selon les guides,* 1 051 habitants « *un mécanicien, une pompe à essence, un hôtel P.T.T.* » et « *une fête patronale la dernière semaine d'août* ». Les citoyens locaux demeurent tout aussi chiraquiens que ceux de Maripasoula puisque le maire de Paris a obtenu à Saint-Georges 208 voix au premier tour du scrutin présidentiel, 145 s'étaient portées sur M. Giscard d'Estaing, 19 sur M. Mitterrand.

Après ce préambule touristique et une visite obligée au centre spatial de Kourou, le premier ministre en *viendra à l'essentiel : manifester son* soutien au parti socialiste guyanais dont la liste aux prochaines élections régionales est conduite par le député de la circonscription, M. Élie Castor, apparenté socialiste. Cette formation, qui prône l'autonomie dans une perspective indépendantiste espère tirer profit, lors du scrutin du 20 février, des mesures que M. Mauroy pourrait annoncer en faveur du département.

Un conflit social marquera la visite du premier ministre mais la solution de celui-ci dépend du conseil général et non du gouvernement. Faisant l'apprentissage de ses nouvelles prérogatives, l'assemblée départementale présidée par M. Emmanuel Bellony (R.P.R.) s'est mise *dans une position délicate à l'occasion* des incidents survenus le 17 janvier à Saint-Laurent-du-Maroni entre les employés des ateliers départementaux de la sous-préfecture (en grève pour réclamer *des augmentations de salaires*) et les forces de l'ordre. Après avoir fait preuve d'intransigeance, le conseil général a décidé d'accorder aux employés contestataires une augmentation de salaires de 30 %. Du coup, tous les fonctionnaires contractuels, du département en exigent autant. Le syndicat F.O. qui prédomine dans la fonction publique a annulé au dernier moment la grève illimitée qu'il avait prévue le jour de l'arrivée du premier ministre.

M. Mauroy aura à connaître du sort de la Société forestière du Maroni dont les difficultés économiques ont été aggravées par les malversations commises par son directeur, incarcéré depuis plusieurs mois. Le « plan vert » lancé en 1976 à grand renfort de publicté par le gouvernement que dirigeait alors M. Chirac ayant échoué, il s'agit pour le pouvoir de gauche de dire comment exploiter la forêt guyanaise, eldorado pour les uns, enfer pour les autres. On vient d'apprendre à Cayenne que les traverses de bois qui vont servir à la construction de la voie ferrée destinée à acheminer à Kourou, la fusée Ariane jusqu'à sa nouvelle tour de lancement ont été importées... du Gabon. Le préfet a demandé des explications à la direction du centre spatial. Réponse de celle-ci : les bois locaux résistent trop mal aux « *champignons de pourriture* ». Les forestiers guyanais qui connaissent bien les essences imputrescibles en rient encore...

ALAIN ROLLAT
et EDMOND FRÉDÉRIC.



## Le communiqué du conseil des ministres

*Le président de la République a réuni le conseil des ministres le mecredi 2 février 1983 au palais de l'Élysée. Au terme de la réunion, le communiqué suivant a été publié.*

### • CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi approuvant une convention franco-mauritanienne pour la formation militaire signée en 1976 entre la France et la Mauritanie.

### • L'ETHIQUE DE LA RECHERCHE EN SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTÉ

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie et du ministre de la santé, le conseil des ministres a adopté un projet de décret créant un comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Il aura pour mission de donner son avis sur les problèmes moraux posés par le progrès des sciences et des techiques dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé.

Ce comité sera composé de personnalités issues des grands courants philosophiques et spirituels et du monde scientifique, économique, social et culturel. Il se prononcera sur les questions que lui soumettront les Assemblées parlementaires, les membres du gouvernement ou les établissements publics de recherche. Il pourra également se saisir de tout problème faisant débat au sein de la population. L'INSERM apportera son soutien technique et administratif au comité, notamment en créant un centre de documentation et d'information.

### • L'ALLÉGEMENT DES FORMALITÉS PESANT SUR LES ENTREPRISES

Le premier ministre a présenté une communication sur l'allégement des formalités pesant sur les entreprises. Cet allégement s'effectue dans trois directions :

— Réduction du nombre et amélioration de la conception des formulaires ;

— Simplification des règles juridiques applicables notamment en matière de marchés publics et d'aides financières aux entreprises ;

— Diminution des délais de réponse et accélération des paiements.

Au nombre des initiatives qui vont être développées figurent :

1) *La création de nouveaux centres de formalités des entreprises*, auprès desquels peuvent être accomplies, sur un document unique, toutes les démarches relatives à la création ou à la transformation des entreprises. Aux trente-sept départements qui en sont actuellement dotés, s'ajouteront, à la fin de 1983, trente-cinq départements supplémentaires. Les mesures nécessaires seront prises pour améliorer les conditions de fonctionnement de ces centres ;

2) Des mesures visant à éviter aux entreprises la multiplication des dossiers ou des démarches ayant le même objet et destinés à divers organismes publics. L'expérience en cours de *transmission unifiée, et le cas échéant informatisée, des déclarations annuelles de salaires* sera généralisée en 1983 sous le contrôle de la commission nationale de l'informatique et des libertés ;

3) La création d'une *commission de simplification des formalités imposées aux entreprises*, qui permettra de mieux connaître les allégements qui leur seraient les plus utiles. Cette commission, composée en majorité de professionnels, sera placée auprès du premier ministre. Elle rendra des avis et fera des recommandations dont elle pourra décider qu'ils seront rendus publics.

Le premier ministre a enfin souligné que l'effort d'allégement des formalités devait être engagé non seulement par l'Etat, les collectivités locales et les organismes gérant un service public, mais également par toutes les organisations privées et notamment professionnelles, qui sont à l'origine d'une partie des formalités que les entreprises doivent accomplir.

### • LA PRÉPARATION DES ASSISES NATIONALES DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

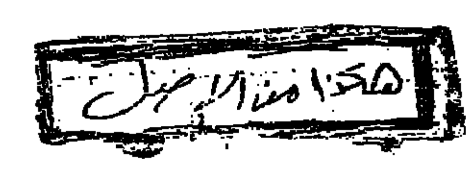
Le ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie a présenté au conseil des ministres une communication relative à la préparation des assises nationales de l'industrie française, qui se tiendront à Paris les 27, 28, et 29 juin prochain.

Les assises seront préparées par des manifestations de caractère national organisées dans plusieurs régions à l'initiative du ministère de la recherche et de l'industrie sur les principales orientations de la politique industrielles, de façon à approfondir et à élargir les débats ouverts à l'occasion des journées de travail du mois de novembre 1982. D'autre part, des réunions seront organisées dans toutes les régions sur le rôle des petites et moyennes industries dans le développement régional.

### • *LA CHARTE DE GESTION A MOYEN TERME* DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre des P.T.T. a présenté au conseil des ministres les grandes lignes d'un projet de charte de gestion à moyen terme des télécommunications, qui définira pour les années 1983 à 1986 des règles de gestion et les perspectives de développement de cette branche de l'administration des P.T.T. (*Lire page 32*).










# La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

## PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14e

**MAGASIN ENTIÈREMENT RÉNOVÉ**

Nouveaux modèles, nouvelles lignes, nouveaux accessoires...



TOUS LES STYLES 17

18 MAGASINS EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

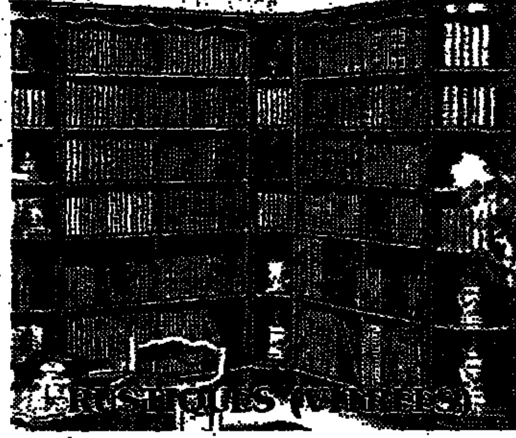
## 250 MODELES VITRES OU NON

**Juxtaposables - Superposables - Démontables**

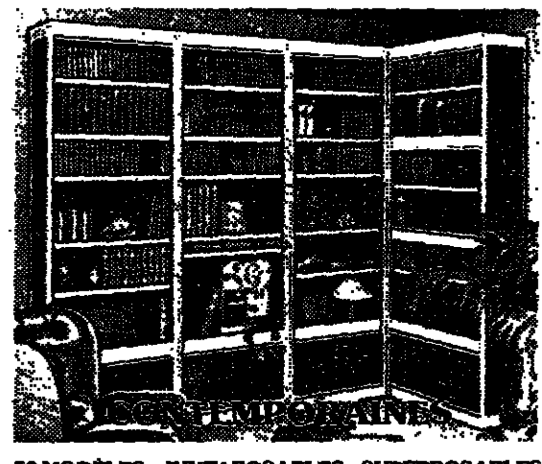
Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos problèmes. Avec le catalogue gratuit de La Maison des Bibliothèques (68 pages en couleurs) vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.



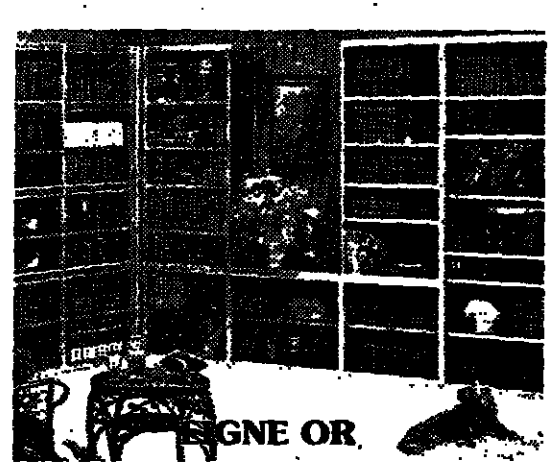

**12 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES**
**5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 5 couleurs**
Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usinage dans la masse identique à celui du bois massif, vernis noir mat, acajou, beige, gris, vert bronze. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes.



**30 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES**
**7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs - 3 essences**
Sur les montants en façade, moulure de style, étagères en multipli, montants en aggloméré, placage acajou traité ébénisterie. Placage chêne ou merisier en option.



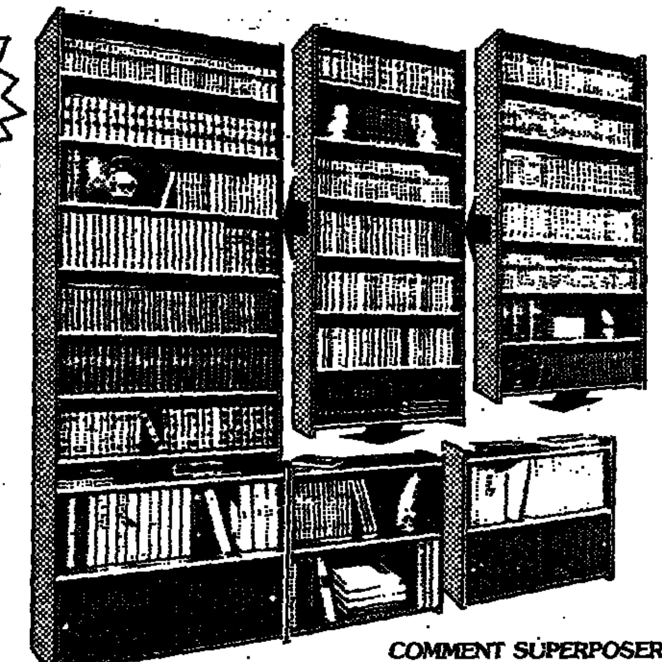
**50 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES**
**5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs**
Modèles contemporains en PROFILE ALUMINIUM ANODISE BROSSE et en mélaminé blanc ou noir. Vitrage en option.




**24 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES**
**4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs**
Etagères et panneaux surfacés mélaminé noir ou ivoire double face, montants en aluminium anodisé doré. Vitrage en option.




**STANDARDS (VITREES) 150 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES**
*12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 10 teintes ou essences*
Etagères en multipli, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doucis.



COMMENT SUPERPOSER ET JUXTAPOSER SANS AUCUNE FIXATION...

**Du meuble individuel... au grand ensemble**

**Installez-vous vous même facilement... ultra rapidement A DES PRIX IMBATTABLES**

**La maison des BIBLIOTHEQUES**

**PARIS :**
**61, rue Froidevaux, 14e**

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
*Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.*

**REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE**
**EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE**

### MAGASINS RÉGIONAUX

*Ouverts du mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h*

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, (56) 44.39.42 • CLERMONT-FERRAND, 22, rue G.-Clemenceau, (73) 93.97.06 • DIJON, 100, rue Monge, (80) 45.02.45 • GRENOBLE, 59, rue Saint-Laurent, (76) 42.55.75 • LILLE, 88, rue Esquermoise, (20) 55.69.39 • LIMOGES, 57, rue Jules-Noriac, (55) 79.15.42 • LYON, 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville – Louis-Pradel), (7) 828.38.51 • MARSEILLE, 109, rue Paradis (métro Estrangin), (91) 37.60.54 • MONTPELLIER, 8, rue Sérane (près Gare), (67) 58.19.32 • NANCY, 8, rue St-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), (8) 332.84.84 • NANTES, 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), (40) 74.59.35 • NICE, 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89 • RENNES, 18, quai E.-Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 • ROUEN, 43, rue des Charrettes, (35) 71.96.22 • STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, (88) 36.73.78 • TOULOUSE, 1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin), (61) 22.92.40 • TOURS, 5, rue H.-Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28.

**BON** POUR UN CATALOGUE EN COULEURS **GRATUIT**

La maison des BIBLIOTHEQUES — MO 21

à retourner à : **LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14**

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, prix, etc...), sur vos modèles STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE, etc...

M ____________________
N° ________ Rue ____________________
Bâtiment ____________ Escalier ____________
Code Postal ____________ Ville ____________

CATALOGUE PAR TELEPHONE REPONDEUR AUTOMATIQUE **(1)320.73.33** 24 H SUR 24 H

A.T.P. s.a. au capital de 1.090.800 F

LES CIRCONSTANCES DE LA MORT DE JEAN MOULIN

# Le témoignage de l'ancien interprète de Klaus Barbie à Lyon

**Est-ce vivant ou mort que Jean Moulin a quitté, dans les derniers jours du mois de juin 1943, le siège de la Gestapo de Lyon, où Klaus Barbie s'était personnellement chargé, mais en vain, de lui faire avouer, sous la torture, les secrets de l'organisation de la Résistance ?**

**Pour la grande majorité des historiens, il est admis que Jean Moulin est mort, probablement lors de la première semaine de juillet, à bord d'un train qui le conduisait en Allemagne. Et si Klaus Barbie lui-même a, récemment, prétendu, sans vergogne, devant les caméras de la télévision bolivienne, qu'il avait remis le chef de la Résistance *« en bonne santé aux autorités françaises mises en place par les Allemands »* (*le Monde* daté 30-31 janvier), deux témoignages, à peu près identiques dans leur formulation, tendraient à établir que Jean Moulin n'aurait pas survécu plus de quelques heures aux sévices subis lors de plusieurs jours d'« interrogatoires », et que c'est son cadavre qui a quitté les geôles de la Gestapo.**

**L'un, publié par le *Quotidien de Paris*, daté du 31 janvier, émane de M. Christian Pineau, compagnon de la Libération et ancien ministre du général de Gaulle, l'un des derniers Français à avoir vu Jean Moulin vivant, pour avoir été lui-même incarcéré au fort Montluc. L'autre est celui d'un citoyen suisse, M. Gottlieb Fuchs, qui fut, jusqu'en 1943, l'interprète officiel de la Gestapo, à Lyon, et, à ce titre, proche de Barbie.**

De notre envoyé spécial

Saint-Gallen (Suisse). — *« C'était le vendredi 25 juin. Il devait être dans les 4 heures de l'après-midi. J'étais seul à la réception. La sentinelle en armes était dehors, sur le perron. J'ai entendu un grand bruit dans l'escalier qui menait au bureau de Barbie, au premier, et je suis allé à la porte. Là, j'ai vu Barbie en bras de chemise qui traînait sur les marches un corps inerte, pieds et poings liés. Il s'est arrêté au rez-de-chaussée un instant, pour souffler, puis a entraîné le prisonnier dans l'escalier menant à la cave, où il y avait des cellules. J'ai eu juste le temps de voir un visage tuméfié et couvert de sang, des vêtements en lambeaux... »*

Dans la salle de séjour de son petit appartement modeste de la Zwyssigstrasse, à Saint-Gallen, Gottlieb Fuchs, soixante-dix-neuf ans, parle très lentement et d'une voix sourde un français parfois hésitant, teinté d'un épais accent alémanique. Sur une chaise, près de lui, son *pyjama rayé* de déporté, qui porte le matricule 44110 et le triangle rouge, pointe en bas, des détenus politiques. Surprenant notre regard, il devance les questions : *« Oui, moi aussi j'ai souffert des « Boches »... Presque deux ans, quatre camps en tout, Belsen-Bergen, Harzungen, Buchenwald et Dora... »* Et, comme s'il lui fallait se justifier, il montre ses deux pouces, dont la première phalange a été visiblement mise à mal, puis désigne de l'index le méplat qui termine son nez, brisé d'un coup de gourdin.

Etrange itinéraire que celui de ce citoyen helvétique, né en 1904 près de Lucerne d'une famille de paysans. Il vit en France depuis déjà une petite dizaine d'années lorsque éclate la deuxième guerre mondiale. L'horticulture et le maraîchage *« ne nourrissant pas son homme »*, il cherche du travail dans cette France soumise aux rigueurs de l'occupation allemande, lorsqu'il tombe sur une annonce dans un journal toulousain : la Croix-Rouge allemande recrute des interprètes.

Dans un livre publié chez Albin Michel en 1973 sous sa signature, intitulé *le Renard* (traduction française de son patronyme allemand de Fuchs), et portant en sous-titre la mention « Trente ans après, l'interprète de Barbie parle », sur fond de croix gammée, Gottlieb Fuchs a relaté les circonstances, pour le moins troublantes, qui allaient faire de lui d'abord le *domeltscher* (interprète) préféré de Klaus Barbie, alors chef de la IVe section de la Sipo-S.D. (sûreté politique) de la Gestapo de Lyon, puis même un juge suppléant des tribunaux de l'occupant. Il y raconte ensuite comment sa double activité d'agent patenté des services secrets helvétiques et d'auxiliaire — tout « bénévole » — de la Résistance française une fois découverte, il devient un matricule, un déporté parmi les autres, et comment il échappera de peu à la mort des camps, avant de devoir rendre des comptes et à la justice française et à celle de son pays.

## « Il était déjà mort... »

Faut-il mettre sur le compte de son grand âge et d'une santé chancelante ou sur celui de la gêne qu'il peut éprouver, quarante ans après, à remuer tant de pénibles souvenirs, les hésitations et, surtout, les contradictions qui émaillent sa relation orale, pour peu qu'on la compare au texte publié voici dix ans ? Question délicate. Toujours est-il que bien des points ne coïncident plus, et que certaines interrogations pourtant précises restent sans réponse.

*« Quand Barbie est remonté de la cave,* reprend Gottlieb Fuchs, *quelques minutes après y être descendu, je l'ai entendu dire entre ses dents : « S'il ne crève pas, je le finirai » demain, à Paris. »*

Le tortionnaire une fois parti, sa journée finie, Gottlieb Fuchs, profitant de ce que la sentinelle vient d'être relevée par un soldat *« qu'il connaissait bien »*, descend à son tour à la cave. *« Le prisonnier — à ce moment-là, j'ignorais qui il était en réalité — était couché sur le sol, à demi nu ; sa veste avait été jetée en boule dans un coin de la pièce. Son dos n'était qu'une seule plaie. Quand je l'ai tourné sur le côté, et que j'ai placé sa veste sous sa tête, j'ai vu qu'il avait le thorax défoncé et la tête en sang. Avec mon mouchoir, j'ai essuyé comme j'ai pu son visage... »*

*Témoignage qui ressemble étonnament* à celui de M. Christian Pineau, *rapporté* par le *Quotidien de Paris* : *« On me conduit à la cellule de Jean Moulin. Il râlait, étendu sur un banc, dans un coma presque total. Il souffrait aussi d'une plaie profonde à la tempe (...). J'ai constaté la gravité de sa plaie : la tempe était presque enfoncée (...). »* Et si Gottlieb Fuchs nous a répondu, sans même hésiter, à la question : *« Pouvez-vous attester sur l'honneur que Jean Moulin était, au moment où vous l'avez vu, un homme mourant ? »*, par un *« Oui, il ne pouvait survivre à ses blessures »*, Christian Pineau affirme de la même manière que *« Jean Moulin n'a jamais été remis aux autorités françaises »*, et que lorsqu'il est arrivé *« chez les Allemands, il était déjà mort, victime des tortures de Klaus Barbie et de ses acolytes »*. Toutefois, l'ancien interprète de la Gestapo n'a su, ou pu, nous dire s'il avait eu connaissance de la présence d'un autre détenu français — Christian Pineau en l'occurrence — auprès du prisonnier à l'agonie.

Autre contradiction dans les propos de notre interlocuteur, sa version même de la mort de Jean Moulin. Dans son livre, Gottlieb Fuchs écrit : *« J'appris que l'homme, traîné comme une vile carcasse, était un préfet. Le lendemain, quand je repris mon service, je constatai que le martyrisé avait été enlevé de sa geôle. »* Mais quelques pages plus loin, Gottlieb Fuchs va préciser, sans indiquer s'il a pu le savoir dans les jours suivant immédiatement l'épisode du transport du corps à la cave, ou beaucoup plus tard, que *« Martel — nom d'emprunt de Jean Moulin — a été transporté à Neuilly dans la villa réquisitionnée par Boemelburg »* (1). Et il indique même, sans préciser, cette fois encore, ses sources, que *« là, on le confronta avec le général Delestraint et André Lassagne »*, donnant même des détails précis : *« Il gisait sur un divan, le visage était cireux, le pouls battait faiblement. Il souffrait d'un traumatisme crânien... »*

Ainsi, l'homme qui nous a affirmé, le 1er février, que Jean Moulin *« était mourant le 26 juin »*, et qu'il en attesterait, le cas échéant, sur l'honneur, *l'homme qui a déclaré le* 30 janvier à l'agence France-Presse que *« Klaus Barbie avait tué Jean Moulin de sa propre main »* (*le Monde* du 1er février), écrivait-il, voici dix ans, que « Martel » était toujours vivant plusieurs jours plus tard. Où est donc la vérité ? Au moment où le nom de Klaus Barbie revient, flanqué des sinistres souvenirs qui y sont indissolublement attachés, au premier rang de l'actualité, convient-il de remettre en question les circonstances de la mort de celui que Malraux devait appeler le *« pauvre roi supplicié des ombres »* ?

Nul ne saura jamais, c'est malheureusement probable, ni où, ni quand, ni comment est mort celui *« dont les lèvres n'avaient jamais parlé »*. A moins que son bourreau ne se voie contraint à avouer un jour le terrible secret qu'il est assurément le seul à détenir.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) L'un des hauts responsables de la Gestapo en France.

### DES ALLEMANDS DE BOLIVIE ONT REMBOURSÉ LES DETTES DE L'ANCIEN CHEF NAZI

**L'avocat d'Altmann-Barbie a payé, *le* mercredi 2 février, à *La* Paz, les 10 000 dollars que son client était accusé d'avoir escroqués en 1968 à la COMIBOL, la compagnie minière de l'État bolivien. Le criminel de guerre, emprisonné depuis le 25 janvier pour cette escroquerie, n'a pas été relâché pour autant : les intérêts de la dette et les frais de justice lui sont également réclamés. La somme remboursée mercredi a été réunie grâce à une collecte parmi la colonie allemande de Bolivie.**

**La presse de La Paz s'interroge sur le point de savoir si Altmann-Barbie sera expulsé ou non. La décision appartient au gouvernement de M. Siles Zuazo, qui pourrait déchoir l'ancien chef nazi de sa nationalité bolivienne — en l'accusant de l'avoir acquise avec de faux papiers, — et qui pourrait également le poursuivre pour ses activités paramilitaires sous les régimes précédents.**

LES SUITES DE L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

# Une réorganisation du G.I.G.N. est en préparation

**La mise en liberté sous contrôle judiciaire de Mary Reid, citoyenne irlandaise arrêtée le 28 août 1982 à Vincennes, aux côtés de Stephen King et Michael Plunkett, a été autorisée mercredi 2 février, par M. Alain Verleene, juge d'instruction à Paris. Toutefois, le parquet ayant aussitôt fait appel, l'application de cette mesure est suspendue.**

**La libération de Mary Reid avait été réclamée par les avocats des inculpés avant la révélation par *le Monde* du 1er février de faits troublants sur l'opération menée, à Vincennes, à l'initiative du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.**

**L'« affaire des Irlandais » a désormais une double dimension. La première touche aux fautes de procédure révélées par l'instruction. La seconde vise l'extension des prérogatives de cette unité d'élite qui, sous le commandement par intérim du capitaine Paul Barril, a, seule, déclenché l'action de Vincennes. Ainsi est posée la question de l'ascension, en dehors des hiérarchies existantes, d'un nouveau service spécial au « service secret »... de la présidence de la République, de sa propension à travailler sur le terrain des services spécialisés dans le renseignement, et de ses liens particuliers avec des services étrangers.**

**Selon des sources sûres, une réorganisation du G.I.G.N. est en préparation tandis qu'un nouvel officier serait nommé à sa tête, remplaçant ainsi le chef d'escadron Prouteau. Ce successeur ne serait pas l'actuel n° 2, Paul Barril.**

*Ce n'est pas une parole contre une* autre : celle de la défense et des inculpés ; celle des gendarmes du G.I.G.N. Bien au contraire, quand nous avons mené notre enquête autour de la perquisition réalisée à Vincennes, nous avons eu confirmation, dans l'entourage même du G.I.G.N., de la réalité des fautes de procédure révélées par l'instruction. A tel point que le chef d'escadron Prouteau a, par la suite, demandé sans succès au procureur général le détachement, auprès de lui, d'un magistrat : tout en prenant conscience *« de la spécificité du terrorisme, qui,* commente-t-on, *n'a rien à voir avec le droit commun »*, sa présence aurait permis d'éviter à l'avenir de semblables erreurs.

Bien sûr, l'on nie que ces dérapages cachent, plus prosaïquement, un « montage » policier, où l'on aurait rajouté des preuves pour confirmer l'importance de la prise. *« Nous n'avons pas chargé la mule ! »*, confie-t-on. En substance : l'*« embrouille »* serait liée à la précipitation de l'opération, à sa découverte prématurée par un car de police-secours et au dessaisissement de la gendarmerie, dès le lendemain soir, au profit de la brigade criminelle parisienne. Laissant de côté les preuves contestées, l'explosif, notamment, l'on insiste sur les « aveux » des inculpés : des faux papiers et une arme, reconnue par Plunkett, pour sa *« protection personnelle »*.

La démonstration est-elle convaincante ? Non, si l'on songe au mystère des photographies... Dans un premier temps, aucun cliché n'est en effet versé au dossier d'instruction. Les avocats s'en inquiètent. La gendarmerie fait alors parvenir un lot d'une vingtaine de photos : aucune ne représente les armes ou l'explosif ! On apprendra que, sur quatre pellicules de douze photos, l'une a disparu, « égarée » alors qu'elle est censée contenir les clichés décisifs comme pièces à conviction !

Qui est responsable ? Qui a déclenché, rapidement, sans coordination, cette opération ? Il est aujourd'hui établi que ni la D.S.T. ni la D.G.S.E. ne sont à l'origine des renseignements, reçus le vendredi 27 août. Ainsi que l'a déclaré, à l'instruction, le capitaine Paul Barril, c'est un renseignement irlandais, transmis directement au numéro deux du G.I.G.N. qui est à l'origine de l'opération. Ce fait illustre la mutation progressive de cette unité d'élite qui, spécialisée depuis sa création, en 1974, dans les opérations de terrain délicates, se transforme insensiblement, à l'ombre de l'Elysée, en véritable *« service spécial »*, avec ses propres sources de renseignement.

Le fruit d'une longue *« pratique éducative »*, commente-t-on dans l'entourage du G.I.G.N. Prestataire de services, école de la lutte antiterroriste, exportant et enseignant ses techniques, le G.I.G.N. a en effet tissé un réseau de relations et d'amitiés parmi les services de nombreux pays étrangers. *« Nous avons construit l'internationale du contre-terrorisme »*, y affirme-t-on en évoquant le séjour pour des stages de « collègues » de pays divers. Coups de téléphone amicaux, voyages-éclairs, échanges de documents... : ces liens informels, hors des hiérarchies traditionnelles, fondés sur une confiance réciproque, permettraient, assure-t-on, un fonctionnement plus souple et moins bureaucratique, plus *« opérationnel »* et moins lent.

En matière de terrorisme international, notamment, les officiers du G.I.G.N. semblent critiquer implicitement les méthodes classiques des services de renseignement qui, patiemment, veulent *« construire des organigrammes »* en recoupant et accumulant les informations. Peine perdue ! confie-t-on ; cet univers-là serait par trop fluctuant et solidaire pour qu'on puisse le réduire à une logique géométrique.

La réalisation d'un attentat, ajoute-t-on, suppose des auteurs ayant de fausses identités, des fournisseurs d'armes et une aide logistique (logement, etc.) : trois univers qui peuvent être séparés, répondre à des causes différentes tout en s'entraidant. D'où la riposte, simple : dès qu'un renseignement paraît fiable, quelle qu'en soit l'ampleur, agir et semer le trouble dans le microcosme terroriste. Telle est, à gros traits, l'explication officieuse du G.I.G.N. pour l'opération de Vincennes, comme pour celle qui visa, en décembre, un centre d'accueil pour drogués dans le Gers (*le Monde* du 25 décembre).

Nourries de cette démarche, qui s'éloigne de la logique policière classique (faire d'un renseignement une preuve judiciaire), ces ambitions nouvelles du G.I.G.N. suscitent des réticences et des jalousies. Dans la police nationale, évidemment : la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) s'est étonnée, dans une affaire récente, d'avoir été « doublée » par des officiers du G.I.G.N. auprès d'un service étranger.

Mais la gendarmerie n'est pas en reste : on s'y inquiète de la tendance du G.I.G.N. à constituer une *« hiérarchie parallèle »*, qui s'affranchirait parfois de la Direction générale de l'arme. Enfin, tout en reconnaissant volontiers les qualités opérationnelles du G.I.G.N., le courage de ses membres et sa cohésion dans l'action, certains hommes de renseignement s'étonnent qu'il puisse prétendre à une compétence en ce domaine si délicat. Cela leur paraît en tout cas une extrapolation des missions originelles du G.I.G.N., régies par une simple circulaire du 27 juin 1977 du directeur général de la gendarmerie.

Ces critiques sont, pour l'heure, sans écho, le président de la République semblant tenir à ce « service spécial » d'un nouveau genre, dont il a favorisé l'ascension et l'expansion. En effet, depuis la nomination, en juin 1982, du chef d'escadron Christian Prouteau, chef du G.I.G.N., comme conseiller technique à l'Élysée — sur les problèmes de sécurité d'abord, puis pour une mission de coordination d'information et d'action contre le terrorisme — le G.I.G.N. a vu ses effectifs croître d'un tiers (soixante-quatorze officiers et sous-officiers désormais), a fourni et formé l'essentiel des membres du nouveau Groupe de sécurité de la présidence de la république (G.S.P.R.) et reste l'instrument opérationnel privilégié de la mission animée par M. Prouteau. Le capitaine Paul Barril, chef du G.I.G.N. par intérim, possède un bureau non loin de l'Elysée, et il est entouré de trois commissaires de police, choisis par lui-même et M. Prouteau aux renseignements généraux, à la D.S.T. et à la police judiciaire, pour les seconder dans leur tâche. Un organigramme spécifique, donc, construit empiriquement, directement lié aux plus hautes instances du pouvoir politique et qui mériterait sans doute quelque clarification des responsabilités comme des missions. On comprend donc que, selon des sources bien informées, un nouveau texte sur le G.I.G.N. soit en préparation... M. Christian Prouteau n'en serait plus formellement le chef, et ce ne serait pas M. Barril, son adjoint direct — *« un autre moi-même »*, *dit-il, lui réitérant* sa confiance — qui lui succéderait.

EDWY PLENEL.

## Faits et jugements

### La lutte contre la drogue

Le comité interministériel de lutte contre la toxicomanie, que présidait, le 2 février, M. Bérégovoy, ministre de la solidarité nationale, en l'absence du premier ministre, a défini les grands axes de son action : assurer une prévention par un *« effort de formation et d'information »*, peser sur l'offre par *« une répression énergique »*, améliorer enfin *« la réinsertion des toxicomanes »*.

Le comité a décidé d'introduire une information sur la drogue dans la formation initiale de tous les médecins et de faire dispenser un enseignement sur les toxicomanies dans les filières de médecine générale et de santé publique du troisième cycle.

Pour la répression, un groupe de travail devra formuler des propositions sur l'utilisation de techniques financières pour la recherche et la répression du trafic des stupéfiants.

Enfin, pour améliorer la réinsertion des toxicomanes, le ministère de la santé créera, à titre expérimental, un *centre sanitaire de moyen séjour pour enfants et adolescents »*.

M. François Colcombet, qui dirige la mission permanente de lutte contre la toxicomanie, a précisé quelques données statistiques pour 1982. Le nombre des interpellations a augmenté en 1982 de 59,89 % par rapport à 1981. Le nombre d'usagers d'héroïne interpellés par l'ensemble des services en 1982 a été de 6 873 contre 4 736 en 1981.

M. Colcombet a insisté sur le fait que la toxicomanie, qui s'était d'abord répandue dans les milieux étudiants et qui avait atteint d'autres groupes sociaux, ouvriers et employés, touche actuellement la catégorie des personnes « sans profession ». Pour Paris, il y a eu, en 1982, 1 598 interpellations de toxicomanes « sans profession » et 392 interpellations de toxicomanes « sans emploi ». Selon M. Colcombet, ces chiffres démontrent que le chômage n'est pas nécessairement une cause d'aggravation du phénomène de drogue.

### Quatre mesures pour améliorer l'efficacité de la police à Paris

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique, a annoncé, mercredi 2 février, quatre mesures pour *« accroître l'efficacité de la police »* à Paris, au cours d'une conférence de presse dans le dix-huitième arrondissement.

*« Paris ne sera ni le Chicago des années 30 ni le New-York des années 80 »*, a déclaré M. Franceschi, avant de détailler les quatre mesures dont la mise en œuvre devrait être immédiate : création de *« postes mobiles de sécurité »*, véhicules de police stationnant en évidence et de façon permanente *« dans des points particuliers (carrefours, etc.) »* ; *« renforcement de l'accueil du public dans les locaux de police »*, un policier *« spécialement chargé de cette fonction »* étant *« formé à cet effet »* et identifiable par un badge ; deux véhicules légers supplémentaires par compagnie de C.R.S. ; *« déplacement systématique »* de policiers sur les lieux des cambriolages.

### L'annulation d'écoutes téléphoniques dans l'affaire des grâces médicales

La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a ordonné, mercredi 2 février, l'annulation des écoutes téléphoniques enregistrées entre le docteur Alain Colombani, médecin-chef de la prison des Baumettes à Marseille, et son avocat, Me André Fraticelli. Les deux hommes avaient été placés sur écoute, au printemps dernier, à la demande de M. François Ardiet, juge d'instruction à Marseille. Le docteur Colombani avait été mis en cause par des détenus des Baumettes affirmant qu'il était mêlé à un trafic de grâces médicales (*le Monde* du 16 juillet 1982).

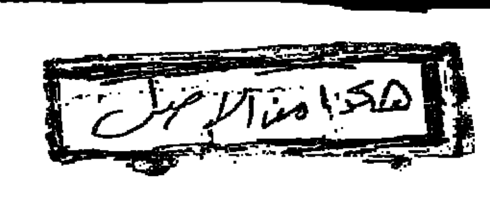
● *M. Mauroy et les écoutes téléphoniques.* — Le premier ministre, dans un communiqué publié mercredi 2 février, *« dément catégoriquement »* les propos tenus le même jour au micro de France-Inter par M. François Guillaume concernant *« une prétendue augmentation des écoutes téléphoniques. La commission, dirigée par le président Schmelck, a pu vérifier que les écoutes étaient limitées strictement aux situations relatives à la sécurité du pays et au grand banditisme »*, affirme le texte de Matignon qui ajoute : *« Aucune augmentation du volume des écoutes téléphoniques n'est intervenue depuis vingt mois. Aucun responsable politique syndical ou du monde économique n'a fait ou ne fera l'objet d'une telle procédure. »*

### Des surveillants de prison menacent de boycotter la réforme

Trois syndicats de surveillants de prison se déclarent prêts à *« surseoir éventuellement »* à l'application de la réforme pénitentiaire. Dans une déclaration commune, MM. Jacques Vialettes (F.O.), Henri Brunovic (C.G.T.) et Pierre Lefevre (Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires) protestent contre la publication, le 28 janvier, d'un décret et d'une circulaire rendant immédiatement applicable la réforme Badinter (*le Monde* daté 30-31 janvier).

Ces syndicats, qui affirment représenter 80 % du personnel de surveillance, *« déplorent que ces mesures aient été annoncées sans aucune consultation et sous la pression de quelques mutins soutenus par des groupuscules irresponsables »*. Ils s'*« insurgent contre l'application précipitée des nouvelles dispositions sans qu'aucun moyen matériel garantissant la sécurité des personnels et des établissements n'ait été prévu »*. Enfin, ces syndicats *« dénoncent, une fois de plus, les charges supplémentaires imposées au personnel, alors que le budget d'austérité n'a même pas prévu les postes nécessaires à l'application des trente-neuf heures et de la cinquième semaine de congé »*.





## B.-H. L. sur les planches

*SIX mois après l'installation des socialistes au pouvoir et, jusqu'à l'automne suivant, Bernard-Henri Lévy analysa chaque semaine pour les lecteurs du Matin les événements survenus en France et à travers le monde. Après ce bref passage dans le journalisme, il pouvait comme tant d'autres oublier des jugements écrits dans la hâte. Mais, selon la fameuse accélération de l'histoire, quatre livres parus sous son nom depuis 1973 l'engagent à se sentir déjà dépositaire d'une mission. Rien ne l'en distraira plus, et ses chroniques hebdomadaires en prennent déjà la suite. Sartre et Camus, jadis, rassemblèrent en* Situations, *en* Actuelles *leurs articles militants. Après eux, Bernard-Henri Lévy remplit donc avec les siens le dernier volume de ce qu'il nomme déjà très différemment* « mon œuvre ». *Tome V !*

*Là où ses grands ancêtres réunissaient, d'après lui,* « les plus fugaces traces » *de leur* « présence au siècle » *dans des recueils d'occasion, il prend pour* « matière » *de son travail* « la dispersion » *de l'actualité moderne et juge la différence essentielle. Le simple lecteur l'estimera plutôt légère, et même un tantinet scolastique. Si jeune, l'illustre B.-H. L. éprouverait-il déjà les premières atteintes de l'incommunicable ?*

*Plus qu'aux fermes et longs développements des* Actuelles *et des* Situations, *ses articles ressemblent par leurs courtes et rapides séquences quotidiennes aux fameux* Bloc-Notes *de François Mauriac qu'il se garde bizarrement d'évoquer. Le bon goût et la modestie séparent d'ailleurs l'original de l'imitation. Lorsqu'il rassembla ses fulgurants réquisitoires pour la première fois, en 1958, l'intraitable procureur de* L'Express *annonça qu'il n'en retrancherait rien d'important, même si l'expérience lui donnait rétrospectivement tort. Bernard-Henri Lévy ne porte pas sur son ouvrage ce regard débonnaire et distant. Il n'imagine guère qu'il puisse se tromper un jour, et jure de ces phrases sorties toutes bruissantes de sa tête qu'il les écrivit toutes* « avec cette idée fixe, chevillée au cœur et à la plume » : « qu'il n'en soit pas une que je ne puisse aussitôt et perpétuellement recommencer. » *Aussitôt ! et perpétuellement !*

*Cette fixation sur soi étonne par son intensité. Ce garçon jeune encore terminerait-il déjà ce tour de lui-même qu'un esprit normal ne boucle qu'après la maturité ? Son ton tranche-montagne, perceptible dès les premières pages, incite à conclure qu'il le croit. Le malheureux ! Des paragraphes entiers d'aphorismes cassants le murent dans un égocentrisme farouche. Frère jumeau du haïssable MOI, son JE l'obsède, virevolte dans sa tête jusqu'à l'étourdir. JE dis par-ci, JE crois par-là, JE devine ailleurs, J'insiste, JE pense autre part, imposent ce qu'il nomme sans rire, d'après une formule prise à Maurice Clavel, son* « journalisme transcendantal », *paradoxalement fondé sur l'hypertrophie de soi. Va pour la transcendance ! Acceptons le mot. Retenons la chose. Mais voyons aussi sur pièces comment fonctionne cette curieuse mécanique lorsqu'elle s'applique aux hommes et aux idées.*

« Régis Debray m'est sympathique » *promet ainsi l'une de ses chroniques, et il prétend n'éprouver* « aucune espèce d'aversion ni d'animosité de principe à son égard ». *Cette inclination n'empêche pourtant pas qu'il estime le même personnage* « crispé », « piteux », *pauvre et vraie* « tête de gaffeur », *enseveli par ses fonctions officielles sous l'infortune d'un* « courtisan » *maladroit et* « couard ».

GILBERT COMTE.

*(Lire la suite page 17.)*

# Philippe Sollers libertin catholique

## ● *Un don Juan dans l'enfer des femmes*

*FEMMES*, de Philippe Sollers, sera-t-il l'événement littéraire de la saison d'hiver ? Il y aurait des raisons pour cela dont quelques-unes calculées. D'abord un changement d'écurie spectaculaire. Sollers, qui est né au Seuil, où il a acquis sa notoriété, entre aujourd'hui chez Gallimard. Là n'est pas le principal.

*Femmes* – venant après *Drame*, *Nombres*, *Lois*, *H*, ces romans abstraits, après *Paradis*, surtout, ce texte sans ponctuation ni alinéas publié en 1980, – se lit en clair ou presque. Un tournant dans une manière. Il y a cette fois des virgules, des points, des points d'interrogation, d'exclamation, de suspension, une surabondance, même, comme dans les dernières chroniques céliniennes – *Rigodon* est une des références majeures du livre, avouée bien entendu. Il y a des paragraphes, des chapitres, des personnages, des scènes, des dialogues qui ne jureraient pas dans un roman de Sagan et le dessein, affirmé, exécuté, de peindre le monde contemporain.

Un roman traditionnel, alors ? Pas si vite. La mise en œuvre n'est pas classique. Elle est essentiellement baroque, et le mot est à prendre dans tous les sens qu'il a : précis, s'appliquant à une esthétique qui revendique la liberté des formes et aspire à rendre le réel dans sa totalité exubérante ; courant, c'est-à-dire excentrique, fait pour surprendre et pour choquer. *Femmes* se présente comme une « hénaurme » machine de guerre contre la femme et l'idéologie féministe. C'est un livre polémique, satirique, volontairement provocant, où l'auteur s'amuse et bouffonne en prétendant révéler le fin fond des choses, la vérité cachée qu'il affiche dès la première page : « *Le monde appartient aux femmes. C'est-à-dire à la mort. Là-dessus tout le monde ment.* »

### Les deux compères

Allons-nous monter sur nos grands chevaux ? Dénoncer l'imposture, la paranoïa, les contradictions, l'absurdité, alors que l'auteur joue de tout cela dans ce livre rusé qui, fournissant sa propre critique, s'édifie sur le rire et sur le paradoxe ? Ne s'égale-t-il pas aux plus grands inspirés : il est Dante, il est Shakespeare, il est le David des *Psaumes*, le saint Jean de l'*Apocalypse*...? Quitte à nous tendre, au détour d'une page, une autre clé de sa création : « *Vous prenez ce qu'il y a de plus respecté, de plus sacré, vous foncez froidement dedans... vous montrez que ça ment partout et toujours... que ça montre des vertus pour dissimuler des vices. Ça fonctionne ! A coup sûr !* »

*Femmes* « fonctionne », c'est vrai, et dans une structure assez éprouvée, assez simple. Le héros, qui est en même temps le narrateur, est un journaliste américain de Paris, Will, âgé de trente-cinq ans, qui occupe son congé sabbatique à écrire au jour le jour le livre que nous lisons et qui tient plus d'un journal que d'une fiction. Il le donne pourtant pour un roman, ne se privant pas de faire la théorie du genre et d'annoncer ce qu'il veut y mettre : « *Les choses de tous les jours. Le vertige d'aujourd'hui. Les hommes, les femmes. L'ennui, la réflexion, les lueurs (...). J'ai deux ou trois choses à dire, comme ça, à plat, dans le mouvement. Pour obliger les gens à mettre le nez dedans.* »

Cet Américain est en relation avec un écrivain français assez connu, mais détesté, qui patauge dans la composition d'un texte ambitieux et illisible, *Comédie*, un certain S..., qu'il a chargé de peaufiner l'ouvrage et qui le publiera sous son nom. Cette association bizarre permet à l'auteur de se dédoubler. Le narrateur fictif et son acolyte anonyme discourront beaucoup ensemble comme Jacques le Fataliste et son maître. Ils truquent et révèlent tour à tour la vérité de Philippe Sollers, qui est, n'en doutons pas, le personnage central. Le livre n'est pourtant pas à prendre comme une autobiographie, encore moins comme une autocritique. Il s'agirait plutôt d'une autodéfense ironique où Sollers brave ses détracteurs, justifie ses palinodies en se peignant sous les traits d'un nouveau personnage : et c'est don Juan, le libertin, qu'il a choisi.

Il le lance, au milieu de ses femmes, dans la vie d'aujourd'hui, comme dans une descente aux enfers que celui-ci traversera triomphalement. Car le don Juan de Sollers est un don Juan sauvé. Mieux que cela, il tourne au Père de l'Église !

### Gymnastique érotique

Will sera donc un séducteur. Il est entouré d'un essaim de femmes avides des caresses qu'il est toujours prêt à leur prodiguer, sans engagement ni passion, pour le pur échange d'un plaisir dont il peut aussi bien se passer. Certaines de ses partenaires le comblent : les sensuelles silencieuses, les musiciennes. D'autres le persécutent : les féministes, les révolutionnaires. Il sourit de leurs manœuvres et de leurs mensonges, sans toutefois les repousser. Ce jouisseur, généreux et détaché, est en même temps bon mari et bon père : un fils qu'il adore, une charmante épouse que ses frasques ne troublent guère, mais qui ne partage pas ses idées.

Car cet Américain proclame hautement son catholicisme, son respect pour le pape actuel, auquel il rendra visite, son adhésion à Vatican II, son culte de la Vierge, dont l'Assomption le fascine. On ne peut pas dire que les contradictions le gênent. Il est fait sur mesure, comme ses partenaires féminines. Ce n'est jamais bon pour des personnages de roman.

D'ailleurs, il n'y a pas d'histoire, sauf un vague complot que Will sent se former contre lui à cause du livre qu'il écrit et où il enregistre tout, et vie privée et vie publique : rencontres, dîners en ville, joutes érotiques crûment, froidement, décrites, intimité familiale, heures de lecture, nuits d'écriture, et ses voyages multiples, car il se déplace beaucoup : New-York, Londres, Barcelone, Israël, où il s'attarde, Rome, Venise, sa ville de prédilection.

### Une chronique de notre temps

A la cinq centième page, ce complot aboutit à un attentat terroriste où le héros est blessé, et tuée l'une de ses plus séduisantes compagnes. C'est l'ouverture vers la fin. Le livre s'achève à Venise parmi les assomptions baroques de Tiepolo, le *Don Juan* de Mozart, les *Variations Goldberg*, de Bach, les sonates de Scarlatti, au rythme saccadé du clavecin, sur la poésie du *Cantique des Cantiques* et des *Psaumes*. Will repart en Amérique, laissant à S... ses derniers chapitres à revoir.

Non, *Femmes* n'est pas un roman d'aventures. C'est d'abord une chronique de notre temps qui en souligne les déformations, le désarroi, la misère. Les mœurs de l'intelligentsia parisienne y sont raillées et relatés ses faits marquants, grotesques les uns, tragiques les autres. On y voit l' « enlèvement » d'un romancier, la fin de deux maîtres dans la déchéance ou le désespoir, le suicide d'un philosophe, le crime commis par un autre... Les acteurs sont dissimulés sous des pseudonymes transparents. Ces portraits à clé donnent au roman ses meilleurs personnages.

Les événements contemporains y retentissent, voici l'attentat contre le pape, attribué, dès avant la découverte de la filière bulgare, à un complot ourdi par l'U.R.S.S. ; la révolte polonaise, ressentie comme capitale puisqu'à partir d'elle l'Eglise catholique apparaît comme le champion de la liberté ; la guerre du Liban, et Sollers, qui ne manque pas de se déclarer pour la paix, pour la réconciliation des parties en cause, proteste ironiquement contre les injures lancées à Israël : « *Tout cela pour dire qu'on n'a pas tellement eu tort, nous les Français, de prendre les devants autrefois... De faire même du zèle... De les expulser ces nazis en gestation, y compris leurs enfants, là-bas, vers l'est... chez eux.* »

Le roman est plus évasif sur la politique intérieure. On n'y voit pas l'arrivée au pouvoir des socialistes. La droite ? La gauche ? On dirait que Sollers s'en moque. Tout de même, ce qu'il dit de la Révolution de 1789, son admiration pour Joseph de Maistre, ne le situent pas du côté des progressistes. Voici d'ailleurs les maîtres dont il se réclame, du moins dans ce livre-ci : « *Sade contre Rousseau, Swift contre Bakounine, Jarry contre Trotski, saint Augustin contre Marx.* »

### Le procès du féminisme

C'est plus qu'un programme, c'est une grille pour déchiffrer le livre, qui invite à ne pas trop prendre au sérieux les thèses saugrenues qui y sont soutenues, souvent sur un mode farceur.

Le procès fait à « la femme » s'égare dans de multiples directions. Tantôt l'accusation rejoint la plus ancienne tradition. On se croirait dans les fabliaux du Moyen Age.

JACQUELINE PIATIER.

*(Lire la suite page 16.)*

★ *Dessin de Bérénice Cleeve.*

EXTRAIT

## La mort de Werth

*Je revois Werth, à la fin de sa vie, juste avant son accident... Sa mère était morte deux ans auparavant, son grand amour... Le seul... Il se laissait glisser, de plus en plus dans des complications de garçons, c'était sa pente, elle s'était brusquement accélérée... Il ne pensait plus qu'à ça, tout en rêvant de rupture, d'ascèse, de vie nouvelle, de livres à écrire, de recommencement...Savait-il que son surnom, désormais, prononcé en douce au cours des soirées un peu particulières organisées par ses amis pour lui fournir des occasions de drague, était « Mamie » ?* Mamie ! *Tout un programme... On dînait régulièrement seuls ensemble, une fois par mois... Autrefois, la conversation roulait sur la littérature, sur tel ou tel auteur, sur des finesses de construction ou de narration... Proust... La décision dramatique de s'isoler, d'écrire la* Recherche... *Mais de plus en plus maintenant, c'était les intrigues entre X et Z, les petites cloques psychologiques liées à l'énervement physique... Rien de plus psychologisant que la perversion... C'est la raison pour laquelle, tout en m'y prêtant avec les femmes autant qu'on voudra, je suis la vertu même puisque je peux m'en dégager d'un moment à l'autre. Quand je veux réellement ? Oui. Je vérifie... Comme pour une drogue... Pourquoi ? Pas de psychologie... Werth était assez intelligent et lucide pour s'apercevoir de l'inévitable bêtise de l'engrenage... Mais le goût du plaisir facile, découvert trop tard, était le plus fort... Il souffrait de cette contradiction... J'ai maintenant devant moi, dans la nuit, accroché à la vitre qui me sépare de l'autre côté de la vie, son visage réduit, rabougri, vissé dans son cercueil... Pli amer de la bouche, pauvre tête d'oiseau empaillé, soudain, pris dans les serres du néant crocheteur...*

## le feuilleton

### L'Inadvertance, Siloé, le Vent noir la Plage de Scheveningen, l'Invitation chez les Stirl

# Paul Gadenne, le visiteur

ALLONS, il ne devrait pas y avoir trop d'oubliés, quand le siècle arrêtera ses comptes des valeurs sûres ! Petits éditeurs fouineurs et collections de poche auront réparé les bévues du gros commerce. Paul Gadenne, entre autres, finit par trouver sa place. Il aura fallu près de trente ans. A sa mort, en 1956, seuls quelques initiés parlaient entre eux de *Siloé*, du *Vent noir*. La révélation posthume des *Hauts Quartiers*, saluée ici comme un événement (1973), a permis que s'élargisse le noyau de curieux, et que fleurissent les rééditions. En voici cinq d'un coup, de quoi embrasser l'œuvre entière, et la situer : du côté de Bousquet, Vailland, Reverdy, Guérin, Pollès, de ces écorchés à qui la guerre et une fatalité personnelle ont inspiré le sens, peu français, du tragique.

La fatalité, chez Gadenne, a pris la forme, aujourd'hui disparue, de la tuberculose. Atteint sitôt après son agrégation de lettres, en 1933, il aura été parmi les derniers intellectuels, avec Camus et Barthes, à connaître l'exil moite des « sanas », cette « montagne magique » immortalisée par Thomas Mann, où la lutte contre l'asphyxie par le repos forcé développait une conscience intense de la finitude de l'espace et du temps. Les difficultés matérielles et la

*PAR BERTRAND POIROT-DELPECH*

frustration affective s'ajoutant à la gêne respiratoire, Gadenne approfondit, de livre en livre, la figure d'un grabataire en visite dans ce monde, tributaire de gens aisés et distraits, condamné à vivre par procuration dans quelque chambre d'hôte, à l'écoute des autres, des arbres et du vent derrière les persiennes battantes, du moindre mieux qui passe, du pire qui vient.

« LE tout sur le tout » fait partie des petits éditeurs auxquels leurs faibles frais généraux (et l'aide du Centre des lettres) permettent encore de publier, comme autrefois les grands, par amour, sans souci des hit parades. Après avoir ressorti l'an dernier *la Rue profonde*, révélé par Gallimard en 1948, il réunit, sous le titre *l'Inadvertance*, quatre nouvelles parues dans des revues vers 1956. Il s'agit principalement de souvenirs de jeunesse. Comme souvent les textes de début, ils offrent l'intérêt de livrer par avance les obsessions et les thèmes qui mèneront l'œuvre : le Nord fatal avec ses tempêtes et ses briques noircies, les fortifs de l'adolescence, la prescience d'une existence abrégée, le goût qui en résulte de vivre pleinement l'instant et les subtilités du cœur, le Pays basque des villas à hauts murs d'où tombent des paquets de parfums...

Le Seuil, de son côté, reprend dans la collection « Points » le premier roman de Gadenne, *Siloé*, révélé en 1941 par Gallimard, réédité par Julliard en 1947, et paru dans le cadre rouge du Seuil en 1974. Sous la même couverture, ressort *le Vent noir*, apparu en 1947 chez Julliard et repris en 1956 par Gallimard. *Siloé* racontait une découverte de l'amour : *le Vent noir* rapporte l'expérience inverse. Un jeune homme ne s'est pas consolé d'avoir été abandonné par une jeune femme. Il en garde l'impression qu'il n'a jamais su aimer, qu'il n'atteindra les autres que par le mal, par le crime. Albert Béguin a perçu dans cette connaissance par les gouffres des accents greeniens. On pense davantage à un Bernanos sans foi, avec ce qui rend déjà reconnaissable l'univers de Gadenne : une liberté qui n'a d'autre choix que de revendiquer le confinement et l'abandon imposés par le destin.

DANS *la Plage de Scheveningen* (1952), réédité par « L'imaginaire », les thèmes gadenniens prennent toute leur ampleur, en raison de l'époque : 1944.

La guerre est bonne romancière, décidément. Elle sépare et réunit les êtres à l'improviste, elle transforme les esprits, elle dramatise les sentiments et les cas de conscience. A la veille de rejoindre le front comme correspondant de presse, le héros part à la poursuite, puis à la reconquête, d'une femme aimée avant 1939, et perdue de vue. Ensemble, ils tentent de ressusciter le vertige de la première rencontre, aussi inaccessible que *la Plage de Scheveningen* peinte par Ruysdaël, tandis que leur meilleur ami, militant de la collaboration par orgueil, est condamné et exécuté.

Ce roman des retrouvailles impossibles par-delà le temps et les choix politiques est un des plus fouillés de Gadenne, et un des documents les plus riches sur les mentalités d'alors, en particulier sur l'amour, qui se nourrissait de débats enflammés autour de l'ambition et de la responsabilité personnelles, la morale en actes, le salut de l'Europe, le mal. Le livre est aussi un témoignage, émouvant à la manière du *Dernier métro*, de François Truffaut, sur le charme des temps troublés, sur l'espèce de fraternité russe que les privations ont arrachée à l'égoïsme des Français, et dont l'opulence bientôt recouvrée allait leur faire passer le goût.

A quoi s'ajoute, chaque fois plus tragique, la tendance des personnages gadenniens à se croire trop faibles pour posséder une femme à eux seuls, à aimer l'état où le sort les jette, à devancer le malheur, le futur héros des *Hauts Quartiers* allant jusqu'à savourer son étiolement, avec Maître Eckhart à son chevet....

*(Lire la suite page 16.)*

# la vie littéraire

## A l'écoute de la poésie

Le premier prix R.T.L.-Poésie, qui récompense *« l'œuvre poétique la plus brillante éditée depuis un an »*, a été attribué à Alain Bosquet pour son recueil *Sonnets pour une fin de siècle* (Gallimard). Selon ses créateurs *« ce prix a pour objet de distinguer un poète et, du même coup, d'attirer l'attention du public et des médias sur la poésie, trop souvent ignorée ou délaissée dans le champ culturel contemporain »*. L'ouvrage primé bénéficiera d'un appui publicitaire exceptionnel sur R.T.L. Son auteur sera l'invité de la station pendant un week-end entier. Une campagne de promotion sera aussi organisée dans *Poésie 1*.

*Poésie 1*, revue bimestrielle qui est apparue en 1969, vient de publier son centième numéro. Pour cet anniversaire, elle rend hommage aux poètes de la revue *Confluences* avec une interview de René Tavernier qui la dirige. Il explique comment elle est née, à Lyon, après *« la drôle de guerre »* dans *« le refus de ce que représentait Vichy »* et comment elle a vécu, d'abord à Lyon de 1941 à 1945, puis à Paris jusqu'en 1950. *Poésie 1* publie également une bibliographie de *Confluences* et de nombreux textes d'écrivains ayant participé à la revue, notamment Aragon, Paul Eluard, Pierre Emmanuel, Raymond Queneau, Robert Desnos, Henri Michaux, Francis Ponge.

## Du nouveau sur Mélanie Klein

A l'occasion d'un numéro consacré à *l'Archaïque*, *la Nouvelle Revue de psychanalyse* (Éd. Gallimard, 343 p., 83 F) se devait de saluer le centenaire de la naissance de Mélanie Klein, décédée à Londres, comme Freud, d'un cancer le 22 septembre 1960. Une remarquable étude de Didier Anzieu sur le thème : « Comment devient-on Mélanie Klein ? », lui rend un bel hommage. A l'aide de données biographiques encore peu connues, Anzieu retrace le cheminement qui conduisit, à l'approche de la quarantaine, Mélanie Klein à entreprendre une analyse avec Sandor Ferenczi.

Avec une perspicacité rare, qui lui permet de ne s'embarrasser d'aucun jargon, Didier Anzieu montre, à partir du « cas Klein », comment toute grande œuvre est la réappropriation de *ce qui s'est trouvé exilé aux marges de la vie et du psychisme.*

Toutefois, la véritable nouveauté en ce qui concerne Mélanie Klein, on ne la trouvera pas dans *la Nouvelle Revue de psychanalyse*, mais dans *Confrontation* (automne 1982, 188 p., 80 F. Éd. Audier), qui publie une enquête passionnante et totalement inédite de Barbro Sylwan sur les relations de Mélanie avec son frère aîné, Emmanuel Reizes, ainsi qu'avec le célèbre critique danois Georg Brandès. L'admiration éperdue que portait Mélanie à Emmanuel, qui mourut à vingt-cinq ans, la conduisit à publier les fragments et les aphorismes de ce dernier avec une préface qu'elle arracha à Georg Brandès.

Admiration qui, à la lecture des textes, semble parfaitement jusitifée. *« Les quelques sensations auxquelles il est possible de donner une forme et qui s'inscrivent entre le meurtre crapuleux et le martyre, on les a déjà admirées en soi-même jusqu'à satiété »*, écrivait-il avant de mourir. Faudra-t-il inclure Emmanuel Reizes dans le panthéon des gloires viennoises ? — R. J.

## Une anthologie de la seconde chance

De retour à Paris après quinze ans passés aux Etats-Unis, Maurice Girodias, qui lança tant d'œuvres fameuses aussi bien en France qu'en Amérique (*Lolita*, de Nabokov, *Zorba*, de Kazantzakis, *le Livre noir*, de Durrell, et des ouvrages de Henry Miller, Beckett, Burroughs), veut donner une « seconde chance » à ceux qui ne se sont jamais résignés à leur échec littéraire. Il se propose de publier le premier chapitre — et seulement celui-là — d'un roman inédit dans une anthologie qui réunira une trentaine de textes sélectionnés, d'auteurs connus ou inconnus. Cette *Anthologie du premier chapitre* donnerait l'espoir à des auteurs *« de voir l'œuvre entière enfin découverte, et lancée comme elle le mérite »* après avoir été, on le devine, refusée par un éditeur. Chaque auteur dont le premier chapitre aura été sélectionné pour paraître dans l'anthologie « sera invité à signer un contrat d'édition ». (Envois et correspondance contre enveloppe affranchie, y compris pour le retour éventuel du manuscrit, à Maurice Girodias, B.P. 258, 75264 Paris Cedex 06).

## Quatre mille lettres d'Émile Zola

La *Correspondance* d'Émile Zola, qui s'étend de 1858 à 1902, est publiée en dix volumes aux Presses de l'Université de Montréal et aux éditions du C.N.R.S. (15, quai Anatole-France, 75007, Paris). Le troisième volume (1877 - 1880 : du triomphe de *l'Assommoir* à la mort de Flaubert) vient de paraître, annoté par Alain Pagès et Albert Salvan. Deux équipes de spécialistes se sont associées pour mener à bien cette entreprise : l'une, à l'université de Toronto, dirigée par Bard Bakker, l'autre, au C.N.R.S., dirigée par Colette Becker et Henri Mitterand. L'ensemble des textes, avec les introductions historiques et biographiques, les notes, les chronologies, les index biographiques et les index de presse, fournira une information encyclopédique sur la société littéraire des quarante dernières années du dix-neuvième siècle.

## Prix libre

Un nouveau prix littéraire vient d'être créé. Il s'intitule le Prix libre et il a pour particularité de récompenser une œuvre de fiction publiée par un éditeur autre que Gallimard, Grasset, Le Seuil (ces trois maisons étant censées monopoliser à leur profit la plupart des grands prix de fin d'année).

Au nombre de neuf, les jurés, qui n'exercent aucune fonction officielle ou occulte dans l'édition littéraire, seront renouvelés par tiers tous les trois ans, afin de ne pas créer de rente de situation. Ils s'engagent à ne pas voter lors des deux premiers tours de scrutin pour un auteur de la maison d'édition dans laquelle eux-mêmes sont éventuellement édités.

Réuni au restaurant Lapérouse pour une première sélection, le jury, composé de Régine Deforges, Claire Gallois, Anne Pons, Claude Pujade-Renaud, François Gonnet, Paul Morelle, Louis Porcher, Gilles Pudlowski, Daniel Zimmermann, a retenu les livres suivants : *le Château des tortues*, de Simone Balazard (Flammarion) ; *la Danse du loup*, de Serge Bramly (Belfond) ; *Ebauche d'un autoportrait*, de Louis Calaferte (Denoël) ; *le Roman de Sophie Trébuchet*, de Geneviève Dormann (Albin Michel) ; *Un amour de soi*, de Serge Doubrovsky (Hachette) ; *le Lapin de lune*, d'Alain Gerber (Robert Laffont) ; *Belle Lurette*, de Jacques Perret (Julliard) ; *le Bonheur à Souillac*, de Denis Tillinac (Robert Laffont) ; *l'Ascenseur*, de Bernard Waller (Mercure de France).

Une seconde sélection, début mars, retiendra un maximum de cinq titres. Le prix sera décerné pendant le prochain Salon du livre.

## Berlin autrement

La revue *Autrement* consacre son dernier numéro à *« Berlin : le ciel partagé »* avec une série d'articles presque essentiellement consacrés à la partie Ouest du « partage ». Au sommaire, les chapitres suivants : « Une ville, un mur » ; « La mémoire de l'Europe » ; « Comment peut-on être Berlinois ? » ; « Entre Karajan et la Schaubühne » ; « La capitale de la « deuxième culture » ; ainsi qu'un « Pense-bête à l'usage du touriste français » qui complète ce fort intéressant recueil. En couverture, un dessin de Bilal.

Si vous voulez connaître ce qui reste de Berlin, cinquante ans après *Berlin Alexanderplatz*, l'Office franco-allemand organise, pour toutes les « classes d'allemand » et « d'histoire et géographie » du primaire et du secondaire, un concours qui récompensera les 12 meilleurs panneaux réalisés par les élèves et offrira 12 voyages à Berlin à des classes entières. Un autre concours récompensera les 10 meilleures vitrines de libraires. — N. Z.

(Envoi des photos avant le 31 mars à *Autrement*, 4, rue d'Enghien, 75010-Paris.)

# vient de paraître

### Romans

FRÉDÉRIC VITOUX : *Fin de saison au Palazzo Pedrotti*. — Dans une demeure fantastique, en Lombardie, veille le comte Giuseppe Pedrotti auprès de son fantôme préféré, une cantatrice qui vécut au siècle dernier. Deux femmes de *chair se joignent à l'étrange duo...* Par l'auteur de *Yedda jusqu'à la fin* (Seuil, 186 p., 59 F).

FRANÇOIS CÉRÉSA : *le Cimetière des grands enfants*. — Un jeune homme qui veut donner un sens à sa vie se heurte au monde de l'indifférence, de la médiocrité et de la dérision. C'est aussi la peinture d'une génération désenchantée (J.-C. Lattès, 252 p., 68 F).

### Récits

GURDJIEFF : *Récits de Belzébuth à son petit-fils*. — A partir de récits mythiques, l'auteur, mort en 1949, veut faire partager son désir de comprendre le sens réel de la vie humaine (Rocher, 510 p. et 682 p., 160 F les deux volumes).

### Critique littéraire

DOMINIQUE AUTIÉ : *Approches de Roger Caillois*. — Une introduction à l'œuvre de l'auteur du *Fleuve Alphée*, mêlée de souvenirs personnels (Privat, 164 p., 59,50 F).

### Essais

ROBERT FOSSAERT : *la Société. Tome 6, les structures idéologiques*. — Sixième volume d'un vaste essai sur la société, qui en comprendra huit. Cette fois, l'auteur analyse l'appareil et le réseau qui font circuler l'idéologie dans la société (Seuil, 620 p., 220 F).

EDGAR MORIN : *De la nature de l'U.R.S.S.* — L'auteur veut *« éclairer la nature totalitaire de l'U.R.S.S. »* pour mieux analyser la nature de l'impérialisme soviétique (Fayard, 275 p., 59 F).

CHRISTIAN DELACAMPAGNE : *l'Invention du racisme*. — L'auteur met en lumière les textes racistes de l'Antiquité et du Moyen Age qui pourraient bien être à l'origine du racisme occidental contemporain (Fayard, 354 p., 89 F).

MARC PAILLET : *les Hommes de pouvoir ou les nouveaux féodaux*. — Quelques milliers d'administrateurs et de fonctionnaires de haut rang, P.-D. G. et grands directeurs, déploient sur la France un pouvoir redoutable, estime l'auteur. Jusqu'où cette oligarchie peut-elle défier le gouvernement de gauche ? (Denoël, 202 p., 68 F).

SARAH KOFMAN : *Un métier impossible*. — Un commentaire subtilement ironique du célèbre texte de Freud : *Constructions en analyse* (1937) qui est une apologie du métier d'analyste. (Éd. Galilée. 144 p. 66 F.) Du même auteur : *Comment s'en sortir ?* (Éd. Galilée. 112 p., 54 F).

### Philosophie

ERYCK DE RUBERCY et DOMINIQUE LE BUHAN : *Douze questions posées à Jean Beaufret à propos de Martin Heidegger*. — Reprise en volume d'un entretien « écrit » entre deux philosophes et le grand heideggerien français récemment disparu. Le texte était paru dans la revue *les Lettres nouvelles* en 1974. Il est ici enrichi de lettres de Heidegger et de René Char, ainsi que d'une préface des « questionneurs » (Aubier, « Philosophie de l'esprit », 90 pages, 39 F).

PAUL RICŒUR : *Temps et Récit (tome I)*. — Première partie d'une réflexion qui annonce une nouvelle poétique du récit comme pensée du temps : le temps humain est un temps raconté, telle est la thèse maîtresse de l'ouvrage (Le Seuil, collection « l'Ordre philosophique », 320 pages, 89 F).

BENEDETTO CROCE : *la Philosophie comme histoire de la liberté*. — Une série de textes, dont la plupart sont inédits en France, choisis et présentés par Sergio Romano. B. Croce, considéré comme le philosophe de la liberté dans l'histoire, contribua à la formation intellectuelle de Gramsci (Seuil, 288 p., 85 F).

# en bref

• Le PRIX DE LA FONDATION DU JUDAISME FRANÇAIS, d'un montant de 100 000 F, vient d'être décerné au caricaturiste Tim. La remise officielle du prix aura lieu le 20 avril à Paris.

• RÉCIT DES TEMPS PERDUS (Seuil), du Grec Aris Fakinos, a été le choix de janvier du jury du Prix du meilleur livre étranger. Le Prix sera désormais attribué le 21 mars.

• CENT DESSINS DE PIERRE LOTI sont exposés jusqu'au 13 février, au Musée de la marine, sis dans l'enceinte du Palais de Chaillot. Bonne occasion de rappeler l'existence d'une *Revue Pierre Loti*, dont le douzième numéro vient de paraître, rassemblant diverses préfaces d'un auteur qui en était chiche. (Quatre publications par an. Abonnement annuel : 60 F, 16, avenue Camille-Pelletan, 17300 Rochefort, C.C.P. 361683 C Bordeaux).

# colloque

## Stendhal et le pouvoir

« STENDHAL : l'écrivain, le pouvoir et la société » : ce fut le thème du colloque international, organisé par Philippe Berthier et Gérald Raunaud, qui vient de se dérouler à Grenoble en l'honneur du bicentenaire de la naissance de Stendhal. A côté de la cohorte des stendhaliens, tous fort redevables à V. Del Litto, leur « pape » qui a fait don de sa propre bibliothèque à la bibliothèque municipale de Grenoble, où se trouvent la plupart des manuscrits de Stendhal, on pouvait aussi entendre d'intéressantes études du rapport au pouvoir chez Mme de Staël, Nodier, Lamartine, Chateaubriand, Balzac.

La première difficulté dans ce colloque était de cerner le sens même du mot « pouvoir ». Le pouvoir institutionnel, politique, celui avec qui Stendhal eut à faire ? Certes, et bien des communications apportèrent du neuf sur l'histoire des rapports de l'homme Beyle avec son époque. Mais le sujet est plus ample : on analysa aussi la représentation des pouvoirs dans l'œuvre et comment cette représentation suscite et implique à la fois une certaine dynamique du récit. Il n'y a pas lieu de séparer l'esthétique et le politique.

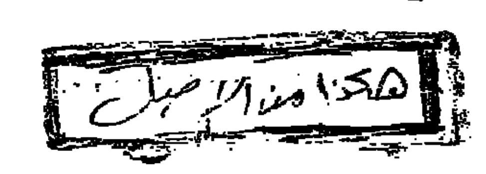
C'est à Grenoble, sa ville natale, que Stendhal avait éprouvé les premiers sentiments de révolte contre le pouvoir paternel et contre tout pouvoir ; dans *la Vie de Henry Brulard*, il montre combien s'établit une continuité entre l'enfant qui se réjouit de la mort de Louis XVI (parce que sa famille est ultra) et l'homme mûr exaspéré par Louis-Philippe, le plus « fripon » des rois. Et pourtant il y eut chez Stendhal une fascination du pouvoir ; dans son journal, il appelle Napoléon *« le plus grand des hommes »* (même s'il lui est arrivé par la suite de modérer cet enthousiasme). Il se fût trouvé fort content d'être colonel ou préfet. Mais le mirage napoléonien s'effondre. Le consulat de Civitavecchia est bien décevant pour qui a rêvé d'autre chose.

Dégoûté des bourgeois — ceux de son enfance ; ceux, triomphants, épanouis de 1830, — celui qui s'appelle dans son Journal, avec quelque ironie d'ailleurs, « Machiavel B. » est, comme Machiavel, un exilé du pouvoir que son exil même a contraint d'écrire. Mais combien il est plus intéressant d'écrire *Lucien Leuwen* que d'être préfet, de raconter Parme que d'y être le Prince ! Est-ce à dire que l'œuvre est une fuite vers l'imaginaire ? Ce serait oublier précisément le pouvoir de l'écrit. Ce pouvoir sur ses lecteurs ou ses lectrices, Stendhal ne pensait pas l'exercer tout de suite, mais cinquante ou cent ans plus tard. Dans *la Vie de Henry Brulard*, il avance, avec une curieuse préscience des dates : 1880, 1935. *L'événement lui donna raison au-delà de ce qu'il espérait.*

BÉATRICE DIDIER.

• *Grenoble et le Dauphiné*, on le sait, ont voulu donner un éclat tout particulier à la célébration du bicentenaire de Stendhal. A cette occasion, le département de l'Isère mobilise pendant un an toutes ses *« énergies culturelles »*. Le rachat en 1975 de l'appartement du docteur Henri Gagnon, grand-père d'Henri Beyle, s'inscrit dans cette perspective. Situé au centre de la ville, cet appartement, où l'écrivain vécut pendant plusieurs années, est pour les Grenoblois le témoignage le plus concret de sa présence dans la cité dauphinoise. L'appartement, aujourd'hui complètement restauré, présente pendant deux mois une exposition sur la vie et l'œuvre de Stendhal. De son côté, le musée Stendhal accueille portraits et manuscrits de l'écrivain, tout en resituant l'homme et son œuvre dans les milieux qu'il connut. — C. F.

• « LUCIEN LEUWEN, LE PLUS MÉCONNU DES ROMANS DE STENDHAL », sera le thème du colloque annuel de la Société d'études romantiques, les 12 et 13 février 1983, à Paris. La première journée se déroulera à l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne sous la présidence de P. G. Castex ; la seconde aura lieu à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm (salle Dussane) sous la présidence de K. G. Mac Watters, de Liverpool. Les actes du colloque seront publiés par le SEDES-CDU, 88, boulevard Saint-Germain, Paris-5e.



## histoire littéraire

### SUR LES TRACES DE PIERRE JEAN JOUVE

## Les tourments de *la Scène capitale*

UNE étrange et fulgurante période de notre littérature. 1932 : Pierre Jean Jouve publie *Histoires sanglantes.* 1935 : voici *la Scène capitale,* titre définitif des deux ouvrages ensuite mis bout à bout, et aujourd'hui réédités. Il y aura eu, entre-temps, les *Moments d'une psychanalyse,* écrits avec sa femme Blanche (NRF, 1er mars 1933), et *Sueur de sang* avec sa fameuse préface : *« Inconscient, spiritualité et catastrophe ».* Jouve a lu *Wozzeck* de Büchner – qu'il retrouvera avec Alban Berg. Le Mozart de *Don Juan* commence à le hanter. La représentation des *Cenci* d'Artaud le fascine – dont Balthus, un des illustrateurs de l'écrivain, a construit le décor.

Jouve atteint les sommets en plongeant dans les profondeurs ; il erre dans de moites couloirs pour parvenir, en leur noire issue, à une jouissance aussi totale qu'ambiguë dans le triangle sanglant de l'éros, de la mort et de la faute. Après Baudelaire, Lautréamont, Rimbaud et Mallarmé, Freud est passé par là, cependant que les temps d'apocalypse surgissent dans cette Europe des années 1930.

*La Scène capitale,* c'est tout cela, en un chef-d'œuvre. Et pourtant, quoi de plus chaotique que ce livre-là ! Une nouvelle, *la Fiancée* (inspirée de Wozzeck, suivie de neuf rêves, eux-mêmes suivis de deux récits, *la Victime* et *Dans les années profondes,* dont Joë Bousquet dira avec justesse qu'ils *« ne sont en rien de la matière romanesque »,* mais *« le même drame envisagé, d'abord sous l'angle de la chute, ensuite sous l'angle du salut » (Cahiers du Sud,* avril 1936).

### « Je partis sans avoir visité la tombe »

Cet ultime roman de Jouve n'en est pas un, même s'il clôt l'œuvre de fiction non poétique de l'auteur. C'est la tentative de description de grouillements intérieurs, de phénomènes basculant de la raison à la déraison, de la veille au sommeil, du somnambulisme à l'acte conscient et violent. Ces histoires de meurtres et d'amours, où les images sexuelles pullulent, où, à la description érotique d'une chevelure, succède celle de paysages réels mais aussi consubstantiels aux profondeurs du psychisme, nous bouleversent aujourd'hui autant, sinon plus, que lors de leur découverte.

Il y avait eu, avant, *Paulina 1880, le Monde désert, Aventure de Catherine Crachat.* Et voici que, dans une scène capitale, Jouve expulse ce qu'il portait depuis environ dix ans.

Il met un terme à la période « romanesque » dans un sanglant tourment qui purge toute une phase de sa vie, un sanglant tournant où se mêlent ses rêves, ses angoisses, ses rencontres avec telle ou telle femme ou... tel prêtre fardé. En des scènes tendues comme *« un campanile blanc, érigé »,* où *« l'érection du monde »* dévoile une chevelure pleine d'odeurs, il conquiert, à dix-sept ans (âge mythique dans l'ouvrage), Hélène, la matrice-nourrice-amante de quarante-trois ans, qui, aussitôt que pénétrée, hurle de plaisir et meurt. Il se libère – personnellement et littérairement – dans un même combat. *« Je partis sans avoir visité la tombe »* : ultimes paroles du romancier : *« Son œuvre romanesque ayant rempli sa fonction libératrice et perdu sa raison d'être, Jouve l'abandonnera définitivement ».*

Il y aura, plus tard, outre les écrits de Résistance, les proses autobiographiques, les réflexions sur la musique et la peinture, l'immense création poétique où Hélène et d'autres – de la Vierge aux putains – apparaîtront, où l'*« intérieur »* et l'*« extérieur »* ne feront qu'un (les cimes et les ravins), où le Christ côtoiera les seins et les cuisses de Lulu – dans *« ce labyrinthe où les buissons vivants / Ont écorché l'esprit en ruisselets de sang ».* Mais il aura fallu une certaine scène capitale pour que se produise cette érection du poète – dont l'œuvre *ouverte* chemine sourdement, taupe de notre histoire.

JACQUES DECORNOY.

* LA SCÈNE CAPITALE, de Pierre Jean Jouve, Gallimard (Collection « L'imaginaire »). Préface de Jean Starobinski, 27 F.

* LES ROMANS DE PIERRE JEAN JOUVE, LE ROMANCIER EN SON MIROIR, de Simonne Sauzenbach (Vrin, 1972).

Portrait gravé de Jouve par Frans Masereel, publié en 1924 en frontispice de *Prière* (Stock).

## L'apocalypse au milieu du cœur

SUR Jouve, tout n'a pas été écrit, même si, pour l'œuvre « reconnue » du poète, la lecture ne peut s'affranchir (notamment) des textes de Starobinski, Emmanuel, Bonnefoy, Micha. Oublions les livres et articles d'avant 1914. Mais non, en ce temps de débats sur le pacifisme – signe prophétique (c'est-à-dire révélateur) d'apocalypse, – les poèmes et proses de la guerre et de son après immédiat.

L'entre-deux-guerres... Il faudra bien se résoudre à braver les interdits pour parler un jour de la guerre dans l'œuvre de Jouve. Et donc lire (nous n'osons dire : re-lire) ce qui a trait à la grande prise de sang de 1914.

Si rien de ce qui précède la rupture des années 20 n'a été réimprimé – sur son ordre, – tout se retrouve, en fouillant bien. Et que de fulgurances ! Il n'est pas question, en quelques lignes, semblables à la première approche archéologique d'un site oublié (*interdit, plutôt*), de reconstituer ce microcosme où se rencontraient Jouve, Romain Rolland, Masereel, des exilés russes marxistes ou tolstoïens, des adeptes de Tagore et tant d'autres. Du site si riche, exhumons seulement quelques fragments de poteries ou de statues, au hasard des pages tournées.

Ne les tournons pas trop vite, ces pages, pourtant ! *Vous êtes des hommes* (1915) est dédié *« aux frères ennemis »* (1). Frères... J'ai sous les yeux l'exemplaire du *Poème contre le grand crime* (2), qui fut celui de Lounartcharsky, le futur commissaire à la culture de Lénine : *« Hommage fraternel »,* a écrit Jouve en remettant le livre au bolchevique. Cette guerre, il l'a vomie, au nom d'une non-violence internationaliste que n'emprisonnait aucun dogme mais que guidait une morale : des œuvres reniées aux œuvres reconnues, elle ne cessera de le distinguer des clercs de la trahison et des clowns du verbe. Et Jouve de hurler :

### « Il n'y a pas de victoire »

*« (...) le défaitisme, la conception de la défaite d'une patrie au bénéfice des autres, est aussi abominable pour l'internationaliste que la victoire de cette patrie dans le sang des autres. Et la guerre sans victoire, la guerre d'usure, si même elle peut apparaître comme le moindre mal politique, est pour lui non moins monstrueuse (3) ».*

*« Frères »... « Fraternel ».* Ces mots reviennent sans cesse, que Jouve lance sans naïveté, lui qui connaît les ressorts économiques, impérialistes profonds des conflits. *« Souvenez-vous, combien fraternelle était la vérité » (Vous êtes des hommes).* Et voici un court extrait du superbe *Pour l'Europe :*

*J'accuse la pléthore à son plus*
*[haut degré.*
*L'envie, la corruption, l'achat*
*[dans leur gloire.*
*J'accuse la possession et le pos-*
*[sédé.*
*J'accuse de tous côtés ceux que la*
*[richesse a vaincus.*

Ouvrons un autre livre, *Heures, livre de la nuit* (4), dont un bois de Masereel donne le ton : un homme pleure sur fond de ville industrielle enfumée et comme chahutée par un séisme. Et Jouve, dès les premiers vers (notons la date : 1919 !) :

*Il n'y a pas de victoire,*
*Il n'y a que double défaite,*
*Le meurtre au milieu du cœur,*
*Les chairs au fond de la terre.*

Et, plus loin :

*Les drapeaux à cent sous*
*Feront claquer dans l'ombre*
*Sur les chaudes putains*
*La poussière des morts.*

Les titres ne doivent pas trop faire illusion. Si, au *Livre de la nuit,* succède *le Livre de la grâce* (5), si Jouve va retourner en Toscane pour affiner les futures couleurs de *Paulina,* il n'a pas oublié les charniers de 1914-1918 :

*Malheur au peuple qui sort des*
*[fosses*
*Où l'on passe la charrue*
*Sur les quinze cent mille*
*[morts (...).*
*Malheur au peuple de victoire.*
*Sa gueule comme un canon,*
*Quand il offre à ses dieux*
*A sa République ventrue,*
*Le triomphe de l'idéal*
*Et la possession de la terre.*

### La Résistance

Jouve dit son mépris des amateurs de drapeaux, des amasseurs de fric du

*Citoyen qui brailla la gloire*
*A la terrasse d'un café.*

Et déjà, il annonce le totalitarisme et les révolutions trahies :

*Et malheur au peuple des prisons*
*[pleines,*
*Des poteaux chargés de fusillés,*
*Et des traîtres qu'on va chercher*
*[dans l'alcôve.*
*Et des rues pleines d'oreilles qui*
*[épient.*

Jouve, qui a préfacé une édition des discours de Danton (6), aimait ce mot du révolutionnaire : *« Une nation se sauve, elle ne se venge pas. »* Le poète, dès 1920, vitupérait la

*Foule qui brûle la pensée,*
*Un quart d'heure avant sa mort,*
*Pour forcer la justice.*

Cri, vitupération, mais non haine :

*Je ne hais ni l'aveugle, ni le fou,*
*[ni même le criminel gouvernant.*
*Je ne hais plus le meurtrier, – je*
*[le souffre ;*
*Je n'entends pas qu'un seul homme, aussi bas que vous voudrez, fût privé d'une certaine part de ma*
*[vie* (7).

Oui, il faudra un jour lire ces écrits. Après la crise spirituelle de 1924-1925, ces thèmes réapparaîtront, enrichis encore, transfigurés parfois. Sans l'horreur de la première guerre, Jouve eût-il perçu si rapidement la montée de l'apocalypse de 1940 ? Certes, il approfondit ensuite sa connaissance *« de milliers de mondes à l'intérieur du monde de l'homme »,* et cette descente dans les profondeurs lui faisait écrire, dès mars 1933 :

*« Aujourd'hui, les instruments de la Destruction nous encombrent ; les iniquités pourrissantes des nations font de l'Europe « la grande prostituée... assise sur une bête écarlate couverte de noms de blasphème, ayant sept têtes et dix cornes* (8) *».*

Les textes suivants sont nombreux, dans lesquels Jouve annonce la catastrophe. On ne mentionnera pas sans un serrement de cœur ce *Dernier Concert de la paix* (N.R.F., 1er décembre 1939) : Jouve entend Toscanini diriger Mozart à Lucerne parce que Salzbourg est désormais aux mains de Hitler et de Furtwaengler *« son fourrier artistique ».* Toscanini dont Jouve saluait la *« résistance ».* Déjà !

J. D.

(1) *Vous êtes des hommes,* 1915, N.R.F.

(2) *Poème contre le grand crime,* 1916. Edition de la revue *Demain,* Genève.

(3) *Le Défaitisme contre l'homme libre.* Edition d'Action sociale. La Chaux-de-Fonds 1918. Texte notamment repris en partie dans *Romain Rolland 1914-1919,* Ollendorf, 1920.

(4) *Heures, livre de la nuit,* éditions du Sablier, Genève, 1919. Frontispice de Frans Masereel.

(5) *Heures, livre de la grâce,* imprimerie Kundig ; Genève, 1920. Frontispice de Masereel.

(6) Danton, *Discours.* Textes choisis par Pierre Jean Jouve et Frédéric Ditisheim, Egloff. 1944, Genève.

(7) *Poème contre le grand crime.*

(8) Préface à *Sueur de sang.* Editions des cahiers libres, 1933.

### Naissance d'une bibliothèque jouvienne

*Une bibliothèque jouvienne est en train de naître, grâce aux Éditions Lettres modernes (librairie Minard, 73, rue du Cardinal-Lemoine, 75005, Paris).*

La *Revue des lettres modernes* a publié en 1982 le premier numéro (70 F) d'une série dirigée par Daniel Leuwers. Cette livraison étudie Jouve romancier. On découvre qu'une trentaine de Mémoires et de thèses ont été, ces dernières années, consacrés en France à l'œuvre de l'écrivain ; d'autres sont en préparation. Le numéro 2 de la série sera intitulé : Jouve, poète de la rupture.

Parallèlement à la *revue,* une « Bibliothèque Pierre Jean Jouve » va naître, aux mêmes éditions. Le premier ouvrage sera de Kurt Schärer : *Thématique et poétique du mal dans l'œuvre de P.J. Jouve.*

On ne peut, dans ces conditions, que souhaiter avec Daniel Leuwers, la prochaine « Constitution d'un véritable groupe *d'études jouviennes* », à laquelle devraient être associés des chercheurs étrangers.

**romans**

# Dans les lointains de la mémoire

***● Emile Copfermann retrace le destin du Bund, mouvement socialiste juif.***

PEU nombreux sont ceux qui se souviennent du Bund et de son originalité. A la fin du siècle dernier, aux limites occidentales de l'empire des tsars, vivait une population juive importante. Le développement de l'industrie accélère la prolétarisation d'une grande partie de cette communauté, tiraillée entre la tradition religieuse et la revendication sociale C'est ainsi qu'en 1897 quelques travailleurs manuels et intellectuels de Varsovie, de Vilno, de Bialystock et de Pinsk se réunissent et décident de créer une organisation militante juive, « Des Algemeiner Yidishar Arbetbund in Rusland un Poiln », l'Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne, plus connue sous le nom de Bund. D'inspiration socialiste, cette organisation refusait aussi bien l'assimilation que le retour à la terre promise.

Ses adhérents souhaitaient lutter avec leurs camarades russes et polonais contre l'absolutisme, contre l'exploitation dont ils étaient tous l'objet, mais en respectant la spécificité culturelle des juifs, leur langue — le yiddish, — leurs coutumes et leur religion. Trotsky et Zinoviev s'opposèrent, au nom de l'internationalisme, à ce qu'une organisation ouvrière regroupât uniquement des juifs. D'autre part, les sionistes combattaient le Bund pour des raisons inverses, car, disaient-ils, on ne peut pas refuser à un peuple une terre, une patrie.

## Le miroir brisé

Laissons aux historiens le soin de suivre les mésaventures du Bund, depuis l'échec du soulèvement de 1905 jusqu'à la dégénérescence de la révolution de 1917, depuis le premier conflit mondial jusqu'aux pambres à gaz de Hitler, à la naissance d'Israël, à la guerre froide, au goulag. C'est un effacement progressif duquel ne demeure plus que la nostalgie, le regret d'un inachèvement. Cette nostalgie, ce regret, sont bien rendus dans le roman d'Émile Copfermann.

Ce récit, par sa qualité littéraire, nous entraîne au-delà du « témoignage-document ». Deux personnages, en apparence différents, mais liés par les racines d'une mémoire partagée, se rencontrent. Ils se nomment tous les deux Emile, ils sont juifs tous les deux, ils vivent tous les deux à Paris, aujourd'hui. Le premier, Emile Finkelstein, a réussi « dans les affaires », le second dans le théâtre, le journalisme, la radio. Emile Finkelstein, l'aîné venu de Pologne, s'interroge sur son passé afin d'éclaircir son présent et son avenir. Il demande à l'autre Emile, écrivain aux origines moldaves, d'entreprendre une enquête sur le Bund, sur sa montée et sur son déclin.

Les descendants de ceux qui avaient créé le Bund à la fin du siècle dernier sont venus au monde vers la fin des années 20 quand la grande crise ébranlait notre civilisation. Ils grandissent en France ou ailleurs, bercés par le bruit des bottes annonciateur du fascisme, alors que déjà leurs aînés ont quitté en catastrophe la Pologne des pogroms, la Roumanie incertaine, la Russie des persécutions. L'adolescence de ces gosses est rythmée par des fuites encore plus éperdues, d'abri provisoire en havre précaire, pour échapper au sort qui les attend derrière les barbelés des camps de concentration. Ensuite, rescapés, ils vivent les années de guerre froide, essayent de « s'installer », et, profitant de l'expansion économique, ils accèdent enfin au confort, mais ils évitent de « s'embourgeoiser » pour autant.

L'enquête sur le Bund est ainsi devenue un roman passionnant, où les images des forêts polonaises et des charmantes petites villes moldaves se superposent, en transparence, sur celles de la Drôme, du Midi, de Paris-la-Grisaille. Le texte d'Emile Copfermann ressemble à un miroir brisé et reconstitué : l'auteur, dans ses patries buissonnières, joue admirablement avec le temps, les espaces et les personnages.

EDGAR REICHMANN.

★ **LES PATRIES BUISSONNIÈRES, d'Emile Copfermann, « L'âge d'homme », 240 pages, 65 F.**

# Paul Gadenne, le visiteur

*(Suite de la page 13.)*

POUR aborder cet éternel visiteur toujours entre deux logements et deux sentiments, je conseillerais *l'Invitation chez les Stirl*, que Gallimard publia en 1955 et qu'il fait entrer aujourd'hui dans « Folio ».

Comme dans *la Plage de Scheveningen*, il s'agit de retrouvailles *ambiguës. Le héros, le peintre Olivier, a connu naguère* Allan Stirl, architecte oisif, et sa femme Ethel. Il leur rend visite dans leur trop grande villa du Pays basque. Les Stirl forment un de ces couples glacés à la britannique qui laissent entre eux, sans penser à mal, on ne sait quelle place vacante, quelque part entre l'enfant qu'ils n'ont pas eu, la maîtresse ou l'amant qu'ils n'auront plus, et leurs chiens. Olivier est une proie facile pour ces cannibales dignes et doux, tant il veut croire en la bienveillance du monde et rêve d'une « bonne hôtesse. ».

Ethel serait plutôt du genre féroce, on le devine à ses yeux bleu acier, à son don pour fomenter de la crise. Une fois veuve, elle accentue la sécheresse impérieuse qui lui tient lieu de désir. Olivier s'irrite des rapports tendus qui s'ensuivent, mais il y trouve secrètement son compte. Affaibli par une pleurésie, il ne déteste pas sa situation d'otage de luxe, l'injustice et la protection qui s'y mêlent. Ethel, de son côté, exerce son pouvoir avec la désinvolture que donne la fortune, et une sorte de perfection inhumaine. Rien ne donne autant l'idée de perfection que la cruauté, et d'inhumanité que l'humiliation.

Gadenne excelle à suggérer ces attaches mal élucidées, ces échanges indécis. Il y met la même minutie vibrante qu'à décrire les arbres, le coupant des feuilles de palmiers affolées par le vent atlantique, la buée des choses, les arbres s'encadrant dans les *fenêtres comme les poumons sur une radiographie. Son sens du* détail qui cerne l'indicible rappelle James, Duras.

C'est aussi cela, et d'abord, le roman : donner vie à ce qui n'a pas de nom, à ce qui refuse d'en avoir, et ne se laisse approcher que par les périphrases de l'imaginaire.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ **De Paul Gadenne : L'INADVERTANCE, Le tout sur le tout, 2, rue Barrault, 75013 Paris, 149 p., 57 F ; SILOÉ, Seuil-« Points »/roman. 576 pp., 33 F ; LE VENT NOIR, Seuil, 444 p., 79 F. ; LA PLAGE DE SCHEVENINGEN, Gallimard-« L'imaginaire », 304 p., 29 F. ; L'INVITATION CHEZ LES STIRL, Gallimard-« Folio », 184 p., 16 F.**

# Philippe Sollers « libertin catholique »

*(Suite de la page 13.)*

Tantôt elle se nourrit des revendications actuelles du féminisme de pointe que diffuseraient des organisations secrètes aux initiales de fantaisie : la WOMAN (World Organisation for Men Annihilation), le FAM (Front d'autonomie matricielle), sections américaine et française de S.G.I.C. (Sodome Gomorrhe International Council).

Sollers dénonce-t-il un mal éternel ou l'apparition d'un fléau nouveau ? Il s'en tire par une pirouette : ce n'est pas le monde qui change de base, c'est la base qui change de monde. Les femmes n'ont jamais cessé de régner, la littérature en témoigne ; mais, depuis quelque vingt ans, elles ont décidé de prendre ouvertement le pouvoir, appuyées par les homosexuels et les penseurs de gauche. Aragon, Sartre, Marx lui-même n'ont-ils pas travaillé pour elles ? La biologie a parachevé leur victoire en leur remettant le contrôle de la reproduction. Et la guerre des sexes s'est déclarée.

## La danse devant l'abîme

Elle s'accompagne d'une autre guerre, de religion celle-ci, que cette fois suscite Sollers. Contre la grande déesse-mère dont notre temps assurerait le retour, il dresse le dieu-père du judéo-christianisme. Car c'est le père qu'il faut sauver de l'élimination qui le menace. Lui seul est capable de liberté. La mère, trop liée à la vie qu'elle donne, ne cherche qu'à la protéger, à lui conférer un sens, à nier la mort qui en est l'issue. Toutes les entraves viennent d'elle, toutes les intolérances, les crimes, les guerres, les tyrannies... On ne saurait opérer un plus total renversement des choses !

Sollers plante donc la mort au milieu de son paysage pour retrouver à partir d'elle le goût de l'aventure, du risque, de la fête et le prix de l'instant. C'est devant l'abîme ouvert et la perspective du néant auquel est promise l'espèce qu'il fait danser son libertin, pour qui rien n'a de sens, qui trouve son euphorie dans l'absurdité de tout et que, par un dernier excès, il pousse jusqu'à la libération *du mystique. Cette apologie* du libertinage nous propose une nouvelle morale nietzschéenne de la lucidité, de l'individu et de l'art, d'où la compassion n'est pas exclue.

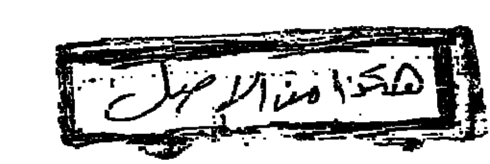
Un extraordinaire mouvement, celui qui tord et soulève les statues du Bernin, emporte *Femmes* dans sa forme comme dans son fond. Le livre tourbillonne, mêlant philosophie, psychanalyse, histoire, littérature, politique, religion, théologie, mythologies. Il saute brusquement d'un motif à l'autre, change de registre, passe du réalisme au symbolique, dans une surabondance verbale tantôt familière et tantôt grandiose. Et la phrase souvent elliptique, chargée d'interrogations, d'exclamations, d'adjurations, accélère ce mouvement.

Chronique de notre temps dont on s'amusera d'abord à relever les anathèmes, à déchiffrer les devinettes, *Femmes* nous transporte aussi à travers les siècles, dans les chefs-d'œuvre de la littérature, de la peinture, de la musique. L'auteur raconte des pages de la Bible, de *l'Odyssée*, il transpose *Madame Bovary* dans le monde moderne, célèbre Baudelaire, Melville, Sade, Faulkner, interprète Picasso *et ses Demoiselles d'Avignon*... Autant de témoins convoqués pour soutenir sa thèse, qui lui sert surtout à donner une architecture à ce grand manège tournoyant où retentit sur fond sombre un appel joyeux à la liberté.

JACQUELINE PIATIER.

★ **FEMMES, de Philippe Sollers. Gallimard, 576 pages, 90 F.**





histoire

# Les « rêveries » de Louis Blanc

● *Un centenaire trop dédaigné*

EN décembre dernier, il y eut cent ans juste que Louis Blanc disparaissait. On ne s'en est guère souvenu. Si je ne me trompe, un seul ouvrage, en 1982, a été consacré à ce socialiste d'autrefois ; celui, modeste, de Jean-Michel Humilière, aux Éditions ouvrières : une anthologie de cent vingt pages. C'est mince. Louis Blanc méritait mieux.

Ce nabot qui l'emporte même, en fait de taille brève, sur le champion du genre, le Chinois Deng Xiaoping (Deng, 1,54 mètre ; Louis Blanc, 1,51 mètre), ce presque nain qui ferait paraître hauts sur pattes un Chateaubriand ou un Péguy, avec leurs 162 et 161 centimètres, l'appellerons-nous, pour compenser, et au *sens moral*, un *grand homme* ? Difficile de le tenir pour aussi considérable, en son temps, dans l'ordre politique, que Lamartine ou Thiers ; mais il est beaucoup moins tortueux que Proudhon et plus net aussi, dans ses comportements, que Pierre Leroux. Écrivain, il n'a guère de style ; et s'il a une bonne voix pour un coffre d'aussi petit format, l'orateur, chez lui, volontiers onctueux, soulève mal l'enthousiasme. Mais avec ça, *une honnêteté* sans faille et une profonde fidélité à ce qu'il croit vrai.

A la différence des autres utopistes, Louis Blanc a été, un moment, directement « mêlé aux affaires », je veux dire associé au gouvernement. C'était en 1848, et on lui joua de très sales tours, notamment avec ces ateliers nationaux dont on le fit passer pour responsable, alors qu'il s'agissait d'une caricature, très exactement monstrueuse, de son socialisme. A aucun prix il ne fallait que ces ateliers d'État fussent productifs, car ils auraient fait une inadmissible concurrence à l'industrie privée, seule valable, et exclusive. Le 15 mai 1848, lors de l'invasion de l'Assemblée – opération, on le sait à présent, combinée par la police, – Louis Blanc est bouspillé, insulté, frappé et couvert de crachats par les députés « honnêtes gens » ; il en réchappe, *mais la droite ne renonce pas à lui* régler son compte et le condamne, en août, à la déportation. Il vivra en exil pendant tout le Second Empire, refusant, comme Hugo, la grâce impériale de 1859. *Le voici, en février* 1871, premier élu à Paris. S'il déplore et condamne la Commune, il se battra, dès septembre 1871, pour l'amnistie des communards et mettra neuf ans pour l'obtenir enfin.

Ses idées n'étaient pas négligeables. Il est l'auteur d'une *Histoire de la Révolution française* moins brillante, certes, que celle de Michelet, mais qui ne contient pas le stock d'erreurs massives qu'entassa son glorieux rival. Il publia, en 1840, une étude sur *l'Organisation du travail*, épouvante des conservateurs, et dont le thème central était, en somme, l'autogestion. On comprend son anticléricalisme décidé quand on sait ce que fut, au vrai, la fameuse loi Falloux qui plaçait l'enseignement tout entier, y compris l'Université, sous la coupe du clergé ; ce que réclamaient avant tout des prêtres les Falloux et les Montalembert étant qu'ils apprennent la résignation aux enfants des exploités. Louis Blanc écrivait avec justesse : « *Ce que veulent les cléricaux* » qui crient « *Liberté ! Liberté !* », c'est « *la liberté d'être les maîtres* ». Il a lutté pour l'abolition de la peine de mort, pour l'émancipation civile de la femme et contre ce qu'il nommait très bien son « *long asservissement* ».

Enfantillage de sa part, ou détermination passionnée d'un cœur simple, ce résumé, en quatre points, des fins de la société ? Le socialisme, disait-il, « *a pour but de réaliser parmi les hommes ces quatre maximes fondamentales : 1) Aimez-vous les uns les autres ; 2) Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas que l'on fît à vous-même ; 3) Le premier d'entre vous doit être le serviteur de tous les autres ; 4) Paix aux hommes de bonne volonté* ». Ce franc-maçon têtu, sincère et qui force l'estime, s'il n'aimait pas l'Église du *Syllabus*, prenait au sérieux l'Évangile.

Les marxistes disaient Louis Blanc « *dépassé* ». Ce que nous avons connu en 1968, Raymond Aron le définissait avec hauteur et mépris comme une résurgence des rêveries « *prémarxistes* » dont Louis Blanc fut le militant le plus résolu. Je ne suis pas sûr qu'il soit tellement inactuel aujourd'hui.

HENRI GUILLEMIN.

## « Dans le lit des rois »

QUAND les rois se marient, le « enfin seuls ! » n'est pas de mise. Nul ne doit ignorer les prouesses royales. C'est pourquoi, généralement, il y a du public au spectacle, et l'on plaint ces jeunes filles, des gamines parfois, d'être livrées, à peine sorties du nid, à des curiosités qui n'ont pas toutes pour ressort l'intérêt de l'Etat.

*On les plaint de mille autres manières, ces mariées qui arrivent du fin fond de l'horizon pour être fourrées dans le lit d'une brute – ou simplement d'un maladroit, – d'un vieillard, d'un blasé, d'un impuissant ou de toute autre espèce d'homme, qu'elles ne connaissaient pas la veille, dont elles ne parlent pas encore la langue, bref, pour subir une espèce de viol légal. Quelques-unes ont de la chance, tout de suite amoureuses de l'époux qu'on leur a assigné, telle la charmante Marguerite de Provence et son beau Louis IX, pas encore saint, mais très épris lui aussi.*

Ouvrant à tous les vents les alcôves princières, ce sont ces nuits, résignées, réticentes, enthousiastes, nuits de larmes ou nuits à la hussarde qu'a entrepris de raconter Juliette Benzoni. Aucune « révélation ». Ce n'est pas sur ce tableau qu'elle joue, mais sur le rassemblement, autour *d'un thème unique, d'histoires qu'elle conte à vive allure ; goguenarde,* elle fait sourire, et même rire. Pas de grand homme pour cette chambrière-là !

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ *DANS LE LIT DES ROIS, de Juliette Benzoni. Plon. 298 pages. 55 F.*

essais

# B.-H.L. sur les planches

(*Suite de la page 13.*)

*Par quelle curieuse combinaison la « sympathie » tourne-t-elle aussi facilement à l'outrage ? Le transcendant de Bernard-Henri Lévy s'explique mal sur son incohérence. D'ailleurs, voici qu'il s'envole vers d'autres affections.*

*Car il aime aussi la gauche. D'une tendresse exclusive mais farouche. Au printemps 1981, il éprouva donc* « une étrange impression de chantage, presque de terreur idéologique » *lorsqu'elle s'empara du pouvoir. Son regard d'aigle décela en effet qu'elle portait soumoisement sous ses oripeaux socialistes* « l'Etat le plus authentiquement REACTIONNAIRE que nous ayons connu depuis Vichy ». *Ne prenons pas à la légère ces mots que l'auteur* « ne puisse aussitôt et perpétuellement recommencer » !

*Si quelqu'un le prie d'avancer des preuves, il en produit à pleines pages. Par exemple, l'*« Incroyable profession de foi » *de ce 11 novembre où Pierre Mauroy* « entouré d'anciens combattants » *osa dire :* « Grâce aux soldats de la Grande Guerre, chacun d'entre nous comprend mieux ce qui nous unit en profondeur. » *Fin connaisseur des textes* – « tout, dans ma vie, comme dans mon œuvre, me semble témoigner d'un goût, d'un culte, d'une quasi-superstition de la Lettre en tant que telle », – *Bernard-Henri Lévy repère là l'immonde* « culte des morts pétainiste ». *Lui objectera-t-on qu'à Moscou les discours commémoratifs célèbrent aussi le courage militaire, sans aucune filiation vichyssoise, il renvoie péremptoirement à la nature elle aussi réactionnaire du* « fascisme brejnévien ».

*Cet acharnement à découvrir chez les individus, dans les institutions, une monstruosité secrète toujours contraire à l'apparence qu'ils montrent éclata pour la première fois dans la mémorable* Idéologie française *(1). En ce fameux tome IV de son œuvre, Bernard-Henri Lévy désignait déjà, derrière les forces conservatrices qu'il nomme emphatiquement* « la France noire », *les cornes, la barbiche, la queue et les pieds fourchus du* « Malin ». *Ce retour du diable dans le débat intellectuel frappa peu la critique, suffisamment stupéfaite par d'autres dévergondages. Piqué de son insuccès, notre philosophe ramène cette fois le démon au premier plan de ses analyses.*

### Les ruses du Malin

*Un congrès du parti communiste se réunit-il à Saint-Ouen ? Il l'identifie aussitôt à une* « grande messe noire ». *La brutalité de M. Begin menace-t-elle de disperser les Palestiniens comme naguère le peuple juif, il voit là* « une obscure ruse du Malin, du diable, ou comme l'on voudra de l'histoire ». *Cette leste identification de l'histoire à Satan par un gracieux* « comme on voudra » *laissera probablement rêveuse toute la* « vraie gauche » *qu'il prétend représenter. Qu'elle ne frémisse pas trop avec la suite. S'opposer à Jérusalem dans la guerre du Proche-Orient, cela s'appelle* « penser religieusement, c'est-à-dire, toujours sataniquement ».

*Soudain dressé aux portes de l'enfer, Bernard-Henri Lévy découvre* « à l'intérieur de la société, au cœur du lien social, un obscur foyer de nuit » *naturellement irréductible à la courte pensée laïcarde du P.S. Aussi suggère-t-il, dare-dare, de repenser l'homme* « dans l'ordre théologique ». *Joseph de Maistre et les principaux théoriciens légitimistes proposaient la même chose au début du XIXe siècle. Sans même s'en apercevoir, l'*Idéologie française *reprenait déjà les thèses de l'excellent Bonald sur la patrie et la territorialité. Puisque Bernard-Henri Lévy rejoint les traditionalistes, pères fondateurs de cette droite qu'il prétend détester, pourquoi diable – encore une ruse du Malin, c'est le cas de le dire ! – se prévaut-il de la* « vraie gauche », *maoïste et soixante-huitarde, contre le socialisme des ministères ?*

*Un nouveau philosophe ? Mais, non. Un danseur ! Toujours paradoxal, il exécute simplement son rigodon dans le costume de Torquemada. A juste titre, il déplore cependant la misère, l'immense dégradation des controverses spirituelles dans notre pays. Eh bien ! qu'il s'en réjouisse, car cette pauvreté le protège. Si par miracle de véritables batailles d'idées s'engageaient enfin devant le public, avec des arguments serrés, des références précises, des citations exactes, l'impossibilité de soutenir n'importe quoi, il ne pèserait pas lourd et n'en mènerait plus large.*

GILBERT COMTE.

(1) *L'Idéologie française* vient d'être réédité dans « Le Livre de poche ». 19 F.

★ **QUESTIONS DE PRINCIPES, de Bernard-Henri Lévy, Denoël-Gonthier, 444 pages. 38 F.**

## lettres étrangères

# Tchinghiz Aïtmatov à Paris

***• Un écrivain à la croisée des grands mouvements historiques***

Tchinghiz Aïtmatov est un des écrivains les plus célèbres de son pays. Et même au-delà. Hélas, s'il est venu trois ou quatre fois à Paris à l'occasion de colloques ou de congrès — cette fois-ci à la fois pour Expolangues et pour le colloque de France-U.R.S.S. sur la coopération franco-soviétique et pour quatre jours seulement, — Aïtmatov n'a eu le temps, jusque-là, ni de visiter la France, ni de se faire suffisamment connaître de ses lecteurs français. C'est trop dommage.

Il y a près d'un quart de siècle, grâce à Louis Aragon, nous l'avions découvert, premier écrivain kirghize traduit en français, avec *Djamilia* ; dans une très belle préface, qu'il avait intitulée *« La plus belle histoire d'amour du monde »*, Aragon nous faisait partager son émoi, son admiration : *« L'étrange réussite de* Djamilia, — écrivait-il — *c'est que tout ce que nous apprenons d'un pays inconnu, de la vie des hommes et des femmes encore étroitement liés aux traditions patriarcales des nomades, et déjà sans heurts passés à l'époque soviétique, à ses institutions, nous l'apprenons de l'intérieur, par des êtres à qui tout ceci est naturel, ne demande aucune explication, si bien que le récit y gagne cette extraordinaire aisance de développement, qui manque si fort aux littératures modernes, en mal de reportage, où tout semble écrit sur fiches à l'avance.* » Il concluait : *« Mon dieu, comme le monde est encore jeune et beau ! (...) Voilà que sur la rivière Kourkouréou, entre la Chine et le Tadjikistan, un garçon qui eût fait, il y a trente ans, un Djiguite comme un autre, tourne les yeux vers nous et parle, et l'on n'a plus envie que de se taire et l'écouter. » (1959.)*

### Cinq millions d'exemplaires

D'autres récits, tous empreints de la même beauté ont paru depuis : *le Premier Maître, Adieu Goulsary, le Champ maternel, Il fut un blanc navire..., Souris bleue donne-moi de l'eau* (1). A peu près tous ont été portés à l'écran, tel *le Premier Maître*, par André Mikhalkov-Kontchalovski ou *le Bateau blanc*, par le Kirghize Bolot Chamchaiev (meilleur film soviétique 1976), poétique et tragique histoire d'un enfant et d'un renne tué par les hommes dans un accès d'ivresse...

Jusque-là, Tchinghiz Aïtmatov écrivait en kirghize avant de se traduire lui-même en russe. Son dernier livre, ce gros roman intitulé *Une journée plus longue qu'un siècle*, a été écrit directement en russe « *pour des considérations tactiques* » dit-il, et a été publié en 1981 dans la revue *Novy Mir* avec un énorme succès (2). Aïtmatov estime à cinq millions d'exemplaires le tirage ultérieur en édition populaire (17 kopeks, soit 1,20 F) !

*« Il était important que ce livre soit publié d'abord en russe*, nous explique l'auteur. *Nous sommes un État multinational, et il est parfois bénéfique de tester ses écrits à l'échelle du pays tout entier. »*

Lui, il habite Frounzé, la capitale de Kirghizie (anciennement Pichpek), à près de six heures de vol de Moscou, tout près de la frontière chinoise. Il est né là-bas, dans une lointaine vallée, en 1928 ; à quinze ans il est secrétaire du soviet de son village ; après la guerre il étudie à l'école technique vétérinaire de Djamboul au Kazakhstan et devient spécialiste de l'élevage du bétail, apprenant ainsi à connaître la vie des hommes et des animaux de ses montagnes. Ayant commencé à écrire en 1952, il va à Moscou, à l'Institut littéraire Gorki, de 1956 à 1958. C'est alors qu'il publie *Djamilia*, dans *Novy Mir*.

Je l'interroge sur sa République. *« Nous avons toujours été à la croisée des grands mouvements historiques*, explique-t-il, *comme la Chine, la Russie, l'Inde, l'Afghanistan, l'Iran. Nous avons beaucoup appris de ces civilisations qui nous ont parfois porté préjudice, car c'étaient des voisins puissants. Mais après 1917, après la révolution d'Octobre, nous avons retrouvé notre identité, notre importance ethnique et administrative. Maintenant, nous ne pensons pas tellement à ce que nous étions, mais à ce que nous serons demain. »*

C'est le sujet de cette *Journée plus longue qu'un siècle. « Dans* le Premier Maître — reprend-il — *on voyait des yourtes, des chevaux, des nomades. C'était la vie réelle de ce temps-là. Aujourd'hui les yourtes ont disparu, et le chevaux participent à des concours les jours de fête. Aujourd'hui, la vie, ce sont les trains qui traversent l'Asie centrale, c'est le cosmodrome où il est interdit d'entrer, c'est le cimetière qui va disparaître à cause des constructions nouvelles. Moi, je suis un écrivain réaliste.*

— Que pensez-vous de Mankourt, l'homme-robot ?

— *Je n'ai rien à dire de plus. Mais permettez-moi de vous poser une question à vous : est-ce que l'histoire de Mankourt, telle qu'elle est exposée dans le livre, a, selon vous, un rapport avec la réalité ?*

— Naturellement. C'est un homme de notre temps.

» Aïtmatov, dans un éclat de rire : *« C'est vous qui le dites »*.

Depuis que le livre est sorti en U.R.S.S., le mot *« mankourt »* est, paraît-il, devenu un nom commun, et on a forgé aussi le mot plus général de *« mankourtisation »*. Un *« mankourt »*, cet être capable de tuer père et mère par soumission, c'est, comme l'écrivait le critique Vladimir Lakchine dans *le Monde*, *« celui qui ne peut pas ou ne veut pas penser, qui ne ressent pas la douleur de ses semblables, qui n'admet pas de valeurs spirituelles différentes. « Mankourt », c'est celui qui vient arrêter un professeur sur délation ; « Mankourt », c'est le lieutenant de garde qui ne laisse pas entrer Ediguei et sa caravane funèbre dans le cimetière ancestral »*. Pauvre Mankourt, fabriqué par un Frankenstein contemporain qui l'a décervelé, il n'a rien d'une espèce imaginaire !...

### « Je suis l'homme de deux époques »

« Les chants des bardes tiennent aussi une grande importance dans votre livre. Que connaît-on de la tradition des classiques kirghizes ?

— *Ces classiques sont apparus au moment du passage de l'œuvre orale à l'œuvre écrite au tournant du siècle : c'étaient des poètes qui sont encore très populaires dans le peuple.* (Il épelle). *Toktogoul, Togolok Moldo le Mollah, Barbi. Il y en un autre, Djenijok — mort en 1910 — que j'ai découvert récemment. Djenijok — cela signifie « sans manches » — savait lire et écrire, c'était un poète et un philosophe, un être hautement instruit ; mais comme chaque révolution avance des exigences maximalistes, nos prédécesseurs ont décidé que ce n'était pas quelqu'un de tout à fait indispensable pour le peuple et, pendant plus de soixante ans, il n'a pas été mentionné. Un jour un maître d'école est venu me voir avec un carton plein de poèmes de Djenijok, et je l'ai aidé à publier un livre. Il y a notamment un magnifique poème sur l'eau, rien que l'eau, qui sourd des glaciers, ruisselle, se transforme en fleuve ; et quand le fleuve coule dans le grand désert, la vie surgit sur ses rives...*

— La langue kirghize est une langue turque ?...

— *Oui. Elle s'est écrite en caractères arabes jusqu'en 1926, puis en caractères latins et, à partir de 1940, en caractères cyrilliques. Moi, j'ai commencé à écrire en caractères latins, puis j'ai continué en cyrillique. Je suis l'homme des deux époques.* (Il rit). *Il y a aussi des classiques de nos jours. Certains sont bien vivants. Comme moi. »*

Il se lève, jovial, suivi de sa femme, petite, silencieuse aux yeux bridés, il place sur sa tête un feutre sombre, à bords roulés, comme dans les films américains d'avant-guerre, qui donne une allure étrange à cet Asiate qu'on voudrait mieux connaître.

« Vous êtes aussi un personnage officiel important ?

— (Il récite ses titres) *Président de l'Union des cinéastes de Kirghizie (non, pas les écrivains !), membre de la rédaction de* Novy Mir, *de* la Gazette Littéraire. *(Il a été aussi délégué du parti communiste aux deux congrès du P.C.U.S.).* »

Il se sauve. Il visitera Paris une autre fois. Pour l'instant, il n'a qu'une envie : rencontrer Nathalie Sarraute...

*Propos recueillis par*
**NICOLE ZAND.**

(1) Tous les titres aux Éditeurs français réunis.

(2) Le critique soviétique Vladimir Lakchine nous avait fait découvrir ce roman comme le livre le plus important de l'année 1981 dans notre enquête « Voyages en littératures étrangères ». Voir « le Monde des Livres » du 21 août 1981.

## Un Kirghize contre les robots

UN étrange cortège funèbre traverse les steppes de Sara-Ozek en direction d'un cimetière abandonné. En tête, monté sur Karanar, le tsar des chameaux, vient Ediguei la Tourmente, vieux cheminot ainsi nommé parce qu'il a consacré toute son existence à la petite gare de Boranla-la-Tourmentée. Derrière lui roulent un tracteur, un excavateur et une remorque où se trouve le corps du défunt, son collègue Kazangap. Il convient de l'enterrer avec ses ancêtres et de réciter sur sa tombe les prières de circonstance. *« Des prières ? Après soixante ans de pouvoir soviétique ? »*, s'étonne un esprit fort. Mais Ediguei lui cloue le bec : *« Qu'est-ce que le pouvoir soviétique a à voir là-dedans ? On prie pour les morts depuis la nuit des temps. »*

C'est aussi de la nuit des temps qu'émerge, comme un iguanodon, l'immense roman de Tchinghiz Aïtmatov. *Une journée plus longue qu'un siècle.* Pas à pas, au rythme lent des caravanes, il accomplit le parcours qui sépare la préhistoire de l'actualité, les légendes de la science, les anciens hommes des nouveaux.

Bien que toute proche d'une base spatiale, Boranla vit à l'écart du progrès, en regardant passer des trains qui ne s'arrêtent jamais, sauf parfois un convoi de marchandises. Mais il faut entretenir les voies, régler les aiguillages, se battre contre les éléments, la neige, le sable. Aucune trace de révolte dans les huit familles du hameau, guère d'espoir non plus, juste une bouffée de nostalgie à voir les grands express filer vers les arbres, la mer, l'autre monde. De loin en loin, une fusée déchire l'horizon et la radio s'égosille à la gloire des cosmonautes. Le nez sur ses rails, Boranla s'en soucie à peine. Quel rapport entre la course aux étoiles et la dure vie quotidienne ?

Aïtmatov a un pied dans chaque camp. Tantôt il chemine parmi ses frères kirghizes, dont il tient minutieusement la chronique, tantôt il saute dans la science-fiction pour relater le voyage d'un vaisseau spatial. Mais quelle que soit l'altitude, l'éclairage demeure pessimiste, et les hommes de bonne volonté, dans l'au-delà comme ici-bas, butent contre l'ordre établi.

Tout en conduisant son ami au tombeau, Ediguei remonte le fil de ses souvenirs, chaîne infinie d'épreuves, d'échecs et de chagrins. Pour vivre heureux, il ne suffit pas de vivre caché. En vain les citoyens de Boranla répètent-ils : *« Ici, on ne se casse pas la tête avec la politique »*, la politique, elle, s'intéresse à eux. Elle choisit une proie, quelqu'un qui rêve un peu plus haut que les autres et risque donc de les entraîner hors de leur ornière. En trois coups d'interrogatoire, elle règle son compte à la brebis galeuse qui plus tard, à titre posthume, sera réhabilitée, afin de figurer dans un « bilan globalement positif ». Témoin de persécutions, Ediguei s'indigne : *« Mais pourquoi ? Mais comment ? »* S'il consent à souffrir du froid, de la faim, de la misère, fléaux naturels, l'injustice humaine le scandalise.

### Du côté de chez E. T.

A des milliers, des millions de kilomètres des steppes, un équipage de cosmonautes américano-soviétique découvre l'impossible : une planète peuplée de créatures douées de raison. Et quelle *raison* ! La *nôtre* ne lui arrive pas à la cheville. On se croirait chez E.T., d'autant plus que, dans le roman comme dans le film de Spielberg, ces « super-semblables » ne demandent qu'à partager avec les Terriens leur savoir et leur amour. Mais loin d'ébruiter leur invitation, Washington et Moscou décident de la tenir secrète.

Sauveurs s'abstenir, les Deux Grands n'ont pas besoin d'aide pour diriger le monde, fût-ce pour le conduire à sa perte. Et par mesure de précaution, afin de décourager les éventuels missionnaires susceptibles de semer le trouble dans les esprits, on « imperméabilise » notre globe en l'entourant d'un cercle de rayons mortels. Ainsi met-on pour l'éternité en quarantaine les cosmonautes atteints du virus utopique. Désormais, libre à l'égoïsme, la méfiance, la bêtise, également répartis d'Est en Ouest, de préparer en douce l'apocalypse. Du fond de son trou de Boranla, Ediguei en distingue déjà des signes avant-coureurs. Il frémit aux propos d'un évolué annonçant l'avènement d'hommes téléguidés, totalement soumis aux ondes et signaux qu'on leur enverra et, qui pis est, totalement satisfaits de leur sort.

Comment résister à cette normalisation définitive ? En s'accrochant à la mémoire, en acceptant la souffrance, mais en luttant pour sauvegarder l'espoir, le droit au rêve, à la différence, voire à l'erreur. Sous la plume du Soviétique Aïtmatov, voici le citoyen rappelé à ses devoirs d'individu, à l'observation de lois non écrites, à la quête de la vérité, quoi qu'il lui en coûte.

On se réjouit d'apprendre qu'en U.R.S.S. ce livre a reçu un accueil triomphal. Mais le message s'adresse à tous.

**GABRIELLE ROLIN.**

★ UNE JOURNÉE PLUS LONGUE QU'UN SIÈCLE, de Tchinghiz Aïtmatov, traduit du russe par Frédérique Longuerille. Temps actuels, 386 p., 75 F.

## correspondance

# A propos de Louis XVI

*A la suite des articles d'André Zysberg et Gilbert Comte traitant de l'ouvrage de Paul et Pierrette Girault de Coursac :* Enquête sur le procès du roi Louis XVI *(voir « le Monde des livres » du 21 janvier), nous avons reçu cette lettre des deux auteurs :*

Nous soupçonnant d'abréger des documents importants comme pour masquer une vérité contrariante, M. Comte met en cause notre honnêteté de chercheurs. Tandis que M. Zysberg nous présente d'entrée de jeu comme des « dévots » au service d'une *« cause perdue d'avance »*. Est-ce à dire que la cause était *entendue* d'avance ?

A propos des 90 lignes que nous empruntons à la déclaration du roi le 20 juin 1791, M. Comte écrit : *« Quelques passages où le malheureux souverain ne ressemble pas au portrait idéal tracé par ses nouveaux biographes* disparaissent providentiellement *de leur livre.* Par excès de zèle sans doute ».

Or les deux passages auxquels M. Comte fait ici allusion, et que nous n'avons pas évoqués parce que hors de notre sujet, sont pratiquement les seuls qui aient été cités et commentés à ce jour. Par des historiens qui les ont extirpés de leur contexte.

*1)* Le roi évoque l'inconfort des Tuileries en quelque six lignes. Inhabité depuis près d'un siècle, le palais ne comportait pas de salle de bains, et, d'après les comptes de la fille du roi, il était envahi de punaises.

*2)* En supprimant la vénalité des charges, les constituants avaient décrété le remboursement des offices de la Maison du roi (52 millions de livres de l'époque). Louis XVI se plaint de ce que l'Assemblée soit revenue sur sa décision en mettant ce remboursement à la charge de la liste civile, cela alors que le roi avait mis la totalité de ses domaines (350 millions) à la disposition de la nation.

Quant à M. Zysberg, il nous accuse de présenter de façon *« manichéenne »* les *« acteurs individuels et collectifs du processus révolutionnaire »*. C'est un procès d'intention. Nous n'employons pas d'adjectifs, sinon sobrement à propos du « vertueux » Roland que nous disons vaniteux et incapable, et de ce « brave homme » de Petion dont nous soulignons la cruauté et l'hypocrisie doucereuse. *Acteurs collectifs* ? Il faut n'avoir jamais travaillé sur les documents pour les tenir comme de simples ouvriers ou paysans. Il serait temps de réviser cet axiome. Est-ce le peuple qui tue, étripe, massacre, promène des têtes au bout d'une pique quand le sucre augmente, ou qui égorge à la prison de Saint-Lazare des petits colporteurs de douze ans ? Les papiers de la Commune ont beau avoir été brûlés en 1871 — par les communards *providentiellement*, ou sur ordre de M. Thiers, historien de la Révolution ? — assez de ces horribles feuilles de paie destinées aux massacreurs de septembre ont été publiées pour acquitter de ces horreurs le peuple français.

Il est certes pénible de voir s'émietter l'imagerie révolutionnaire et se dissiper les idées reçues. Les mêmes réactions, nous les avons rencontrées aussi de l'autre côté : il ne faut pas toucher à Marie-Antoinette ni à « nos princes ». Ce qui est vraiment nouveau s'expose aux réactions passionnelles de refus. C'est que l'histoire de la Révolution, telle qu'elle a été faite jusqu'à présent, nous fait penser une fois de plus à ce qu'écrivait Lewis Carroll : *« Il était une fois une coïncidence qui était partie en promenade avec un tout petit accident ; ils rencontrèrent une explication, une très vieille explication, si vieille qu'elle était toute courbée en deux et ratatinée, et qu'elle ressemblait plutôt à une devinette. »*

# RELIGION | ÉDUCATION

VIVE CONTROVERSE SUR LE RENOUVEAU DE LA CATÉCHÈSE

## Pour ou contre un catéchisme unique en France

**La conférence prononcée, mi-janvier à Lyon et à Paris, par le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, sur le renouveau de la catéchèse (*le Monde* du 25 janvier), a provoqué, comme il était à prévoir, de nombreuses réactions. Déclarer que « *ce fut une première et grave faute de supprimer le catéchisme* » dans un pays où le catéchisme unique et national fut remplacé, en 1967, par un ensemble de textes plus diversifiées, pouvait difficilement passer inaperçu.**

**De même une autre phrase – *la grande misère de la catéchèse nouvelle consiste en ceci : on a tout bonnement oublié de distinguer le texte de son commentaire* ») – ne pouvait que conforter les milieux traditionalistes, où de telles critiques sont monnaie courante.**

Avant d'aborder le fond du débat, il faut replacer la conférence du cardinal Ratzinger dans son contexte. Elle faisait partie d'une série de quatre conférences prononcées à Lyon et à Paris par des personnalités étrangères (Mgr Ryan, archevêque de Dublin, le cardinal Ratzinger, le cardinal Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles, et le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie), invitées par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, et Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, à parler de la « *transmission de la foi* ».

Le but de l'opération était-il de faire critiquer de l'extérieur le renouveau catéchétique en France, comme on le suggère dans l'entourage de l'archevêque de Paris ? Etait-il, au contraire, d'apporter un soutien aux positions françaises en faisant appel à des personnalités étrangères irréprochables, comme on le pensait dans l'entourage de l'archevêque de Lyon ? Dans ce dernier cas, l'opération a échoué.

En tout état de cause, les remarques de Mgr Ratzinger ont été souvent mal accueillies tant à Lyon qu'à Paris. « *C'est une gifle pour les milliers de catéchistes français* » (mère de famille parisienne) ; « *c'est calomnier une Eglise locale* » (prêtre lyonnais) ; « *le pavé de l'ours* » (jésuite dans l'enseignement) ; « *une méconnaissance des réalités catéchétiques françaises* » (responsable lyonnais) ; « *un affront pour l'épiscopat français* » (professeur de catéchèse) ; « *c'est navrant que le préfet de ce dicastère vienne en France, non pour communiquer avec un épiscopat, mais pour lui tenir le langage de ceux qui le dénigrent* » (théologien)...

Les langues vont bon train et l'indignation est vive. « *C'est une conférence anachronique* », dit Mme Monique Chomel, présidente de la Fédération nationale des animateurs et parents pour l'éducation chrétienne (FNAPEC). « *Comment transmettre la foi, aujourd'hui, hors d'un contexte de dialogue et de liberté ? Nous sommes inquiets. Depuis vingt ans, il nous semblait avoir avancé : et nous redoutons d'assister à un retour en arrière.* »

Que reproche-t-on au juste à la conférence du cardinal Ratzinger ? D'abord, on s'étonne des nombreuses références au concile de Trente (1545-1563) alors qu'aucune allusion n'est faite au concile Vatican II, ni au synode de 1977, qui avait justement trait à la catéchèse, ni à l'exhortation apostolique de Jean-Paul II *Catechesi tradendae*, publiée en 1979. Aucun des ouvrages de catéchèse, aucun des textes de référence de l'épiscopat français n'est cité dans la conférence, et les critiques paraissent viser l'ensemble du renouveau catéchétique. Un exemple, la phrase suivante : « *Je crois par conséquent nécessaire de distinguer de nouveau, clairement, les degrés du discours catéchétique, même dans leurs formulations imprimées.* [car] *il faut oser présenter le catéchisme comme un catéchisme* », semble s'appliquer directement à *Pierres vivantes* (recueil de textes privilégiés de la foi), et à son auteur, l'épiscopat français.

Sur le fond, l'orateur laisse entendre que la suppression du catéchisme traditionnel a été suivie par le règne de « *l'arbitraire* », sous l'influence des « *philosophes néo-marxistes et positivistes* » et que le ressourcement biblique du renouveau catéchétique s'est enfermé dans un « *historicisme* » rationaliste et sans issue. De telles remarques seraient plus appropriées si elles visaient tel ou tel courant exégétique allemand et non le renouveau biblique en France.

### « Un camouflet pour l'épiscopat français »

Les milieux traditionalistes et intégristes, qui mènent sans relâche une campagne contre les nouvelles méthodes catéchétiques, se sentent enfin compris et soutenus à Rome. « *C'est un désaveu de la catéchèse française*, lit-on dans le quotidien *Présent. Les évêques français ont construit une « catéchèse » qui omet le dogme et qui prétend ne connaître que la Bible : mais c'est une Bible arbitrairement reconstruite selon des hypothèses incertaines et variables (...). On mesure la gravité du camouflet pour l'épiscopat français (...). Sa catéchèse n'enseigne plus la foi catholique : il fallait bien en prendre acte un jour ou l'autre.* »

Sous le titre « *Pour un nouveau catéchisme ?* », Jean Bourdarias écrit dans *le Figaro :*

– la conférence du cardinal Ratzinger « *renouvelle en France une question qui est loin d'être épuisée avec la parution du document* Pierres vivantes, *dont un nombre croissant de catholiques, parents, prêtres, catéchistes, estiment qu'il gagnerait à être complété par un nouveau catéchisme* ».

Toute la question est là. Faut-il remplacer les nombreux « parcours catéchétiques » qui accompagnent le recueil *Pierres vivantes*, et varient selon les diocèses, par un nouveau « catéchisme » unique et national que semble appeler de ses vœux le cardinal Ratzinger et que l'épiscopat français a refusé depuis 1967 ?

Ces « parcours catéchétiques » sont actuellement au nombre de quinze et seront sans doute ramenés à une dizaine, mais les opposants font remarquer que les seuls textes officiels à avoir été soumis à Rome pour agrément sont le *Texte de référence* (guide général pour la catéchèse) voté par la conférence épiscopale à Lourdes en 1979, et *Pierres vivantes*, approuvé à Lourdes en 1980, alors que le *Directoire catéchique général*, promulgué à Rome par Paul VI en 1971, prévoyait que non seulement les textes de référence, mais aussi tous les catéchismes devraient être soumis à la congrégation romaine pour le clergé.

A cette critique, les évêques répondent que seuls les deux textes soumis à Rome jusqu'à présent sont de caractère national, alors que les « parcours », adoptés localement, s'ils doivent être conformes au *Texte de référence* et sont contrôlés par l'épiscopat, peuvent échapper à l'*imprimatur* romain, puisqu'ils ne sont pas des catéchismes nationaux.

### Des campagnes d'opinion

La conférence du cardinal Ratzinger, de l'aveu même de certains évêques, a mis l'épiscopat français dans l'embarras. A Lyon, Mgr Decourtray a publié un communiqué pour rappeler que la priorité accordée par le cardinal au « catéchisme romain » (promulgué par le concile de Trente pour la formation du clergé) « *n'est pas une critique* » de la catéchèse lyonnaise, et, après avoir renouvelé sa confiance aux huit mille catéchistes de son diocèse, l'archevêque de Lyon conclut : « *On peut être tout à fait assuré que l'invité des archevêques de Paris et de Lyon connaît mieux que personne l'allocution adressée par le pape Jean-Paul II aux évêques de l'Ile-de-France le 1er octobre 1982.* » Jean-Paul II disait notamment : « *Dans les diocèses dont vous avez la charge, aucune personne ni aucun groupe privé ne saurait suspecter ni remettre en cause votre responsabilité primordiale en ce domaine ni l'autorité qui lui est inhérente. J'exhorte donc tous les fils de France à réagir avec sérénité, confiance et unité autour de leurs évêques... De tout cœur je vous dis mes encouragements et je bénis les prêtres et les catéchistes, religieux et laïcs, qui consacrent leur temps et leur peine en collaborant avec vous dans ce ministère si important de la catéchèse.* »

Qui plus est, lors de la dernière assemblée plénière de Lourdes, en octobre 1982, Mgr Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale, s'était félicité de l'accord de Rome à propos de la catéchèse. Il avait déclaré à cette occasion : « *Je ne saurais tolérer qu'on démolisse les activités de ceux qui travaillent la catéchèse. Ceux qui se permettent de le faire au nom de la foi, et je l'espère de leur bonne foi, nous trouveront toujours sur leur chemin !* »

A Paris, cependant, le son de cloche est légèrement différent. A l'archevêché, on juge aujourd'hui toute prise de position prématurée. « *Nous commençons un travail de réflexion, d'étude, d'un texte difficile et profond*, dit un responsable. *Il faut éviter les malentendus les approximations, les raccourcis. Depuis six ans, nous avons fait un travail de « recentrement » de la catéchèse. Il faut le continuer.* »

On fait remarquer, néanmoins, que le discours du pape aux évêques de l'Ile-de-France, s'il souligne leur autorité « *dans leurs diocèses* », ne prend pas position sur le fond. « *Je sais*, disait Jean-Paul II, *que certaines productions catéchétiques (...) ont soulevé çà et là des inquiétudes et des critiques de la part de certains chrétiens. Ce n'est pas le lieu de juger ici de la justesse de certaines réactions prises en elles-mêmes, ni de l'injustice de certaines critiques devenues parfois campagnes d'opinion.* »

Y aurait-il une divergence d'opinion non seulement entre l'épiscopat français et certains milieux romains, *mais aussi entre les évêques français*, qui ont fait preuve, jusqu'à présent, d'une solidarité sans faille ?

**ALAIN WOODROW.**

## Un point de vue protestant

M. Michel Bonneville est pasteur. Directeur de la Société des écoles du dimanche il est responsable de la catéchèse protestante en France.

La conférence du cardinal Ratzinger l'a conduit à réfléchir sur les relations entre Ecritures et tradition. *Pour lui, le retour à l'Evangile qui s'est produit depuis quelques années favorise l'esprit de recherche. C'est cette démarche qui a favorisé le travail en commun entre responsables catholiques et protestants. « Nous avons, par exemple, présenté aux responsables du C.N.E.R. (Centre national de l'enseignement religieux) un document élaboré à l'intention des enfants de cinq à sept ans. Ils ont été très intéressés. Il est normal que nous menions une réflexion commune, si l'on considère que la transmission de la foi est la transmission de la foi en un Dieu libérateur, et non transmission de la foi en une Eglise.* »

Les critiques que formule le cardinal Ratzinger à propos de la catéchèse moderne sont, selon le pasteur Bonneville, une manière de rappel à l'ordre. Sa mise en garde contre les dangers du rationalisme lui semble s'enraciner d'abord en Allemagne, dans les débats propres à la théologie allemande : « *Le cardinal Ratzinger considère que la méthode historico-critique corrode le caractère sacré du message des Evangiles. On pourrait dire, au contraire, que les progrès des sciences humaines, de la linguistique ou de l'histoire rendent la parole révélée accessible au-delà du texte lui-même.* »

Sur le fond, le débat ne date pas d'hier entre catholiques et protestants. « *Pour nous*, dit le pasteur Bonneville, *c'est le témoignage intérieur du Saint-Esprit qui permet à celui qui témoigne devant l'Evangile ou la Bible, de comprendre que ce qu'il lit est parole de Dieu. C'est pourquoi la lecture donne sa tonalité à la tradition. Chez les catholiques, la tradition oriente la lecture. Mais le travail en commun, au cours des années passées, a permis un dialogue riche, qui doit continuer. Il risquerait de s'appauvrir si l'on mettait au premier plan, comme le fait la conférence du cardinal Ratzinger, des questions qui semblaient dépassées depuis Vatican II.* »

**G. B.**

## Le défi de l'échec scolaire

*(Suite de la première page.)*

*(Suite de la première page.)*

Ces mutations entraînant pour les parents d'élèves qui le peuvent des réactions de « contournement » : fuite vers l'enseignement privé, choix privilégié de certaines langues étrangères (allemand, russe) ou du latin en quatrième.

Le but implicite de telles stratégies est bien de recréer, en accord avec l'institution, des classes plus homogènes, où les meilleurs élèves se retrouveront : ainsi, dans l'évaluation pédagogique conduite en sixième à la rentrée 1980, moins de 60 % des classes correspondaient à des classes hétérogènes, dans l'esprit de la réforme de 1975.

Devant la difficulté de prendre en charge positivement l'ensemble (et *chacun*) des élèves qui lui sont confiés, quel que soit leur niveau ou leur retard scolaire, tout se passe comme si le système éducatif avait mis en place une machine à « éliminations successives » qui, par le biais de la réussite et de l'échec scolaire, conduit à des sorties sans formation d'élèves issus en majorité de milieux socio-culturellement éloignés de l'école. Par exemple, les classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) comprennent 75 % d'élèves originaires de milieux défavorisés (salariés agricoles, ouvriers, personnels de service, chômeurs... et les élèves étrangers de ces mêmes catégories sociales).

Or les études conduites au sein du ministère de l'éducation nationale montrent que ces jeunes ont rencontré très tôt des difficultés scolaires, qui les ont peu à peu engagés dans des retards cumulatifs et dans des situations d'échec difficilement réversibles : par exemple, le taux de redoublement des enfants de salariés agricoles au cours préparatoire est dix fois plus élevé que celui des enfants de cadres supérieurs. La formation générale de ces élèves se révèle ensuite insuffisante pour qu'ils puissent acquérir une formation professionnelle attestée par un diplôme : ce sont eux qui rencontrent les plus graves difficultés ultérieures pour accéder à des postes de travail...

*Le débat politique et social* s'est centré sur le collège : au lieu d'être un creuset pédagogique profitable à tous les jeunes Français, cette structure éducative, généralisée à tous, a servi de révélateur des différences scolaires et permis à certains d'engager le procès de l'école. Pourtant, ceux qui évoquent, en les idéalisant, les performances de l'école primaire *dans la première moitié* du vingtième siècle oublient que près de 40 % des enfants de chaque génération quittaient l'école à cette époque sans atteindre les exigences du certificat d'études : ces exclus n'ont pas l'habitude de s'exprimer dans l' « *opinion publique* » !...

Dans ce débat, les positions idéologiques sont plus éclatantes que les *arguments scientifiquement fondés.* Pour les uns, un retour en arrière s'impose d'urgence ; d'ailleurs les « *déficiences intellectuelles* », que mesurent certains outils techniques, ne sont-elles pas la meilleure justification d'un retour aux filières d'antan : plus elles seront précoces, mieux ce sera !... Pour d'autres, l'*absence de moyens*, les classes surchargées, la formation insuffisante des enseignants, ne peuvent *conduire qu'à ce type de résultats...* Pour d'autres encore, les programmes toujours « démentiels », les *méthodes pédagogiques* toujours « périmées », découragent les enseignants, déroutent les parents, démobilisent les élèves...

Devant cette cacophonie, le ministère de l'éducation nationale doit sereinement *ouvrir un débat public* sur les motifs déterminants de la réussite et de l'échec scolaire et sur le rôle de *l'école dans le développement social* et culturel de la nation. Ce débat concerne en priorité les parents d'élèves et *les enseignants du premier degré* : en s'appuyant sur les découvertes les plus fondamentales *des sciences humaines dans les dernières décennies*, est-il possible d'alerter les enseignants du préscolaire et du *cycle élémentaire sur* les conditions d'exercice de leur métier les plus favorables au meilleur développement de *chacun et de tous les* enfants qui leur sont confiés ?

Si, comme le montrent toutes les études disponibles, les premières difficultés scolaires se cristallisent en un échec scolaire peu à peu cumulatif, ce sont les débuts des apprentissages qui constituent les phases les plus cruciales. Malgré la très forte demande sociale en ces domaines, l'école achoppe encore sur la difficulté d'un accès homogène de tous les enfants aux langages socialement reconnus par l'institution.

Sans doute, pendant tout le cursus scolaire, existe-t-il, selon le milieu d'origine, *de fortes différences* dans la « distance socio-culturelle » de chaque enfant par rapport à l'institution scolaire. *Est-on conduit*, alors de guerre lasse, à entériner l'effet aveugle des déterminismes sociaux ? *Doit-on accepter la transformation des premières difficultés* d'apprentissage en une exclusion différée de l'école, *qui est vécue* comme un destin pour ceux qui en sont le plus éloignés au départ ? En fait comme le *montrent les travaux* du CRESAS (Centre de recherches sur l'éducation spécialisée et l'adaptation scolaire) au sein de l'Institut national de la recherche pédagogique, « *l'échec scolaire n'est pas une fatalité* » (1)... Plutôt que de baisser les bras, ne sommes-nous pas davantage appelés, collectivement et individuellement, à en relever le défi ?

**JEAN VIGUIÉ.**

**Prochain article :**

**LES CONDITIONS DE LA RÉUSSITE**

(1) Ouvrage paru aux Éditions E.S.F., 1981.

# CARNET

### Naissances

– M. André ARNAVON, et Mme, née Carole Mauro, laissent à Mathilde la joie d'annoncer la naissance de

**Louis.**

Paris, le 30 janvier.
119, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

– Carole et Patrick LELEU et Chloé ont la joie de faire part de la naissance de

**Julien.**

179, rue de la Convention,
75015 Paris.

### Décès

– M. et Mme André Berelowitch,
M. et Mme Alexis Berelowitch,
M. et Mme Wladimir Berelovitch
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Hélène BERELOWITCH,**
née Katyk,

survenu à son domicile le 30 janvier 1983.

Les obsèques ont eu lieu le 2 février 1983, dans l'intimité.
29, rue Danton,
92150 Suresnes.

– La famille Bugnard,
de Jacob-Bellecombette (73),
Anne-Marie et Michel Marié, avec leur fille Miriam, de Pourrières (83),
font part du retour à Dieu de

**M. Théophile Francisque BUGNARD,**

quatre-vingt-quinze ans,
le 22 janvier, à Chambéry,
et vous invitent à partager leur prière et leur espérance.

– Michel, Agnès et Jérôme Contat, à Paris,
Jean-René Contat et Violette Vautier, à Lausanne,
Antoinette Contat, à Berne,
Augusta Fernandez, à Nyon,
ont la douleur de faire part de la mort de

**Jean CONTAT,**
docteur en droit,

leur père, beau-père, grand-père, ex-époux, frère et ami,
survenue le 30 janvier 1983, à Nyon, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Nyon, Suisse.

– Mme Sulty Dana,
Les familles Dana, Goldberg, de Camaret, Aouizeret, Bacri, Slotine, ont la grande douleur de faire part du décès, dans sa soixante-troisième année, de

**Pierre DANA,**
docteur en droit C.P.A.,
fondateur de Promobanque.

Il sera inhumé religieusement vendredi 4 février, à 14 h 15, au cimetière Saint-Vincent, à Montmartre, rue Lucien-Gaulard (18e).

La famille ne reçoit pas.
6, rue Poussin, 75016 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Paul EHRMANN,**
Ingénieur des Ponts et Chaussées,
secrétaire général honoraire
de l'E.D.F.,
officier de la Légion d'honneur.

De la part de :
Mme P. Ehrmann, son épouse,
M. et Mme J.-D. Ehrmann,
Mme Jacques Ehrmann et ses fils.
Cet avis tient lieu de faire-part.
109, rue du Cherche-Midi,
Paris-6e.

– Mme Berthe Kaufman,
Nicole et Jacques Mercier
et leur fils Bertrand

ont la douleur de faire part du décès de

**Tobias KAUFMAN,**

survenu le 2 février 1983 à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 février, à 14 h 15, au cimetière parisien de Pantin. On se réunira à la porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue du Commandant-Rivière,
75008 Paris.

– M. et Mme Gérald Bourgeois
et leurs fils,
Mme Janine Bourgeois
ont la douleur de faire part du décès de

**Me Pierre MASSON,**
docteur en droit,
avocat honoraire à la cour de Paris,
ancien magistrat,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
président de La Scène française
et de l'Académie internationale
du Théâtre contemporain,

survenu à Paris le 31 janvier 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 30, rue Saint-Victor, Paris-5e, le vendredi 4 février 1983, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Meulan (Yvelines).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

16, rue Lagrange, 75005 Paris.
19, avenue Roland-Garros,
13009 Marseille.

– Andrée et Denis Raab,
Les familles Raab, Weber et Rissel, ont l'immense douleur de faire part du décès subit de leur chère maman, parente et amie,

**Mme Eugénie RAAB,**
née Weber,

le 31 janvier 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

Le service religieux sera célébré au temple Saint-Pierre-le-Vieux, à Strasbourg, le vendredi 4 février 1983, à 14 h 30.
11, rue Théophile-Schuler,
67000 Strasbourg.
19, rue Ribera, 75016 Paris.

– Mme Charles Rosenberg,
M. et Mme Pierre Rosenberg,
ont la douleur de faire part du décès de

**Me Charles ROSENBERG,**
avocat international,

survenu à Paris, le 23 janvier 1983, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
35, rue de Vaugirard, 75006 Paris.
Puyferrat, 24110 Saint-Astier.

– Les familles Tenoudji, Nataf, Darmon, Zarka, Camp, Monteux, Ferre, Marie,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Jeanne TENOUDJI.**

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 février, à 16 heures, au cimetière Montparnasse (entrée principale).

### Obsèques

– Les obsèques de notre confrère

**Marcel PAGANELLI,**

décédé le 30 janvier, auront lieu vendredi 4 février en l'église de Saint-Maurice d'Ibie (Ardèche).

[Né le 7 juin 1933 à Blida (Algérie), notre confrère Paganelli était licencié en droit et docteur ès sciences économiques. Editorialiste à Radio-Monte-Carlo et à « l'Usine nouvelle », il était aussi directeur de la rédaction de « la Lettre verte ». Marié et père de trois enfants, il était chevalier de l'ordre du Mérite.]

### Remerciements

– Mme César Chamay, née Nadine Desouches, et son fils, très touchés des marques de sympathie qu'ils ont reçues lors du décès de

**M. César CHAMAY,**

expriment ici leurs très sincères remerciements.

– Le docteur Guy Clastres remercie tous ceux qui lui ont adressé des messages de sympathie à l'occasion du décès de :

**Maryse CLASTRES.**

### Rectificatif

– Dans l'avis de décès de

**M. Michel KHOUNDADZÉ,**

la famille nous prie de préciser qu'il fallait lire :
M. Nicolaus Sombart et Mme, née Thamara Khoundadzé et leurs enfants.

### Débat

– Dans le cadre de ses rencontres mensuelles, l'association Presse Amitié, qui réunit, sous la présidence de M. Pierre-Ch. Lichau, des responsables de la presse et de la publicité, accueillera, le mardi 22 février, Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, et MM. Jean Autin, Bernard Gandrey-Rety et Paul Guimard, membres de la Haute Autorité. Renseignements : 260.33.44.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## BIBLIOGRAPHIE

### AU SOMMAIRE DES REVUES

Deux numéros de *Pouvoirs.* « L'impôt », sujet toujours actuel et douloureux, en particulier ce mois-ci. Un tableau complet que couronne le réquisitoire de Michel Jobert : contre l'impôt sur le revenu, le plus mauvais et le plus impopulaire, quoi que, paradoxalement, le plus chargé d'illusions populaires. Contrairement à ce qu'on croit souvent sans le ressentir, il est le plus inégalitaire ; et le plus attentatoire au sentiment de liberté. D'un mot : ce n'est pas le *revenu* qu'il faut taxer mais la *dépense.* Conclusion : puisque *« la réforme fiscale est impossible* (la preuve est faite depuis 35 ans), *engageons sans tarder la révolution ».*

Autre sujet, non moins de circonstance : « Le maire ». Son histoire et son pouvoir. Cas particulier : le maire de Paris. De 1789 à nos jours ; ou d'une révolution à l'autre. La première n'a pas consommé moins de huit maires. La dernière digère plus lentement et l'issue n'est pas fatale. (Nº *23 et 24. Le numéro de* 200 pages 58 F. Abonnement 206 F. P.U.F. édit.)

Un très substantiel numéro double du *Scarabée international.* La revue prouve, en avançant, sa franchise d'allure, son indépendance, son caractère novateur, un langage qui lui est propre, une diversité de pensée à la fois irréductible et convergente. La richesse du contenu saute aux yeux : cinq à six thèmes, quarante sujets, autant d'auteurs. L'équipe des permanents est non moins internationale que le scarabée-symbole qui « pousse le globe terrestre ». Et Jean Duvignaud pousse le scarabée. Edgar Morin traite cette fois de « La nature en U.R.S.S. » ; il sait de quoi il parle. Tout comme Sissoïev, « franc-tireur de l'humour noir soviétique » qui illustre ce numéro, ne connaît que trop ce qu'il dessine. (Nº 3/4. 336 p. 70 F. 15, rue Ballu, 9e).

On retrouve Edgar Morin (sur le pacifisme européen) dans la nouvelle revue *Passé Présent.* La moitié du numéro est consacrée à ce sujet, ou plutôt objet, démodé : l'individu. Une étude attachante de S. Debout sur Saint-Martin, Jacob Boehm et le langage. (Nº 1. 224 p. 65 F. Edit. Ramsay).

Les martinistes confirmés, comme les candidats à l'initiation, ne peuvent se passer du *Bulletin Martiniste* qu'animent avec autant de savoir que de foi A. Abi Car et Robert Amadou. Ils assurent aussi la publication de précieux documents relatifs au « Philosophe inconnu ». (Abonnement 60 F. 29, rue des Archives, 4e).

*Projet* repart de l'avant sous une nouvelle forme. Il y faut du courage dans les conditions que connaissent les revues et dont on attend toujours qu'elles soient changées : dans le sens de l'amélioration plutôt que de l'aggravation. C'est cette aggravation que Pierre Béarn, dans sa *Passerelle,* peint en un tableau chiffré plus éloquent qu'un discours. (Nº 45-46. 60, rue Monsieur-le-Prince, 6e). Revenons à *Projet :* « Ces étrangers qui sont aussi la France ». Situation des émigrés et de leurs cultures. (Nº spécial. Janvier-Février. 40 F. 14, rue d'Assas, 6e).

Par définition, la ville devrait être « civilisée », « polie ». Mais nous avons inventé la cité barbare, violente, invivable. Aussi faut-il, comme la *Nouvelle Revue socialiste,* militer « pour une civilisation de la ville ». Recivilisation, plutôt. C'est un programme. Il est bien illustré, aux deux sens du mot : par des images ; et par la présentation de cas-types, qui sont parfois exemplaires : tel Saint-Malo. (Nº 60-61. 50 F. 10, rue de Solférino 75333, Cedex 07).

Alors, il ne faudrait pas permettre les villes-poubelles. *Combat nature* dénonce la décharge publique de déchets chimiques que devient une petite cité du Bourbonnais, Buxières-les-Mines. Peu de chose il est vrai, alors que cette province avait été menacée d'être promue au rang de second déversoir français, après la Hague, de déchets radioactifs et avait décliné vigoureusement et victorieusement cet honneur. — La revue des Associations écologiques ne perd pas de vue les municipales : « pièges et espoirs ». — Jacques Ellul y souligne la responsabilité, limitée mais certaine, du christianisme dans les atteintes à la nature et à la liberté. (Février. 16 F. B.P. 80 — 24003 Périgueux).

*Aménagement et nature* consacre un numéro au « bruit » : dommages, notamment pour la santé et l'équilibre. — Moyens de la lutte récemment engagée contre ce fléau. (Nº 67. 20 F. 21, rue du Conseiller-Collignon, 16e).

YVES FLORENNE.

## PARIS EN VISITES

**SAMEDI 5 FÉVRIER**

« Exposition la rue de Lille », 14 heures, 121, rue de Lille, Mlle Zujovic.

« Musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Mme Duhesme.

« L'Institut de France et la Coupole », 15 heures, devant l'Institut, quai Conti, Mlle Garnier-Ahlberg.

« Le siège du parti communiste français », 15 heures, métro Colonel-Fabien, Mlle Oswald.

« Hôtel Gaillard », 15 heures, 1, place du Général-Catroux, Mme Pennec.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Fantin-Latour », 15 h 30, Grand Palais (Approche de l'art).

« Fantin-Latour », 11 h 30, Grand Palais, Mme Caneri.

« Palais Bourbon », 15 heures, place du Palais-Bourbon, Mme Camus.

« Services secrets 1939-1945 », 15 heures, métro Invalides, M. Czarny.

« Le Sénat », 15 heures, 20, rue de Tournon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Musée de la préfecture de police », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes, Mme Ferrand.

« André Jacquemin peintre-graveur de l'Institut », 14 h 30, 11, quai Conti (La France et son passé).

« Hôtel de Lassay », 15 heures, métro Chambre-des-Députés, Mme Hauller.

« La Banque de Paris et des Pays-Bas », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand (Histoire et archéologie).

« Montmartre », 15 heures, métro Abbesses, P.-Y. Jaslet.

« Les arènes de Lutèce », 15 heures, métro Jussieu (Paris et son histoire).

« L'Hôtel Dieu », 14 h 30, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Le couvent des Carmes », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Hôtel de Lassay », 16 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Tourisme culturel).

« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

« Fantin-Latour », 11 heures, Grand Palais (Visages de Paris).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 3 février :

DES ARRÊTÉS

● Fixant pour 1983 le montant d'acomptes à divers régimes de sécurité sociale.

● Relatif aux taux des prêts et avances consentis ou bonifiés par les régions.

● Relatif au montant de la cotisation à verser pour la validation des périodes d'activité professionnelle agricole non salariée exercée hors du territoire français pour les personnes bénéficiaires de la loi du 10 juillet 1965.

DES LISTES

● De classement au concours de 1982 pour l'entrée à l'école normale supérieure de l'enseignement technique (sections B, B3 et B4).

## CONFÉRENCES

**SAMEDI 5 FÉVRIER**

14 h 30, rue Payenne : « Auguste Comte et le positivisme ».

15 heures, palais de la Découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. H. Bour : « Équilibres en alimentation ».

16 heures, 84, rue de Grenelle : « L'énigme des rêves ».

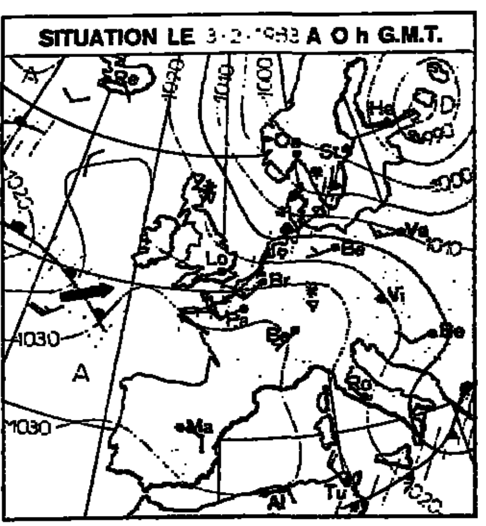
15 heures, Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. C. Charrierre : « Les rêves et la métamorphose » (Université populaire de Paris).

15 h 30, Hôtel « Le Printemps », 1, rue de L'Isly, Eckankar : « La clé des mondes secrets ».

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel : « Chefs-d'œuvre de l'architecture palatine d'Allemagne du Sud. »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3-2-1983 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 4. 2. 83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

**Évolution probable du temps en France entre le jeudi 3 février à 0 heure et le vendredi 4 février à minuit.**

Autour d'une profonde dépression centrée sur l'Ecosse circulent des perturbations dont une aborde les côtes de l'Atlantique dans la nuit de jeudi à vendredi. Elle traversera la France dans la journée de vendredi.

**Vendredi matin,** sur la moitié est, temps frais et brumeux avec faibles gelées sur le Centre et le Nord-Est, 2 à 3 degrés près de la Méditerranée. Les bancs de brouillards seront plus fréquents dans les vallées de l'Est. Sur toutes ces régions de belles éclaircies matinales.

Sur la moitié ouest, ciel couvert et petites bruines gagnant lentement vers l'intérieur poussés par des vents d'ouest. Il fera très doux, 5 à 6 degrés au lever du jour.

Au cours de la journée, nuages et petites pluies gagneront progressivement vers l'est, n'épargnant le soir que le Languedoc, la Provence et les Alpes du Sud.

Le temps se radoucira en toutes régions. Il fera 5 à 7 degrés sur le quart nord-est, environ 10 degrés sur toutes les autres régions.

Les pluies seront plus marquées au nord de la Loire et dans le nord du pays. Près de la Manche, le vent de nord-est soufflera assez fort.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 3 février à 7 heures, de 1027,2 millibars, *soit 770,5 millimètres de mercure.*

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 janvier ; le second le minimum de la nuit du 31 janvier au 1er février) :

Ajaccio, 15 et 0 degrés ; Biarritz, 12 et 3 ; Bordeaux, 11 et 3 ; Bourges, 8 et 1 ; Brest, 9 et 3 ; Caen, 9 et 3 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 7 et − 1 ; Dijon, 6 et 1 ; Grenoble, 4 et − 3 ; Lille, 7 et 2 ; Lyon, 7 et 0 ; Marseille-Marignane, 10 et − 2 ; Nancy, 5 et 0 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 4 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 11 et 0 ; Perpignan, 13 et 2 ; Rennes, 10 et 1 ; Strasbourg, 6 et 0 ; Tours, 9 et 1 ; Toulouse, 10 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 3 degrés ; Amsterdam, 6 et 0 ; Athènes, 14 et 6 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 5 et 0 ; Bruxelles, 5 et 2 ; Le Caire, 20 et 8 ; îles Canaries, 23 et 15 ; Copenhague, 0 et − 2 ; Dakar, 28 et 19 ; Djerba, 19 et 11 ; Genève, 5 et − 1 ; Jérusalem, 12 et 4 ; Lisbonne, 17 et 9 ; Londres, 8 et 0 ; Luxembourg, 4 et 0 ; Madrid, 13 et − 3 ; Moscou, 2 et 0 ; Nairobi, 28 et 17 ; New-York, 12 et 12 ; Palma-de-Majorque, 13 et 1 ; Rome, 16 et 2 ; Stockholm, − 3 et − 16 ; Tozeur, 21 et 10 ; Tunis, 17 et 2.

PRÉVISIONS POUR LE 4 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)

**LE TEMPS SUR LES MASSIFS CE WEEK-END**

Après le passage de la perturbation de vendredi, samedi sera une journée intermédiaire entre le temps doux et le froid qui arrivera dimanche.

**Samedi matin.** — Beau temps sur les Vosges, ailleurs temps couvert et petites pluies jusqu'à 1 800 mètres, au-dessus quelques faibles chutes de neige sur les Alpes et les Pyrénées.

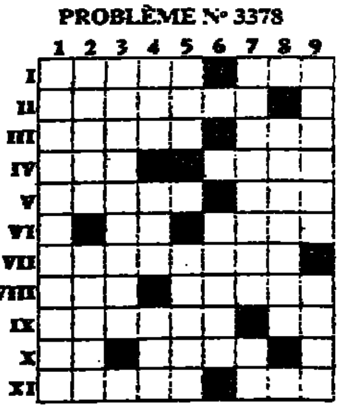
Dans l'après-midi rafraîchissement et averses de neige sur les Vosges et le Jura. Sur le Massif Central et les Alpes, une accalmie : de belles éclaircies se développeront.

**Dimanche.** — Temps plus froid et variable avec de belles éclaircies et quelques chutes de neige, sous forme de giboulées, en plaine, sur les Vosges et le Jura, et au-dessus de 500 mètres sur le Massif Central, les Alpes et les Pyrénées.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME Nº 3378**



HORIZONTALEMENT

I. Œuvre ou style. Celui de Cléopâtre est plus long que celui de Rébecca. — II. Caractère d'une forte personnalité. — III. Grand, il est inaccessible. Dieu saxon. — IV. Baba, pour de jeunes enfants. Bleu tendre. — V. Tour de vices. On peut s'y amuser en compagnie d'un rigolo. — VI. Possessif. Noir, il évoque un blanc d'outre-mer. — VII. Possède sans doute des charmes cachés. — VIII. Ne prit mari qu'après une séparation de corps. Voie idéale pour promenade idyllique. — IX. Première dame d'une Castille moyenâgeuse. Copulative. — X. Au bas d'un cadran. Pris en grippe par celui qui l'aime. — XI. Fleur se cultivant dans les pépinières universitaires. Appareil de projection.

VERTICALEMENT

1. Travail de nature à faire nager un dyslexique. — 2. Bénéfice de celui qui pratique la politique de la main tendue. Son entrée offre un poisson s'accommodant fort bien d'une farce. — 3. Son planning est lié au strict emploi du *tan.* — 4. Bouillant japonais. Se sert parfois d'un bouchon pour activer la circulation d'un moyen de transport. Apatride revendiqué par toutes les nations. — 5. Premier berceau de Moïse. Qui la mord sera mangé. — 6. Cour découverte ou partie couverte d'une cour. — 7. Infirme ou invalide. Possessif. — 8. Dirige sur la voie du bon sens. — 9. Saint que les vacanciers de juin et les marchands de parapluies évoquent d'une manière différente. Dent de la mer.

**Solution du problème nº 3377**

*Horizontalement*

I. Daphnies. — II. Sanieuse. — III. Om. Ame. Ta. — IV. Moi. Oïl. — V. Mil. Robot. — VI. Es. Ru. Nô. — VII. Ielgava. — VIII. La. Agença. — IX. Lu. Mirer. — X. Emet. Io. — XI. Rave. Erne.

*Verticalement*

1. Sommeiller. — 2. Damoiseau. — 3. An. Il. EV. — 4. Pia. Gamme. — 5. Hémorragie. — 6. Nue. Ouverte. — 7. Is. Ob. Ane. — 8. Eetion. Crin. — 9. Altona. OE.

GUY BROUTY.

## SPORTS

BASKET-BALL. — *Vainqueur de la Coupe Korac en 1982, le Cercle Saint-Pierre de Limoges s'est qualifié pour les demi-finales de cette compétition, mercredi 2 février en battant Rome sur son terrain 74 à 73. Limoges sera opposé le 16 février à Moscou et le 23, à Limoges, au Dynamo de Moscou. Malgré sa victoire (95-84) à Rieti (Italie), Orthez, en revanche, a été éliminé, de même que Monaco qui, chez lui, a battu Badalone (Espagne) 97-96.*

PATINAGE ARTISTIQUE. — *Les Allemands de l'Est Sabine Baess-Tassilo Thierbach ont gagné mercredi 2 février à Dortmund (R.F.A.) le titre de champions d'Europe en couple. L'Allemande de l'Est Katarina Witt a pris, de son côté, la tête de l'épreuve individuelle à l'issue du programme curt.*

TENNIS. — *Vainqueur de l'Américain Van Winitsky 6-7, 7-6, 6-4, au championnat professionnel des Etats-Unis en salle, le Français Guy Forget a été battu au deuxième tour par l'Australien McNamara 6-3, 6.3. En revanche, Henri Leconte s'est qualifié pour le troisième tour en battant l'Australien David Carter 6-7, 7-5, 6-1.*

## FORMATION

**UN CENTRE POUR LES APPRENTIS DANS LE VAL-D'OISE.** — La chambre de métiers interdépartementale Val-d'Oise-Yvelines-Essonne a inauguré le 31 janvier, à Arnouville-lès-Gonesse, le futur centre principal de formation d'apprentis du Val-d'Oise. Le nom de « Francis Combe » lui a été donné, en hommage à l'ancien président de la chambre de métiers, décédé récemment. Un même centre fonctionne déjà dans le département, à Osny, dans l'agglomération de Cergy-Pontoise. Le centre principal d'Arnouville-lès-Gonesse dispose d'une capacité d'accueil de 330 élèves par jour, qui auront à choisir entre les métiers de mécanique, de tôlerie, de peinture et d'électricité automobiles, mais également de coiffure, de l'alimentation, de la tapisserie d'ameublement et de l'électrotechnique. La formation dispersée permettra à l'apprenti de préparer un brevet de maîtrise.

**loterie nationale** — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

**TRANCHE DE LA CHANDELEUR**

TIRAGE Nº 08 DU 2 FEVRIER 1983

| TERMINAISONS | FINALES ET NUMEROS | SOMMES A PAYER (F.) | TERMINAISONS | FINALES ET NUMEROS | SOMMES A PAYER (F.) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 11<br>1 571<br>11 991<br>41 321 | 200<br>2 000<br>10 000<br>10 000 | 6 | 6 786<br>37 056<br>079 886<br>119 066 | 2 000<br>10 500<br>1 000 000<br>4 000 000 |
| 2 | 2<br>3 582<br>79 862 | 100<br>2 100<br>10 100 | 7 | 97<br>307<br>367<br>987<br>2 237<br>3 917<br>56 017 | 200<br>500<br>500<br>500<br>2 000<br>2 000<br>10 000 |
| 3 | 7 683<br>68 273<br>99 573 | 2 000<br>10 000<br>10 000 | | | |
| 4 | 74<br>104<br>824<br>934<br>3 614 | 200<br>500<br>500<br>500<br>2 000 | 8 | 018<br>428<br>478<br>908 | 500<br>500<br>500<br>500 |
| 5 | 15<br>155<br>575<br>935<br>955<br>985 | 200<br>500<br>500<br>500<br>500<br>500 | 9 | 79<br>109<br>9 059<br>07 899<br>59 329 | 200<br>500<br>2 000<br>10 000<br>10 000 |
| 6 | 026<br>056<br>5 706 | 500<br>500<br>2 000 | 0 | 0<br>340<br>560<br>1 220<br>75 240 | 100<br>600<br>600<br>2 100<br>10 100 |

PROCHAIN TIRAGE LE 9 FEVRIER 1983
TRANCHE DES ORANGERS à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

LOTO — TIRAGE Nº 05 — 5 12 22 31 37 46 — NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 49

PROCHAIN TIRAGE LE 9 FEVRIER 1983 VALIDATION JUSQU'AU 8 FEVRIER APRES-MIDI

LOTERIE NATIONALE - TRANCHE DE LA CHANDELEUR 1983 - Nº 08

**ARLEQUIN** — RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE Nº 09 DU 2 FEVRIER 1983

Finales et numéros — Les sommes à payer sont indiquées tous cumuls compris pour un billet entier

7 — Tous les billets terminés par 7 gagnent 70 F dans toutes les séries

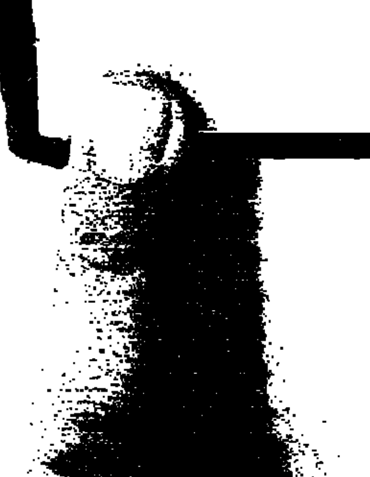
34 — Tous les billets terminés par 34 gagnent 300 F dans toutes les séries. Tous les billets terminés par 43 gagnent 200 F dans toutes les séries

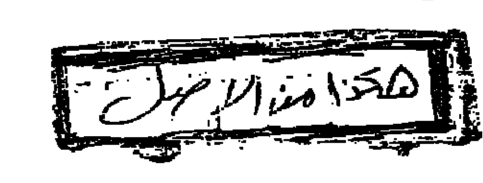
| Finales | Numéros gagnants dans toutes les séries | | | | | | | | | | Sommes à payer (F.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 960 | 0069 | 1069 | 2069 | 3069 | 4069 | 5069 | 6069 | 7069 | 8069 | 9069 | 400 |
| | 0096 | 1096 | 2096 | 3096 | 4096 | 5096 | 6096 | 7096 | 8096 | 9096 | 400 |
| | 0609 | 1609 | 2609 | 3609 | 4609 | 5609 | 6609 | 7609 | 8609 | 9609 | 400 |
| | 0690 | 1690 | 2690 | 3690 | 4690 | 5690 | 6690 | 7690 | 8690 | 9690 | 400 |
| | 0906 | 1906 | 2906 | 3906 | 4906 | 5906 | 6906 | 7906 | 8906 | 9906 | 400 |
| | 0960 | 1960 | 2960 | 3960 | 4960 | 5960 | 6960 | 7960 | 8960 | 9960 | 4 000 |
| 183 | 0138 | 1138 | 2138 | 3138 | 4138 | 5138 | 6138 | 7138 | 8138 | 9138 | 400 |
| | 0183 | 1183 | 2183 | 3183 | 4183 | 5183 | 6183 | 7183 | 8183 | 9183 | 4 000 |
| | 0318 | 1318 | 2318 | 3318 | 4318 | 5318 | 6318 | 7318 | 8318 | 9318 | 400 |
| | 0381 | 1381 | 2381 | 3381 | 4381 | 5381 | 6381 | 7381 | 8381 | 9381 | 400 |
| | 0813 | 1813 | 2813 | 3813 | 4813 | 5813 | 6813 | 7813 | 8813 | 9813 | 400 |
| | 0831 | 1831 | 2831 | 3831 | 4831 | 5831 | 6831 | 7831 | 8831 | 9831 | 400 |

| Finale | Numéros gagnants | Sommes à payer Série 25 | Sommes à payer Autres séries | Numéros gagnants | Sommes à payer Série 25 | Sommes à payer Autres séries |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5621 | 1256 | F. 10 000 | F. 2 000 | 5126 | F. 10 000 | F. 2 000 |
| | 1265 | 10 000 | 2 000 | 5162 | 10 000 | 2 000 |
| | 1526 | 10 000 | 2 000 | 5216 | 10 000 | 2 000 |
| | 1562 | 10 000 | 2 000 | 5261 | 10 000 | 2 000 |
| | 1625 | 10 000 | 2 000 | 5612 | 10 000 | 2 000 |
| | 1652 | 10 000 | 2 000 | 5621 | 3 000 000 | 30 000 |
| | 2156 | 10 000 | 2 000 | 6125 | 10 000 | 2 000 |
| | 2165 | 10 000 | 2 000 | 6152 | 10 000 | 2 000 |
| | 2516 | 10 000 | 2 000 | 6215 | 10 000 | 2 000 |
| | 2561 | 10 000 | 2 000 | 6251 | 10 000 | 2 000 |
| | 2615 | 10 000 | 2 000 | 6512 | 10 000 | 2 000 |
| | 2651 | 10 000 | 2 000 | 6521 | 10 000 | 2 000 |

PROCHAIN ARLEQUIN LE 16 FEVRIER 1983 - TIRAGE TELEVISE à 19 h 50

LOTERIE NATIONALE - TIRAGE DU 2 FEVRIER 1983 - Nº 09





Le Monde

# culture

## MUSIQUE

# Testimonium à Jérusalem

## Rendre présent le passé juif

Il fallait vraiment avoir un tempérament prophétique et vivre à Jérusalem pour concevoir Testimonium (témoignage). Ce festival de musique contemporaine unique en son genre, qui est consacré à des créations exclusivement inspirées par les siècles d'exil du peuple d'Israël, est confié à la fois à des compositeurs juifs et non juifs. Rendre le passé présent à un peuple tout neuf et très vieux, coupé de ses sources, par un art souvent à la pointe de l'avant-garde, tel est le but de Recha Freier, cette femme exceptionnelle en tous points.

Son ambition s'est réalisée avec des bonheurs divers, et il semble qu'il n'y ait pas encore, parmi la centaine de compositeurs habitant en Israël, de personnalités suffisamment puissantes pour opérer cette véritable « transsubstantiation » de leur patrimoine dans une musique de notre époque. Le sixième Testimonium (qui se tient tous les trois ans à Jérusalem et à Tel-Aviv) vient d'en donner la preuve une nouvelle fois avec une *Ode* de Léon Schidlowsky qui, malgré l'utilisation de toutes sortes de moyens modernes, est incapable de retrouver l'unité et la force d'un texte apocalyptique de *l'Ascension de Moïse*.

De ce fait, les plus belles créations du festival sont dues à des musiciens etrangers non juifs. Xenakis, qui avait déjà créé ici le prodigieux *M'Shima* en 1976, a écrit *Shaar (la Porte)* d'après une légende de magie noire sur « la mort horrible de Joseph de la Raina », un magicien aux prises avec les démons, sans nullement faire appel à des procédés descriptifs ; mais ces vagues de glissando, montant puis retombant comme un effort brisé, ces jeux de trémolos, ces cris de sorcière sur deux notes qui s'entremêlent à tout l'orchestre, cette pluie terrible de dessins sabrés et répétés, ces figures qui sont du pur Xenakis, donnent une œuvre d'un intense pouvoir d'évocation, jusqu'à cette conclusion où une arabesque dure sur un motif cabossé, qui circule à travers l'orchestre, pourrait suggérer la fuite du pitoyable héros à travers « la Porte » de la mort.

*Le Concerto de l'âme*, pour violon et orchestre à cordes, de l'Espagnol Tomas Marco est au contraire inspiré par un texte anonyme, la prière juive du matin, très limpide, qui invite l'âme à briller de tout son éclat devant Dieu. Curieusement, le soliste ne semble pas y jouer le rôle principal ; il plane, solitaire, en belles harmoniques, en glissando et en lignes chromatiques, – au milieu d'un orchestre beaucoup plus actif, sur des rythmes assez rudes et dynamiques au début, – qui s'épanouissent ensuite en un andante admirable aux nappes mouvantes et contemplatives s'élevant des profondeurs vers l'aigu.

### Vers la terre promise

L'œuvre la plus significative, sinon la mieux réussie de ce Testimonium, était un opéra en un acte, dont Recha Freier a écrit elle-même le livret et qui apparaît un peu comme son testament. Elle a pris pour thème la vie de Süsskind von Trimberg, un Minnesänger dont il ne reste qu'une douzaine de chansons, dont on sait seulement qu'il eut une existence malheureuse et persécutée ; et l'on a tout lieu de croire que ce fut parce qu'il était juif, en se fondant sur son nom très caractéristique et sur son inspiration qui, au lieu de l'amour courtois et des aventures chevaleresques, célèbre plutôt la famille.

En quatorze tableaux rapides, Recha Freier construit avec autant de charme que d'émotion, et un sens aigu du théâtre, une légende pour ce personnage marqué par la « malédiction » : sa naissance, l'incendie de la maison et l'assassinat de ses parents, ses fiançailles brisées par son maître et futur beau-père, les humiliations que lui inflige un ami d'enfance, ses succès dans un concours de chanteur, suivis de son expulsion comme juif, enfin sa mort.

Malheureusement, le compositeur Mark Kopytmann (d'origine russe) et le metteur en scène allemand Uwe Scholz ont quelque peu déformé la pensée de l'auteur, faute d'avoir saisi son intuition mystique, qui était, à travers un style d'imagerie populaire, de montrer que, par-delà les persécutions répétées, le destin des juifs a un sens, une finalité.

Satan, qui joue dans l'œuvre un rôle essentiel, peut bien se moquer du dessein de Dieu, du « peuple élu » et des objurgations « sionistes » d'un prophète qui semble favoriser ses entreprises de destruction, malgré lui, le salut messianique viendra; comme l'annonce la scène finale où, après le triomphe de Satan, on voit Süsskind entraîner derrière lui des centaines d'enfants vers le haut du théâtre, vers la terre promise – comment ne pas penser que cette histoire et cette conclusion sont une parabole de l'existence même de Recha Freier ?

Or la mise en scène (qui s'achevait par un grossier contre sens, heureusement corrigé à la seconde représentation) est dépourvue de souffle et adopte les mignardises d'un mystère de pacotille, aggravées par une gestique et des danses qui se veulent modernes et ne sont que saugrenues. Et la musique mélange sans rime ni raison le grégorien, le chant populaire, les développements syphoniques pompeux, d'interminables vocalises et tout un arsenal de procédés contemporains déjà poussiéreux... Pour illustrer à grand peine un sujet que visiblement le compositeur ne sent pas.

Pourtant, une réelle ferveur passe à travers le jeu des acteurs et des nombreux figurants, visiblement heureux de participer à cette fresque colorée, inspirée par leur héritage culturel ; en cela du moins, l'ambition de l'œuvre a été récompensée. Nous ne citerons que Yaron Windmiller, dans le rôle principal, qui a chanté avec une profonde émotion un admirable *minnesang* original d'un troubadour légendaire. Tous les interprètes de ce sixième Testimonium sont d'ailleurs à féliciter, en particulier l'orchestre de Jérusalem et les deux chefs, Juan Pablo Iszquierdo et Thomas Baldner.

JACQUES LONCHAMPT.

### Recha Freier, une grand-mère sioniste

*Recha Freier était la femme du grand rabbin de Berlin. En 1931 – elle avait trente-huit ans – elle eut soudain la conviction que l'existence des juifs en Allemagne ne reposait sur rien de solide et qu'il fallait absolument qu'ils rejoignent leur seule vraie terre, la Palestine. Son mari était d'un tout autre avis : les juifs avaient des situations confortables et formaient à Berlin une communauté parfaitement implantée et considérée.*

*Mais Recha Freier était déjà la femme indomptable qui, à quatre-vingt-dix ans, continue à diriger d'une main ferme le festival Testimonium, veillant au moindre détail, obtenant des compositeurs les plus célèbres (Kagel, Xenakis, Stockhausen, Halffter, Nunes, etc.) qu'ils s'inspirent de l'héritage culturel juif.*

*Elle se sentait une vocation impérieuse, prévoyant sans doute une apocalypse indistincte, et elle agit. Elle décide d'envoyer en Palestine des juifs très jeunes et en aussi grand nombre que possible. Mais comment convaincre les parents, alors qu'Hitler ne semblait encore qu'un agitateur sans avenir ? Et même ceux qui prêtaient une oreille amicale à ce projet objectaient : « Ne vaut-il pas mieux qu'ils fassent à Berlin leurs études, et partent comme avocats, médecins, professeurs ? » Mais, pour elle, il fallait que les juifs acquièrent leur formation sur la terre même d'Israël. Et, dès 1932, elle fit partir de nombreux jeunes, de façon doublement clandestine, car s'ils quittaient l'Allemagne sans passeport, en Palestine aussi ils devaient entrer en cachette, les Anglais interdisant l'immigration juive (jusqu'en 1934).*

*Quand le nazisme triompha, Mme Freier eut moins de mal à convaincre ses coreligionnaires, mais on imagine la difficulté d'établir et de maintenir les filières de ces évasions, qui se sont montées à plusieurs dizaines de milliers de jeunes Allemands.*

*La répression grandissant, il n'était plus possible de vivre à Berlin. Le rabbin Freier et ses fils décidèrent en 1937, de partir pour Londres. Sa femme refusa tout net : elle voulait rester, pour poursuivre sa tâche. Ce furent des adieux déchirants ; tous étaient certains de ne jamais plus se revoir.*

*La guerre interrompit les liaisons postales. Recha Freier était comme morte pour sa famille. Et pourtant, un jour de 1942, un de ses fils, stupéfait (c'est à lui que nous devons ces renseignements), tomba, au coin d'une rue de Tel-Aviv, sur sa mère et sa sœur qui, traquées de toutes parts à Berlin, avaient trouvé le moyen à leur tour de traverser l'Europe centrale en feu, dominée par les nazis, pour rejoindre la Palestine.*

*Mme Freier ne crut pas pour autant sa tâche achevée et continua à ramener les enfants d'Israël dispersés, de tous pays et de toutes couleurs. Les derniers arrivés sont des Éthiopiens. On évalue à deux cent mille les protégés de cette grand-mère sioniste arrivés au pays de leurs ancêtres. – J. L.*

**■ Au Festival de Montreux-Vevey, Yves Petit de Voize succédera au directeur artistique actuel, le chef d'orchestre, René Klopfenstein.**

[Yves Petit de Voize a été, depuis 1968, conférencier aux Jeunesses Musicales de France, producteur à Radio-France, animateur de l'« Août musical » de Saint-Maximin et à la Fondation Maeght. Directeur artistique de la saison Musicale de la Fondation Royaumont jusqu'en 1978, il fonde en 1973, l'Académie-Festival des Arcs (Savoie) qui accueille, en été, 800 jeunes musiciens et danceurs venus recevoir l'enseignement d'artistes tels que : Emmanuel Krivine, Oscar Ghiglia, Pierre Amoyal, Maurice Gendron, Andras Adorjan, Gérard Poulet et Matt Mattox, Bill Evans, Gigi Caciuleanu, Robert North, Taniata Grantzega, etc.]

## THÉATRE

### « COLÈRE » d'après Fritz Zörn

Deux jeunes – comment dire ? – « théâtrologues », ou « dramaturgistes », Anne-Françoise Benhamou et Dominique Féret, présentent au Studio-Théâtre de Vitry une adaptation du livre de Fritz Zörn, *Mars*, qui a rencontré en France une grande audience.

Atteint d'un cancer à l'âge de trente ans, Fritz Zörn cessera de vivre deux ans plus tard, après avoir écrit un livre où il décrit son cancer comme une maladie de l'esprit, qui aurait été suscitée par sa difficulté à vivre. Comme si le corps avait pris la parole, et Fritz Zörn essaie, par l'écriture de *Mars*, de répondre directement à cette parole, d'essayer peut-être de trouver avec elle une complicité.

Avec leur adaptation scénique, appelée *Colère*, Anne-Françoise Benhamou et Dominique Féret s'emploient à montrer Fritz Zörn en personne, chez lui, dans sa souffrance, sa solitude, et dans sa méditation.

C'est fait avec beaucoup d'intelligence et de retenue. Et l'acteur François Michaux se montre toujours remarquable dans les exercices de cette nature, car il sait « déchosifier » le corps, le regard, la voix, mais sans maniérisme aucun, et en sauvegardant une fraîcheur d'air, comme une pureté matinale. – M.C.

★ Théâtre Jean-Vilar, à Vitry, les 3, 4 et 5 février à 21 h. Dimanche 6, à 17 h.

### *L'EDEN CINEMA*, avec Ninon Ozanne

## Duras revisitée

Ninon Ozanne et Lucien Melki proposent une nouvelle présentation de *l'Eden cinéma*, la pièce de Marguerite Duras qui avait été mise en scène, à sa création en 1977, par Claude Régy.

Comme dans son roman *Barrage contre le Pacifique*, Marguerite Duras évoque, dans *l'Eden cinéma*, son enfance en Indochine, avec un frère, et une maman qui, après avoir exercé dans l'enseignement, avait tenu l'emploi de pianiste dans un cinéma de Saïgon, puis s'était ruinée dans des tentatives d'exploitation agricole.

Marguerite Duras est, avec Samuel Beckett, notre premier écrivain vivant de théâtre (il faut en effet classer à part un homme comme Richard Demarcy qui n'est pas un auteur de texte uniquement, qui crée un théâtre entier où le texte s'inscrit dans l'image, le mouvement, les sons, etc.).

Il est donc toujours intéressant de voir une nouvelle mise ne scène d'une œuvre de Marguerite Duras, puisque dans l'ensemble ses pièces sont comme « définies d'abord » par Claude Régy, qui les met en scène en première instance, et cela dans un même style, monocorde, ralenti, sur un ton incantatoire, qui certes confère à ces pièces de Duras une belle structure et une forte dimension spirituelle, mais qui atténue pour une part leurs qualités sensibles, et même leurs « informations ». A ce propos, remarquons que Marguerite Duras, lorsque dans ses films elle lit elle-même ses textes, use d'une voix non distanciée, naturelle et simple, tout en leur gardant leur horizon « métaphysique ».

Ninon Ozanne et Lucien Melki permettent de revoir *l'Eden Cinéma* au moyen d'une mise en scène moins « noble », plus prosaïque et affectueuse que celle de Régy, et cela place dans un jour plus franc plusieurs composantes de la pièce, la malhonnêteté des administrateurs, le dénuement des « petits Blancs », l'irréalisme colonial.

Par de simples gestes, concrets, physiquement justes, Huguette Faget exprime très bien l'usure et l'entêtement de la mère, qui perd peu à peu l'esprit tant la lutte la fatigue. Le jeune Philippe Lebas, venu de Strasbourg, joue le frère avec une science très sûre, et effacée. Dans le rôle de Suzanne – qui est en fait Marguerite Duras jeune fille – Ninon Ozanne nous fait toucher à la fois une mémoire, un oubli, un corps, une jeunesse, une conscience, un amour, elle est très attachante.

MICHEL COURNOT.

★ *Lucernaire*, 18 h 15.

## CINÉMA

### « L'ŒIL DU TIGRE », de Sylvester Stallone

## Finissons-en avec les machos du ring

Le succès de *Rocky*, réalisé par John Avildsen en 1976, fit une vedette de Sylvester Stallone. Ce n'est pas un très bon acteur et il n'est pas très beau mais son personnage de petit boxeur sans gloire devenant un champion s'est accordé au mythe toujours vivace de la « réussite américaine ». Stallone s'est fait metteur en scène pour *Rocky II* où le champion se mariait et continuait son ascension et pour cet *Œil du tigre* (*Rocky III*) où viennent les jours de déveine, le défi fulgurant d'un boxeur noir, Clubber Lang. Clubber Lang a « l'œil du tigre » qui fit autrefois la force de Rocky Balboa.

Sylvester Stallone fait de la mise en scène au *punching-ball*, retrouve les recettes efficaces des « films d'action » sans temps morts et nous en met, c'est le cas de le dire, plein la vue. La violence des films sur la boxe a toujours été acceptée. Alors, cela marche, une troisième fois, avec les tourments de l'idole détrônée et les matches spectaculaires dont la sonorisation des coups portée assommerait un troupeau de bœufs.

Ce nouveau *Rocky*, comme les autres, plus que les autres, exalte le machisme des musclés aux corps luisants de sueur, vrais hommes préoccupés d'en avoir ou pas (Rocky Balboa est surnommé « l'étalon italien ») s'affrontant pour prouver leur virilité – proclamée ou mise en doute dans les empoignades oratoires et sportives des adversaires. Il serait peut-être temps d'en finir avec ces machos du ring. Mais Sylvester Stallone, qui a poutant tenu d'autres rôles, semble vouloir se maintenir dans la mégalomanie de cet univers.

JACQUES SICLIER.

• Voir les films en exclusivité.

**■ Les « Golden Globes », décernés par l'association de la presse étrangère à Los Angeles, sont remportés en majorité cette année par *Gandhi*, de Richard Attenborough, avec Ben Kingsley, et *Tootsie*, de Sydney Pollack, avec Dustin Hoffman. *Le film E.T.*, les actrices Meryl Streep et Julie Andrews figurent également au palmarès.**



## VARIÉTÉS

### CHARLÉLIE COUTURE A L'OLYMPIA

## Chansons en noir et blanc

Depuis sa première apparition à Paris, à la fin de 1980, dans un lieu (la Péniche) un peu égaré où aurait pu se dérouler une de ses histoires de rencontre sous une lumière bleuté, Charlélie Couture a mené une drôle d'aventure, enregistrant trois albums (distribués par Phonogram), fabriquant, inventant des images et des sons, des sentiments et des impressions brûlantes, recherchant la chaleur d'un concert, jouant avec le rock et tout ce qu'il contient d'incertitudes et de fantasmes.

Charlélie Couture est à l'Olympia pour quinze jours. Le 2 février, devant une salle archicomble, il s'est roulé dans le rock fraternel, il a chanté ses blues narquois, rocailleux, ses ballades portées par une tension intérieure irrésistible, et où la vie passe un peu comme une pochette surprise.

Les chansons en noir et blanc de Charlélie Couture ne sont pas entachées de clichés. L'ancien élève des beaux-arts de Nancy, qui dessine encore aujourd'hui des caricatures et les expose parfois, installe un décor, un climat avec une simplicité troublante, multiplie les images fortes, émotionnelles, investit complètement un personnage avec une virulence tranquille, avec une acuité sarcastique. Rien de plus directe que l'écriture de Charlélie Couture. Rien de plus moderne non plus, avec des chansons qui sont comme autant de séquences d'un film encore inachevé où court le vague à l'âme, le sens du dérisoire, le désir plus ou moins confus de ne pas trop se presser, et où les principaux personnages sont des gens bien ordinaires, souvent paumés, seuls devant les autres et qui ont trop d'orgueil pour demander secours.

Avec Charlélie Couture, les mots coulent, fluides, sur la musique. Et la voix cassée, nasillarde, vend admirablement le tout. Dans une chanson en forme d'hommage à Kérouac, Couture parle aussi bien de lui-même lorsqu'il dit :

*« Y'en a qui courent comme des /coupables.*
*Y'en a qui roupillent comme /des lézards,*
*Lui, il savoure l'inexplicable.*
*Il fait la route comm'un /pel'rin.*
*J'continue, i' continue.*
*Les yeux ouverts sans ticket /de retour. »*

CLAUDE FLÉOUTER.

★ *Olympia*, 21 heures.

# SPECTACLES

## théâtre

A la suite de la grève dans les théâtres nationaux, les spectacles de l'Opéra et de l'Odéon sont annulés.

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

LE MONDE EST PETIT ET LES PYGMÉES AUSSI — Splendid Saint-Martin (208-21-93), 20 h 30.
TROUBADOURS DE PENDULE — Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.
ATTILA DOUNAI — Enghien, Casino (412-90-00), 20 h 45.

### *Les salles subventionnées et municipales*

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Andromaque.
**CHAILLOT** (727-81-15) Grand Théâtre, 20 h : Hamlet. — Théâtre Gémier, 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
**TEP** (797-96-06), 20 h 30 : l'Oiseau vert.
**BEAUBOURG** (277-12-35) Débats-Rencontres Musée, 18 h 30 : Conversation-rencontre B.P.I. ; Modernité et terreur ; à 20 h 30 : Débat avec l'exposition « Fera-t-il beau demain ? ». Cinéma-Vidéo, 18 h : Christian Lebrat. — Concerts, 20 h 30 : L'itinéraire (œuvres de S. Bussoti, M. Kagel, J. Evangelista, etc.).
**THÉATRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83), 20 h 30 : la Veuve joyeuse.
**THÉATRE DE LA VILLE** (274-22-77), 18 h 30 : Dennis Wayne and dancers : 20 h 30 : les Bas-Fonds.

### *Les autres salles*

**A DEJAZET** (887-97-34), 22 h 30 : Rose ou les Épines de la passion.
**ANTOINE** (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
**ARC** (723-61-27), 20 h 30 : le Baigneur, Piano check up.
**ASTELLE - THÉATRE** (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.
**ATELIER** (606-49-24), 21 h : L'Amour tue.
**ATHÉNÉE** (742-67-27), 18 h 30 : le Désert. II : 21 h : Ida.
**BOUFFES PARISIENS** (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
**CARTOUCHERIE**, Théâtre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : la Nuit des rois ; Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : le Roi des Aulnes.
**CINQ DIAMANTS** (580-18-62), 21 h : la Mort d'Elsa.
**CITE INTERNATIONALE** (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : la Mère ; Resserre, 20 h 30 : les Larmes amères de Petra Von Kant ; Galerie, 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
**COMEDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
**COMEDIE DE PARIS** (281-00-11), 20 h 30 : la Nuit des Alligators.
**DEUX-PORTES** (361-49-92), 20 h 30 : les Fourmidiables.
**EDOUARD-VII** (742-57-49), 21 h. : la Dernière Nuit de l'été.
**ESCALIER D'OR** (523-15-10), 20 h 30 : 1981.
**FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE** (258-67-55), 20 h 30 : Tambours de la nuit.
**FONTAINE** (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; II. 20 h 30 : S. Joly.
**GAITÉ-MONTPARNASSE** (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.
**GALERIE 55** (326-63-51) 21 h : A Separate Peace — After Magritte.
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h. : Au bois lacté.
**LIERRE-THEATRE** (586-55-83), 20 h 30 : Armaguedon.
**LUCERNAIRE** (544-57-34), I. 19 h : Moman : 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II. 18 h 15 : Eden Cinéma.
**MADELEINE** (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
**MATHURINS** (265-90-00), 21 h : l'Avantage d'être constant.
**MICHODIÈRE** (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
**MARIGNY**, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
**MICHEL** (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
**MOGADOR** (285-28-80), 20 h 30 : Un grand avocat.
**MONTPARNASSE** (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse 21 h : Trois fois rien.
**ŒUVRE** (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
**PALAIS DES GLACES** (607-49-93), 20 h 30 : Mariage blanc.
**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
**PENICHE-THEATRE** (245-18-20), 21 h : Rêves d'écluses.
**POCHE** (548-92-97), 21 h : le Butin.
**POTINIERE** (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
**SAINT-GEORGES** (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
**TAI THÉATRE D'ESSAI** (278-10-79), 20 h 30 : Freud ; 20 h 30 : huis clos.
**THÉATRE DES DÉCHARGEURS** (236-00-02), 18 h 30 : Portraits d'amis ; 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Voyageur vers les ombres vertes.
**THEATRE DE L'EPICERIE** (272-23-41), 18 h 30 : Guide des convenances 1919 ; 20 h 30 : Conte cruel.
**THÉATRE DU MARAIS** (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
**THÉATRE DE PARIS** (280-09-30), 20 h 30 : Bread and Puppet Theater.
**THEATRE DE LA PLAINE** (842-32-25), 20 h 30 : Mille et une nuits.
**THÉATRE PRÉSENT** (203-02-55), 20 h 30 : Fragments.
**THEATRE 13** (588-16-30), 20 h 30 : Scaramouche.
**THEATRE 14** (545-49-77) : Une minute encore.
**THÉATRE DU ROND-POINT** (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan ; petite salle, 20 h 30 : l'Ambassade.
**THÉATRE DU TOURTOUR** (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court ; 22 h 30 : Donnez-moi signe de vie.
**TRISTAN-BERNARD** (522-08-40), 21 h : Point H.
**VARIÉTÉS** (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
**704.70.20 (lignes groupées)**
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## *Jeudi 3 février*

### *Les cafés-théâtres*

**AU BEC FIN** (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
**BEAUBOURGEOIS** (272-08-51) 19 h 30 : Sur une île flottante.
**BLANCS-MANTEAUX** (887-15-84) I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 20 h 15 : Philippe Ogouz tout a changé ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 h : Version originales.
**CAFÉ D'EDGAR** (322-11-02) I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
**CAFÉ DE LA GARE** (278-52-51) 20 h 15 : M. Lagueyrie : Rouleur ; 22 h : Tragédie au radar.
**LE FANAL** (233-91-17) 20 h : la Musica ; 21 h 15 : J. Menaud-Étoiles rouges.
**LA GAGEURE** (367-62-45), 22 h : la Garçonne.
**LES LUCIOLES** (526-51-64) 20 h 30 : S. Deschaumes.
**LE PETIT CASINO** (278-36-50) 21 h : X. Lacouture ; 22 h 30 : Douby.
**POINT-VIRGULE** (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
**RESTO SHOW** (508-00-81) 20 h 30 : Le chemin des dames ; 21 h 45 : Et si c'était vrai.
**SENTIER DES HALLES** (236-37-27) 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (208-21-93) 22 h : Albert.
**LE TINTAMARRE** (887-33-82) 20 h 15 : Phèdre : 21 h 30 : Apocalypse Na.
**THÉATRE DE DIX HEURES** (606-07-48) 20 h 30 : Excuse-moi si je te coupe ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.
**VIEILLE GRILLE** (707-60-93) 20 h 30 : C. Zarcate, les Mille et Une Nuits.

### *Le music-hall*

**BOBINO** (322-74-84) 20 h 45 : B. Haller.
**CENTRE MANDAPA** (589-01-60), 20 h 30 : B. de la Salle et Clio.
**ELDORADO** (208-45-42), 20 h 30 : P. Vassiliu.
**GYMNASE** (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
**MARIGNY** (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
**OLYMPIA** (742-25-49), 21 h : Ch. Couture.
**PALAIS DES CONGRÈS** (758-13-03), 21 h : M. Sardou.
**THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN** (607-37-53), 20 h 30 : A. Cordy.
**TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES** (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina.

### *Les chansonniers*

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
**THÉATRE DES DEUX-ANES** (606-10-26) 21 h : A vos ronds... fisc.

### *La danse*

**A DEJAZET** (887-97-34), 18 h 30 : Salé-Sucré : S. Rochon.
**GRAND HALL MONTORGUEIL** (296-04-06), 20 h 30 : Ballet Rodeo.
**PALAIS DES SPORTS** (828-40-90), 20 h 30 : Ballet du XXe siècle.

### *Les concerts*

**C.R.E. ART**, 20 h 30 : Y. Coueffe, R. Jean-Marie, M. Baudat (Vivaldi, Corelli).
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 : Ch. Buchs (Brahms, Beethoven, Ravel...) ; 21 h : Abelone, D. Guiot, S. Joly.
**SALLE GAVEAU**, 20 h 30 : A. Ruiz Pipo (Soler, Mozart, Beethoven...).
**EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN**, 20 h 45 : P. Togni (Couperin, Togni, Franck...).
**TH. DE L'ALLIANCE**, 20 h 30 : Opéra de Varsovie, dir. R. Satanowski (Rudzinski : les Mannequins).
**SALLE PLEYEL**, 20 h 30 : M. Cals (Rivier, Jolas, Honegger).

### *Jazz, pop, rock, folk*

**CASINO DE PARIS** (285-00-39), 20 h 30 : Randy Newman.
**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-65-05), 21 h 30 : S. Guérault.
**CHAPELLE DES LOMBARDS** (357-24-24), 22 h 30 : Agbavia.
**CLOITRE DES LOMBARDS** (233-54-09), 20 h : P. Meige, 23 h : Azuquita.
**DEPOT-VENTE** (637-31-87), 21 h 30 : Inc. Jazz Corporation.
**ESPACE JAPON** (260-69-30), 19 h : Trio Butterfly.
**FORUM** (297-53-39), 21 h : Ch. Vander Alien Quartet.
**NEW MORNING** (523-51-41), 21 h 30 : B. Altschul, E. Rava, M. Hélias.
**PALACE** (246-10-87), 21 h : Package Punk ; Gap Band, Yardrough and People.
**PETIT JOURNAL** (326-28-59), 21 h 30 : Watergate Seven + One.
**PETIT OPPORTUN** (236-01-36), 23 h : J. Gourley, P. Michelot, Ph. Combelle.
**RADIO-FRANCE**, Auditorium 106 (524-15-16), 18 h 30 : Standard Jazz Quartet.
**SLOW CLUB** (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.
**SUNSET** (261-46-60), 23 h : Panam fusion.

### *En région parisienne*

**ANTONY**, Th. F.-Gémier (666-02-74) 20 h 30 : L'Opéra de Smyrne.
**AUBERVILLIERS**, Théâtre de la Commune (833-16-16) 20 h 30 : Diderot à Petersbourg.
**BOULOGNE-BILLANCOURT**, T.B.B. (603-60-44), 20 h 30 : Le Malade imaginaire.
**CHATILLON**, C.C.C. (657-22-11) 21 h : Marat-Sade.
**CRETEIL**, Maison des Arts A.-Malraux (899-94-50) 20 h 30 : les Trois Mousquetaires ; Comédie de Créteil (339-21-87), 20 h 30 h : Chattelise, ma Chattelise.
**IVRY**, Th. des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : T'Chova.
**MAISONS-ALFORT**, (375-72-28) à 20 h 45 : le Ballet du Rhin.
**MONTREUIL**, Théâtre (858-65-33), 21 h : le Temps des cerises.
**VINCENNES**, Th. D. Sorano (374-73-74) 21 h : Le Cormoran de Bougainville.

## cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### *La Cinémathèque*

**CHAILLOT (704-24-24)**

15 h, hommage à René Clair : la Belle Ensorceleuse ; 19 h, Hommage à L. Comencini : la Traite des Blanches ; 21 h, l'Anniversaire de Thomas, de J.-P. Menichetti.

**BEAUBOURG (278-35-57)**

15 h, Son homme, de T. Garnett : 17 h, De l'influence des rayons Gamma sur le comportement des marguerites, de P. Newman ; 19 h, hommage à D. W. Griffith : Falsely Accused ! ; Old Isaacs the Pawnbroker ; E. A. Poe ; A Drunkard's reformation ; The Lonely Villa.

### *Les exclusivités*

**AMERIQUE INTERDITE** (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
**AMITYVILLE II (LE POSSEDE)** (A., v.o.) (**) : Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
**ANNIE** (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
**ANTONIETA** (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) : Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
**L'AS DES AS** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
**LES AVENTURES DE PANDA** (Jap.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70). — V.f. : Templiers, 3e (272-94-56) : Ambassade, 8e (359-19-08).
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
**LA BALANCE** (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
**BLADE RUNNER** (A., v.o.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61). — V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
**LA BOUM 2** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; La Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
**LE BRACONNIER DE DIEU** (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gloria, 18e (627-60-20).
**BRISBY, LE SECRET DE NIMH** (A.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; La Fauvette, 13e (331-60-74) en mat.
**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
**CLEMENTINE TANGO** (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-10-41)
**COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ** (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).
**COMMANDO** (Angl., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
**LA COURTISANE** (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
**LE CRIME D'AMOUR** (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
**DANTON** (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
**DE MAO A MOZART** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).
**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (527-07-06) ; Images, 18e (522-47-94).
**DIVA** (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04) : Ambassade, 8e (359-19-08).
**DOCTEURS IN LOVE** (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
**E.T. L'EXTRA-TERRESTRE** (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
**L'ÉTAT DES CHOSES** (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
**FIREFOX, L'ARME ABSOLUE** (A., v.f.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
**LA FUITE EN AVANT** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
**GISELLE** (Bré., v.f.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
**LA GUERRE DU FEU** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
**HECATE** (Fr.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
**HITLER UNE CARRIÈRE** (All., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) : Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
**LA RIVIERE DE BOUE** (Jap., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).
**LE RUFFIAN** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
**S.A.S. A SAN SALVADOR** (Fr., All.) : Bergère, 9e (770-77-58) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
**SUBWAY RIDERS** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
**SUPERVIXENS** (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
**LA TEMPÊTE** (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

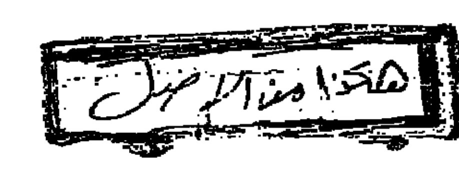
**LES FILMS NOUVEAUX**

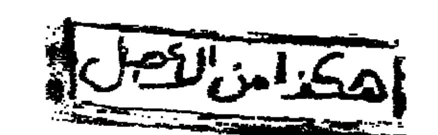
**A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE**, film américain de Blake Edwards. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; V.F. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-34-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
**LE BATTANT**, film français d'Alain Delon. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-82-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 8e (246-49-07) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (626-10-96).
**L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS**, Film français de Marcel Jullian. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
**LE PREMIER AMOUR**, film israélien d'Uriel Pérez. V.o. : Marais, 4e (278-47-86).
**LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE**, film français de Michel Vocoret. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
**TRIPTIQUE**, film soviétique d'Ari Khanrev. V.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

**L'HONNEUR D'UN CAPITAINE** (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
**IDENTIFICATION D'UNE FEMME** (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
**LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).
**LE JOURNAL DE CAMPAGNE** (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. sp.).
**MAYA L'ABEILLE** (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
**LES MISÉRABLES** (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
**LA MORT AUX ENCHÈRES** (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
**LA NUIT DE SAN LORENZO** (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
**OFFICIER ET GENTLEMAN** (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Murat, 16e (651-99-75)) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
**L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III** (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
**PINK FLOYD THE WALL** (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
**PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS** (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).
**LE PRIX DU DANGER** (Fr.) (*) Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio-Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
**LA REVANCHE DES HUMANOIDES** (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-
**LE TERRITOIRE** (A.-Port., V. Ang.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33) : Olympic, 14e (542-67-42).
**TIR GROUPE** (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
**TRAVAIL AU NOIR** (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.F. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
**TRON** (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Napoléon, 17e (380-41-48) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
**UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES** (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ;
**VICTOR, VICTORIA** (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
**VIGILANTE** (A.) (**) : V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
**UNE CHAMBRE EN VILLE** (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
**LES UNS ET LES AUTRES** (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
**WESTERN** (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
**YOL** (Turc, v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — Vf. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

### *Les festivals*

**RETROSPECTIVE PHILIPPE GARREL** : Studio 43, 9e (770-63-40).
**VOTEZ REDFORD.** (v.o.) Action La Fayette 9e (878-80-50) : L'ultime randonnée.
**FESTIVAL DE COMEDIES AMERICAINES** (v.o.) Ranelagh, 16e (288-64-44), 19 h 30 : Les Producteurs ; 21 h 30 : Drôle d'embrouille.
**FESTIVAL DE CINEMA BRESILIEN** (v.o.) Denfert, 14e (321-41-01), 18 h : Glissements progressifs du plaisir ; 21 h : A Dama do Locatao.
**25 ÉCLAIRS DANS LA NUIT** : Olympic, 14e, (542-67-42), 20 h : l'An 01 ; 18 h, 22 h : la Drôlesse ; les Demoiselles de Rochefort.
**FESTIVAL BUSTER KEATON** : Marais, 4e (278-47-86) : Fiancées en folie.
**PROMOTION DU CINÉMA** Studio 28 18e (606-36-07), (v.o.) ** : Plus beau que moi tu meurs.
**FESTIVAL BOGART** (v.o.) Action La Fayette, 9e, (878-80-50) : les Passagers de la nuit.
**FESTIVAL MARX BROTHERS** (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Les Marx au grand magasin.







# COMMUNICATION

## Jeudi 3 février

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**20 h 35 Téléfilm : Après tout ce qu'on a fait pour toi.**
De J. Fansten, avec M.-C. Barrault, M. Blanc.
*Les difficultés de jeunes parents, divorcés, avec leur fils Mathieu, quinze ans, au bord de la délinquance. Un peu schématique parfois, mais beaucoup d'humour et de tendresse.*

**22 h 10 Histoire des inventions : inventer pour le plaisir.**
Emission de D. Costelle.
*Tous les moyens de jouer. De la toupie aux ombres chinoises, aux jeux d'échecs ou aux ordinateurs : l'un des épisodes les plus réussis de cette série, qui se termine, hélas !*

**23 h Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2

**20 35 Planète bleue : Les loopings de l'aviation.**
Magazine de L. Broomhead, réal. J.-P. Spiero.
*Retour de l'avion à hélice, moteur à hydrogène, navette spatiale... L'avenir de l'avion à quel prix, pour quels passagers ? Ces questions seront posées aux téléspectateurs, qui pourront y répondre au 360-02-02.*

**21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.**
*Avec Peter Gabriel, Pat Benatar, Marshall Crenshaw, Men at Work, Coluche.*

**22 h 40 Patinage artistique.**
Championnats d'Europe à Dortmund.

**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

**20 h 35 Cinéma 16 : Le jour le plus court.**
De P. Kast, avec C. Spaak, H. Balsan.
*Juin 1944, la Résistance, le Jura. Un homme et une femme se rencontrent. Naissance et développement d'une passion dans un climat d'été et de précarité. C'est gai, joliment raconté, trop même, au bord de l'invraisemblable.*

**22 h 40 Journal.**

**23 h Une minute pour une image.**
*Chaque jour une photo à regarder avec Agnès Varda.*

**23 h 5 Prélude à la nuit.**
*Sonate à quatre mains*, de F. Poulenc, par G. et B. Picavet, au piano.




### FRANCE-CULTURE

19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la médecine** : le cerveau du début jusqu'à la fin.
20 h, **Le jour vient et la nuit aussi**, de S. Frontes, avec J. Leuvrais, N. Nerval, F. Maistre...
22 h 30, *Nuits magnétiques : liaisons dangereuses.*

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert (donné à la Philharmonie de Berlin le 11 septembre 1982)* : « la Force du destin », de Verdi ; « Concerto pour violon, violoncelle et orchestre », de Schnittke ; « Des Knaben Wunderhorn », de Mahler ; par l'Orchestre philharmonique de Berlin ; dir. G. Sinopoli ; *sol. O. Kagan, violon ; N. Gutman, violoncelle* ; L. Popp, soprano ; T. Krause, baryton.
23 h, **Récital de piano** : œuvres de Bartok, Liszt, par I. Biret.

## Vendredi 4 février

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**11 h 15 Vision plus.**
**12 h HF 12 (info).**
**12 h 30 Atout cœur.**
**13 h Journal.**
**13 h 50 Portes ouvertes : vivre sans voir ni entendre.**
**16 h 30 Croque-vacances.**
Dessins animés, variétés, bricolage.
**18 h C'est à vous.**
**18 h 25 Le village dans les nuages.**
**18 h 50 Histoire d'en rire.**
**19 h 5 Météorologie.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 45 S'il vous plaît.**
**20 h Journal.**
**20 h 35 Variétés : Retransmission du MIDEM.**
*Gala d'ouverture 83 avec Julien Clerc, Jean-Luc Ponty (France), The Commodores, Melissa Manchester, Aretha Franklin (U.S.A.), José-Luis Rodriguez (Venezuela).*
**21 h 40 Série : Merci Sylvestre.**
Real. Serge Korber, avec J.-L. Moreau, A. Doutey et C. Harari.
*Sylvestre, engagé comme majordome dans un hôtel particulier, tente de caser 12 000 tonnes de tomates à un Américain. Mais débarque un Russe avec un chargement de lentilles ukrainiennes. Avant-dernier épisode. Patience.*
**22 h 30 Patinage artistique.**
Championnats d'Europe à Dortmund (Allemagne).
**23 h 20 Journal et Cinq jours en Bourse.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2

**10 h 30 ANTIOPE.**
**12 h Journal.**
**12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.**
**12 h 45 Journal.**
**13 h 35 Emissions régionales.**
**13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.**
**14 h Aujourd'hui la vie.**
Un demi-siècle de « ravageuses ».
**15 h Série : Hunter.**
**15 h 45 Reprise : Planète bleue : Les loopings de l'aviation.**
(Diff. le 3 février à 20 h 35).
**17 h Itinéraires.**
De S. Richard. Sénégal.
*Organisation de la société, aspects économiques et culturels d'un pays d'Afrique occidentale de 5 millions d'habitants.*
**17 h 45 Récré A2.**
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 45 Le théâtre de Bouvard.**
**20 h Journal.**
**20 h 35 Feuilleton : Capitaine X.**
Réal. B. Gantillon, avec P. Malet, T.-A. Savoy, J.-P. Sentier...
*Leroy-Boucher, alias capitaine X, victime d'un chantage écœurant, est accusé d'espionnage. Un feuilleton plein de clichés.*
**21 h 35 Apostrophes.**
Magazine littéraire de B. Pivot.
*La vie privée des écrivains, avec MM. C. Mauriac* (Signes, rencontres et rendez-vous, le Temps immobile, *tome 7), G. Matzneff* (l'Archange aux pieds fourchus), *P. Sollers* (Femmes) *et J.-P. Tison pour M. Jouhandeau* (l'Épouvante, le Sourire aux lèvres).
**22 h 50 Journal.**
**23 h Ciné-club (cycle fantastique) : Le Fantôme de l'Opéra.**
Film américain d'A. Lubin (1943), avec N. Eddy, S. Foster, C. Rains, E. Barrier, L. Carillo, J. Farrar (v.o. sous-titrée).
*Un violoniste défiguré se cache dans les souterrains de l'Opéra de Paris. Il sème la terreur, pour se venger et imposer une jeune chanteuse (sa fille) comme prima donna. Cette transposition — en Technicolor — du roman fantastique de Gaston Leroux donne plus d'importance à la musique et au chant qu'à l'intrigue dramatique. Mais l'inquiétant masque du « fantôme » a été, comme celui du monstre de Frankenstein, créé par Jack Pierce.*

### TROISIÈME CHAINE : FR3

**18 h 30 Pour les jeunes.**
**18 h 55 Tribune libre.**
C.N.I.P. (Centre national des indépendants et paysans).
**19 h 10 Journal.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 55 Dessin animé.**
**20 h Les jeux.**
**20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
**20 h 35 Le nouveau vendrediß Nouvel horaire pour le mBardin, Jérôme Equer et Pierre Dhostel, qui continue ses rubriques habituelles.**
*Revue de presse ; Portrait : Jean-Daniel Corieux ; Flash pratique : les reflex 24 × 36 ; Concours.*
**22 h 20 Journal.**
**22 h 35 Une minute pour une image.**
**22 h 40 Prélude à la nuit.**
*Sinfonico en ré majeur*, d'A. Reicha, par le quatuor de flûtes Arcadie.

### FRANCE-CULTURE

Actualité de l'histoire ; *Que d'eau que d'eau.*
8 h, **Les chemins de la connaissance** :
Autoportrait d'un poète allemand, Stephan Hermlin : à 8 h 32, les explorateurs au Moyen Age.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des arts du spectacle.**
10 h 45, *Le texte et la marge* : « Mérimée », de J. Autin.
11 h 2, *Musique : Des musiciens tout terrain, l'Europe pour commencer* (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons** : Malaisie.
14 h 5, **Un livre, des voix** : « les Cœurs rouges », de H. Pérol.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : les inconnus de l'histoire (William Thorne).
17 h 32, **Instantané**, magazine musical.
18 h 30, **Feuilleton** : Le bonheur fou.
19 h, **Actualités magazine.**
19 h 30, **Les grandes avenues de la science moderne** : les *nouvelles découvertes sur* les rayons cosmiques, par M. Cassé, physicien.
20 h, **Emission médicale** (en liaison avec TF 1) : la révolution cellulaire, avec I. Barrère et E. Lalou.
21 h 30, **Black and blue** : Jazz et littérature.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

### FRANCE-MUSIQUE

8 h 10, **Œuvres de Hartmann, Haydn, R. Strauss.**
9 h 25 **Symphonie des Mille de Mahler.**
10 h 50, **Œuvres de Mozart, Schubert, Krenek, Beethoven**, par le Trio Krener.
12 h 15 **Intégrales des sonates de Beethoven**, par D. Ciani (et à 16 h 30 et 19 h 35).
13 h 30 **Jeunes solistes** : œuvres de Clementi, Haydn, Mozart, Weber, par le duo Palmier-Rigal.
14 h 30 **Les enfants d'Orphée** : en Amérique.
15 h **Œuvres de Sweelinck, Schütz, J.S. Bach, Buxtehude**, par le Collegium de Versailles, dir. : F. Langlois.
17 h 5 **Concert** : « Turangalila symphonie », de Messiaen, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : G. Amy.
18 h 30 **Studio concert** (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) : œuvres de Dufay, Binchois, Dunstable, par l'Ensemble Gilles Binchois.
20 h 20, **Concert** (émis de Stuttgart) : « Symphonie nº 95 », de Haydn ; « La Damoiselle élue », de Debussy ; « Daphnis et Chloé », de Ravel, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart et les chœurs de la Südfunk, dir. : G. Bertini ; chef des chœurs : H. Mende ; sol. : A. Auger, soprano ; J. Hamari, alto.
22 h 15 **Concert** : œuvres de Schubert, Weber, Mozart, par le Quatuor autrichien, avec M. Lethiec, clarinette.
0 h 5 : **Jazz.**

## TRIBUNES ET DÉBATS

### JEUDI 3 FÉVRIER

— *MM. Robert Jarry*, maire communiste du Mans, et *Jacques Chaumont*, sénateur R.P.R. de la Sarthe, participent à l'émission « Spécial municipales » d'Europe 1, à 19 h 30.

### VENDREDI 4 FÉVRIER

— *M. Albert Ferrasse*, président de la fédération de rugby, est invité à l'émission « Plaidoyer » à propos de l'apartheid en Afrique du Sud, sur R.M.C., à 8 h 30.

— *Mme Edith Cresson*, ministre de l'agriculture, répond à la question d'une auditrice : « Comment fonder une école d'agriculture biologique sans sa ferme ? », pendant l'émission « Qu'est-ce que je dois faire ? », sur Europe 1, à 8 h 50.

— *M. Jacques Chirac*, maire de Paris, président du R.P.R., est reçu au journal de 13 heures sur TF 1.

# En difficulté, « Toulouse-Matin » choisit le camp de l'opposition

**Toulouse. — Quatre mois après sa parution, *Toulouse-Matin* connaît ses premières difficultés. Et déjà renaissent les interrogations sur la survie d'un quotidien qui n'a pas su, la preuve semble désormais faite, ébranler le moins du monde le monopole de *la Dépêche du Midi*.**

Aujourd'hui, *Toulouse-Matin* licencie. Le journal, qui emploie cent dix personnes, vient de demander à l'inspection du travail l'autorisation de cinq licenciements économiques. Ce dégraissage touche deux correcteurs, deux clavistes et un seul journaliste, affecté au bureau parisien de l'entreprise, qui sera désormais supprimé. En fait, l'alerte avait été donnée il y a quelques jours lorsque M. Claude Bernardini, directeur de la SPEGI (société éditrice), décidait de mettre fin à la collaboration de trois jeunes journalistes parvenus au terme de leur période d'essai.

Le 21 janvier dernier, la direction du journal a obtenu des organisations syndicales (C.F.D.T. et S.N.J. pour les journalistes, C.G.T. pour le personnel technique) qu'elles donnent leur aval au plan de restructuration, un plan qui prévoit, outre quelques menues économies sur les frais de fonctionnement, une révision du contrat de location avec l'imprimeur. La SOMI, qui tire le titre, a accepté une diminution de 50 % du loyer de ses rotatives. D'autres mesures ont également été décidées, comme l'achat de « pages froides » au *Parisien libéré* ou à l'Agence centrale parisienne de presse pour les programmes de télévision.

Cet accord, que certains syndiqués récusent — *« on nous a mis le couteau sous la gorge en nous disant c'est ça ou on ferme la boite... »* — prévoit également le maintien des grilles de rémunérations actuelles pour les personnels journalistes appelés, dans la circonstance, à faire de gros efforts. Ce plan, qui, du propre aveu de la direction, ne règle en rien le déficit chronique du journal, a provoqué un certain désarroi, et nombre de réactions de dépit au sein d'un personnel qui craint que ce recul ne serve bientôt à mieux sauter, lors des prochaines élections municipales, par exemple.

De notre correspondant

Des tracts ont été distribués dans l'entreprise, attaquant violemment la direction et les syndicats, coupables, aux yeux des auteurs anonymes, d'avoir sacrifié des travailleurs, non syndiqués de surcroît, au « *chantage patronal* ». Une attitude qui n'est pas du goût de M. Bernardini, qui a brandi la menace de prochains départs.

### Virage à droite

Reste que la direction du quotidien veut faire croire à sa volonté de faire durer l'expérience, même si elle apparaît aujourd'hui moins crédible qu'hier. Certes, M. Claude Bernardini admet les difficultés financières de son entreprise. Le journal perdrait 750 000 francs par mois, alors que le déficit envisagé au départ ne devait pas dépasser 400 000 francs. C'est précisément pour limiter les dégâts que le directeur a proposé cette restructuration destinée à faire 200 000 francs d'économies mensuelles. Mais les six millions de francs investis par le principal actionnaire et unique bailleur de fonds à ce jour déclaré, M. Pierre Dumons, ne sauraient durer très longtemps sans un redressement de la situation générale de l'entreprise.

Or les chiffres qu'avance la direction apparaissent mauvais, les ventes sur Toulouse — ville plafonneraient à 6 200 exemplaires quotidiens, auxquels il faut ajouter quelque 3 000 autres numéros distribués aux abonnés payants ou dans les banlieues de la ville. Les rentrées publicitaires sur lesquelles M. Claude Bernardini fondait une partie de ses espoirs sont bien endeçà des prévisions initiales ; il avance 600 000 francs de recettes mensuelles pour quelque deux cent cinquante annonceurs fichés, alors que le potentiel se situe entre huit cents et millesur une agglomération comme Toulouse.

Mais le vrai échec de *Toulouse-Matin* tient peut-être au flou de son projet rédactionnel. M. Claude Bernardini le reconnaît volontiers : *Nous avons voulu jouer la carte d'un certain pluralisme. Toulouse n'en veut pas. Tout le courrier, les gens que je rencontre dans divers dîners, me le disent* ». L'opinion de droite attendait un quotidien dit d'opposition. On ne lui a donné jusqu'à présent qu'un patchwork de sensibilités dans lesquelles elle est loin de se reconnaître. *Nous n'avons pas assez ciblé notre public. Nous allons être appelés à revoir le contenu rédactionnel, notre équipe, notre philosophie* », dit encore M. Claude Bernardini. Il estime que les journalistes qui ne se sentiront pas à l'aise dans les nouveaux habits du journal pourront quitter l'entreprise, autorisés à faire valoir la clause de conscience.

*Toulouse-Matin* profite de la crise qu'il connaît pour mieux choisir son camp, conforté par l'attitude de la gauche toulousaine accusée de lui faire barrage. D'ores et déjà, la réorganisation de la rédaction est en cours. Les consignes commencent à tomber et les journalistes n'ont guère d'autre choix que se soumettre ou se démettre. *Toulouse-Matin*, qui rêvait d'un temps d'un rachat par *Sud-Ouest* ou *Le Progrès*, Brest aujourd'hui contraint d'abattre son jeu au moment où bien des indices indiquent que la partie touche à sa fin.

GÉRARD VALLÈS.

# Apaisement à « l'Union » de Reims

## Une assemblée générale des associés sera convoquée le 21 février

Une réunion de travail regroupant l'administrateur judiciaire, Me Hubert Lafont, et les membres du comité d'entreprise de *l'Union* de Reims s'est tenue, mercredi matin 2 février, au siège du journal. Me Lafont était accompagné d'un membre de son cabinet et de M. Claude Roussel, inspecteur général au ministère de la communication, ancien P.-D.G. de l'Agence France-presse, commis comme expert à la demande de l'administrateur provisoire. Leur présence à *l'Union* était le premier signe de la détente intervenue dans la crise qui a durement secoué le journal, et qui a vu successivement un directoire C.G.T. se substituer au conseil de gérance pour prévenir tout dépôt de bilan et refuser un éditorial du rédacteur en chef délégué, M. Pascal Sellier, stigmatisant cet abus de pouvoir du syndicat du Livre.

Le communiqué du gouvernement désavouant cette prise de contrôle de la C.G.T., venant à l'appui du signal d'alarme tiré par plusieurs journaux, allait renverser le cours des événements, cependant que M. Jacques Piot, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du Livre (F.F.T.L.), s'employait à nouer le dialogue avec l'administrateur désigné.

A l'issue de la réunion de mercredi, il a été décidé qu'une assemblée générale extraordinaire des associés — représentant les douze mouvements de tous horizons politiques ou syndicaux propriétaires du quotidien régional *l'Union* — sera convoquée le 21 février. A cette assemblée générale sera proposée « *la modification des statuts de la société, afin de parvenir à une formule plus pragmatique de gérance unique* », précise le communiqué publié à l'issue de la réunion. Rappelons que les membres associés s'étaient déjà prononcés favorablement, en juin dernier, sur ce point de la gérance unique. Il est créé, d'autre part, « *un comité consultatif élu par le comité d'entreprise, composé de représentants de la rédaction (3), du personnel administratif (1) et du personnel technique (3)* ».

### « Consensus général »

« *Le comité d'entreprise*, conclut le communiqué, *a enfin constaté que le directoire de crise qui s'était constitué* [le 14 janvier, à l'initiative de la C.G.T.] *n'avait plus de raisons de subsister, et les membres de celui-ci ont alors déclaré s'effacer, conformément aux engagements pris lors de sa constitution, tant par lui-même que par la C.G.T.* » Me Hubert Lafont, administrateur judiciaire nommé par le tribunal de commerce, s'est félicité du « *consensus général* » enregistré lors de cette réunion. Toutes les organisations syndicales représentées à *l'Union* (C.G.T., S.N.J., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.) ont exprimé leur satisfaction devant cette nouvelle situation.

LE DÉBAT FILLIOUD-D'ORNANO SUR TF 1

# Nouveau retard pour la quatrième chaîne

Les statistiques du Service d'observation des programmes, qui comptabilise notamment les temps d'antenne accordés, à la télévision, aux personnalités politiques, seront désormais publiées de façon régulière, a indiqué M. Georges Fillioud, ministre de la communication, au cours du débat qui l'a opposé, mercredi 2 février, sur TF 1, à M. Michel d'Ornano (U.D.F.), ancien ministre et président du conseil général du Calvados. M. Fillioud a déclaré qu'en 1982 la majorité avait eu droit à 28 h 28 mn sur les trois chaînes contre 23 h 35 mn à l'opposition, mais que M. Mitterrand avait moins parlé l'an dernier à la télévision (16 h 41 mn) que M. Giscard d'Estaing en 1980 (18 h 34 mn).

D'autre part, M. Fillioud a annoncé que la quatrième chaîne verrait le jour durant l'année 1984, sans donner d'indication plus précise : il s'agit là d'un nouveau retard, puisque « Canal plus » — nom officiel de la quatrième chaîne — devait commencer à émettre cette année. Le ministre de la communication l'avait confirmé à plusieurs reprises, soulignant même que cette naissance aurait lieu en décembre 1983 (*le Monde* du 11 novembre 1982). M. Fillioud s'est aussi contenté de rappeler que « Canal plus » aura le statut d'une société d'économie mixte.

VU

## Droit dans les plumes !

*Ce que c'était rigolo, cette empoignade sur la télé, à la télé, mercredi soir (« Au cœur du débat »), cet écran en forme de ring, cette partie de catch as catch can entre Fillioud et d'Ornano. Tous les coups étaient permis, et ils s'en sont permis un maximum. Ça volait bas, d'accord, mais ça volait sec, droit dans les plumes d'un adversaire d'abord un peu estomaqué et puis vite rechargé à bloc, mitonnant, le sourire aux lèvres — il n'avait pas l'air de s'embêter non plus ! — une riposte bien brutale et bien canaille, assortie à l'attaque.*

*Tout y est passé : la pâtée prise par Fillioud aux dernières cantonales, ses déclarations au congrès de Valence... Tiens, attrape ! La purge de 1974 balancée par le tenant du titre de ministre à la figure de son challenger. Qui l'escamote en parlant de mesures de restructuration prises sur l'avis d'une commission présidée par un magistrat... Et qui, emporté par son culot, jette pêle-mêle le renvoi d'Elkabbach, de Cavada et de Gicquel à la tête du représentant de la gauche. Désolé, Gicquel c'est pas nous, c'est vous, c'est Giscard, c'est l'affaire des diamants. A droite, on accuse le choc, on dégage et on passe à autre chose, à Juquin, à la liste des journalistes communistes imposée par le P.C.F. aux P.-D.G. Feinte stupeur à gauche. Quelle liste ? quel Juquin ? de quoi, de qui est-il question ?*

*De toute façon, d'après un sondage Louis Harris, 62 % des Français approuvent la présence de communistes dans les salles de rédaction, alors inutile de s'énerver. On tire à hue et à dia des chiffres — 80 % d'entre nous se tiennent informés en regardant la télé, 54 % en lisant les journaux et 46 % en écoutant la radio — qui prouvent simplement que dans notre pays, Gutenberg cède le pas à Marconi. Et on se dispute l'explication de la grogne des téléspectateurs mécontents à 62 % de leur pâture quotidienne. Pas étonnant, ironise d'Ornano, ça rase, mais pas gratis.*

*Une consolation : même si les programmes sont moins bons, ils seront plus nombreux. En attendant les chaînes privées désirées par 62 % de l'opinion, on va en avoir une quatrième à péage l'année prochaine. Y aura-t-il des journaux ? Oui, sûrement. A propos, voici un résultat du sondage qui risque de vous étonner (on n'en a pas dit un mot à l'antenne) : près de la moitié des Français (47 %) trouvent normal que le pouvoir dicte sa conduite à la télé en matière de politique. De quoi désespérer !*

*Pourquoi voulez-vous, après ça, que la majorité, quelle qu'elle soit, se prive de ce fabuleux porte-voix ? Qui donc s'étonne de voir un Jack Lang monopoliser carrément l'antenne d'Europe 1 ce jeudi de 6 heures du matin à 11 heures du soir ? Personne. C'est le droit du vainqueur. Celui d'hier. D'aujourd'hui. Et de demain.*

CLAUDE SARRAUTE.

# ANNONCES CLASSÉES

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77.00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22.80 | 27.04 |
| IMMOBILIER | 52.00 | 61.67 |
| AUTOMOBILES | 52 00 | 61.67 |
| AGENDA | 52.00 | 61.67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151.80 | 180.03 |

| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col.* | Le mm/col. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

# BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
## INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHE ET DE FORMATION
### POSTES VACANTS

La Banque islamique de développement a récemment mis en place un Institut dont le but est d'entreprendre des recherches afin de permettre la conformité à la Chari'a, des activités économiques, financières et bancaires, et de fournir des possibilités de formation au personnel engagé dans les activités de développement des pays membres de la Banque.

Aussi, l'Institut islamique de recherche et de formation a le plaisir d'annoncer la vacance de certains postes dans ses Divisions de Recherche et de Formation, à pourvoir par des candidats qualifiés qui auront à travailler au siège de l'Institut à Jeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.

La langue officielle de l'Institut est l'arabe, les langues de travail étant l'anglais et le français.

Les salaires proposés aux postes vacants varient entre EU $ 25.000 et 50.000 par an. D'autres avantages existent, dont l'indemnité d'installation, logement meublé gratuit, voyage gratuit pour le congé annuel, indemnités aux personnes à charge, indemnités scolaires, soins médicaux gratuits, assurances vie et multirisques, système de retraite soumis à la retenue, indemnité de transport local.

Les fonctions des emplois relatifs aux différents postes se présentent comme suit :

### A — Postes vacants dans la Division des recherches

**1. Fonctionnaires chargés de la recherche (Réf. R-1).**

**Fonctions de l'emploi**

Aider à planifier, entreprendre, superviser et préparer la recherche fondamentale et appliquée dans les sciences économiques islamiques.

**Qualifications requises**

Doctorat en sciences économiques avec connaissance de la Chari'a. Excellente connaissance de l'arabe et une bonne maîtrise de l'anglais et/ou du français. Expérience requise 8 ans au minimum.

**2. Fonctionnaires chargés de la Recherche (Réf. R-2).**

**Fonctions de l'emploi**

Aider à planifier, entreprendre, superviser et coodonner les projets relatifs à la recherche appliquée.

**Qualifications requises**

Doctorat en sciences économiques. Excellente connaissance de l'une des langues suivantes : anglais, arabe, français. 8 années d'expérience.

**3. Fonctionnaires chargés de la recherche (Réf. R-3).**

**Fonctions de l'emploi**

Aider à promouvoir, suivre et coordonner les programmes de recherche extérieure, et collaborer avec les institutions de recherche au niveau national et international.

**Qualifications requises**

Doctorat en sciences économiques. Excellente connaissance de l'une des langues suivantes : anglais, arabe, français. 8 années d'expérience.

Pour les trois postes susmentionnés, sont préférables les candidats qui jouissent d'une expérience internationale et ayant déjà publié des recherches.

**4. — Fonctionnaires adjoints chargés de la Recherche (Réf. R-4).**

**Fonctions de l'emploi**

Entreprendre et diffuser les projets de recherche fondamentale et appliquée relative aux sciences économiques islamiques et aux économies des pays musulmans.

**Qualifications requises**

Doctorat ou Maîtrise en sciences économiques. Excellente connaissance de l'une des langues : anglais, arabe, français. 6 années d'expérience au minimum.

**5. — Fonctionnaires adjoints chargés de la recherche (Réf. R-5).**

**Fonctions de l'emploi**

Entreprendre et coordonner la préparation de bibliographies, catalogues index, glossaires, encyclopédies et d'autres sources de références à utiliser pour la recherche dans les domaines économiques financier et bancaire.

**Qualifications requises**

Maîtrise en sciences économiques. Parfaite connaissance de l'arabe et de l'anglais, connaissance du français souhaitée. 5 années d'expérience.

### B — Postes vacants dans la Division de Formation

**1. — Chef de la section des programmes et de la planification (Réf. T-1).**

**Fonctions de l'emploi**

La principale fonction est de planifier des programmes de formation pour le personnel travaillant dans les secteurs liés au développement, et aider à organiser et à préparer les matériaux nécessaires pour les séminaires.

**Qualifications requises**

Doctorat ou maîtrise, expérience pratique dans ce domaine d'au moins 8 et 11 ans respectivement. Excellent en arabe avec une bonne maîtrise de l'anglais et/ou du français.

**2. — Fonctionnaire chargé de la formation (Réf. T-2).**

La fonction principale est de diriger la formation, organiser des séminaires et des cours de formation.

**Qualifications requises**

Doctorat ou maîtrise avec une expérience pratique dans les domaines concernés d'au moins 6 et 9 ans respectivement. Excellent en arabe, avec une bonne maîtrise de l'anglais et/ou du français.

**3. — Fonctionnaire adjoint chargé de la format. (Réf. T-3).**

**Fonctions de l'emploi**

La fonction principale est d'aider à la préparation et la planification des séminaires et cours de formation.

**Qualifications requises**

Maîtrise ou licence avec une expérience pratique dans les domaines concernés d'au moins 7 et 10 ans respectivement. Excellent en arabe avec une bonne maitrise de l'anglais et/ou du français.

**6. — Traducteurs académiques (Réf. R-6).**

Traduire des textes académiques dans les deux sens pour l'une des langues suivantes : arabes, anglais, français et préparer la publication des recherches dans les domaines économique, bancaire, et financier.

**Qualifications requises**

Maîtrise de lettres. Un diplôme professionnel de traduction est préféré. Excellente expérience de 7 années au moins dans la traduction de travaux académiques, vers et à partir de l'une des trois langues : anglais, arabe, français.

Les candidats intéressés pourraient envoyer leur curriculum vitae ainsi que les photocopies de leurs diplômes correspondants y compris leur photo d'identité à l'adresse suivante :

**Admin. and Finance Division, Islamic Research and Training Institute, P.O. Box No. 9201, Jeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.**

La date limite de réception des demandes est fixée au 15 mars 1983.

# EMPLOYMENT OPPORTUNITIES IN SAUDI ARABIA

**A REPUTABLE COMPANY OPERATING IN SAUDI ARABIA IS SOLICITING EMPLOYMENT APPLICATIONS FROM FRENCH NATIONALS FOR THE FOLLOWING POSITION.**

## « PLANS AND PROGRAM SPECIALIST »

**DUTIES :** Applicants must be able to assist in the formulation of training doctrine for application to current and projected training programs and in preparation of the master training plan.

**QUALIFICATION REQUIREMENTS :** Applicants must have two years French military experience on planning staff of formally constitutes training organization such as division schools, post, camp or station central training activity or service school. Should have been in a technical service in the military or in a civilian technical organization. Should have experience in a technical Training program in a developing country. Should be familiar with French army ordonance material. Fluency in English language is mandatory.

— We offer excellent employment conditions and attractive salaries and benefits to qualified applicants.

— Applications with detailed C.V. in English may be sent to :

**MANAGER, CRG**
**P.O. BOX 2731**
**RIYADH 11461**
**SAUDI ARABIA**

SOCIÉTÉ recherche

## PROGRAMMEURS

GAP 2, Inter actif avec 2 ans minimum d'expérience. Ces postes sont pourvoir pour une mission à durée illimitée. A l'île de la Réunion.

Téléphone : (1) 758-66-06 pour rendez-vous avec M. GAGEONNET.

IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE recherche pour poste Afrique Noire francophone

## 1 ZOO TECHNICIEN

Ingénieur ou titulaire BTS spécialité élevage avec expérience outre-mer.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétentions à L.T.P. sa/réf. 8 784 31, bd Bonne Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02.

For its LONDON based international headquarters

## AMNESTY INTERNATIONAL

requires a

## FRENCH LANGUAGE PROGRAMME ATTACHÉ

JOB DESCRIPT : English to French translation of the monthly newsletter and press releases ; revision of other official texts ; assisting decentralized French publishing programme ; coordinating volunteer work.

REQUIRED : French mother tongue. Professional experience as senior translator or revisor. Capacity to work in small team. Acquaintance with legal and diplomatic language an asset.

SALARY : £ 8.750 p.a (indexed).

Write to personnel office AMNESTY INTERNATIONAL 10, Southampton Street WC 2E — 7HF — LONDON Before Feb. 18.

# GROUPE INTERNATIONAL D'AUDIT

Paris-8e — recherche pour ses bureaux

## PARIS — LYON et DOUALA

# AUDITEURS

Ils auront une bonne connaissance de l'anglais, une expérience pratique de l'Audit selon les normes internationales de 3 à 5 ans, une formation supérieure et des études d'expertise comptable en cours.

Env. C.V. prét., et photo à Mme Lippuner, 6, avenue Marceau — 75008 PARIS.

Lycée Français de Los Angeles recherche

## PROFESSEURS :

Français, Philosophie, Maths, Histoire-Géographie, Sciences naturelles, Physique-Chimie et

## INSTITUTRICES

Envoyer C.V. et photo, 3261 Overland avenue, Los Angeles. Californie 90034.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

**296-15-01**

## OFFRES D'EMPLOIS

# LE GRAND LIVRE DU MOIS

*recherche une*

## *secrétaire de rédaction*

*Elle est responsable d'une revue littéraire mensuelle, destinée aux adhérents d'un Club de Livres. Elle est chargée de la rédaction et de la réalisation de cette revue : contact avec journalistes, écrivains, agences photos, studios de dessins... Elle participe au Comité de Lecture et au choix des ouvrages. Elle dépend de la Direction Commerciale dont elle applique la politique dans le respect rigoureux des plannings.*

*Ce poste s'adresse à un ou une professionnelle de l'Édition, de la Presse ou de la VPC, possédant au minimum 5 ans d'expérience et une réelle compétence de la rédaction — appuyée par un dossier Presse ou Publicité.*

*Les dossiers de candidatures — sous ref. 2587 M à préciser sur l'enveloppe — seront traites confidentiellement par*

**DEVELOPPEMENT**

*10, rue de la Paix - 75002 Paris.*



# INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

1) Pour la Direction des Etudes :

A) Pour participer à des développements en logiciel dans les domaines suivants :

- S.G.B.D. et langages,
- systèmes d'exploitation,
- bureautique,
- télétransmissions et réseaux.

**a) DES INGÉNIEURS AYANT UNE FORMATION INFORMATIQUE GRANDES ÉCOLES OU MAITRISE + D.E.A.** (RÉF. DE-4)

**b) DES ANALYSTES PROGRAMMEURS TITULAIRES D.U.T. INFORMATIQUE** (RÉF. DE-5)

**B) UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN** (RÉF. DE-6)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouveaux analyseurs à base de microprocesseurs.

2) Pour la Direction Commerciale Informatique :

**DES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX pour l'avant-vente et l'après-vente** (RÉF. DCI-7)

Ces postes nécessitent une expérience de 2 à 5 ans passés chez un constructeur ou dans la réalisation de projets informatiques de gestion.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

Je cherche pour mon client, maison internationale de la branche alimentation et soin des animaux domestiques,

# directeur

pour le Profit Center France. Ce poste requiert une personnalité dynamique faisant preuve d'initiative, de volonté et d'esprit inventif et offre une tâche intéressante dans un secteur plein d'avenir.

**Fonctions principales:**
- contact personnel avec les gros clients
- acquisition de nouveaux clients
- réalisation des mesures d'impulsion à la vente et application des stratégies de marketing
- diriger un team déjà existant

**Nous exigeons:**
- formation commerciale et connaissances de marketing
- expérience dans la vente, de préférence du secteur biens de consommation; des connaissances spécifiques de l'alimentation pour animaux domestiques seraient un avantage
- plusieurs années de pratique dans la direction
- don d'enthousiasmer et de motiver; forte personnalité et capacité de travailler dans un team
- langues: français parfaitement; bonnes connaissances d'allemand
- âge idéal: entre 35 et 45 ans

**Nous offrons:**
- grande responsabilité et indépendance
- poste de confiance
- poste susceptible de développement dans une maison bien établie et appréciée de la clientèle
- lieu de travail: Paris

Veuillez adresser vos offres avec curriculum vitae, lettre d'accompagnement manuscrite et copies de certificats à l'adresse ci-dessous. Discrétion assurée.

**Dr. oec. publ. Franz Suter**
Marketing- und Unternehmungsberatung
Landenbergstr. 6, CH-8037 Zürich, Suisse

**Importante Société Informatique métro PONT DE NEUILLY**

recherche

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

débutants ou ayant une 1re expérience en MICROPROCESSEURS pour département recherche développement.

Adresser votre dossier de candidature à S.E.S.A. 30, quai de Dion-Bouton. 92806 PUTEAUX.

Préciser référence sur enveloppe : 32 LM.

## CONEXHOM

Société de conseil en recrutement vous prie de bien vouloir noter sa nouvelle adresse :
212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL-MALMAISON Cedex
Téléphone : 532.92.64

Conexhom
Conseil en Recrutement



## emplois régionaux

# GROUPE SANOFI
## CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY MONTPELLIER

Le service contrôle de gestion recrute

# 1 TECHNICIEN DE GESTION

**PROFIL :** Le candidat recherché sera titulaire d'un DUT de gestion (ou formation équivalente) et possédera éventuellement des connaissances ou une expérience d'applications de gestion informatisées.

**MISSION :** Il devra :
- préparer le dossier de Reporting mensuel à partir des données informatisées ;
- coordonner l'utilisation des applications informatiques de gestion ;
- assister le service juridique pour le contrôle des facturations.

Ce poste convient à un (une) candidat (e) jeune, débutant (e) ou ayant une première expérience, soucieux (se) de s'intégrer à une équipe, capable d'effectuer des travaux de base et également des travaux pour lesquels il (elle) devra faire preuve de qualités d'initiatives.

**CONDITIONS PARTICULIÈRES :** moins de 26 ans, chômeur indemnisé, ou femme seule ayant un enfant à charge (contrat de solidarité).

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo récente au Service du personnel.
CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY,
rue du Professeur-Joseph-Blayac, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

# INFORMATIS

recherche

## INGÉNIEURS

ayant 3 à 7 ans d'expérience du LOGICIEL dans les domaines :

**TÉLÉPHONIE**
**RADIO-TÉLÉPHONE**
**SYSTÈMES IBM**

VM-VSAM-EXEC pour développement de moniteurs.

**LOGICIEL MICROS**

MOTOROLA 6800, INTEL 80-85,

**« PROCESS » TEMPS RÉEL**

MITRA, SOLAR, PDP, SEL 32
26, r. Daubenton 5e 337-99-22.

FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE PARIS recherche

## RESPONSABLE FISCAL

Financier, droit des affaires. Quelques années d'exp. souhaitées

Ecrire avec C.V. au : C.E.D.A.P. — Rec., 15, rue Beaujon. 75008 Paris, qui transmettra.

Organisme de formation cherche urgent PROF. D'ALLEMAND pour banlieue 93, 226-52-30.

# ANNONCES CLASSÉES

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80 | 180,03 |

| ANNONCES ENCADRÉES | La mm/col.* | La mm/lig. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre du développement important de ses ventes de systèmes d'informatique industrielle (Process Control).

**FOXBORO FRANCE S.A.**
Recherche

### UN INGÉNIEUR D'APPLICATION

QUALIFICATIONS REQUISES :
– Expérience réelle de l'instrumentation et des systèmes informatiques de contrôle-commande des procédés industriels (ou formation de haut niveau en automatique).
– Expérience des langages de programmation haut niveau (BASIC ou FORTRAN), et de procédés industriels (chimie, papier, industrie alimentaire).

ANGLAIS COURANT

– Lieu de travail : Saint-Ouen-l'Aumône (zone industrielle de Cergy-Pontoise) et éventuellement des séjours de courte durée en France et à l'étranger.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
FOXBORO FRANCE S.A.
B.P. 741. 95004 CERGY-PONTOISE Cedex.
à l'attention de Monsieur C. CONTRE.

### PERSONNES HANDICAPÉES

Voulez-vous nous aider à promouvoir un service concernant uniquement les handicapés ?

Si vous avez des qualités ociales

Nous vous donnerons :
– une formation complète tous frais remboursés
– vous aurez des horaires libres.
– vous recevrez des commissions intéressantes.

Écrivez-nous Service des handicapés. Réf. G.C., 48 av. Hoche, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche son

### RESPONSABLE DU SERVICE ÉDITION

Agé d'au moins 35 ans, il devra avoir exercé pendant environ 5 ans des fonctions similaires, de préférence dans une imprimerie intégrée.

Il connaîtra parfaitement les différents secteurs composant cette activité (composition de textes, dessin, photogravure, impression, façonnage).

L'aptitude au commandement, à la gestion et au développement commercial seront des critères de choix déterminants.

Lieu de travail :
Proche banlieue parisienne.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº 60057 Contesse Publicité 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

STE D'EXPERTISE COMPTABLE, Pte de Bagnolet
recherche

### ADJOINT

A CHEF DE GROUPE
D.E.C.S. COMPLET. Expérience Cabinet, indispensable. Poste évolutif pour élément dynamique et motivé.
Adresser C.V., manuscrit + photo et prétent. à : A.M.P. sous réf. nº 58.441 F, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

CABINET EXPERTISE
recherche

### STAGIAIRE EXPERT-COMPTABLE

D.E.C.S. complet, préférence 1 certificat supérieur et 2/3 années expér. Belle opportunité pour candidat souhaitant formation haut niveau.
Ecrire C.V. et prétentions F.M. RICHARD et Associés, 7, avenue de Friedland, PARIS-8ᵉ, (discrétion absolue).

Urgent S.A. – H.L.M. banlieue Sud-Est
recherche
VENDEUR (SE)
QUALIFIÉ (E)
de logements, PAP. Fixe + intéressement.

Téléphoner pour R.-V. 706-88-00, poste 408.

VILLE SUD RÉGION PARISIENNE
recrute

### 1 ANIMATEUR (TRICE)

pour direction maison de quartier

Envoyer candidature
Ecr. s/nº 7584 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SERVICE CULTUREL MUNICIPAL SUD
RÉGION PARISIENNE
recrute

### 1 ANIMATEUR (TRICE)

vie associative et maisons de quartier
Envoyer candidature
Ecr. s/nº 7663 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Entrepreneur Secteur bâtiment (93) rech. Cadre Comptable BP DECS adjoint au responsable administratif et financier 180.000 + – 297-48-95.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

### ● COLLABORATEUR

3 ans d'expérience cabinet D.E.C.S., formation supérieure

### ● STAGIAIRE DÉBUTANT

Ayant une exp. professionnelle

Envoyer C.V. et prétentions à :
J.-P. GOUPIL
12, rue Berlioz, 78140 Vélizy.

Notre société, filiale d'un groupe important est spécialisée dans la fabrication de câbles électriques de haute technicité, destinés à l'aéronautique, l'informatique, l'électronique industrielle. Dans le cadre de notre développement nous créons un poste d'

### INGÉNIEUR ÉTUDES

pour conception de câbles nouveaux.
Nous recherchons un INGÉNIEUR DIPLOMÉ (mécanique – électricité)
5 ans d'expérience souhaitée
Débutant possible.
Connaissances en transmission appréciées, anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Sté FILOTEX, BP 1, 91210 DRAVEIL.

### ASPRIGA

recherche

### 2 INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUE

Paris et région Grenoble.
Tél. : pour r.-vous 802-37-72.

On recrute
1 DIRECTEUR ADJOINT
salaire entre 5000 F et 6000 F nets, suivant expérience et diplôme : (DEFA, CAPASE, DECEP)

Envoyer C.V. et prétentions à : Centre Culturel Communal, 102, avenue du Général De Gaulle 94550 Chevilly-Larue.

Importante société
FABRICANT PEINTURES ET REVÊTEMENTS MURAUX
recherche pour RÉGION PARISIENNE

### 1º) JEUNE CADRE VENDEUR

chargé d'un secteur de clientèle existante et de la prospection

### 2º) JEUNE DÉLÉGUÉ TECHNICO COMMERCIAL

chargé du suivi des entreprises générales, bureau d'études, maître d'ouvrages BTS ou DUT option Bâtiment souhaité

Rémunération évolutive et intéressante

Adres. lettre manuscrite C.V. et photo Nº 59.770 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

## secrétaires

SERVICE CULTUREL D'AMBASSADE
recherche

### SECRÉTAIRE BILINGUE ARABE FRANÇAIS

(connaissance dactylo arabe et française)

Envoyer curriculum vitae à
RÉGIE-PRESSE
sous nº 4.673 M
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
Paris (2.000 personnes)
recherche une

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour son directeur général chargé des problèmes informatiques et de la coordination des activités du groupe.
Excellente secrétaire de haut niveau familiarisée si possible au milieu informatique.

Envoyer C.V. ss/réf. C.C. 300 à Espace et communication 35, rue Bellu, 75009 PARIS, qui transmettra.

Centre Technique,
Recherche

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BTS Anglais.
Expérience complémentaire paye et charges sociales informatique de bureau.
Contrat un an.
Embauche immédiate.
Ecrire avec C.V. et prétent. sous le nº 038.134 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## DEMANDES D'EMPLOIS

J.H., 19 ans, niveau Bac ch. emploi bureau, divers. Bruno Bouvier, 638-84-10.

### BIJOUTIER JOAILLIER

H. 21 ans, ayant terminé son apprentissage de 3 ans chez grand patron. Consciencieux et travailleur, cherche place. Tél. le soir : 837-07-16 Ecr. s/nº 6.450 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### SALES MANAGER Grand Hôtel *****

LONDRES
Scandinave, 29 ans, possédant une formation supérieure et une expérience internationale acquise chez des tours operators, agences de voyages et grands hôtels de luxe (promotion hôtelière), pratique courante du français, de l'anglais, de l'allemand et des langues scandinaves,
désire se baser à PARIS et étudierait toute proposition. Ecr. nº 59.645 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

Jeune fille écossaise (17 ans) aimerait travailler au pair de mi-juin à mi-septembre 1983. LESLEY HOOD, 22, BRUCE TERR, IRVINE, AYRSHIRE, ECOSSE.

Typographe, metteur en pages, imposeur, monteur papier/film, cherche place stable, Paris, banlieue Sud.
Tél. : 068-53-51. Melun.

Secrét. direct., posit. cadre, 47 ans, célibataire, sérieuses références comptab. cherche situation en rapport. Prétent. 8.000X13.
Ecr. s/nº 0.000 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### créer votre démarche publicitaire,

visuelle et rédactionnelle :

**c'est mon job,**
depuis 15 ans, chez l'Annonceur et en Agences.
Je vous remercie de vos propositions de collaboration.
Je suis disponible.
Ecr. s/nº 6.453 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplômes. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) Boîte Postale 402-09 Paris.

### CAMÉRA 7

7, rue Lafayette, 75009 Paris
PHOTO-CINÉ-SON
VIDÉO
(Location de cassettes, vidéo VHS et Beta)

### SUPER PROMOTION

de cassettes VHS HITACHI
180 mm, 89 F TTC,
120 mm, 75 F TTC.

## cours et leçons

### MATH PHYSIQUE

VACANCES DE FÉVRIER
Stage intensif du 7 ou 12-2. 8 élèves max. par groupe.

### MATH CONTACT

16, rue du Mail, 75002 Paris: Téléphone 236-31-63.

## enseignement

L'A.P.C.E.I. informe les cadres de l'ouverture de son stage :

### C.P.M.V.

MÉTHODES MODERNES DE MARKETING
le 28 février 1983
Ce stage de 12 semaines à temps complet est conventionné par le ministère du Travail (Fonds National de l'Emploi). Il est également accessible aux cadres en activité au titre du congé-formation.
A.P.C.E.I., 30, rue du Fief, 92100 Boulogne. T. 609-17-71.

## travail à domicile

Garderait personne âgée dans cadre agréable, à 65 km de Paris, pendant vacances scolaires, ou toutes autres périodes. Tél. : (16-37) 24-82-15.

## automobiles

## ventes

### de 5 à 7 C.V.

Part. vd Peugeot 104 SR 6 CV, 1980, beige, 41.000 km. Prix 24.000 F.
Tél. 732-02-60, poste 2251 ou 918-39-35.

### de 12 à 16 C.V.

### B.M.W. 525 IA - 82

30.000 km, grise métal. GARANTIE. Prix très intéress. HERTZ Courbevoie, 334-02-00.

## deux-roues

Vends moto BSA A 65 FS Firebird 1971, 650 CC, moteur neuf. Tél. : 238-10-08.

# L'immobilier

## appartements ventes

**VOTRE STUDIO A L'ALPE D'HUEZ**

3ᵉ STATION FRANÇAISE
Soleil/Ski/Loisir/Accueil

à partir de

**159 000 F***

*avec 5 % à la réservation

● sur un site prestigieux attenant à la station, au cœur des pistes.
● un immeuble para-hôtelier à l'architecture parfaitement intégrée, conçu et réalisé par un constructeur à grande expérience et réputation sur la station (Ent. Di Foggia Frères, Grenoble).
● des prestations de qualité (sanitaires, kitchenette équipée).
● du studio* au 2 pièces avec mezzanine de 16* à 43 m².
● un rapport qualité/prix sans précédent

LE MÉTÉOR

Immobilier Les 2 Dauphins
Tel. (76) 80 40 43

### 1ᵉʳ arrdt

FORUM
DANS IMM. RÉNOVÉ

### STUDIOS ET 2 PCES 3 ET 4 P. DUPLEX

à aménager. Me voir jeudi, vendredi, 14/18 h.
1, RUE DU CYGNE.

OPÉRA très beau 5 PIÈCES, confort, 4ᵉ étage, ascenseur. 1.200.000 F. T. 548-72-38.

### 4ᵉ arrdt

CŒUR MARAIS
Dans GD HOTEL PARTIC.
TTES SURFACES à rénover.
PROPRIÉTAIRE 766-03-18.

### 5ᵉ arrdt

10 mn R.E.R. LUXEMBOURG
Mº C.-LEMOINE-MONGE
PRÈS LYCÉE HENRI-IV.
Livraison immédiate

### 2 à 4 P., 43 à 97 m²

+ terrasses, parking.

Tous les jours sauf mardi et férié.

### 2, RUE LAROMIGUIÈRE

14 h./18 h. ou
BEGI : 267-42-08.

### NEUF CONSTRUCTION EN COURS

IMM. TRÈS GRAND LUXE DE 29 APPARTEMENTS
Livraison 1ᵉʳ trimestre 1983.

### JARDIN PLANTES

1 et 3 RUE POLIVEAU

DU 2 AU 5 PIÈCES et DUPLEX-TERRASSES.

Prix moyen 15.000 F le m². Ferme et définitif.

APPARTEMENT TÉMOIN
Tous les jours 14 h à 19 h. Sauf mercredi et dimanche.

A.W.I. – Tél. : 267-37-37.

### JARDIN PLANTES

2 p., confort, 4ᵉ, asc. 320.000 F. 526.99.04.

**PANTHÉON** b. chbre, coin cuis., 2ᵉ ét., v. dég., 87.000 F, 325-97-16.

### 6ᵉ arrdt

### ODÉON 2 P., 70 m²

charme, asc., 354-42-70.

### 9ᵉ arrdt

### 9ᵉ RÉSIDENTIEL

Imm. pierre de T., asc.
Appt occupé, 90 m². 5 P. par couple, 75 ans. 440.000 F. Tél. : 280-64-74, poste 406.

9ᵉ, centre,grd stud. équipé Tt cft. 3ᵉ ét. sur rue, bas prix, vu urgence. 526-00-35.

### 11ᵉ arrdt

PARMENTIER
Je vds 4ᵉ ét. bel appt 2 p. cft. 55 m², 280.000 F à débattre. Tél. : 554-74-85.

RÉSIDENCE

### LES COURTILLES

MÉNILMONTANT
Immeuble nf, gd stand., tt cft. 2 à 5 p. Livrais. immédiate
PRÊT CONVENTIONNÉ
PRIMM. Tél. : 788-11-23.

### 12ᵉ arrdt

### DAUMESNIL

3 pièces, entrée, cuisine, w.-c. à rénover. Bel imm. ravalé. 310.000 F. 526-54-61.

### 14ᵉ arrdt

PARC MONTSOURIS MIXTE séj., 3 chbres, tt cft + chbre serv. 860.000 F. 327-28-60.

### 15ᵉ arrdt

RUE ROUELLE
2 pces, 52 m², beau living. + TER. 47 m² Sud, calme. 690.000 F. Tél. : 288-28-18, après 18 heures.

### FÉLIX-FAURE

4 pièces, cuisine, bains, entièrement refait. Bel immeuble ravalé, 4ᵉ ét. ss asc., 695.000 F. PROPRIÉTAIRE : 502-19-19.

ÉLIX FAURE, pptaire vend r.-de-ch., studio état neuf. 110.000 F à déb. 554-74-85.

LOURMEL, séjour-double, 3 chbres, s/jard., placards, s.de bains, cuis. équipée. Balc. 990.000 F. 577-96-85.

### 16ᵉ arrdt

RUE DE LA

### FAISANDERIE

180 m² dans bel immeuble. LIV. 40 m², 3 CHBRES. Cuis., 2 salles de bains, 3ᵉ étage sur cour avec ascenseur. Peintures à prévoir.
Prix : 1.500.000 F
PPTAIRE : 502-19-19.

TROCADÉRO. plusieurs 2/3 p., grand stand. 900.000 F à 1.200.000 F. 783-89-86. 548-54-99.

### 17ᵉ arrdt

WAGRAM
P. de taille, standing, étage élevé, soleil, grand appt, 4 chbres, prof. libérale possible. Téléphone : 268-05-43.

### 45, AV. VILLIERS

Mº MALESHERBES. DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION.
Vis. jeudi-vendredi 13/18 h.

### 19ᵉ arrdt

### EXCEPTIONNEL

15, RUE DE ROMAINVILLE
Imm. neuf, luxe, reste quelques 2/3 p., prêt conventionné depuis 469.000. S/place, 14 h. 30 à 18 h. 30, sauf mardi et dimanche. 506-16-43, matin ou 245-24-55, l'après-midi.

Pr. PARC BUTTES-CHAUMONT Bel immeuble d'angle, p. de t. ravalé, 2ᵉ ét., asc., balcons, dégagé, pl. sud. 4 pces, 100 m², tout confort. Agencé et décoré par professionnel. 750.000 F + 30.000 F, reprise justifiée. A.B.C. 208-06-14.

### 20ᵉ arrdt

Mº MARAICHERS, studio tout équipé neuf, petit imm. 170.000 F. 590-86-06.

PARTICULIER VEND
PARIS-20ᵉ (Métro Gambetta)

### STUDIO AMÉNAGÉ

Impeccable - 6ᵉ ét. sans ascenseur. Prix 127 000 F
Tél. : 020-18-28 (le soir)

### 78-Yvelines

CHATOU PRÈS R.E.R.
Studio récent 240.000 F
S.A. LE CLAIR - 359-69-36.

### 91 - Essonne

### GIF/YVETTE

Prox. toutes commodités 3 p, 90 m² + loggia sud-ouest, séj., 2 chbres, cuisine, bains, w.-c., cave, parking extérieur 485.000 F – 928-68-00.

### BURES/YVETTE

Prox. toutes commodités, 5 Pièces, 115 m² + balcons et loggia ouest, séjour 37 m², 3 chbres, cuis. aménagée, bains, Salle d'eau, rangements cave, park. extér. 730.000 F. dont C.F.F. Tél. 928-68-00.

### 92 Hauts-de-Seine

Dans immeuble style

### HOTEL PARTICULIER

Beau 4 p., calme, soleil, terr. fim. Neuilly Levallois, prix int., direct. pptaire, 329-58-55 (ap. 19 h, 326-13-00).

BOULOGNE récent 1978 MAGNIFIQUE APPT 5/6 PIÈCES, 995.000 F., 2 bains, dressing, cellier, cuisine équipée, balcon SUR JARDIN. Tél. 577-96-85.

### BOURG-LA-REINE

200 mètres du métro
2 PETITS IMMEUBLES DE TRÈS GRANDE CLASSE EN PIERRE DE TAILLE
R.-de-ch. + 3 et 4 étages du studio au 4 pièces et gds duplex de 4 et 5 pièces. Livraison prévue 2ᵉ trimestre 1983. SPDI - 350-14-80.

### 94 Val-de-Marne

Proximité métro fin 1984 (Villejuif 94 800), part. vend à part. dans petite résidence de 3 étages, construction 1976, appt 66 m², ensoleillé, 2 chbres, gd séjour, cuisine, s. de bains, tt cft, gd balcon, parking + cave, excellent état. Prix : 450.000 F
Tél. le soir à partir 19 h 728-94-57 ou samedi toute la journée.

### NOGENT

Proximité BOIS, RER dans parc magnifique. Calme 108 m² + BALCONS, parking s/sol.
PRIX 1.055.000 F.

### DEJUST. 883-15-50.

## appartements achats

### EMBASSY SERVICE

8 av. de Messine 75008 Paris recherche URGENT APPT

### de 120 m² à 150 m² ACHAT ou LOCATION 16ᵉ, 8ᵉ, 7ᵉ, 562-16-40.

## locations non meublées offres

### Paris

Appt 3 pces, tt cft, + box. 17ᵉ, loyer 3.300 F/mois char. comp. Lib. 1ᵉʳ mars. Téléphone : 707-38-21.

## locations non meublées demandes

### Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés à Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

Collaboratrice journal cherche 2 p., tt cft, calme, de préférence dans 10ᵉ, 11ᵉ, 15ᵉ, loyer jusqu'à 2.000 F, ch. compr. Ecr. s/nº 6.440 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SERVICE EMPLOI-LOGT-ÉTUDIANT
– Vous avez des chambres, studios, appartements à louer...
– Vous avez une offre d'emploi susceptible de convenir à un étudiant...
Ecrivez ou téléphonez au : Service EMPLOI-LOGEMENT U.N.E.F., 72, rue de Clichy, 75009 PARIS. T. 281-52-12 (aucuns frais d'agence).

### PROPRIÉTAIRES

Louez vite et sans frais. ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphoner au : 296-58-10.

### Région parisienne

LES LILAS. Fonctionnaire, salaire élevé, cherche location F6 Les Lilas, accepte reprise import. Ecrire Havas annonces, 81, rue de la République, 69002 Lyon, sous réf. 5840.

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 8.000 F. 283-57-02.

## locations meublées offres

### Etranger

ROME via Cassia, appt à louer meublé, 5 p., 130 m², terr., dans résidence privée, grand standing, 900.000 lires mensuel. Libre 15 avril 1983. Ecr. s/nº 6.454 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## bureaux

### Locations

### 66 CHAMPS-ELYSEES

Domiciliation 800 F

### BUREAUX-MEUBLES

Secrétariat-services
B.E.B. - Tél. : 562-66-00.

CRÉATION S.A.R.L.
5.500 F H.T. tout compris, délais très rapides, domiciliation ttes entreprises.
34, Champs-Elysées, 562-42-12.

## locaux commerciaux

### Achats

Centre de formation des acteurs Français recherche local avec logement pour toutes ses activités, (cinéma, théâtre, escrime) Appart. prof. libre bail 3-6-9, ENU 250 m², entre 6000 – 8000 F, Téléphone F. Douster 281-29-82.

## fonds de commerce

### Achats

Particulier vend centre grande ville rég. Est (Lorraine) SALON COIFFURE ET INSTITUT DE BEAUTÉ 500 m², en pleine exp., très grande renom., install. réc., standing, très gros C.A. (il n'est pas important que le successeur soit un professionnel mais un très bon gestionnaire). Ecrire sous le nº T 038.128 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BOUCHERIE A VENDRE
Prix intéressant.
M. LOULI, 966-81-31, p. 401.

FACE VILLAGE SUISSE
Boutique VÊTEMENT ENFANT ou tout autre activité. 273-24-87.

### Ventes

PRÈS GARE DE L'EST HOTEL 3 étoiles N.N. 25 chambres, état neuf MURS et FONDS. Tél. : 727-54-02.

Aix-en-Provence
cède bail, tous commerces, centre ville, face grd coiffeur. Pet. loy., 50.000 F px à déb. Tél. (16-42) 23-19-80.

## immeubles

### MEILLEUR PLACEMENT 83

MURS BOUTIQUES 10 % NET INDEXE S/COUT CONSTRUCT. 12.7 % EN 1982
MICHEL BERNARD. 502-13-43.

ACH. IMM. VIDE même avec gros travaux. Paris, banlieue. Tél. 590-86-06 de 7 h à 21 h.

## pavillons

### ORSAY

Prox. ttes commodités 170 m² habitables, séj. dble, 6 chbres bains, salle d'eau, combles aménageables, s/sol complet, 1000 m² terrain 1.050.000 F Téléphone : 928-68-00.

### PAVILLONS

JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. 277-44-44.

### FONTENAY-aux-ROSES

Près R.E.R., belle maison bourgeoise en meulière s/2 niv. + ss-sol. SÉJ. DBLE + 3 CH., CH. CENT JD. RARE cse succession 700.000 F. Etude BOSQUET 705-06-76.

## villas

### LE VESINET

Très agréable VILLA parfait état récept/40 m², 3 chbres, bains, tt cft, jard. 730 m² 1.150.000 F.
AGENCE DE LA TERRASSE
LE VESINET (3) 976-05-90.

LE VESINET. Superbe et luxueuse villa, 9 p., 350 m² habitable s/1.350 m² terr. avec piscine, 3.150.000 F. Agence ROYALE. 950-14-60.

## maisons de campagne

PROVENCE
VAISON-la-ROMAINE (84)
Dans haut ville ancienne MAISON caractère pl. sud. Tt cft, tél., 3 p. 30 m² chac. Ter. 30 m² domin. pays. sans vis-à-vis - Px 530.000 F. Tél. pptaire (75) 28-07-09.

## propriétés

A vendre en Roussillon (66) belle propriété 91 ha avec 3 mas catalans typiques. Eau, électr., tél., accès asphalté. 3 rivières, site magnifique. Rens. : REGIRA, BP 43, 66110 Amélie-les-Bains.

170 km PARIS SUD splend. Fermette 300 m² habit. tt cft. s/4.000 m² av. pièce d'eau. Prix 90.000 F - F. THYRAULT, 89 ST-Fargeau (86) 74-08-12, après 20 h (38) 31-13-93.

### PÉRIGORD MAISON DE MAITRE

8 hectares - pigeonnier, dépendances, très belle vue. 750.000 F. Doc. sur demande.
PROPINTER S.A., BP 33
24103 BERGERAC CEDEX
TÉL. (53) 57-53-75.

### SOLOGNE

A vendre pour chasse et placements forestiers petits TERRITOIRES avec ou sans étangs et bâtim.

Ecrire HAVAS Orléans nº 200766.

VAR, 10 km mer, 20 mn aéroport TRÈS BEAU MAS PROVENÇAL, caract. unique sur 2,5 ha., 186 m² habit. Tt confort, calme absolu.
3 millions à débattre.
Ecr. s/nº 7.665 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## terrains

YONNE : terrain à bâtir 4 900 m², viabilisé, 20 km sortie sud Auxerre A 6. Bourg de Mailly-le-Château. Façade 35 m plat, bordure D 950. PIVERT J. (6) 437-80-95.

## châteaux

220 KM PARIS SUD, CHATEAU XIXᵉ siècle, 12 p., sur cave voûtée p. de t., à rénover.

### RARE 220.000 F.

Etude BOSQUET 705-84-49.

## forêts

OUEST MASSIFS FORESTIERS 10 à 300 ha Feuillus-résineux, sols. HOUDIARD B.P. 83. LAVAL. Tél. : (43) 56-61-60.

## viagers

BOULOGNE
libre, living + 3 chbres. 600.000 F. + 4.000 F mois. Viager finance. 268-05-43.

### F. CRUZ. 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8ᵉ
Prix rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète

EXCELLENT PLACEMENT
Studio tt cft, 8ᵉ ét. imm. récent, 18ᵉ arrt 18.000 F cpt + 1.900 F. Occupé homme 75 ans CRUZ – 8, rue La Boétie. Téléphone : 266-19-00.

Etude LODEL 35, bd Voltaire PARIS-XIᵉ. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expér., discrétion, conseils.

## immobilier information

### ANCIENS-NEUFS

DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27, avenue de Villiers.
75017 PARIS - 227-44-44.

les annonces classées

**Le Monde**

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
**de 9 heures à 18 heures**
**au 296-15-01**

Le Monde

# équipement

## LA PRÉPARATION DU IXe PLAN

## La protection du patrimoine naturel est un investissement rentable

*souligne le rapport Josselin*

**Officiellement reconnu comme un domaine d'intervention de l'Etat depuis 1971, l'environnement est toujours considéré, malgré la crise, comme un secteur sensible auquel doit s'appliquer en priorité l'action gouvernementale. C'est du moins ce que recommande le rapport du groupe de travail environnement du IXe Plan, rapport préparé par M. Charles Josselin, député (P.S.) des Côtes-du-Nord, et rendu public le 1er février après sa remise au ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard.**

« *La défense de l'environnement doit, moins que jamais, être considérée comme un luxe, car on n'a pas les moyens de polluer d'abord pour dépolluer ensuite* », a souligné M. Josselin. Contrairement à l'idée couramment reçue, donc, la lutte contre les nuisances peut représenter une économie. On évalue en effet à 100 milliards de francs par an le coût du gaspillage collectif que représente la pollution, sans compter les frais ultérieurs de dépollution.

La défense du patrimoine naturel — on l'oublie trop souvent — est aussi une activité économique qui rapporte. Les emplois liés à l'environnement représentent aujourd'hui trois cent soixante-dix mille personnes. Le seul secteur de l'antipollution fournit près de deux cent mille emplois et réalise un chiffre d'affaires annuel de 40 milliards de francs. L'ingénierie en matière d'assainissement et d'épuration rapporte environ 3 milliards de francs par an à la balance du commerce extérieur, et les matériels spécifiques d'environnement laissent un solde commercial positif de l'ordre de 200 millions de francs.

Le groupe de travail évalue à 3 milliards de francs l'économie réalisable en devises si le gouvernement lance un programme de valorisation des déchets qui demanderait en cinq ans entre 1,5 et 2 milliards de francs d'investissements. Il s'agirait de porter à 45 % le taux de récupération des vieux papiers, de réutiliser les vieux pneus (1 million de pneus servant au rechapage, 250 000 tonnes étant brûlés comme combustible industriel), de régénérer les solvants (200 000 tonnes supplémentaires par an) et de valoriser le sang des abattoirs (65 000 mètres cubes supplémentaires par an).

« *La production d'énergie sera la principale source de pression sur l'environnement* », note le rapport, en soulignant les transferts de risques qui vont s'opérer. Le pétrole, dont la part doit passer en dix ans de 56 % à 30 %, va moins polluer (réduction des émissions de particules et de soufre), mais l'énergie nucléaire, passant dans le même temps de 10 % à 40 %, va provoquer « *un accroissement considérable des déchets radioactifs* » (multipliés par 2,6 à l'horizon 1990).

### Le bruit, l'ennemi

« *Si aucun effort supplémentaire d'assainissement n'est engagé, on peut s'attendre à une augmentation de la pollution de 70 % à 100 %* » vers l'an 2000. L'effort devrait porter en priorité sur la protection des ressources en eau, ainsi que sur la lutte contre le bruit, « *la nuisance la plus mal ressentie par les Français* ». D'où la proposition d'un programme d'isolation phonique qui, en cinq ans, devrait permettre de prémunir 250 000 logements contre le bruit de la circulation routière et 70 000 autres contre les bruits d'aéroports.

Quant à la préservation des espaces naturels, le rapport Josselin note que la superficie des parcs régionaux a triplé depuis 1970, que 20 000 hectares de littoral ont été acquis par le Conservatoire entre 1975 et 1980, et que 26 % du territoire sont aujourd'hui soumis à une réglementation protectrice.

Pour « *relancer l'effort national en faveur de la protection de l'environnement* », le groupe de travail du Plan prévoit, d'ici à 1988, une dépense de l'ordre de 70 milliards de francs (contre environ 45 milliards depuis 1971), qui se répartiraient ainsi : 40 milliards pour les collectivités locales, 10 milliards pour les entreprises, 10 milliards pour les ménages et 10 milliards pour l'Etat et les agences de bassin. Cet effort représenterait 2 % de l'investissement industriel total (contre 1,3 % actuellement), soit le taux déjà atteint par le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.

Le rapport Josselin assigne donc à l'Etat une mission ambitieuse d'encouragement à la recherche et d'incitation à l'investissement. Mais comme l'essentiel de l'effort sera assumé par les collectivités locales, il lui faudra expliquer que la protection de l'environnement est un investissement rentable et en convaincre l'opinion publique. Les lois de décentralisation et la nouvelle répartition des compétences présentent, de ce fait, un risque : que les communes non convaincues ne jouent pas le jeu du Plan. « *La décentralisation n'est pas un risque, mais une chance pour l'environnement* », affirme M. Josselin, en soulignant qu'une action désirée et décidée localement est toujours plus efficace qu'un mot d'ordre venu d'en haut. Reste le désir, qu'on ne maîtrise pas...

ROGER CANS.

## L'eau constitue la priorité des priorités

*nous déclare M. Crépeau*

**M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, est, pour l'essentiel, en parfaite harmonie avec le rapport Josselin, sur les conclusions duquel nous l'avons interrogé.**

« *Vous êtes tout à fait d'accord avec les priorités définies dans le rapport Josselin : l'eau, le bruit, la récupération des déchets, la recherche ?*

— Je n'établis pas une hiérarchie. Ce sont là des phénomènes assez différents qui relèvent de structures et de moyens d'application différents. S'il fallait absolument fixer un ordre de priorité, je mettrais en tête l'eau, qui est qualitativement et quantitativement la source même de la vie. C'est précisément ce que fait le rapport.

— *Auriez-vous préconisé la même répartition des charges pour lutter contre la pollution : 40 milliards au compte de collectivités locales, 10 milliards pour les entreprises, 10 milliards pour les ménages, 10 milliards, enfin, pour l'Etat et les agences de bassins ?*

— Ces chiffres ne peuvent être appréciés que dans un contexte global. Ils dépendent des moyens qu'on donnera aux collectivités locales. Ils dépendent, pour les ménages, du niveau de vie qu'auront atteint les Français à ce moment-là. Ce qui est sûr, c'est que l'investissement « environnement » est le plus rentable qui soit. Un franc dépensé contre le bruit, c'est plusieurs francs épargnés ensuite à la Sécurité sociale. Mais cela est difficilement chiffrable.

— *Ne craignez-vous pas que la loi de décentralisation aille parfois à l'encontre de l'effort demandé aux collectivités locales ?*

— Personnellement, je ne le crois pas. L'opinion publique, favorable à la défense de l'environnement, pèse de plus en plus sur les élus locaux. Et ces élus y sont de plus en plus sensibles. Une administration centralisée à Paris n'a pas empêché le littoral méditerranéen de devenir un mur de béton, ni M. Merlin (1) de faire ses « merlinades » ! Quant aux élus locaux, ils sont souvent fait de gros efforts pour préserver l'environnement de leur communauté. De toute façon, les lois en préparation serviront de garde-fou. L'Etat garde une responsabilité globale. »

(1) N.D.L.R. : il s'agit d'un promoteur de résidences de loisir.

● *Feu vert pour le canal Rhin-Main-Danube.* — Le gouvernement ouest-allemand, que dirige M. Helmut Kohl, a décidé le 2 février la poursuite de la construction du canal Rhin-Main-Danube. Le gouvernement de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, opposé au projet, avait ordonné la suspension des travaux le 27 janvier 1982 « *pour négocier un nouveau partage des coûts entre l'Etat fédéral et le Land (province) de Bavière* », rappelle-t-on à Bonn. Il reste encore 72 kilomètres à creuser entre Nuremberg et Bamberg. — *(A.F.P.)*

### La Seine propre pour l'Exposition universelle

Si le militantisme écologique perd, chaque jour, un peu plus de terrain, la « sensibilité verte », en revanche, gagne une place de choix dans les institutions politiques. Elle arrive même à reconcilier au conseil régional l'Ile-de-France toutes les familles politiques, du R.P.R. au parti communiste, qui ont voté le 1er février à *l'unanimité un rapport présenté* par M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil, et amendé par le groupe communiste.

Ce document, consacré à la politique régionale de l'environnement, préconise d'accentuer la lutte contre les nuisances, la pollution et le bruit et fixe deux priorités : rendre la Seine propre d'ici à 1989, année de l'Exposition universelle, et créer une ceinture verte autour de la capitale dans les cinq années qui viennent.

Un programme de 3,5 milliards de francs qui devra faire l'objet d'un contrat de plan entre la région et l'Etat sera engagé. Ce programme prévoit d'améliorer la transparence de l'eau et d'éliminer les objets flottants et les mauvaises odeurs. Cette dépollution de la Seine et l'augmentation du taux d'oxygène dissout permettra d'accroître le nombre des poissons et de reconcilier le fleuve et les pêcheurs.

Au chapitre de la maîtrise de l'eau, le conseil régional participera pour 143 millions de francs à la réalisation du barrage « Aube », dont le coût total est estimé à 1,6 milliard de francs. En complément, divers programmes seront engagés qui concernent l'aménagement des rivières et de leurs abords, la protection des étangs, marais et tourbières, et la création de réserves ornithologiques.

### Forêts et sentiers d'Ile-de-France

Seconde priorité régionale : la création d'une « ceinture verte » d'ici à cinq ans, avec l'acquisition de quelque 3 000 hectares, soit en zone urbaine, soit dans les campagnes au profit de l'agriculture.

168 millions de francs seront affectés à l'extension des espaces verts et des forêts existants. Cette somme permettra d'acquérir 1 000 hectares de forêts régionales, de réaliser 2,5 % d'espaces verts urbains supplémentaires et de créer 500 kilomètres de sentiers de promenade et douze gîtes d'étape. L'aménagement des « coulées vertes » du canal de l'Ourcq et de la radiale Vercingétorix jusqu'à l'autoroute A 10 sera poursuivi.

Le conseil régional a aussi décidé des mesures d'« accompagnement ». Ainsi le système d'information sur l'environnement Ecothek — système informatisé mis en place par l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, qui rassemble toutes les données de divers organismes publics sur les questions d'environnement — sera développé et un réseau permanent d'observation de l'environnement régional sera créé. Il sera géré avec les associations concernées.

OLIVIER SCHMITT.

## CORRESPONDANCE

### Chypre et la Turquie

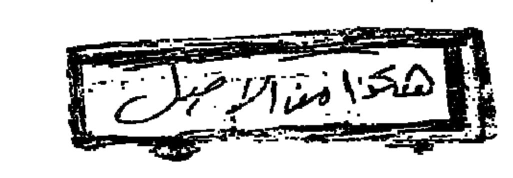
*Après le supplément que nous avons consacré à Chypre (*« Le Monde des loisirs et du tourisme » *du 29 janvier). M. Petros Michaelides, ambassadeurs de Chypre en France, nous précise, à propos de la carte qui accompagnait les articles :*

Comme la mention « zone sous administration turque » crée de fausses impressions concernant la juridiction territoriale de la République de Chypre, permettez-moi, pour l'éclaircissement de vos lecteurs, de vous faire part de certains faits qui mettent les choses au point :

La partie nord de Chypre, depuis 1974, continue d'être occupée par l'armée turque, qui a imposé une « administration de fait » des Chypriotes turcs, entité qui n'est reconnue par aucun Etat membre des Nations unies, à l'exception de la Turquie.

C'est bien regrettable que la présence des troupes turques d'occupation ne permette pas la réunification du peuple chypriote et porte atteinte à l'indépendance, à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République de Chypre, nonobstant l'existence de multiples résolutions des Nations unies qui demandent le retrait de ces troupes et le respect des droits du peuple chypriote dans son ensemble.





Le Monde

# économie

## SOCIAL

## LES CONFLITS DANS L'AUTOMOBILE

- **Graves incidents chez Citroën-Aulnay**
- **Impasse à l'usine Chausson-Gennevilliers**
- **Reprise du travail chez Renault-Billancourt mais débrayages à Flins**

**Les graves incidents, qui se sont produits, mercredi 2 février, à l'usine Citroën d'Aulnay, s'ajoutent aux perturbations qui touchent le secteur automobile de la région parisienne avec les conflits Renault et Chausson.**

**Situation contrastée chez Renault : à l'usine de Boulogne-Billancourt, le travail a repris, jeudi matin 3 février, à l'atelier de sellerie, les grévistes ayant obtenu de la direction le versement d'une allocation spéciale et unique de 250 F et la promesse d'une revalorisation indiciaire de leur salaire. En revanche, à l'usine de Flins, les débrayages se poursuivaient à l'atelier de tôlerie provoquant une diminution de la production (700 véhicules sortis mercredi au lieu de 1 300 la veille et de 1 650 en période normale) ; cependant, après une proposition de la direction majorant l'indemnisation des journées de chômage technique (100 % au lieu de 90 % à condition qu'il y ait trois séances de récupération), la C.G.T. envisageait de consulter les grévistes sur une reprise du travail.**

**La situation est complètement bloquée chez Chausson, à l'usine de Gennevilliers, paralysée par une grève, qui a commencé le 18 janvier. Une réunion syndicats-direction, mercredi, n'a donné aucun résultat. C.G.T. et C.F.D.T. estiment, *« plus qu'insignifiantes »* les propositions de majoration de salaires avancées par Chausson. Autre obstacle : la direction s'oppose aux demandes de création d'une commission syndicale sur les mutations de poste, estimant que cette procédure ajouterait encore plus de rigidité dans la gestion de l'usine.**

## Plusieurs thèses pour un pugilat

On s'est battu dans l'usine Citroën. On imagine des ouvriers se tapant dessus, rompant l'ordre strict des chaînes de montage des CX, des Visa et des L.N.A. Des ouvriers se sont empoignés et des coups sont partis. Mercredi 2 février, vers 16 h. 30, les choses étaient dites, nettes et claires. L'usine d'Aulnay-sous-Bois, posée et perdue à 15 kilomètres au nord de Paris, avait « bougé ». La C.G.T. contre la C.S.L. ou la C.S.L. contre la C.G.T., comme l'on voudra. La direction générale de Citroën assurait que des incidents avaient fait, en début d'après-midi, une quinzaine de blessés, dont une dizaine avaient dû être hospitalisés.

Vrai ou faux ? Incident mineur — exploité habilement — ou désordre et entorse grave au bon fonctionnement de l'usine, forte de six mille cinq cents salariés ? Les thèses divergent. Deux thèses, antagonistes. Celle de la C.G.T. d'abord, bien implantée, forte, combative. Tous ses adhérents, pour expliquer les faits, remontent à la veille, mardi 1er février. Le syndicat a décidé une manifestation, le 2 février dans l'après-midi, devant le siège social de Citroën, à Neuilly-sur-Seine. Il s'agit de faire nombre pour réclamer une augmentation de salaire. Le climat est tendu depuis plusieurs semaines. Des tracts ont été distribués pour prévenir que le débrayage commencera à 12 h. 30. Les manifestants partiront alors, en groupe, vers Neuilly.

Mercredi, 12 h. 30, le débrayage commence. C'est la première équipe, celle de 6 h. 45-15 heures, qui pose, en partie, ses outils. Un délégué C.G.T., M. Lashoucine Rachi, présent au moment des faits, raconte : *« Les ouvriers ont arrêté de travailler. Pour descendre vers les vestiaires, les gars doivent passer sur le plateau des retouches. Là, c'est bourré de types de la C.S.L. Alors, ces fils de Citroën ont commencé à les insulter, à les provoquer en criant :* « Bande de cocos ! », « Venez travailler ! ». *Il y a eu de légers accrochages. »* Rien de grave, selon M. Rachi. La direction aurait aussitôt saisi cette occasion pour diriger des ouvriers sur le centre hospitalier d'Aulnay, alors que l'infirmerie de l'usine convenait parfaitement. *« Pour faire du tapage. »*

Sur l'aire de stationnement, qui fait face aux ateliers, un ouvrier maghrébin confirme, à sa manière, le climat tendu propre à l'usine et les propos du délégué C.G.T. : *« Les types du plateau des retouches travaillent au contrôle des voitures. C'est plein de mouchards là-dedans. Ils provoquent tout le temps. Tous les jours c'est comme ça. Alors, il y a un coup, une gifle, une bousculade... Voilà. »* La C.G.T. est consciente de ses responsabilités, telle est la conclusion.

### Bagarre ? Ou agression ?

De l'autre côté, autre thèse, autre propos. La direction précise que des « agressions » ont eu lieu. Des blessés ont été soignés à l'infirmerie de l'usine. Les autres à l'hôpital. Le centre hospitalier Robert-Ballanger d'Aulnay-sous-Bois a, de fait, admis en début d'après-midi, au service des urgences, douze salariés de l'usine Citroën. Onze ont pu être immédiatement soignés pour de légères blessures ; le douzième a été hospitalisé et devait être opéré, jeudi, pour une fracture du nez. Des bagarres ont donc eu lieu, ou une bagarre en forme de mêlée alors que des cégétistes croisaient des ouvriers décidés à rester à leur poste de travail. Un pugilat dont ces derniers ne sont pas sortis vainqueurs.

Cela fait dix-sept blessés au total, selon la direction de l'usine d'Aulnay-sous-Bois. M. Pascal Barthélémy, adjoint au chef du personnel, repousse la thèse des bagarres ou d'un « accrochage ». Pour lui, des ouvriers qui n'entendaient pas débrayer ont été les victimes *« de méthodes terroristes, pour reprendre l'expression de M. Auroux, ministre du travail »*. Il n'y aurait donc pas eu bagarres, mais agression. *« Des délégués C.G.T. ont entraîné des ouvriers. Ces agressions ont eu lieu en plusieurs endroits de l'usine. Il y a partout des instruments qui se prêtent tout à fait à ces manœuvres — manivelles, câbles de batteries. »* La direction dément, en outre, que les ouvriers soient obligés de passer par le « plateau des retouches » pour se rendre aux vestiaires.

Autre version — proche de celle de la direction, — celle du syndicat C.S.L., longtemps majoritaire et aujourd'hui minoritaire, chez Citroën. *« C'est très clair,* résume M. André Planchais, délégué. *Des gens de la C.G.T., des délégués ont obligé des travailleurs à quitter leur poste de travail. Ça s'est passé au plateau des retouches. Ils ont été attaqués à coups de barres de fer. A ma connaissance, il n'y a pas d'adhérents ou de délégués C.S.L. blessés. Les blessés sont des ouvriers qui voulaient simplement travailler. En tout cas, ils ne sont pas syndiqués à la C.G.T. ».*

### Porte fermée

Le pugilat est terminé. A 13 heures, mercredi 2 février, seuls restent dans les ateliers deux cents à trois cents salariés. Mais à 17 h. 30, plusieurs centaines de cégétistes réapparaissent sur la zone industrielle. Ils reviennent de leur manifestation, agitent des fanions frappés du sigle C.G.T. Certains scandent : *« C.S.L., à la poubelle »*, Ils viennent prendre leur poste de travail, avec deux heures et demie de retard, pour éviter de perdre tout le salaire de la journée. Trop tard. Ils se heurtent à la grille, fermée, de l'usine. Une camionnette munie d'un haut-parleur se trouve là. Un délégué C.G.T. prend aussitôt le micro : *« Camarades, ne tombez pas dans les pièges de la direction ! Ils disent qu'il y a dix-sept blessés, qu'ils ont perdu les oreilles, les yeux. Eh bien ! c'est pas vrai. Nous ne sommes pas ici pour nous battre les uns comme les autres mais pour travailler. Nous avons des revendications réelles. Nous voulons travailler et la direction ferme la porte. Alors, si elle ne paye pas les heures perdues ce soir, je le dis clairement, demain, pas de travail ».*

*La longue grille reste close.* Une délégation se forme pour aller négocier avec la direction. Le filtrage se fait par une porte latérale. Les informations sur le nombre de blessés et la gravité éventuelle des blessures sont encore fragmentaires. *« Je ne sais pas,* dit M. Akka Ghazi, délégué C.G.T. *La direction ne veut pas laisser travailler. Elle dit qu'elle a peur des incidents. »* Sur l'immense terre-plein, devant l'entrée de l'usine, tout le monde reste groupé. Lorsqu'un projecteur de la télévision s'allume sur une poignée d'ouvriers, tous accourent pour lever le poing en s'amusant. Un O.S. maghrébin nous explique sa position : *« On se bat pour nos salaires, pour la loi. Il y a douze ans que je travaille ici et mon salaire est toujours bas. Il y a toujours des problèmes avec la C.S.L., on travaille comme des bourricots. »*

### « Tu traduis ça »

La nuit arrive, les négociations se poursuivent. Un groupe d'ouvriers commence à secouer la grille. Instant de colère. Cinq policiers en tenue, perdus sur l'immense étendue de la zone industrielle, battent la semelle. *« Ce qu'on demande, c'est le travail. La fin des insultes de la maîtrise,* continue un ouvrier. *Mais ici, c'est Mme Citroën, c'est une femme. C'est pas Renault, elle connaît pas les ouvriers. Et la C.S.L., c'est les fils à Mme Citroën. »* La délégation revient. Les négociations sont bloquées ou suspendues. Elles vont reprendre. Un délégué fédéral C.G.T., Français, prend le micro : *« La direction veut que vous baissiez la tête, que vous ne luttiez plus. Mais nous resterons toute la nuit pour négocier s'il le faut ».* Le délégué tend le micro au délégué arabe : *« Tu traduis ça. »* Quelques secondes après, applaudissements. *« On combat pour la dignité, pour la liberté. »* Nouveaux applaudissements.

*La fabrique à voitures est en panne.* Mercredi soir. Jeudi matin. A la prise du travail, à 6 h. 45, la maîtrise a refusé, ce jeudi, de continuer dans ces conditions. La C.S.L., pour sa part, demande *« la punition des agresseurs, la sécurité pour le personnel et la liberté du travail ».* La direction précise qu'aucune négociation n'est en cours. L'usine d'Aulnay-sous-Bois a arrêté de produire par centaines ses Visa, ses CX et ses L.N.A.

LAURENT GREILSAMER.

## Autres conflits

● **Grève des contrôleurs aériens de Clermont-Ferrand.** — Les contrôleurs aériens de l'aéroport de Clermont-Ferrand Aulnat ont entamé, mercredi 2 février, une grève de quarante-huit heures à l'appel du Syndicat national autonome des contrôleurs du trafic aérien, pour réclamer la même qualification professionnelle que celle dont bénéficient les contrôleurs des grands aéroports régionaux. Cette grève a entraîné l'annulation des trois vols d'Air Inter dans les deux sens entre Paris et Clermont-Ferrand.

● **Grève du personnel de l'aéroport d'Orly-Sud.** — Le personnel chargé du nettoyage de l'aérogare d'Orly-Sud a entamé, mardi 1er février, une grève d'une durée indéterminée, à l'appel de la C.G.T., pour obtenir notamment le paiement d'un treizième mois et de certaines primes.

● **Grève aux Houillères de Carmaux et de Decazeville.** — Les cinq cents employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) des Houillères d'Aquitaine de Carmaux (Tarn) et de Decazeville (Aveyron) en grève depuis le 29 janvier, ont décidé, mercredi 2 février, de poursuivre leur mouvement. Les grévistes demandent une augmentation de salaire de 500 à 600 F mensuels.

## Les réactions

● **M. JEAN AUROUX** : *« Des pratiques terroristes. »* Dans un communiqué publié mercredi, le ministre du travail déclare : *« Les actes de violence »* qui ont fait dix-sept blessés, et estime que les méthodes que *« certains se sont crus autorisés à utiliser contre d'autres travailleurs relèvent de pratiques terroristes et mettent en cause les libertés individuelles et la liberté du travail ».* Il considère que *« de tels agissements conduisent leurs auteurs à être exclus de leur collectivité de travail sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées ».*

M. Auroux indique également que *« le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour que soit respectée la loi ». « Il faut,* poursuit le communiqué, *que dans les entreprises de notre pays l'immense majorité des salariés qui veulent travailler sachent qu'ils peuvent le faire dans la sécurité et le respect de leurs libertés individuelles. »*

● **M. EDMOND MAIRE** (C.F.D.T.) : *« On ne peut pas admettre la violence dans les relations sociales. »* Interrogé par T.F. 1, mercredi soir, le secrétaire général de la C.F.D.T. a indiqué qu'*« il se garderait bien »*, avant d'être plus amplement informé, de *« dire quelles sont les responsabilités immédiates ».* Il a cependant mis en cause les *« responsabilités profondes de la direction ».* Il a toutefois donné son *« plein accord »* à la *« déclaration de principe du ministère du travail »*, car *« on ne peut admettre la violence dans les relations sociales ».*

● **M. ANDRÉ SAINJON** (C.G.T.) : *« Provocation patronale. »* Le secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T. estime *« regrettable que le ministre du travail, qui connaît bien Citroën et Talbot, et qui ne peut ignorer les interventions pressantes de la C.G.T. auprès de son ministère pour faire respecter l'application de la médiation Dupeyroux et les libertés, tombe dans la provocation patronale. La campagne raciste, xénophobe et de haine menée par la droite à partir des conflits de l'automobile devrait conduire le ministre du travail à garder son sang-froid et à déjouer, comme nous le faisons, les pièges de la réaction, qui tente de se saisir de toutes les situations pour affaiblir les forces de progrès à la veille des élections municipales et nuire à l'action du gouvernement ».*

● **F.O.** : *« Le remplacement d'une féodalité par une autre. »* La Fédération F.O. de la métallurgie *« est horrifiée du climat qui règne chez Citroën, dont on mesure aujourd'hui les conséquences. La Fédération tient à exprimer, solennellement, sa volonté de voir rétablie au sein de cet établissement la liberté et la démocratie. Le remplacement d'une féodalité par une autre conduit aux mêmes excès et n'apporte en rien des solutions aux revendications réelles des salariés. La Fédération F.O. de la métallurgie tient à apporter son témoignage de solidarité aux salariés victimes de ce climat de violence. (...) Les problèmes existant devraient être résolus par une négociation globale portant sur les salaires et les conditions de travail ».*

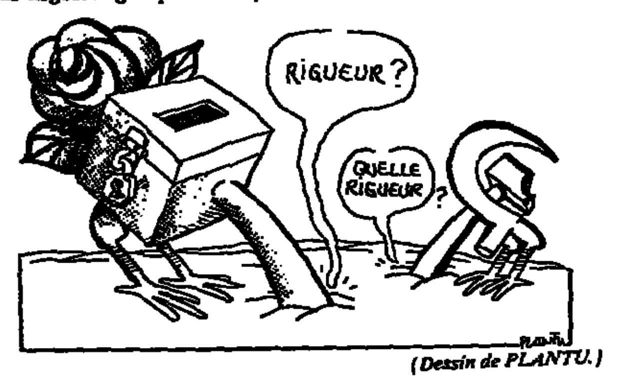
## « La rigueur ne doit pas être égale pour tout le monde »

### *déclare M. Maire*

M. Edmond Maire, dans une interview publiée dans *Libération* du 3 février, revient sur les déclarations qu'il a faites à l'issue de son entretien avec M. Mitterrand : *« Nous ne voulons pas d'un deuxième plan de rigueur qui ressemble au premier. Nous voulons que les priorités sociales soient nettement affirmées, dans un sens anticorporatif, en faveur de ceux qui en ont vraiment besoin. »*

Pour M. Maire, *« il n'y a qu'une bonne voie pour le gouvernement : non pas négocier groupe social par groupe social avec les secteurs forts, en laissant de côté ceux qui n'ont pas de force contractuelle, mais, à l'inverse, s'appuyer sur le sentiment populaire pour plus de justice, plus de solidarité, commencer à montrer l'exemple, toucher les énormes inégalités de revenus qui, dans ce pays, sont sans commune mesure avec la plupart des pays qui nous entourent ».* Redoutant les risques de *« gangrène sociale »*, il ajoute : *« Ce danger social est aussi un danger politique. C'est pourquoi, quand nous parlons d'un deuxième plan de rigueur, il ne s'agit pas d'une rigueur égale pour tout le monde, mais d'une rigueur très inégalitaire. »*

*« Quand tel responsable communiste ou socialiste me réplique qu'il n'est pas du rôle des syndicats de donner leur point de vue sur l'avenir de la politique économique, c'est l'expression d'une bien ancienne conception qui réduit le mouvement syndical à la piétaille. Une conception complètement dépassée de subordination du syndicalisme »*, affirme M. Maire.




*(Dessin de PLANTU.)*

## Les dépenses d'assurance-maladie ont progressé de 18,5 % en 1982

*Le taux de progression annuelle des dépenses d'assurance-maladie en 1982 a été de 18,5 %, indiquent les services de la Caisse nationale d'assurance-maladie dans un communiqué, le 2 février. Mais il faut déduire de ce taux 0,8 % dus au report des prestations de décembre 1981 sur le début de 1982.*

L'année précédente, en 1981, les dépenses d'assurance-maladie avaient augmenté (en taux annuel) de 17,7 %.

En 1982, ce sont les frais de séjour hospitalier qui ont progressé le plus : 20,1 % (+ 22 % pour le secteur public et + 14,7 % pour le privé).

Les remboursements de soins de santé sont en augmentation de 18,9 %, les honoraires du secteur privé de 15,4 % (15,3 % pour ceux des médecins, 15,9 % pour ceux des dentistes). Les prescriptions augmentent globalement de 17 % (17,2 % en pharmacie, 16,8 % pour les actes d'auxiliaires médicaux et 17 % pour ceux de biologie). Enfin, les dépenses d'indemnisation de travail pour maladie s'accroissent de 13,9 % en 1982 par rapport à 1981.

## GRÈVE DU PERSONNEL MAGHRÉBIN DANS CINQ VILLAGES ALPINS DU CLUB MÉDITERRANÉE

*Le personnel de service, marocain et tunisien, des cinq villages alpins du Club Méditerranée (Val-d'Isère, Tignes, Les Arcs, Serre-Chevalier et Avoriaz) vient de se mettre en grève pour une durée illimitée. Soutenues par la C.F.D.T. et par l'UTIT (Union des travailleurs immigrés tunisiens), les grévistes, trois cent trente employés « migrants » du Club (sur trois cent quatre-vingt-dix-huit), veulent obtenir des garanties à propos de leur contrat d'été en France.*

Pour la C.F.D.T., en effet, ces travailleurs, qui effectuent souvent neuf à dix mois de travail en France, sont transformés en *« saisonniers à répétition ».* La direction du Club, quant à elle, indique qu'elle ne peut accepter de *« transformer des travailleurs migrants en travailleurs immigrés ».* Elle ajoute que, conformément aux accords signés avec les syndicats marocains et tunisiens, une rotation de ces « migrants » doit avoir lieu entre les différents centres du Club.

M. Gilbert Trigano propose aux vacanciers qui avaient prévu de se rendre dans les Alpes soit de les rembourser, soit de les héberger dans d'autres villages.

● **F.O. sera reçu le 15 février par M. Mauroy.** — A la suite de la lettre adressée par M. Bergeron à M. Mauroy, concernant l'éventualité d'un deuxième plan de rigueur, le premier ministre vient de faire savoir au secrétaire général de F.O. qu'il recevrait une délégation du bureau confédéral le mardi 15 février, à 17 heures.

## CONJONCTURE

### Après la forte augmentation du quatrième trimestre de 1982

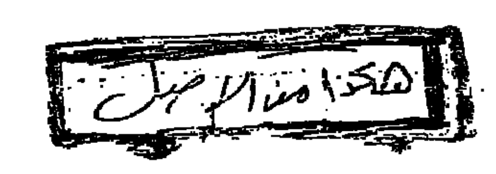
### LES INDUSTRIELS S'ATTENDENT A DE TRÈS FAIBLES HAUSSES DE SALAIRES

L'enquête trimestrielle de l'INSEE dans l'industrie (janvier 1983) montre que la demande s'est en France légèrement redressée au quatrième trimestre de 1982, après avoir baissé au troisième. La demande étrangère a en revanche continué de se dégrader. D'après les réponses faites par les chefs d'entreprise, la demande globale se stabiliserait au premier trimestre au niveau atteint fin 1982.

La baisse des effectifs dans l'industrie se ralentit légèrement, indique encore l'INSEE. Elle est cependant toujours importante dans les industries de biens intermédiaires. Au premier trimestre, les chefs d'entreprise prévoient une accélération de la baisse des effectifs.

Les prix à la production ont augmenté de 3 % au quatrième trimestre. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans l'automobile et les industries agro-alimentaires. Les industriels prévoient maintenant des hausses de prix de l'ordre de 2,2 % sur les deux premiers mois de l'année. En ce qui concerne les salaires, les réponses faites par les chefs d'entreprise correspondent pour le quatrième trimestre à une hausse de 3,6 %. Les hausses attendues pour les prochains mois sont très faibles.

Quant aux difficultés de trésorerie, elles augmentent assez nettement en janvier, surtout dans l'automobile.



# Gérer les nationalisations

*(Suite de la première page.)*

En 1981, les onze entreprises nationalisées du secteur concurrentiel (1) ont enregistré un déficit global de 12,45 milliards de francs. En 1982, les pertes *dépasseront 15 milliards de francs... dont 7 milliards* pour la sidérurgie, 2,5 pour P.U.K., 1,4 pour C.I.I.-H.B., plus de 1 milliard pour Thomson, près de 2 milliards pour Renault. Celles de l'ancien secteur public (E.D.F., G.D.F., S.N.C.F., Charbonnages de France, Air France) *étant* estimées à 20 milliards de francs. Des chiffres qui alimentent, les élections municipales aidant, la campagne de l'opposition, et qui ont désagréablement surpris les socialistes eux-mêmes.

Lorsqu'il a engagé le processus de nationalisations, le gouvernement *n'avait qu'une idée assez vague* de la situation des groupes industriels concernés. Certes, on savait la sidérurgie malade. On connaissait dans leurs grandes lignes les problèmes de Rhône-Poulenc, de P.U.K., de l'informatique. Mais les mauvaises surprises ont été de taille. *« J'en découvre encore tous les jours »* confie un P.-D.G.

Sans doute certains ont-ils été amenés à noircir le tableau, à *« passer les bilans à la paille de fer »*. Ceci dans une double optique : d'une part, tenter d'obtenir plus de capitaux de la part de l'État-actionnaire, d'autre part, pour valoriser à terme les mérites de leur gestion. Plus l'héritage est lourd, plus le redressement sera spectaculaire. Ainsi, il n'est pas neutre de constater que les deux groupes qui présentent une situation financière à peu près correcte sont précisément ceux qui ont conservé, l'un Saint-Gobain le même P.-D.G., l'autre la C.G.E. un directeur-général omniprésent.

De tels nettoyages de bilan sont à vrai dire monnaie courante dans l'industrie et n'expliquent pas tout. Pour l'essentiel, les pertes du secteur public sont bien réelles. Elles trouvent généralement leurs origines avant 1981 et résultent de la conjonction de plusieurs facteurs.

*« Les actionnaires privés n'ont pas joué leur rôle. Ils n'ont apporté que 1,67 milliard de francs en cinq ans aux six groupes industriels »* (les « cinq » plus CII-Honeywell-Bull), aime à répéter M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie. Même si ce chiffre mériterait d'être réactualisé en fonction de l'inflation et de prendre en compte, pour partie, les apports en capitaux effectués dans les grandes filiales de ces groupes par les investisseurs privés, il reste que l'effort financier des actionnaires a été notoirement insuffisant. Ce qui a conduit ces groupes à différer des investissements, obérant ainsi leur compétitivité future ; à s'endetter au moment où les taux d'intérêt grimpaient en flèche, voire à céder certaines de leurs activités. Interrogé par M. Chevènement sur ce qu'il aurait fait si son groupe était resté privé, l'ancien P.-D.G. de Rhône-Poulenc aurait répondu : *« J'auraisconclu des accords internationaux et vendu certaines de ses activités »* !

Plusieurs de ces groupes ont également souffert d'une carence de management. Avec la crise, les incertitudes du lendemain, la gestion au jour le jour l'emportait. Tels les grands navires dont on a stoppé les machines, ils poursuivaient sur leur aire. Mais l'heure de vérité, celle où le bateau s'arrête faute de combustible, d'équipage compétent, devait sonner un jour ou l'autre. Nationalisés ou non, la situation de ces groupes aurait posé un grave problème à la collectivité.

L'aggravation de la crise mondiale, la période d'incertitude pré et post-électorale, les tâtonnements, voire les erreurs du nouveau gouvernement, n'ont pas arrangé les choses. Ce dernier n'avait, à vrai dire, pas pris conscience de l'ampleur des difficultés. Dès le printemps 1982, il a été confronté à un double problème : assurer un rôle d'actionnaire plus coûteux que prévu ; forger une règle de conduite pour ses rapports avec le secteur public. Force est de constater que, un an après, les résultats sont inégaux.

### « Pourvu que ça dure »

L'État commence pourtant à prendre la mesure des problèmes financiers, et son rôle d'actionnaire au sérieux : 9,9 *milliards de francs* ont été injectés en 1982 ; 20 milliards, dont 12,45 sous forme de dotation budgétaire en capital, le seront en 1983. Certes, ces questions de financement donnent lieu à d'innombrables réunions interministérielles, à *de sourdes empoignades* entre ces *« grands caïmans »* que sont les groupes industriels, *« désormais tous dans le même marigot »*. Elles poussent les entreprises à faire du *« steeple chase »* entre les diverses arcanes administratives. Mais il n'y a là rien de bien nouveau. La plupart de ces groupes avaient déjà une longue expérience dans la quête de fonds publics. Les aides d'autrefois se transforment aujourd'hui en apports de capitaux propres. Ainsi, les structures de bilan s'améliorent, les ratios fonds propres/endettement reviennent à des niveaux raisonnables. Même si les P.-D.G. se plaignent publiquement de ne pas avoir assez, chacun reconnaît en privé qu'un gros effort a été fait ces derniers mois.

Ils ajoutent : *« Pourvu que ça dure »*, et souhaitent tous se sortir du cadre budgétaire annuel, pour bénéficier d'engagements pluriannuels de la part de l'Etat.

Restent les critiques, les inquiétudes quant à la ventilation de ces aides. Les dotations budgétaires proprement dites ne vont-elles pas servir d'abord à *« boucher les trous »* ? Ne va-t-on pas dépenser trop d'argent dans les secteurs en déclin ? Ainsi, la sidérurgie absorberait un gros tiers des 20 milliards de francs prévus pour 1983.

L'an dernier, il y a eu quelques grincements de dents lorsque la C.G.E., Saint-Gobain et même Thomson-Brandt ont dû verser à l'État un *dividende sur les résultats* de leurs exercices 1981. En outre, la question de la redevance, passée inaperçue lors de la loi de nationalisation, revient sur le devant de la scène.

A l'origine, les experts de la Rue de Rivoli, soucieux d'alléger la charge de la *nationalisation pour* les *finances* publiques, avaient prévu d'instaurer une redevance annuelle sur chacun des groupes nouvellement nationalisés. Elle aurait été égale à 2 % de la valeur d'indemnisation pour les firmes industrielles et à 4 % pour les banques. Repoussé par le Parlement, ce projet s'est transformé dans la loi de nationalisation en une redevance calculée sur les bénéfices et définie annuellement dans le cadre du budget. Pour 1983, il est ainsi inscrit *une « ponction »*, sorte de superdividende, sur les bénéfices des groupes et banques nationalisés de 1 milliard de francs.

N'y a-t-il pas une certaine incohérence à ce que l'État prenne d'une main pour donner de l'autre ? Ne risque-t-on pas de taxer les groupes les plus dynamiques au profit des plus malades ? Ce superdividende, même de faible ampleur, peut également conduire ces groupes à adopter une présentation de leurs comptes minorant leurs bénéfices. On irait ainsi à l'encontre d'un des principes avancés par les pouvoirs publics : celui selon lequel les entreprises nationales doivent générer des profits.

Outre la rentabilité, l'autonomie de gestion figurait pour les quelques grands commandements énoncés lors des nationalisations. Le moins que l'on puisse dire est que son application sur le terrain ne s'est pas révélée facile et que l'Etat et les groupes nationalisés ont du mal à trouver un style de dialogue, à mettre au point un code de bonne conduite.

**J.-M. QUATREPOINT.**

**Prochain article :**

**Le difficile apprentissage du métier d'actionnaire**

(1) Renault, C.G.E., Thomson-Brandt, P.U.K., Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, C.I.I-Honeywell-Bull, E.M.C., C.d.F.-Chimie, Usinor, Sacilor.

## La « vertu pédagogique » des contrats d'entreprise

D'abord prévu pour le mois de juin, ensuite pour décembre, puis pour janvier, les contrats de plan pluriannuels sont, affirme-t-on, sur le point d'être signés. *« Le principal mérite de ces contrats,* expliquent les pouvoirs publics, *est d'avoir obligé certains de ces groupes à réfléchir sur leur stratégie, à bâtir une planification, à mettre en place des outils de gestion qui, curieusement, leur faisaient jusqu'à présent défaut. »* Ces contrats permettent également à l'Etat *« d'avoir une vision plus précise de l'ensemble du secteur public concurrentiel, de ses forces et faiblesses, de ses besoins »*.

Au-delà de ces « vertus pédagogiques », il reste que ces contrats apparaissent souvent comme un « exercice de style académique », certains groupes ayant occulté des points importants. *« Nous n'allons pas décrire, dans un document diffusé à vingt-cinq exemplaires, certaines de nos options stratégiques où le secret est essentiel »*, reconnaît le P.-D.G. d'un des groupes. *« Il y a des choses que l'on peut expliquer oralement à quelques responsables de l'administration, mais qu'il est imprudent d'écrire. »* A cette crainte des fuites s'ajoutent les incertitudes qui pèsent sur certains secteurs d'activité. D'où les différences *constatées dans le contenu, la* précision des plans.

Ainsi, la politique du groupe Thomson est tributaire des décisions des gouvernements allemand pour Grundig et français en matière de téléphone. Celle de C.I.I.-Honeywell-Bull dépend, dans une large mesure, de l'effort financier que l'Etat est prêt à faire. Si la rédaction du plan de Renault ne posait pas de problème pour l'automobile (la firme a une longue habitude de la planification à long terme), la tâche pour les poids lourds n'était pas aisée *en raison des changements* à la direction de R.V.I. et des interrogations qui subsistent sur l'avenir de ce secteur.

Si Saint-Gobain n'a pas eu de mal à programmer le développement de ses métiers traditionnels, il est normal, ajoute-t-on, que le chapitre de sa diversification *« reste dans le flou »*. Les « meilleurs » plans d'entreprise seraient donc, du moins pour la présentation, ceux qui s'insèrent dans un cadre déjà défini, des métiers bien connus, où les grandes options ont été tracées, les évolutions technologiques prévues. C'est le cas, par exemple, de la sidérurgie.

A travers ces contrats de plan, les « traits culturels » traditionnels de chacun de ces groupes apparaissent également en filigrane. *« La nationalisation aurait même,* selon le mot d'un observateur, *eu tendance à les accroître. »* Tel groupe met un point d'honneur à ne pas demander d'aides directes à l'Etat, mais privilégier les montages financiers astucieux pour se procurer des fonds. Tel autre, habitué à vivre sur les crédits publics ou les commandes de l'Etat, présente un plan d'entreprise modèle aux vastes ambitions... à condition que l'Etat finance ! Un troisième, ayant compris combien les pouvoirs publics étaient sensibles aux investissements, demande des fonds pour investir, alors qu'ils serviront, pour partie, à boucher des trous.

Reste que la question de fond que posent ces plans concerne le financement. Les pouvoirs publics espèrent que certains groupes se financeront, pour tout ou partie, par d'autres canaux que les dotations budgétaires. Ainsi, Saint-Gobain envisage d'émettre dans le public, en 1983, des titres participatifs *sans droits de vote pour un montant* compris entre 500 et 800 millions de francs. Des opérations que Rhône-Poulenc et la C.G.E. pourraient imiter. Ce dernier groupe peut se procurer des capitaux sur le marché financier à travers ses filiales cotées en Bourse.

On envisage aussi de faire entrer dans le capital des filiales – *rentables – non cotées* des groupes nationalisés des banques, comme Paribas ou Suez. Dans le cas de PUK, des ressources peuvent être trouvées grâce à la révision en baisse de ses coûts *d'approvisionnement d'électricité. De même, un point* de hausse sur les prix de ses voitures en France permet à Renault de dégager 600 millions de francs par an...

*Tout ces plans d'entreprise* seront réactualisés à la fin de l'année en fonction des options du IX[e] Plan. Avec, du moins chacun l'espère, des programmes de financement pluriannuels où les montants et l'origine des ressources, *sur lesquels chaque* groupe pourra compter, seront précisés. Alors, et alors seulement, on en finira avec cette foire d'empoigne qui règne depuis un an pour le partage de la manne de l'Etat.

J.-M. Q.

APRÈS LE RAPPEL A L'ORDRE DE M. MITTERRAND

## « Un ministre, ça ferme sa gueule » *déclare M. Chevènement*

*« Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne »*, a déclaré devant la presse, mercredi après-midi, M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, en réponse à une question sur la déclaration faite par le président de la République le matin en conseil des ministres.

Le chef de l'Etat avait *« rappelé fermement à l'ensemble des ministres que l'exigence d'une politique industrielle cohérente doit se garder d'une bureaucratie tatillonne, tendance ancienne qui a conduit les gouvernements précédents à pratiquer un dirigisme incompatible avec le développement de notre économie »*. Il avait demandé au gouvernement *« de veiller à la pleine autonomie de gestion des entreprises publiques et encourager leurs dirigeants à exercer pleinement leurs responsabilités économiques et sociales »*.

Une déclaration qui apparaissaient comme une « pierre dans le jardin » de tous les ministres, mais plus spécialement du ministre de la recherche et de l'industrie, qui a la tutelle sur les groupes industriels nationalisés. *« Ma bible en matière d'autonomie des P.D.G. des nationalisées est connue depuis longtemps »*, a précisé l'après-midi le ministre de la recherche et de l'industrie. Elle est exposée « clairement » dans le long discours qu'il avait fait le 31 août devant ceux-ci.

*« Il ne peut y avoir de tutelle valable – c'est-à-dire non tatillonne – sur les entreprises nationalisées si elle n'est pas exercée par un seul ministre »* a poursuivi M. Chevènement. Ainsi, a-t-il précisé, *« dans les négociations des contrats de plan, il ne peut y avoir une dizaine d'interlocuteurs. Il faut un interlocuteur unique. Je suis garant autant que quiconque, et même plus que quiconque, de l'autonomie de gestion des entreprises nationales, dès lors qu'est définie la politique industrielle »*.

*« Qui pourrait penser que le partage de fonds propres ne susciterait pas des convoitises ? »*, s'est interrogé le ministre d'Etat. *« Certains font de la surenchère, mais ce ne seront pas forcément les mieux servis. »*

# AFFAIRES

A LA SUITE DES PERTES OCCASIONNÉES PAR CERTAINES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

## M. Jean-Luc Gendry cède la présidence de la B.P.G.F. à M. Gilles Brac de la Perrière

*« Pour convenance personnelle M. Jean-Luc Gendry a souhaité être déchargé de ses fonctions de président de la Banque privée de gestion financière (B.P.G.F.). Toutes les dispositions ont été prises, en étroite collaboration avec les autorités de tutelle, pour assurer la poursuite des activités de la banque dans les conditions habituelles. »*

C'est par ce bref communiqué, publié à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration, le mercredi 2 février (nos dernières éditions du 3 février), que la communauté financière et le personnel de la banque prenaient connaissance du départ précipité de celui qui assurait, depuis 1979, la présidence de la B.P.G.F. Le siège vacant était aussitôt occupé par M. Gilles Brac de la Perrière, ancien président de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel (devenue depuis la Société lyonnaise de banque) jusqu'à sa nationalisation, en février 1982, puis président de la Sofaris (Société française pour l'assurance du capital-risque des P.M.E.).

Après deux heures à peine de discussion, le conseil d'administration de ce fleuron de l'ingénierie financière en France — qui a la particularité d'être détenu majoritairement par un actionnariat étranger (1) — a donc exclu de ses rangs l'un des banquiers les plus ingénieux de la place, même si ses audacieux « coups de bourse » (le plus célèbre étant sans doute le discret « montage » de l'opération Matra-Hachette à la fin de l'année 1980) ne lui ont pas valu que des amis.

Aujourd'hui, M. Jean-Luc Gendry paye le prix de cette audace, et les investisseurs institutionnels, qui regroupent le reste du capital à hauteur d'un peu plus de 47 % (dont 18 % pour l'actionnaire principal, le Crédit lyonnais), ont accepté de répondre à l'appel pressant lancé par l'ancien président, à une seule condition : obtenir sa démission. Qu'est-il reproché exactement à ce banquier qui a réussi en quelques années à hisser la B.P.G.F. au côté des quatre grandes banques d'affaires françaises qui ont pour nom Paribas, Suez, Worms et surtout Lazard, qui pratique à l'échelle internationale le rôle de « marieur d'entreprises » ? En gros, d'avoir pris un risque exagéré sur une opération immobilière, un secteur d'activité qui constitue pourtant l'une des spécialités de la Banque privée de gestion financière avec les opérations de bourse et une présence active sur le marché monétaire.

### De nombreux atouts

Comme de nombreuses autres banques, la B.P.G.F. joue parfois un rôle de promoteur immobilier, et, dans le cas présent, la banque de M. Gendry avait réalisé une opération classique sur l'emplacement des tours de la Défense. Une société civile immobilière, S.C.I., a été constituée pour prendre une option sur un immeuble à construire (il s'agit en réalité de deux immeubles qui communiquent par une passerelle) en « sur mesure », puis à louer à un locataire prévu d'avance (en l'occurrence la société I.B.M.-Europe, qui doit en prendre possession en juillet 1983), et, enfin, pour revendre ensuite ce même immeuble à des institutionnels.

Pour réaliser cette opération qui porte sur un total de 100 000 mètres carrés environ (58 700 mètres carrés de bureaux proprement dits et le reste en locaux annexes), il semble que M. Gendry se soit contenté d'en assurer le financement sur des capitaux à court terme, dans l'euphorie des années 1979-1980, en espérant réaliser un « aller-retour » très rentable lors de la revente des installations à des capitaux étrangers.

Le schéma était d'autant plus séduisant que la banque avait procédé ainsi en 1981 pour un immeuble destiné à Rhône-Poulenc. Mais c'était compter sans le brutal retournement intervenu sur le marché de l'immobilier, surtout sur le secteur des locations de bureaux, qui a eu pour effet de susciter une grande méfiance parmi les investisseurs, ceux-ci craignant de ne pas trouver dans cet investisement la rentabilité qu'ils escomptaient (7 % environ pour ce type d'immeubles alors qu'elle ne dépasse guère 4 % pour les logements).

Du coup, il faut refinancer l'opération, et les actionnaires français, qui n'ont pas été associés initialement au montage de l'opération — le détail a son importance, — craignent d'être obligés de vendre à perte ce programme immobilier, l'ampleur de la perte dépendant des exigences des investisseurs institutionnels (sur ce programme d'un montant légèrement supérieur au milliard de francs, un seul point de rendement supplémentaire exigé par les actionnaires peut occasionner une perte voisine de 100 millions de francs).

Des discussions très serrées vont donc se dérouler entre les actionnaires — les partenaires étrangers ont assuré les nouveaux dirigeants de leur confiance — et le nouveau président de façon à établir un réel bilan de l'opération et des remèdes à apporter (sans doute une augmentation de capital) afin de permettre à la B.P.G.F. d'effacer les traces de cet incident de parcours pour une banque qui possède encore de très nombreux atouts.

SERGE MARTI.

(1) Le capital de la B.P.G.F. est détenu à hauteur de 47,1 % par divers institutionnels, dont les principaux sont le Crédit lyonnais (18 %), la Caisse centrale des banques populaires (6,3 %), et la Caisse des dépôts (2 %), tandis que les actionnaires étrangers (la « merchant bank » anglaise Schroder Wagg avec près de 15 %, la Société générale de Belgique avec 12 % et l'Amrobank, notamment, avec 10 %) en possèdent 51 %, le solde allant à des personnes physiques.

● **Shell acquiert des activités suisses de Gulf.** — Cette transaction, effective le 31 janvier, concerne les intérêts de raffinage et de vente en Suisse de Gulf Oil Corp. Shell acquiert notamment les 25 % d'une raffinerie d'une capacité de 65 000 barils par jour, détenus par Gulf. Globalement, la Shell accroît ainsi de 8 % sa part du marché suisse de produits pétroliers. — (*A.F.P.*)

# C.E.E.

## LA GRÈCE EST AUTORISÉE PAR BRUXELLES A LIMITER SES IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

*(De notre correspondant.)*

Bruxelles (Communautés européenne). — La Commission européennes a autorisé la Grèce à limiter jusqu'à la fin de l'année les importations en provenance des autres Etats membres de la C.E.E. à leur niveau de 1981 pour six produits (chaussures de sport, meubles, carrelages, collants, cigarettes, spiritueux). Pour cinq autres produits (habillement et appareils sanitaires), les contingents fixés tiennent compte des réalisations effectuées au cours des premiers mois de 1982.

A la suite de la dévaluation de la drachme, le gouvernement grec avait demandé l'autorisation à Bruxelles de plafonner les importations de vingt-deux produits en provenance de ses partenaires de la Communauté à la hauteur de 1980, année précédant l'adhésion hellénique. Au cours de la première année dans le Marché commun, la Grèce avait enregistré avec les Neuf une aggravation de son déficit commercial qui a doublé au terme de 1982.

Dans un premier temps, la Commission avait accepté qu'Athènes exerce un contrôle sur ses importations (*le Monde* du 21 janvier). Maintenant elle va donc un peu plus loin, mais sans donner complètement satisfaction aux Grecs. Les contingents accordés représentent 1 % environ du commerce avec la C.E.E. (contre 3 % souhaités par la Grèce) et concernent des secteurs particulièrement en difficulté.

M.S.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

**Délit d'imitation de la bouteille de la Source Perrier par la Société Le Prieuré de Rochemaure et M. Guigon**

La Chambre des appels correctionnels de Nîmes, par arrêt du 12-10-82, condamne...

M. GUIGON (président de la S.A. Le Prieuré de Rochemaure-Ardèche) coupable d'avoir... fait une imitation frauduleuse de la marque (Source) PERRIER de nature à tromper l'acheteur...

Attendu que l'examen des bouteilles (de la SOURCE PERRIER et de la Sté Le Prieuré de Rochemaure S.A.) fait apparaître leur ressemblance par la forme, la couleur, l'écusson supérieur...

Condamne solidairement M. GUIGON et Le Prieuré de Rochemaure S.A. au paiement de dommages et publication dans cinq journaux.

# ÉTRANGER

## LE DANEMARK VA LANCER UN EMPRUNT DE 1,3 MILLIARD DE DOLLARS

De notre correspondante.

Copenhague. — A l'issue d'un séjour discret à Londres, le ministre danois des finances, M. Christophersen (libéral), s'est assuré la garantie de quarante-deux grandes banques internationales pour le lancement d'un emprunt d'Etat extérieur. Cet emprunt, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, sera le plus important de ce genre que le Danemark ait jamais contracté en une fois.

Il semble que le gouvernement n'ait pas eu trop de difficultés à obtenir ce large soutien. Manifestement, les sphères financières internationales paraissent suivre avec sympathie les efforts méritoires du cabinet Schlüter (centre droit) pour tenter d'assainir une économie en pleine débâcle. Toutefois, M. Schlüter et ses collaborateurs ont engagé un pari risqué.

L'énorme déficit de la balance des paiements tient en grande partie à la charge écrasante que représente le paiement des intérêts d'une dette extérieure qui n'a cessé de grossir depuis quinze ans. En 1983, le total de ces intérêts s'élèvera à 40 milliards de couronnes danoises (32 milliards de francs) ; en 1984, ce chiffre atteindra 50 milliards de couronnes danoises (40 milliards de francs). Il s'agit un cercle vicieux qu'il sera difficile de briser, car, pour l'instant, les dirigeants danois ne peuvent envisager de cesser d'emprunter au-dehors afin de boucher les trous de leur budget.

CAMILLE OLSEN.

### Dans un message au Congrès

## La reprise est « imminente » soulignent les conseillers de M. Reagan

Washington (*Agefi*). — La reprise économique est « *imminente* » aux Etats-Unis, alors que les pays d'Europe occidentale sont confrontés à des problèmes plus graves. Tels sont les deux points forts du message économique annuel transmis au Congrès par les conseillers de la Maison Blanche. Ils soustendent la dénonciation des périls du protectionnisme à laquelle se livre M. Reagan dans le message accompagnant le rapport.

M. Martin Feldstein, président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche, et, à ce titre, responsable de la rédaction du rapport, estime que « *des indices croissants donnent à penser que la reprise est imminente* » aux Etats-Unis. Il pense même qu'avec un peu de chance, la croissance atteindra jusqu'à 5 % cette année, bien que le rapport, très prudemment, ne retienne qu'un objectif de 3,1 %.

Le président du Système fédéral de réserve, M. Paul Volcker, considère également que les conditions d'une reprise se mettent en place. Mais il a ajouté, devant la commission bancaire de la Chambre des représentants, que tout pouvait être remis en cause par une crise du système monétaire international, d'ailleurs évitable si toutes les parties concernées, créanciers et débiteurs, font les efforts nécessaires.

● **Restructuration de la sidérurgie allemande.** — L'Etat fédéral n'interviendra pas dans la restructuration, a expliqué le chancelier Kohl au quotidien *Neue Rhur Zeitung.* Il juge « bon » le plan des trois experts. Le gouvernement a promis une aide financière à condition que les Laender y participent pour moitié.

# FAITS ET CHIFFRES

### Automobile

● **Renault holding apporte 50 millions de dollars à American Motors.** — American Motors a annoncé, le 2 février, la vente d'obligations à vingt ans — sans droit de vote — pour un montant de 50 millions de dollars à Renault holding, filiale financière suisse de Renault. Cette opération ne modifie pas la répartition du capital, Renault ayant toujours 46,4 % des parts. Cet apport de près de 350 millions de francs financera, l'accroissement de l'outil industriel d'A.M.C. pour développer l'Alliance et « *d'autres programmes de production de voitures Renault aux Etats-Unis* ».

● **L'Arabie Saoudite allège le boycottage de Renault.** — L'Arabie Saoudite a décidé d'alléger les mesures de boycottage prises l'année dernière à l'encontre de la régie Renault, a rapporté le 2 février, l'Agence saoudienne de presse. L'embargo ne portera plus que sur les véhicules construits ou assemblés par American Motors Corporation, qui est, elle, sur la liste noire.

### Affaires

● **Siemens se redresse.** — Pour la première fois depuis trois ans, le groupe allemand d'équipements électriques a enregistré une hausse de son bénéfice. Avec environ 2 milliards de francs, il progresse de 45 %. Les effectifs ont été réduits de quatorze mille personnes, mais les licenciements ont pu être évités.

● **La production française de motocycles s'est légèrement accrue en 1982.** — Au total, 503 498 machines sont sorties des usines, soit une progression de 2,6 % d'une année sur l'autre. Pour la première fois depuis longtemps, la fabrication de motos de grosses cylindrées (175 unités) a repris. Ce résultat est néanmoins très éloigné de celui, record, atteint en 1974 : 1,4 million de machines produites.

### Energie

● **La production britannique de pétrole brut a atteint en décembre le rythme de 2,25 millions de barils par jour,** nouveau record, supérieur de 37 % à celui établi en 1980. Au total, au cours des onze premiers mois de l'année 1982, la production des dix-neuf gisements en exploitation a atteint 93,77 millions de tonnes (1 tonne vaut 7,33 barils), soit 15 % de plus qu'en 1981. Selon le directeur de la compagnie Britoil, la production britannique devrait se maintenir un peu au-dessus de son niveau actuel, aux alentours de 2,4 millions de barils par jour jusqu'en 1985-1986, et retomber en 1990 à un niveau de 1,4 million de barils par jour seulement.

● **Un oléoduc de 1 200 kilomètres traversant l'Arabie Saoudite d'est en ouest a été inauguré le 30 janvier par le roi Fahd.** Cet oléoduc, dont le coût s'est élevé à 1,6 milliard de dollars, relie la province est du royaume, où sont concentrés les champs pétrolifères, au terminal de Yambu, sur la mer Rouge, au nord de Djeddah. Il permet aux pétroliers assurant la liaison avec l'Europe d'éviter le détour par le détroit d'Ormuz, point névralgique du golfe. Le roi a également inauguré la raffinerie de Petromin, complexe pétrochimique situé près de Yambu, d'une capacité de 420 000 barils par jour, et une unité de liquéfaction de gaz naturel. — (*A.F.P.*)

● **L'Union soviétique a proposé à la Turquie de bénéficier d'une extension du gazoduc euro-sibérien** qui traverse la Roumanie et la Bulgarie. Cette extension permettrait à Turquie de recevoir deux milliards de mètres cubes par an de gaz naturel soviétique. La proposition a été faite à l'occasion de la visite en Turquie de M. Ivan Grichine, vice-ministre soviétique du commerce extérieur, laquelle s'est terminée mercredi 2 février par la signature d'un accord commercial prévoyant le doublement des échanges entre les deux pays.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

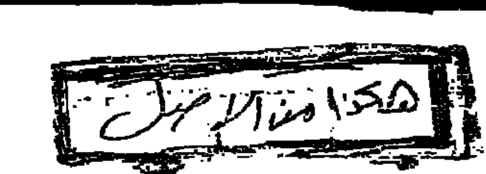
| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. − | | Rep. + ou Dép. − | | Rep. + ou Dép. − | |
| $ E.-U. .... | 6,9900 | 6,9930 | + 175 | + 210 | + 390 | + 440 | +1050 | +1170 |
| $ can. .... | 5,6630 | 5,6675 | + 75 | + 115 | + 210 | + 260 | + 610 | + 730 |
| Yen (100) ... | 2,9245 | 2,9275 | + 130 | + 150 | + 280 | + 315 | + 900 | + 965 |
| DM ....... | 2,8325 | 2,8355 | + 140 | + 165 | + 310 | + 350 | + 970 | +1040 |
| Florin ...... | 2,5825 | 2,5845 | + 145 | + 170 | + 325 | + 355 | + 990 | +1050 |
| F.B. (100) ... | 14,4900 | 14,5010 | − 125 | + 20 | − 280 | − 70 | − 900 | − 440 |
| F.S. ....... | 3,4605 | 3,4645 | + 250 | + 280 | + 550 | + 590 | +1580 | +1675 |
| L (1 000) ... | 4,9285 | 4,9325 | − 310 | − 230 | − 720 | − 610 | −2195 | −2005 |
| £ ......... | 10,6490 | 10,6575 | + 90 | + 160 | + 240 | + 340 | + 845 | +1055 |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. .... | 8 5/8 | 9 | 8 15/16 | 9 5/16 | 9 1/8 | 9 1/2 | 9 1/2 | 9 7/8 |
| DM ....... | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 11/16 | 6 1/16 | 5 11/16 | 6 1/16 | 5 11/16 | 6 1/16 |
| Florin ..... | 4 1/2 | 5 | 4 3/4 | 5 1/8 | 4 11/16 | 5 11/16 | 4 3/4 | 5 3/8 |
| F.B. (100) .. | 11 | 13 | 12 1/2 | 13 5/8 | 13 1/4 | 14 1/8 | 13 1/4 | 14 1/4 |
| F.S. ....... | 2 7/8 | 3 5/8 | 2 9/16 | 2 5/16 | 2 9/16 | 2 15/16 | 2 15/16 | 3 7/16 |
| L (1 000) ... | 17 | 19 | 19 | 20 3/4 | 20 1/2 | 21 1/8 | 21 1/4 | 22 1/4 |
| £ ......... | 10 3/4 | 11 1/2 | 11 3/16 | 11 13/16 | 11 3/16 | 11 13/16 | 11 3/16 | 11 13/16 |
| F. franç. ... | 12 1/2 | 13 3/4 | 15 1/2 | 16 3/4 | 19 1/4 | 20 1/2 | 19 1/2 | 20 3/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.









# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

2 février

### Repli

*Bien orientée ces derniers jours, la Bourse de Paris s'est repliée mercredi. Le signal de la baisse fut donné dès le départ par Michelin (– 3,3 %). Par la suite, un nombre de valeurs non négligeable devaient lui emboîter le pas et à la clôture, l'indicateur instantané s'inscrivait à 0,8 %, environ, en dessous de son niveau précédent.*

*Visiblement le retournement de tendance observé la veille à Wall Street a rafraîchi l'atmosphère. Le marché ayant monté de près de 4 % depuis la dernière liquidation, certains opérateurs ont jugé prudent d'alléger leurs positions.*

*Cela étant, le sentiment n'était pas mauvais autour de la corbeille. « Simple incident de parcours » disaient de nombreux professionnels, ajoutant : « Il y en aura d'autres ».*

*En attendant, des agents de change faisaient état d'une demande de liquidités en provenance de la clientèle privée pour le règlement du premier tiers provisionnel. Si des ventes effectuées dans ce but se sont effectivement produites, elles n'ont pas manqué de peser sur les niveaux de cours plus difficiles à maintenir dans un marché peu étoffé.*

*Euromarché, Casino, Promodès et Viniprix se sont inscrits au plus bas de l'année, L'Oréal, Locafrance et T.R.T., au plus haut.*

*Matra a baissé de 12 % après l'annonce d'une forte contraction de ses résultats consolidés*

*La devise-titre a généralement peu varié, s'échangeant entre 8,55 F-8,59 F la veille.*

*Fiévreux les jours précédents, l'or a baissé dans la City, où son cours a été fixé à 498,25 dollars l'once contre 508,50 dollars.*

*A Paris, le lingot a perdu 1 450 F à 113 950 F et le napoléon 2 F à 760 F. Nouvelle augmentation du volume des transactions à 41,53 millions de F contre 38,93 millions.*

## NEW-YORK

### Très irrégulier

D'assez amples fluctuations de cours se sont produites mercredi à Wall Street, avec, d'abord, une tendance plutôt marquée à la baisse, puis ensuite à la hausse. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 1 062,63, soit à 2,85 points au-dessus de son niveau de la veille. Au plus bas de la journée, il était tombé à 1 046,82.

Le bilan de la séance a été relativement équilibré. Sur 1 928 valeurs traitées, 764 ont monté, 790 se sont repliées et 374 n'ont pas varié. Une activité modérée a régné avec 77,22 millions de titres échangés contre 82,8 millions précédemment.

Ce sont les « Blue Chips » qui ont fait la différence en fin de parcours en se redressant notablement. Ce sursaut a été essentiellement dû aux prévisions faites par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, sur l'évolution de la masse monétaire M 2 (encaisse métallique, billets, comptes courants, épargne en dépôts) pour janvier. Selon lui, l'accroissement serait de 50 milliards de dollars, chiffre somme toute raisonnable. Il reste que d'assez nombreux analystes constatent qu'après avoir été « bulling » dans l'adversité, le marché, paradoxalement, manifeste des velléités de baisse quand des signes prometteurs de reprise économique apparaissent. Selon eux, ce serait la crainte d'une surchauffe qui les animerait si d'aventure ladite reprise était trop forte.

| VALEURS | Cours du 1er fév. | Cours du 2 fév. |
|---|---|---|
| Alcoa | 32 | 32 1/2 |
| A.T.T. | 68 | 68 3/8 |
| Boeing | 36 | 35 7/8 |
| Chase Manhattan Bank | 50 | 48 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 39 1/2 | 39 7/8 |
| Eastman Kodak | 82 3/4 | 84 |
| Exxon | 30 | 29 5/8 |
| Ford | 39 1/4 | 39 5/8 |
| General Electric | 100 3/4 | 100 1/4 |
| General Foods | 38 1/4 | 38 3/4 |
| General Motors | 61 5/8 | 60 3/4 |
| Goodyear | 32 3/4 | 32 5/8 |
| I.B.M. | 97 | 95 7/8 |
| I.T.T. | 31 5/8 | 31 3/4 |
| Mobil Oil | 25 1/4 | 25 7/8 |
| Pfizer | 68 5/8 | 69 3/8 |
| Schlumberger | 43 | 43 |
| Texaco | 31 1/4 | 31 |
| U.A.L. Inc. | 34 | 34 1/4 |
| Union Carbide | 55 1/8 | 55 5/8 |
| U.S. Steel | 20 1/4 | 20 1/4 |
| Westinghouse | 43 7/8 | 43 7/8 |
| Xerox Corp. | 36 1/8 | 36 3/8 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**SIEMENS.** – Bénéfice du groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 1982 : 738 millions de deutschemarks contre 509 millions. Le résultat de la société mère atteint 532 millions contre 481 millions. Le dividende est maintenu à 8 DM afin d'accroître les réserves, le provisionnement atteignant 335 millions de deutschemarks contre 139 millions. Pour le nouvel exercice, Siemens table sur une stagnation des commandes. Les comptes du premier trimestre font néanmoins ressortir un résultat accru (160 millions de deutschemarks contre 144 millions) pour un chiffre d'affaires mondial de 8,9 milliards de deutschemarks contre 8,8 milliards. A propos de Grundig, le président du groupe a précisé que les Européens devaient trouver une réponse au défi japonais et que, s'il le fallait, Siemens jouerait un rôle catalyseur ou intégrateur. *A priori*, cependant, la firme de Munich ne paraît pas disposer à barrer la route à Thomson-Brandt.

**FELIX-POTIN.** – Augmentation du capital de 60,92 à 73,10 millions de francs, pour moitié par souscription en numéraire au pair, pour l'autre par incorporation de réserves et attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix.

**UNITED TECHNOLOGIES.** – Bénéfice net pour 1982 (hors profits exceptionnels et compte non tenu de l'effet cumulatif du changement de comptabilisation) : 426,8 millions de dollars contre 457,7 millions, pour un chiffre d'affaires de 13 577 millions de dollars contre 13 668 millions.

**TELEMECANIQUE.** – Le groupe fait état, pour 1982, d'un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 4 milliards de francs, en progression de plus de 16 % sur l'année précédente, tandis que les ventes enregistrées par la maison mère atteignent 2,78 milliards de francs, en augmentation de 13,6 %.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

| | 31 janv. | 1er fév. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 105,5 | 105,4 |
| Valeurs étrangères | 104,9 | 105,7 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

| | 1er fév. | 2 fév. |
|---|---|---|
| Indice général | 104,9 | 104,2 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 février ....... 12 11/16 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 2 fév. | 3 fév. |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 239,95 | 239,40 |

# BOURSE DE PARIS — Comptant — 2 FEVRIER

### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. | 110 | .... |
| Akzo | 125 | .... |
| Alcan Alum | 258 | 248 |
| Algemeine Bank | 980 | 965 |
| Am. Petrofina | 481 | .... |
| Arbed | 170 | .... |
| Asturienne Mines | 46 50 | .... |
| Bco Pop Espanol | 76 | 76 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Petrofigaz | 380 | 378 |
| Pronuptia | 136 | .... |
| Rentier Forest G.S.P. | .... | .... |
| Rorento N.V. | 595 | 590 |
| Sabl. Morillon Corv. | 120 | .... |
| Sicomur | 168 50 | 168 50 |
| S.K.F.(Applic. méc.) | 60 | 60 |
| S.P.R. | 92 | 94 |
| Total C.F.N. | 69 30 | .... |
| Ufinex | 200 | .... |
| Voyer S.A. | 1 35 | .... |

### SICAV (extrait)

| 2/2 | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Unifoncier | 542 88 | 518 26 |
| Unigestion | 491 17 | 468 90 ◆ |
| Uni-Japon | 750 97 | 716 92 ◆ |
| Univers | 1613 92 | 1580 85 |
| Univer | 11521 77 | 11521 77 |
| Valorem | 316 59 | 302 23 |
| Valrad | 116068 74 | 115860 79 |
| Worms Investiss. | 577 35 | 561 17 |

◆ : prix précédent

# Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 2198 | 4,5 % 1973 | 2294 | 2289 | 2250 | 2261 |
| 3030 | C.N.E. 3 % | 2991 | 2970 | 2960 | 2960 |
| 470 | Agence Havas | 487 | 482 | 482 | 472 40 |
| 420 | Air Liquide | 420 10 | 419 50 | 420 | 415 50 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|
| 670 | Europe n° 1 | 686 | 649 | 645 |
| 570 | Facom | 570 | 563 | 563 |
| 720 | Fichet-bauche | 704 | 715 | 715 |
| 152 | Finextel | 150 20 | 151 20 | 151 |
| 143 | Fives-Lille | 150 | 148 | 148 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 215 | Valéo | 233 | 229 | 227 50 | 226 |
| 90 | Vallourec | 94 50 | 93 90 | 93 80 | 93 90 |
| 1230 | V. Clicquot-P. | 1216 | 1181 | 1181 | 1161 |
| 680 | Viniprix | 680 | 677 | 677 | 664 |
| 210 | Amax Inc. | 222 | 212 | 210 | 212 80 |
| 555 | Amer. Express | 580 | 567 | 559 | 575 |
| 575 | Amer. Teleph. | 604 | 595 | 595 | 599 |
| 405 | Ericsson | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 260 | Exxon Corp. | 255 | 254 20 | 256 | 253 |
| 320 | Ford Motors | 346 | 340 | 344 50 | 345 |
| 425 | Free State | 464 | 449 | 462 | 449 50 |
| 200 | Gencor | 219 | 218 | 218 | 220 |
| 225 | Gén. Belgique | 221 | 221 | 221 | 220 |
| 810 | Gén. Electr. | 869 | 883 | 878 | 889 |
| 510 | Gén. Motors | 545 | 538 | 535 | 545 |
| 75 | Goldfields | 73 60 | 73 90 | 73 70 | 74 80 |
| 205 | Harmony | 227 | 222 80 | 221 90 | 222 80 |
| 29 | Hitachi | 28 90 | 28 70 | 28 55 | 28 90 |
| 375 | Hoechst Akt. | 394 | 388 | 388 | 382 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 49 | Imp. Chemical | 49 60 | 49 90 | 49 90 | 49 30 |
| 106 | Inco. Limited | 112 50 | 111 | 109 80 | 108 |
| 830 | IBM | 850 | 852 | 845 | 850 |
| 41 | Ito-Yokado | 43 | 43 10 | 43 10 | 43 90 |
| 270 | ITT | 276 | 277 | 277 | 280 |
| 44 | Matsushita | 42 90 | 43 | 43 10 | 43 05 |
| 735 | Merck | 738 | 740 | 740 | 727 |
| 670 | Minnesota M. | 652 | 652 | 656 | 656 |
| 840 | Siemens A.G. | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 120 | Sony | 123 | 119 80 | 120 | 119 10 |
| 163 | T.D.K. | 163 50 | 160 | 159 | 161 |
| 630 | Unilever | 634 | 634 | 634 | .... |
| 505 | Unit. Techn. | 522 | 532 | 532 | 528 |
| 950 | Vaal Reefs | 995 | 987 | 985 | 987 |
| 495 | West Deep | 520 | 508 | 510 | 506 |
| 490 | West Hold. | 522 | 507 | 510 | 504 |
| 345 | Xerox Corp. | 318 | 317 | 326 | 323 |
| 3 | Zambia Corp. | 3 41 | 3 47 | 3 41 | 3 40 |

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 2/2 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 7 002 | 7 035 | 6 820 | 7 170 |
| Allemagne (100 DM) | 283 390 | 283 420 | 275 | 288 |
| Belgique (100 F) | 14 486 | 14 497 | 13 500 | 14 600 |
| Pays Bas (100 fl.) | 257 970 | 258 400 | 252 | 264 |
| Danemark (100 krd) | 80 730 | 80 750 | 77 | 83 |
| Norvège (100 k) | 97 640 | 97 760 | 94 | 100 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 671 | 10 702 | 10 300 | 11 |
| Grèce (100 drachmes) | 8 365 | 8 375 | 6 750 | 8 750 |
| Italie (1 000 lires) | 4 943 | 4 940 | 4 750 | 5 200 |
| Suisse (100 fr.) | 347 | 345 830 | 337 | 355 |
| Suède (100 krs) | 93 490 | 93 555 | 90 | 96 |
| Autriche (100 sch) | 40 370 | 40 410 | 39 500 | 41 200 |
| Espagne (100 pes.) | 5 362 | 5 380 | 5 150 | 5 600 |
| Portugal (100 esc.) | 7 590 | 7 580 | 5 500 | 7 700 |
| Canada ($ can 1) | 5 673 | 5 694 | 5 470 | 5 740 |
| Japon (100 yens) | 2 918 | 2 922 | 2 800 | 2 840 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 2/2 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 115000 | 113700 |
| Or fin (en lingot) | 115400 | 113950 |
| Pièce française (20 fr) | 762 | 760 |
| Pièce française (10 fr) | 414 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 730 | 731 |
| Pièce latine (20 fr) | 705 | 705 |
| Souverain | 885 | 856 |
| Pièce de 20 dollars | 4140 | 4105 |
| Pièce de 10 dollars | 2050 | 2002 50 |
| Pièce de 5 dollars | 1000 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 4550 | 4620 |
| Pièce de 10 florins | 740 | 749 |

Le Monde

# UN JOUR DANS LE MONDE



**Le numéro du « Monde » daté 3 février 1983 a été tiré à 508 983 exemplaires**

EN PRÉSENCE DES DIX-HUIT NOUVEAUX CARDINAUX

## Jean-Paul II a insisté sur le rôle amplifié du Sacré Collège

Correspondance

Cité du Vatican. — Jean-Paul II a solennellement proclamé, le 2 février, la « création » des dix-huit nouveaux cardinaux. Une foule de près de dix mille fidèles venus de quinze pays a assisté, dans la nouvelle salle d'audience du Vatican, à la cérémonie, où étaient présents les membres du corps diplomatique, les autorités italiennes et diverses personnalités officielles — comme le maire de Paris, M. Jacques Chirac, — représentant les différentes villes ou pays des dix-huit nouveaux membres du Sacré Collège : celui-ci compte désormais cent trente-huit membres, dont cent vingt, âgés de moins de quatre-vingts ans, ont le droit de vote, lors d'un éventuel conclave.

### UN SÉNAT DE CONSEILLERS INTERNATIONAUX

*Le titre de cardinal (qui vient du mot latin* cardo *: gond, charnière, pôle) était attribué, dans un premier temps, à des prêtres, des curés de paroisse, des évêques et des diacres de la ville de Rome.*

*En 1586, Sixte-Quint fixa le nombre des cardinaux à soixante-dix (par analogie avec les soixante-dix vieillards d'Israël), et, au fur et à mesure que les cardinaux étaient affectés aux tâches de gouvernement dans la Curie (cour) romaine, des prélats non-romains, puis non italiens firent leur entrée dans le collège cardinalice. C'est à Jean XXIII que reviennent deux innovations récentes. En 1958, il abolit le* numerus clausus *de soixante-dix (aujourd'hui, les cardinaux sont cent trente-huit) et il décida que tous les cardinaux devaient être ordonnés évêques, pour éviter la préséance des prêtres-cardinaux (dignité humaine) sur les évêques non cardinaux (institution divine). C'est Paul VI, enfin, qui décida que seuls les cardinaux âgés de moins de quatre-vingts ans auraient le droit d'élire le pape.*

*En accédant au désir exprimé par le théologien jésuite Henri de Lubac de ne pas être ordonné évêque, puisqu'il ne pourra pas exercer cette charge à cause de son âge avancé, Jean-Paul II semble vouloir considérer le collège cardinalice avant tout comme un sénat de conseillers privilégiés. C'est ainsi que, renouant avec l'ancienne tradition, il a déjà réuni le collège à deux reprises pour lui soumettre des problèmes concernant l'Eglise universelle (réforme de la Curie, finances, etc.), et il poursuit la politique d'internationalisation inaugurée par Paul VI au détriment des cardinaux italiens ou de la Curie. Quinze nationalités sont représentées par les dix-huit nouveaux cardinaux.*

A. W.

### REPLI DU DOLLAR

**Un repli du dollar s'est amorcé jeudi matin 3 février sur la plupart des grandes places financières internationales.**

**Encore très ferme la veille en fin d'après-midi, le billet vert est revenu au palier de 7 F à Paris (contre 7,0355 F le 2 février), à 2,47 DM à Francfort (contre 2,4910 DM) et à 2,02 francs suisses à Zurich (contre 2,0430 francs suisses). La livre Sterling s'est elle aussi affermie par rapport à la devise américaine pour s'échanger à 1,5225 dollar contre 1,5150 dollar.**

**Selon les cambistes, ce glissement du dollar s'est opéré dans des marchés assez peu actifs dans l'ensemble.**

**D'abord accueillies avec une certaine appréhension, les prévisions d'accroissement de la masse monétaire américaine faites par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, sont apparues correspondre approximativement aux objectifs fixés par l'établissement. Le dollar a aussi perdu le soutien que la perspective d'un renchérissement des taux lui avait apporté.**

**Le dollar baissant, l'or a repris son ascension, et, dans la City, son cours a été fixé aux alentours de 508 dollars l'once contre 498,25 dollars mercredi soir.**

En Espagne

## DES MILITAIRES LÉGALISTES SONT PLACÉS A DES POSTES-CLÉS

*(De notre correspondant.)*

Madrid. — Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez a procédé, le mercredi 2 février, à ses premières nominations militaires importantes le général Rafaël Allende Salazar, qui commandait la région militaire de Valence, devient capitaine général de celle de Madrid. Le général de l'armée de l'air José Santos Peralba est nommé sous-secrétaire du ministère de la défense, devenant ainsi le numéro deux de ce département. Il représentait jusqu'ici l'Espagne au sein du comité militaire de l'OTAN ; on peut donc supposer qu'il s'efforcera d'adapter l'armée de son pays à celle des pays occidentaux.

L'accès du général Allende Salazar à un poste qui serait capital en cas de tentative de coup d'État a été bien accueilli dans les milieux militaires démocratiques. Il était gouverneur militaire de Madrid lors du putsch manqué du 23 février 1981. Revolver au poing, il avait alors arrêter deux officiers venus chercher parmi ses subordonnés des appuis pour le mouvement séditieux. Sa mise à la retraite en septembre prochain pour raison d'âge contraindra cependant le gouvernement à un nouveau choix difficile.

Les socialistes semblent vouloir placer aux postes-clés des officiers fidèles à la Constitution mais dont les positions publiques n'ont pas provoqué de réticences chez leurs compagnons d'armes.

Th.M.

A Paris

## M. Chirac envisage un vaste programme de câblodistribution

***« J'ai décidé de faire étudier, puis d'entreprendre, si je suis réélu, un programme de câblage de Paris en fibres optiques, qui permettrait de raccorder 500 000 foyers d'ici 1989, date de l'Exposition universelle. » M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé ce jeudi 3 février, au cours d'une conférence de presse, son intention de s'inscrire dans le programme gouvernemental de réseaux câblés, décidé le 3 novembre 1982 (1).***

Un groupe de travail présidé par M. Jacques Marette, député de Paris et ancien ministre des P.T.T., réunira des experts, avec M. Denis Beaudouin, directeur général de l'information de la ville de Paris. Le programme envisagé par celle-ci comprend une phase expérimentale de raccordement de 10 000 foyers, en 1984 (coût : environ 100 millions de francs), une deuxième phase de raccordement de 130 000 foyers, en 1985-1986 (coût : 800 millions de francs), et une troisième phase pour 360 000 foyers, de 1987 à 1989 (coût : 2,1 milliards de francs).

Le maire de Paris propose une société d'exploitation technique du réseau, où la ville serait majoritaire, et une société commerciale, où elle détiendrait 34 % du capital. Ces propositions diffèrent de celles actuellement formulées par les P.T.T. D'autre part, M. Chirac a annoncé son intention *« d'associer étroitement la presse écrite sous toutes ses formes »* au développement de ce réseau.

(1) Le ministre des P.T.T., M. Louis Mexandeau, n'a pas fait figurer, jusqu'à présent, la ville de Paris parmi les agglomérations prioritaires pour le développement des réseaux câblés (*le Monde* du 20 janvier).

## Les P.T.T. vont être pratiquement gérés comme une entreprise nationale

*« Etablir sur des bases claires et précises les règles permanentes de gestion et les perspectives de développement des télécommunications. »* Tel est l'objectif du gouvernement avec la définition d'une *« charte de gestion à moyen terme des télécommunications »* dont les grandes lignes ont été présentées mercredi 2 janvier en conseil des ministres par M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T.

Cette « liberté de gestion » serait obtenue avec la charte dont l'adoption devrait être effectuée après un dernier arbitrage que rendra le premier ministre. Le principe a été retenu de fournir à la direction générale des télécommunications des enveloppes annuelles de crédits d'investissements de 27 milliards de francs 1982, en moyenne, d'ici à 1986, en contrepartie d'une plus grande responsabilité financière et d'objectifs qualitatifs décidés par le gouvernement. Pour 1986, ces objectifs sont l'installation de vingt-quatre millions de lignes principales de téléphone et de trois millions de terminaux vidéotex.



## Les sommaires de février

### • LE MONDE DIPLOMATIQUE : La défense de l'Europe.

Le Conseil de l'OTAN a perfectionné ses conceptions de défense de l'Europe. Konrad Ege et Martha Wenger expliquent comment seront déployées des armes électroniques *« intelligentes »* pour détruire les divisions blindées adverses, pendant que des fusées à tête nucléaire ou chimique détruiraient les secondes positions. Cette *« doctrine Airland Battle »* complique l'épreuve de force engagée avec les négociateurs soviétiques à propos des euromissiles. Claude Julien analyse ce qu'est *« la paix selon M. Reagan »*, en montrant que l'équilibre mondial est menacé à la fois par les conceptions stratégiques et par les désordres économiques. Le grand économiste brésilien Celso Furtado avance une originale explication de *« l'incertaine logique de la crise »*.

La même numéro comporte un ensemble de cinq pages intitulé « la Pologne dans le labyrinthe », avec notamment un article de Constantin Jelenski sur les *« paradoxes du nationalisme polonais »*, une étude d'Adam Zagajewski sur *« la culture sous l'état de siège »*, et des articles de Jean-Yves Potel, Patrick Michel, Slawomir Mrozek et Roman Laba.

### • LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Les clés de l'orientation.

Pas facile, l'orientation. Labyrinthe, écheveau, chausse-trape. Dès qu'on évoque les choix à faire et les filières à suivre, les mots qui viennent à l'esprit sont plutôt négatifs. Au collège, les grands paliers — cinquième, troisième — ne doivent pas être manqués. Au lycée, dès la seconde, improprement appelée *« indifférenciée »* pour reculer le temps des choix, il faut cependant retenir des options qui déterminent, en fait, la première et la section du baccalauréat. Comment ne pas se tromper ? *Le Monde de l'éducation* explique les étapes et les choix à effectuer, pour chaque classe, du collège, du lycée ou du lycée d'enseignement professionnel.

Au sommaire de ce même numéro, une étude d'Edmond Vandermeersch sur *« la carte scolaire de l'enseignement catholique »*. Poussé par les impératifs des aides publiques, il a dû se regrouper, se rationaliser et répartir ses filières. De sorte que, à moins de s'éloigner de son domicile, la « liberté de choix » d'un établissement est devenue largement illusoire. Un dossier d'actualité.

### • DOSSIERS ET DOCUMENTS : Les nouvelles communes

Les prochaines élections municipales constituent, pour la majorité et l'opposition, une occasion de se mesurer. Mais au-delà de l'enjeu politique de ce scrutin, il s'agit d'élire des conseillers municipaux et des maires dont les tâches et les responsabilités ont été notablement accrues depuis que s'est traduite, dans les textes, la volonté décentralisatrice du gouvernement de M. Mauroy. Dans un dossier spécial de huit pages, Olivier Mazel et Jean-Claude Grimal, professeurs en sciences économiques et sociales, le premier à Montrouge et le second à Chantilly, dressent, sur la base de la documentation du *Monde* et en collaboration avec François Grosrichard, du service « Equipement - Régions », le portrait de ces « nouvelles communes ». Ils recensent leurs problèmes — technicité et complexité sans cesse croissante des dossiers, accroissement des charges financières, insuffisante formation, etc., décrivent leurs difficultés, font l'inventaire de leurs moyens.

Une place particulière est faite au statut des « grandes villes », Paris, Lyon et Marseille, et aux débats que son adoption a entraînés.

### • LE MONDE DES PHILATÉLISTES : Automation et code postal

La modernisation de la poste transparaît au travers de différents documents accessibles au collectionneur : c'est ce que montre J.-L. Guillard dans un article qui constitue l'un des points forts du *Monde des philatélistes* de février.

Une émission de timbres réalisée par la résistance afghane, une sélection d'enveloppes premier jour, les cartes-maximum ou les plaisirs de la philatélie et de la cartophilie confondus, les cachets des bases argentines dans les glaces de l'Antarctique, les barres phosphorescentes sur les timbres « Sabine », les faux de Spérati, figurent également au sommaire de ce numéro où l'on trouvera comme à l'accoutumée les nouveautés du monde entier.

### • LE MONDE DE LA MUSIQUE : l'Opéra impossible...

Le cinéma vient, une fois encore, à l'Opéra. Ken Russel s'attaque aux *Soldats* de Bernd Aloïs Zimmermann, point d'aboutissement des recherches les plus audacieuses en matière de représentation dramatique. Comment faire jouer et chanter plusieurs scènes à la fois ? Le réalisateur de *Lisztomania* s'explique sur la mise en scène qu'il prépare pour l'Opéra de Lyon. Au même moment, le chef d'orchestre Michaël Gielen, qui créa l'œuvre en 1965 à Cologne, la reprend à Bruxelles.

Les pianistes sont parfois bien seuls, comme en témoignent Radu Lupu, Claudio Arrau et Martha Argerich. *Le Monde de la musique* publie également dans son numéro de février un dossier sur Busoni, virtuose célèbre et compositeur oublié ; un témoignage de l'écrivain Marcel Moreau : *« Je suis un compositeur raté »* ; Higelin, Souchon, Diane Dufrêne, Michel Jonasz photographiés par Patrick Ullmann ; un banc d'essai d'acoustique ; cent dix disques écoutés et commentés.

• *Découverte d'explosifs en Corse.* — Les gendarmes en opération de contrôle en Corse ont découvert, mercredi 2 février, dans le maquis des environs de Bastia, un stock d'explosifs dissimulé dans une murette de pierres sèches. Ce stock, comprenant plusieurs dizaines de kilos de bâtonnets de dynamite et des mèches lentes, proviendrait d'un vol important commis en septembre 1981, à Borgo (Haute-Corse), dans un entrepôt de travaux publics.





